



**Direction du Secrétariat  
Général  
Service Assemblées et Vie des  
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**Mai – Juin 2021**



**SOMMAIRE**  
**RAA**  
**Mai – Juin 2021**

	<i><b>Pages</b></i>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b> <i>(Conseil du 14 juin 2021)</i>	<b>9</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b> <i>(Conseil du 14 juin 2021)</i>	<b>201</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRÊTES</b> <i>(Mois de mai et juin 2021)</i>	<b>440</b>

## **PARTIE I - DELIBERATIONS**

	<b>Pages</b>
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	<b>9</b>
HORS COMMISSION	<b>49</b>
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	<b>87</b>
RESSOURCES	<b>115</b>
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	<b>165</b>



## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE</b>	<b>PAGE</b>
V2021-168	Changement d'usage des locaux d'habitation - Règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations - Avis de la Ville de Montpellier	9
V2021-180	Quartier de Celleneuve - Augmentation du taux de subventionnement des travaux de ravalement - Modification du règlement de ravalement obligatoire - Approbation	14
V2021-181	Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Autorisation de signature	17
V2021-183	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Blaise Pascal - Concession d'aménagement Ville de Montpellier/Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Clôture de la concession - Approbation	19
V2021-184	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI - Cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a situées rue des Chasseurs - Réalisation d'une chaufferie biomasse - Approbation	23
V2021-185	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI - Lot n°3e Bâtiment ' Musée ' - Demande d'agrément de candidature de la Société SAS SERM.ID ou une de ses filiales - Approbation	26
V2021-186	Domaine de Grammont - Acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole d'un terrain pour l'extension du Skatepark et la création d'un centre d'entraînement de BMX Free Style - Allée Manitas de Plata - Parcelle cadastrée RH 14partie - Approbation	29
V2021-187	Copropriété des Cévennes - Maison de Quartier Jean Pierre Chabrol - Avenue du Professeur Louis Ravas - Sortie de la copropriété - Constat de désaffectation et déclassement des emprises - Servitude d'accès - Approbation	32
V2021-188	Agriparc du Mas Nouguier - Acquisition de la propriété bâtie des consorts CHEVRIER - 576 rue de la Madeleine - Parcelles cadastrées DZ 36 et DZ 37 - Approbation	35
V2021-189	Aliénation de la parcelle IL située 69 Rue William et Catherine Booth à Montpellier, propriété de la Commune de Montpellier - Approbation	38
V2021-204	Contrat de location entre ACM Habitat et la Ville de Montpellier - Local 114 rue Jules Isaac - Renouvellement - Autorisation de signature	40
V2021-205	Convention de location entre la Ville de Montpellier et le Bridge Comédie Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	42
V2021-206	Bail commercial entre la Ville de Montpellier et Constructys Languedoc-Roussillon - Locaux 3490 avenue Etienne Méhul - Centre Technique Municipal Garosud - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature	44
V2021-212	Groupement de commandes Hérault Energies pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables - Adhésion - Autorisation de signature	46

## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>HORS COMMISSION</b>	<b>PAGE</b>
V2021-169	Avis sur le projet de pacte de gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole	49
V2021-218	Organisme Extérieur - SAEML TaM - Modification statutaire - Autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier - Approbation	51
V2021-221	Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier et de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	54
V2021-222	Attribution des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Ville fraternelle et solidaire" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	58
V2021-223	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations, Egalité et Droits des femmes" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	61
V2021-224	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	63
V2021-225	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	66
V2021-226	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	69
V2021-227	Attribution de subventions et modification d'attributions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Attribution d'une subvention exceptionnelle - Approbation - Autorisation de signature	71
V2021-228	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sport et Partenariat sport" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	76
V2021-229	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	79
V2021-230	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	81
V2021-230	Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 12 avril 2021 - Approbation	84
<b>N° DELIB</b>	<b>RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE</b>	<b>PAGE</b>
V2021-171	Appel à projets d'investissement à destination des associations culturelles - Approbation	87
V2021-172	Appel à projets - Attribution de subventions d'investissement en faveur du développement des activités physiques et sportives - Année 2021 - Approbation - Autorisation de signature	90
V2021-173	Création d'une Commission extra-municipale des Sports – Approbation	93

## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE (Suite)</b>	<b>PAGE</b>
V2021-178	Montpellier Grand Cœur - Engagement d'une nouvelle campagne d'aide à la rénovation des devantures des locaux d'activités de 2021 à 2026 – Approbation	96
V2021-179	Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Autorisation de signature	99
V2021-182	Création du Collectif Gisèle Halimi pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes à Montpellier - Approbation	102
V2021-190	Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs - Redevances minorées - Conventions d'occupation du domaine public - Approbation - Autorisation de signature	104
V2021-208	Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Mise à jour des tarifs - Approbation	107
V2021-219	Adhésion à des réseaux internationaux et prise en charge financière - Approbation	109
V2021-220	Adhésion aux réseaux professionnels pour l'exercice 2021 - Association des Musées et centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (AMCSTI) - Approbation	112
<b>N° DELIB</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>PAGE</b>
V2021-195	Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de Police Municipale - Etat-major - Approbation	115
V2021-196	Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	118
V2021-197	Modification des modalités d'attribution des aides financières par la Commission Sociale du Personnel - Approbation	124
V2021-198	Modification des modalités de versement de la prestation d'action sociale pour les départs à la retraite - Approbation	126
V2021-199	Reconduction de la mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier - Approbation	128
V2021-200	Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	130
V2021-201	Création de vacations pour événements soudains ou majeurs ou nécessitant la sécurisation de lieux et de personnes - Approbation	132
V2021-202	Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte d'exploitation de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) de la Ville de Montpellier - Approbation	134
V2021-203	Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	136
V2021-207	Compte Administratif et compte de gestion 2020 - Approbation	138
V2021-209	Méthodes et durées d'amortissement des immobilisations de la Ville de Montpellier - Approbation	142

## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>PAGE</b>
V2021-210	Expérimentation Certification des Comptes - Rapport d'opinion du professionnel du chiffre exercice 2020 - Approbation	146
V2021-211	Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché de ' Fourniture et mise à jour de licences logicielles pour les postes utilisateurs, développeurs et les serveurs ' - Autorisation de signature	149
V2021-213	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Cournonterral, Grabels, Lavérune, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de carburant et électricité pour véhicules - Autorisation de signature	151
V2021-214	Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de prestations de retranscription - Autorisation de signature	154
V2021-215	Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché d'achat et de maintenance d'équipements de téléphonie, réseau et sécurité - Autorisation de signature	156
V2021-216	Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) – Approbation	158
V2021-217	Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) - Approbation	161
<b>N° DELIB</b>	<b>SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE</b>	<b>PAGE</b>
V2021-165	Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Convention relative au Plan pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 - Autorisation de signature	165
V2021-166	Engagement de la Ville de Montpellier dans le projet Territoire Zéro Chômeur de longue durée - Année 2021- Approbation - Autorisation de signature	168
V2021-167	Conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) - Financement des dépenses liées à un centre de vaccination dédié au Covid-19 - Autorisation de signature	171
V2021-170	Charte de l'évènementiel responsable - Approbation	173
V2021-174	Dispositif de soutien à une première adhésion à une association sportive ou culturelle ou de loisirs - Reconduction pour la saison 2021-2022 - Approbation	176
V2021-175	Bourse Initiatives Jeunes 2021 - Participation de la Ville - Approbation	178
V2021-176	Projet Educatif de Territoire (PEdT) - Avenant de prolongation pour l'année scolaire 2021/2022 - Autorisation de signature	181

## SOMMAIRE THEMATIQUE

<b>N° DELIB</b>	<b>SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE (Suite)</b>	<b>PAGE</b>
V2021-177	Prévention et sensibilisation à la sécurité routière - Interventions de la Police Municipale dans les écoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier - Convention 2021/2022 - Autorisation de signature	<b>183</b>
V2021-191	Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit - Approbation	<b>185</b>
V2021-192	Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Saint-Martin - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association "Jouons en Ludothèques" - Autorisation de signature	<b>187</b>
V2021-193	Crèche "Les Enfantines" - Renouvellement de la convention d'occupation du domaine public - Redevance minorée - Autorisation de signature	<b>190</b>
V2021-194	Police Municipale - Escortes de l'équipe du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2021-2022 - Autorisation de signature	<b>192</b>

## **AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE**



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE

**Changement d'usage des locaux d'habitation - Règlement métropolitain fixant les  
conditions de délivrance des autorisations - Avis de la Ville de Montpellier**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

L'attractivité de Montpellier et de sa Métropole se traduit par une croissance démographique importante avec un gain annuel de 3 594 habitants sur la seule commune de Montpellier pour la période de 2013 à 2018. Une croissance qui conduit à une forte demande en logements, notamment sur la commune de Montpellier, une augmentation des prix moyens de vente de 6,5 % entre 2019 et 2020, et une demande en logements locatifs sociaux qui reste soutenue (18 100 demandes en 2020 pour la seule ville de Montpellier) malgré les efforts de production déjà réalisés.

En parallèle, avec l'essor des plateformes de location touristique, on note une augmentation de l'offre de meublés de tourisme. A Montpellier et pour la seule plateforme *Airbnb*, on compte à ce jour environ 5 600 meublés de tourisme. Cet essor, lorsqu'il n'est pas contrôlé, conduit à une éviction progressive de l'offre de logements permanents et participe à l'accentuation de la tension du marché immobilier.

Aussi, pour veiller au maintien de l'équilibre entre l'habitat traditionnel et les activités économiques, dont l'activité touristique, source de développement du territoire, la Métropole envisage d'instaurer, sur l'ensemble de la Ville de Montpellier, un mécanisme de contrôle et de régularisation des changements d'usage des locaux destinés à l'habitation au profil d'un autre usage (notamment : commerces, activités, services, bureaux, équipements d'intérêt collectif ou meublés de tourisme de courte durée).

Instauré initialement en vue de répondre aux préoccupations liées à la crise du logement de l'après-guerre, la réglementation du changement d'usage a été substantiellement modifiée par la suite.

Depuis l'ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005, le régime des changements d'usage prévu aux articles L.631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation (CCH) s'applique de plein droit dans les villes de plus de 200 000 habitants.

Par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008, cette compétence, alors exercée par l'Etat, a été transférée aux maires, et il a été donné aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme la possibilité de fixer au travers d'un règlement les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage, dont notamment le régime de « compensation ». C'est donc à la Métropole de délibérer pour adopter le règlement de changement d'usage sur le territoire de la Ville de Montpellier, après avis du Conseil municipal conformément à l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « ALUR » a ensuite créé un socle législatif destiné à encadrer la location de meublés de tourisme de courte durée, et la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016, ainsi que la loi dite « ELAN » n° 2018-1021 du 23 novembre 2018, sont venues parachever le dispositif en renforçant les procédures de contrôle et en majorant les sanctions.

Il est donc proposé pour avis, un règlement encadrant les changements d'usage des locaux à usage d'habitation sur l'ensemble du territoire de la Commune de Montpellier.

Ce règlement soumet certains changements d'usage à l'obtention d'une simple autorisation sans obligation de « compensation » et d'autres changements d'usage à une obligation de « compensation ».

Par « compensation » on désigne le fait de devoir, pour obtenir une autorisation, transformer en logement des locaux non dévolus à l'habitation (bureau, commerce...). Cette compensation permet ainsi de reconstituer la perte d'un logement par la création d'un autre logement.

Par ailleurs, compte-tenu de l'accélération du développement des meublés de tourisme et de la particularité de cette activité, le règlement distingue entre le changement d'usage pour la création d'une activité commerciale, professionnelle, de bureaux, et celui pour l'activité de location de meublés de tourisme de courte durée.

Ceci étant exposé, le règlement, qui sera proposé pour approbation au Conseil de Métropole, se décline en 7 rubriques :

#### Les principes généraux :

En application des articles L. 631-7 et suivants du CCH, le changement d'usage des locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable délivrée par le Maire de Montpellier.

Cette autorisation peut prendre la forme :

- d'une autorisation de changement d'usage à titre réel soumis à compensation. Celle-ci est définitive, attachée au local ;
- d'une autorisation de changement d'usage à titre personnel sans compensation. Celle-ci est temporaire, attachée à la personne et prend fin pour quelque raison que ce soit, lorsqu'il est mis fin à l'exercice professionnel du bénéficiaire ;
- d'une autorisation de changement d'usage à titre personnel sans compensation pour les meublés de tourisme de courte durée. Celle-ci est temporaire, attachée à la personne et prend fin à l'expiration de sa durée de validité.

Toute autorisation de changement d'usage, est accordée sous réserve des droits des tiers et ne vaut pas autorisation au titre des autres législations (rapports de droit privé, copropriété, urbanisme ...).



Les logements dispensés d'autorisation sont :

- les locations de courtes durées à l'usage exclusif du voyageur, offerts à une clientèle de passage, dès lors que le logement constitue la résidence principale du loueur (L.631-7-1 A du CCH). La durée de la location ne doit pas excéder 120 jours par an ;
- les locations de chambre(s) pour de courtes durées à une clientèle de passage, dès lors que le logement concerné constitue la résidence principale du loueur (L.631-7-1 A du CCH) ;
- les locaux d'habitation dans lesquels les occupants exercent leur activité professionnelle, y compris commerciale, dans une partie de leur résidence principale, sous certaines conditions détaillées aux articles L.631-7-3, L.631-7-4 et L.631-7-5 du CCH.

Conditions de délivrance applicables aux autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en activités autres que les meublés de tourisme de courte durée :

Pour préserver l'équilibre entre habitations et activités, une autorisation préalable au changement d'usage, autre qu'en meublé de tourisme à titre réel avec compensation, s'impose lorsque le logement transformé se situe dans le périmètre sauvegardé de Montpellier et représente une surface égale ou supérieure à 100 m².

Une autorisation de changement d'usage à titre personnel sans compensation peut être accordée pour les locaux ne répondant pas aux critères cumulatifs précités, ou indépendamment des conditions de localisation ou de superficie pour :

- un logement situé en rez-de-chaussée ;
- un local destiné à la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif ;
- un local destiné à l'exercice d'une activité professionnelle libérale réglementée ou non réglementée ;
- pour le changement d'usage d'une partie d'un local restant pour plus de la moitié la résidence principale du demandeur (sous certaines conditions).

Conditions particulières de délivrance applicables aux autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en meublés de tourisme de courte durée :

Une autorisation de changement d'usage à titre personnel sans compensation peut être accordée pour la création d'un meublé de tourisme sur l'ensemble du territoire communal, au seul propriétaire « personne physique » :

- dans la limite d'une autorisation pour 1 logement par foyer fiscal ;
- et pour une durée de 3 ans reconductible une seule fois, sans dépasser la durée maximale de 6 ans.

Sous certaines conditions, lorsque le propriétaire « personne physique » se sépare du bien objet de la demande, il pourra conserver le bénéfice de son autorisation pour la durée restante pour un autre local.

En dehors de ces conditions, le changement d'usage d'un local d'habitation pour la création d'un meublé de tourisme, pour le propriétaire « personne physique » et l'ensemble des personnes morales est soumis à autorisation à titre réel avec compensation.

Principes de compensation :

La compensation peut être réalisée par le pétitionnaire ou par un tiers (achat d'un titre de compensation), propriétaire de locaux affectés à un autre usage que l'habitation qu'il transforme en logements.

Le ou les locaux proposés en compensation doivent respecter les conditions de qualité, superficie, et localisation fixées par le règlement du changement d'usage.

Sanctions :

Conformément aux dispositions du CCH, la Ville de Montpellier est compétente pour vérifier le respect des procédures et réaliser des opérations de contrôle. Il lui appartient également d'engager les poursuites auprès

du tribunal judiciaire de Montpellier pour la mise en œuvre des sanctions prévues aux articles L.651-2, L.651-3 du CCH et aux articles L.324-1-1 et suivants du Code du tourisme.

**Les dispositions pour la demande :**

Toute demande de changement d'usage devra faire l'objet d'une demande via le formulaire adéquat et devra être accompagnée des pièces justificatives nécessaires. Celle-ci peut être formulée de manière dématérialisée ou par voie postale. Le délai d'instruction ne court qu'à partir de la réception d'un dossier complet.

Lorsque le changement d'usage fait l'objet de travaux entrant dans le champ d'application du Code de l'urbanisme ou d'un changement de destination au sens du Code de l'urbanisme, le demandeur devra effectuer les formalités au titre du Code de l'urbanisme. Les travaux ne peuvent être exécutés qu'après l'obtention du permis de construire ou de la déclaration préalable et de l'autorisation de changement d'usage.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De donner un avis favorable sur le nouveau règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation et déterminant les compensations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, Mme Alenka DOULAIN, Conseillère municipale, a déposé en amont de la séance, une série d'amendements sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire soumet au vote les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN :

Pour : 2 voix

Contre : 61 voix

Abstentions : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN sont rejetés à la majorité des voix exprimées.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement changement d'usage
- Formulaire demande de changement d'usage à caractère personnel
- Liste des pièces justificatives pour une demande de changement d'usage à caractère personnel
- Formulaire demande de changement d'usage à caractère réel
- Liste des pièces justificatives pour une demande de changement d'usage à caractère réel
- Annexe 2 aux formulaires - autorisation du propriétaire
- Annexe 3 aux formulaires - justificatif de mandat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161833-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ

**Quartier de Celleneuve - Augmentation du taux de subventionnement des travaux  
de ravalement - Modification du règlement de ravalement obligatoire -  
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La préservation du patrimoine est un des objectifs de l'opération « Montpellier Grand Cœur » pour améliorer le cadre de vie des quartiers. Le ravalement de façade est une des actions y contribuant.

Ainsi, la Ville de Montpellier a décidé par délibération n°2016/210 du 22 juin 2016, la création d'un périmètre de ravalement obligatoire sur le centre ancien du quartier Celleneuve présentant un caractère patrimonial et des typologies spécifiques à ce quartier/village organisé autour de son église classée monument historique (80 % des façades des immeubles méritent d'être ravalées).

Depuis le début de cette campagne, il est constaté que l'opération de ravalement a du mal à démarrer. En effet, malgré des améliorations du règlement du ravalement pour faciliter l'engagement des travaux (validées par délibération n°V2018-363 du 25 octobre 2018) concernant le mode de calcul du taux de subvention avec suppression de la dégressivité, le taux restant au maximum de 30 %, et possibilité d'un subventionnement des programmes partiels de travaux dès lors qu'ils constituent un ensemble homogène. A ce jour, seuls cinq ravalements ont été subventionnés et 9 dossiers ont fait l'objet d'une demande de subvention.

La Ville et la Métropole poursuivant leur programme de travaux d'aménagement de l'espace public, il apparaît opportun, en accompagnement à ces actions, de modifier le règlement de la campagne de ravalement sur le quartier de Celleneuve, en proposant d'augmenter les aides pour les rendre plus attractives pour les propriétaires. La Ville souhaite en effet soutenir par cette action l'embellissement du cadre de vie du centre de Celleneuve, en aidant les propriétaires à restaurer leur patrimoine dans un contexte économique qui, depuis la crise sanitaire, s'est affaibli.

Actuellement, le taux est de 30 % de subvention pour un ravalement complet, et pour les travaux partiels, le paiement de la subvention se fait en deux temps :

- Une avance de 20 % du montant TTC des travaux partiels ;
- Le déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Il est donc proposé, pour la dernière année de la campagne de ravalement, soit jusqu'au 30 juin 2022 :

- D'augmenter le taux de 30 % à 40 % de subvention pour un ravalement complet ; et pour des travaux partiels de 20 % à 25 %, ainsi que de 10 % à 15 % au solde ;
- De modifier le règlement attributif en ce sens.

Cette modification est compatible avec le budget prévisionnel global inscrit au Plan pluriannuel d'investissement (PPI) de la Ville jusqu'en 2022. Par ailleurs, ce dispositif pourrait être prolongé avec les mêmes augmentations de taux de subvention jusqu'en 2026. Le périmètre reste inchangé par rapport à celui validé lors de la délibération n°2016/210.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'augmentation du taux de subvention à 40 % pour la dernière année de la campagne de ravalement obligatoire sur le périmètre de Celleneuve ;
- D'approuver la modification du règlement de ravalement obligatoire du quartier de Celleneuve ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- REGLEMENT ravalement Celleneuve
- Cahier des prescriptions générales

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160151-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ

**Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de  
subventions - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016 (n° 2016/210), la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363).

Le taux de subvention est de 30 % du montant TTC des travaux subventionnables jusqu'en juin 2022, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels, et de verser la subvention en deux temps : par une avance de 20 % du TTC des travaux partiels, puis avec déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

Association AMORC (association 1901),

Adresse : 46 allée Antonin CHAULIAC

Total des travaux : 79 590,39 € TTC à 30 % de subvention

Montant à verser : 23 877,00 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le versement d'une subvention d'un montant de 23 877 € correspondant à l'adresse listée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161254-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Blaise Pascal - Concession  
d'aménagement Ville de Montpellier/Société d'Équipement de la Région  
Montpelliéraine (SERM) - Clôture de la concession - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal est située à l'Est de la commune de Montpellier, dans le quartier Port Marianne. Les objectifs de cette opération ont été arrêtés par le Conseil municipal de la Ville de Montpellier le 9 juin 1987 et la ZAC Blaise Pascal a été créée par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988. Par délibération du Conseil municipal du 29 février 1988, la concession de la ZAC Blaise Pascal a été confiée à la Société d'équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et le dossier de réalisation a été approuvé. Une modification permettant d'augmenter le périmètre de la ZAC a par la suite été engagée et le dossier modificatif de ZAC correspondant a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 9 novembre 2001.

Le quartier Blaise Pascal, situé de part et d'autre des parcs d'activités du Millénaire fut l'un des premiers réalisés à Port Marianne. Il répond à plusieurs objectifs urbains, notamment :

- Rapprocher l'habitat et les activités ;
- Offrir tous types de logements : petits collectifs, maisons de ville, intermédiaires, et une mixité sociale avec la création de logements sociaux ;
- Privilégier l'intégration des espaces verts à la ville, à travers une large esplanade structurante, des parcs publics...

La définition architecturale de l'opération, signée Claude Vasconi, privilégie l'ouverture des logements sur leur environnement : larges terrasses, rez-de-chaussée protégés par des jardins privés, espaces extérieurs collectifs traités en espaces verts ou piscines.

Au 31 décembre 2018, 152 006 m<sup>2</sup> de Surface De Plancher (SDP) de constructions ont été réalisés dans la ZAC Blaise Pascal dont :

- 1 826 logements réalisés, dont 458 logements sociaux (25%), soit 122 752 m<sup>2</sup> de SDP ;
- 11 376 m<sup>2</sup> de SDP de bureaux ;
- 782 m<sup>2</sup> de SDP de commerces ;
- 15 557 m<sup>2</sup> d'équipements publics.

Les équipements publics réalisés dans cette opération sont les suivants :

- Le groupe scolaire composé de l'école élémentaire Blaise-Pascal et de l'école maternelle Sarah-Bernhardt ;
- Le Gymnase Mireille-Bessière ;
- La Maison pour tous Mélina-Mercouri ;
- Le square du Colonel-Vedel ;
- La place Tycho-Brahé ;
- Le parc de Costebelle ;
- La Caserne de CRS.

Au 31 décembre 2018, le programme de la ZAC Blaise Pascal (programme des constructions et programme des équipements publics) a donc été réalisé en totalité.

Considérant que le programme de la ZAC avait été entièrement réalisé et que les terrains à bâtir ont été construits, la ZAC Blaise Pascal a été supprimée par délibération n°V2019-492 du Conseil municipal du 19 décembre 2019 conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme.

Tous les aménagements et équipements prévus dans la concession d'aménagement ayant été aujourd'hui achevés et la ZAC supprimée, la SERM a donc établi un bilan de clôture de la concession d'aménagement de la ZAC Blaise Pascal. Ce bilan de clôture fait apparaître les comptes de l'opération, concédée, arrêtés au 30 septembre 2020.

Les grandes lignes de ce bilan financier en dépenses et en recettes sont les suivantes :

- L'ensemble des dépenses assurées par la SERM pour le compte de la Ville s'élève à 19 637 402,28 € HT ;
- L'ensemble des recettes s'élève à 20 118 464,18 € HT.

Au titre du programme des équipements publics, aucune participation n'a été versée par la Ville pour cette opération.

Le bilan de clôture fait apparaître un solde positif de 481 061,90 € HT ainsi qu'un solde de trésorerie de l'opération de 54 276,42 € qui seront reversés par le concessionnaire à la Ville déduction faite notamment de l'avance sur boni d'opération versé à la Ville le 28 décembre 2018.

Il est proposé aujourd'hui de clôturer les comptes de la ZAC Blaise Pascal et de mettre fin à la concession d'aménagement de cette opération qui avait été confiée à la SERM en 1988.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le bilan de clôture établi par la SERM, concessionnaire de la Ville pour la réalisation de la ZAC Blaise Pascal ;
- De donner quitus à la SERM pour sa mission d'aménagement de cette ZAC ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Dossier de cloture de la concession d'aménagement
- pièce 1 \_6250m-188-situation foncière Indice H
- Pièce 2 6250m-188-attestation 18-12-2020
- Pièce 3 \_6250m-188-ETAT FONCIER CLOTURE ZAC-Indice G
- Pièce 4 \_6250m-188-origine parcellaire-18-12-2020
- Pièce 5 RT 28 DOC-151419-17122020
- Pièce 6 ECHANGE ETAT 1994
- Pièce 7 Marchés de travaux VD
- Pièce 8 Marchés de services et fournitures VD
- Pièce 9 SOLDE RESTANT VILLE 500euros

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI - Cession à Montpellier Méditerranée  
Métropole des parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a situées rue  
des Chasseurs - Réalisation d'une chaufferie biomasse - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) a fermé ses portes à l'été 2010. La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service de son développement et de son rayonnement. En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a ainsi acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356 019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue en 2016 la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement qui prévoit la réalisation de logements, d'activités et de commerces ainsi qu'un programme d'équipements publics.

Afin de desservir ces équipements et logements, une chaufferie biomasse sera réalisée sur le secteur « Chasseurs » de la ZAC de l'EAI, sur les parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a, en cours de découpage cadastral et d'une superficie totale d'environ 3 557 m².

Dans ce cadre, il convient de céder ces deux parcelles à Montpellier Méditerranée Métropole, compétente dans le domaine relatif au réseau montpelliérain de chaleur et de froid, qui mettra le foncier à disposition de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) ou tout tiers substitué et désigné par elle, qui réalisera la chaufferie biomasse en tant que délégataire du contrat de concession de distribution publique d'énergie calorifique, réseau montpelliérain de chaleur et de froid, conclu initialement le 31 décembre 1986.

A cet effet, il convient d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole et son délégataire, la SERM ou tout tiers substitué et désigné par elle, à accéder aux parcelles concernées et démarrer les travaux nécessaires à la réalisation de la chaufferie biomasse avant la signature de l'acte authentique.

Les services de France Domaines ont émis un avis le 17 mai 2021 portant l'évaluation du bien à 100 euros (cent euros) par m<sup>2</sup> de terrain, compte tenu des aménagements à effectuer dans le périmètre de la ZAC.

Dans le cadre des négociations entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole, il a néanmoins été décidé de prendre en compte le prix de revient des parcelles honorées par la Ville, la cession intervenant entre les deux Collectivités pour la réalisation d'un équipement public.

Ainsi, il est proposé de fixer la transaction à 192 433,70 € nets (cent quatre-vingt-douze mille quatre cent trente-trois euros et soixante-dix centimes nets) correspondant à une valeur de 53.57 €/m<sup>2</sup> (cinquante-trois euros et cinquante-sept centimes), majorée des frais payés lors de l'acquisition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a, en cours de découpage cadastral, situées rue des Chausseurs et d'une superficie totale d'environ 3 557 m<sup>2</sup>, au prix de 53,57 €/m<sup>2</sup>, majoré des frais payés lors de l'acquisition, soit 192 433,70 € nets vendeur ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole et son délégataire, la SERM ou tout tiers substitué et désigné par elle, à accéder aux parcelles concernées et démarrer les travaux nécessaires à la réalisation de la chaufferie biomasse avant la signature de l'acte authentique ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- De demander au notaire de l'acquéreur de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de ce dernier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- visuel DCM EAI Chauffage vente à 3M.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20210614-161227-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme durable et maîtrise foncière

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN

## **Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) EAI - Lot n°3e Bâtiment ' Musée ' - Demande d'agrément de candidature de la Société SAS SERM.ID ou une de ses filiales - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la Municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'EAI sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- favoriser le recyclage de la Ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances... mais aussi en transformant, complétant et en enrichissant cet



- existant pour offrir de nouvelles qualités de vie, d'habiter et de travailler ;
- créer de nouvelles polarités, culturelles et économiques, où se côtoient activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains en résonance avec le parc Montcalm, lui aussi support d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains ;
- faire émerger, au cœur de ce quartier, de nombreuses structures et activités confortant l'excellence de la Ville et de la Métropole dans le domaine des « Industries Culturelles et Créatives » (ICC) et les immerger dans la ville afin qu'elles participent à son animation : école d'art, tiers-lieu au service de tous les secteurs en devenir des ICC, immobilier d'entreprise à destination des start-up comme des grands comptes, lieu d'échange et de rencontre ;
- proposer un nouveau type « d'écosystème urbain » par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie ;
- s'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une diversité de formes urbaines apte à répondre à de nombreux modes d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où les nouvelles constructions se greffent aux anciennes et les réinterprètent.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 11 juillet 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 25 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de la société « SAS SERM.ID » ou une de ses filiales pour le lot n°3e de la ZAC EAI.

<b>Maître d'ouvrage :</b>	SAS SERM.ID ou une de ses filiales
<b>Localisation du projet :</b>	Section HY n°545a
<b>Surface du lot :</b>	1 494 m <sup>2</sup> correspondant pour partie à l'ancien musée de l'Ecole d'Application de l'Infanterie
<b>Nature du projet :</b>	Programme de bureaux dédié aux Industries Culturelles et Créatives réalisé dans le bâtiment de l'ancien musée de l'EAI à réhabiliter avec création d'une extension et stationnements en sous-sol
<b>SDP envisagée :</b>	2 894m <sup>2</sup>
<b>SDP maximale autorisée :</b>	3 050 m <sup>2</sup>

La SA3M précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'agréer la candidature de la société « SAS SERM.ID » ou une de ses filiales en vue de la réalisation d'un programme de bureaux dédié aux Industries Culturelles et Créatives réalisé dans le bâtiment de l'ancien musée de l'EAI à réhabiliter avec création d'une extension et de stationnements en sous-sol sur le lot 3e de la ZAC EAI ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Localisation lot 3e.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-159316-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN

**Domaine de Grammont - Acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole d'un  
terrain pour l'extension du Skatepark et la création d'un centre d'entraînement  
de BMX Free Style - Allée Manitas de Plata - Parcelle cadastrée RH 14partie -  
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le complexe sportif municipal de Grammont propose au grand public et aux associations sportives divers équipements sportifs dont un skate-park doté de nombreux modules pouvant accueillir toutes les disciplines de la filière: skate, rollers, bicross et BMX. Depuis sa création en 1992 des modifications ont permis d'adapter cet équipement aux besoins immédiats. Cependant, l'évolution des pratiques de ces sports est telle que le site ne correspond plus aux attentes des usagers.

Par conséquent, par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le projet de réhabilitation du skate-park de Grammont et la création d'un centre d'entraînement de BMX Free Style. Cette opération de réhabilitation est une opportunité pour la Ville de créer un lieu spécifique dévolu à l'entraînement du Pôle France BMX Free Style de la Fédération Française de Cyclisme en vue des Jeux Olympiques et Paralympiques de l'été 2024.

Ce programme consiste en la réalisation de travaux permettant l'adaptation des structures du skate-park existant, la réalisation de nouveaux équipements de skate-park, la création d'une zone dévolue à l'entraînement BMX, l'aménagement d'un espace vert, la création d'un bâtiment modulaire de 275 m²

composé d'une salle de réunion, d'un hall d'accueil, de sanitaires mixtes, de vestiaires, d'un bureau, d'une infirmerie, de trois locaux de stockage, d'un local-atelier de réparation vélo.

Le périmètre de ce nouvel équipement s'étend sur environ 1,5ha, mobilisant environ 5 000 m<sup>2</sup> sur la parcelle RH 15 propriété de la Ville, correspondant à l'emprise de l'équipement actuel, et environ 9 587 m<sup>2</sup> d'emprise sur la parcelle contigüe RH 14, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, actuellement aménagée en parking.

La Ville a donc sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la cession du foncier nécessaire à la réalisation de ce projet.

La Métropole est devenue propriétaire de cette parcelle en 2016 dans le cadre d'un transfert de propriété des équipements culturels de Zénith Sud opéré à titre gratuit sur la base de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales. Il est donc proposé d'acquérir ce foncier à la Métropole à l'euro symbolique eu égard aux conditions d'acquisition et à la destination publique du bien en dérogation à l'évaluation onéreuse réalisée par les services de France Domaine.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'acquisition auprès de la Métropole d'une emprise d'environ 9 587 m<sup>2</sup> issue de la parcelle RH 14 sise commune de Montpellier, située Allée Manitas de Plata moyennant le prix d'un euro symbolique ;
- De demander à Maître LASCOMBES, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- vue

- plan de géomètre RH 14a.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161042-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme durable et maîtrise foncière

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN

## Copropriété des Cévennes - Maison de Quartier Jean Pierre Chabrol - Avenue du Professeur Louis Ravas - Sortie de la copropriété - Constat de désaffectation et déclassement des emprises - Servitude d'accès - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

LA MAISON DE QUARTIER JEAN-PIERRE-CHABROL FAIT PARTIE DE LA COPROPRIÉTÉ DES CÉVENNES, AVENUE DU PROFESSEUR LOUIS-RAVAS À MONTPELLIER. IL S'AGIT D'UN LOT DE COPROPRIÉTÉ N° 2973, AU MÊME TITRE QUE TOUS LES APPARTEMENTS ET COMMERCE SITUÉS DANS L'ENSEMBLE IMMOBILIER.

PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 FÉVRIER 2021, LA VILLE DE MONTPELLIER A AUTORISÉ LA SA3M, CONCESSIONNAIRE D'AMÉNAGEMENT DÉSIGNÉ DANS LE CADRE DU NOUVEAU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN 2 (NPNRU), À DÉMOLIR LES LOCAUX, QUI ONT FAIT PAR SUITE L'OBJET D'UN PERMIS DE DÉMOLIR.

LA MAISON DE QUARTIER JEAN-PIERRE-CHABROL DÉSAFFECTÉE ET DÉMOLIE, IL EST DÉSORMAIS PROPOSÉ DE CONSTATER LA DÉSAFFECTATION DU SOL INTÉGRANT LE DOMAINE PRIVÉ DE LA VILLE. AFIN DE FACILITER LA GESTION DES EMPRISES FONCIÈRES LIBÉRÉES AU DROIT DU BÂTIMENT L QUI REPRÉSENTENT UNE SUPERFICIE AU SOL DE 125 M<sup>2</sup>, EN L'IDENTIFIANT PLEINEMENT, IL EST PROPOSÉ DE LUI ATTRIBUER UN NUMÉRO CADASTRAL INDÉPENDANT DU RESTE DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER, CE QUI PERMETTRA DE SOLLICITER SA SORTIE DE LA COPROPRIÉTÉ. L'EMPRISE NE CONCERNE QUE LA PARTIE EXTÉRIEURE DE L'ANCIENNE MAISON DE QUARTIER, LA PARTIE INTÉGRÉE DANS LE BÂTIMENT L RESTERA UN LOT DE COPROPRIÉTÉ RÉDUIT À CONSERVER.

LE NOTAIRE DE L'OPÉRATION NPNRU SERA CHARGÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ ET DE RECALCULER LES TANTIÈMES DE COPROPRIÉTÉ.

UNE SERVITUDE D'ACCÈS SERA INSTAURÉE DANS LA RÉSIDENCE LES CÉVENNES POUR DESSERVIR CETTE NOUVELLE PARCELLE CRÉÉE JUSQU'AU DOMAINE PUBLIC, AVENUE DU PROFESSEUR LOUIS-RAVAS.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- DE CONSTATER LA DÉSAFFECTATION DE FAIT ET LE DÉCLASSEMENT DE TOUTE AFFECTATION PUBLIQUE D'UNE EMPRISE DE 125 M<sup>2</sup> SITUÉE AVENUE DU PROFESSEUR LOUIS-RAVAS, CORRESPONDANT À LA PARTIE EXTÉRIEURE DE L'ANCIENNE MAISON DE QUARTIER JEAN-PIERRE-CHABROL, AUJOURD'HUI DÉMOLIE ;
- DE SOLLICITER LES SERVICES DU CADASTRE POUR ATTRIBUER UN NOUVEAU NUMÉRO CADASTRAL À L'EMPRISE DE 125 M<sup>2</sup> DÉSAFFECTÉE ET DÉCLASSÉE ;
- D'APPROUVER LE PRINCIPE DU RETRAIT DE LA COPROPRIÉTÉ RÉSIDENCE LES CÉVENNES, D'UNE EMPRISE DE 125 M<sup>2</sup>, PROPRIÉTÉ PRIVÉE DE LA VILLE DE MONTPELLIER ;
- D'APPROUVER LA MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE COPROPRIÉTÉ EN RECALCULANT LES TANTIÈMES DE COPROPRIÉTÉ ;
- D'ACCEPTER LA SERVITUDE D'ACCÈS À LA NOUVELLE PARCELLE CRÉÉE, POUR REJOINDRE L'AVENUE DU PROFESSEUR LOUIS-RAVAS, VOIE PUBLIQUE ;
- DE CONVENIR QUE L'ÉTUDE DE NOTAIRES LEXNOT SERA SAISIE POUR RÉDIGER TOUS LES DOCUMENTS AFFÉRENTS, AUX FRAIS DE LA SA3M DANS LE CADRE DE LA CONCESSION DE RENOUVELLEMENT URBAIN ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- servitude plan géomètre.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160272-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN

**Agriparc du Mas Nouguier - Acquisition de la propriété bâtie des consorts  
CHEVRIER - 576 rue de la Madeleine - Parcelles cadastrées DZ 36 et DZ 37 -  
Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Les consorts CHEVRIER sont propriétaires des parcelles cadastrées DZ 36 et DZ 37 situées 576 rue de la Madeleine à Montpellier et contigües à l'agriparc du Mas Nouguier. La parcelle cadastrée DZ 36 d'une superficie de 594 m<sup>2</sup> supporte une habitation de 115 m<sup>2</sup> et la parcelle cadastrée DZ 37 en nature de landes, a une superficie de 5 650 m<sup>2</sup>. Les consorts CHEVRIER ont proposé à la Ville de Montpellier la cession de leur bien représentant une superficie totale de 6 244 m<sup>2</sup> classé en zone agricole du plan local d'urbanisme.

L'acquisition de ce bien intéresse la Ville qui pourra organiser sur ce site des activités en lien avec l'agriparc dans le cadre de son plan de développement conformément aux politiques de préservation des espaces naturels et agricoles. En effet, la Ville a acquis en 2007 les vignes du Domaine du Grand Puy. La gestion de l'agriparc repose sur la transformation d'un espace agricole de monoculture viticole en un agriparc, espace de polyculture et réserve de biodiversité. La Ville a créé cet agriparc en partenariat avec la chambre d'agriculture, afin de remettre le site de production viticole en agriculture biologique, et ainsi favoriser la biodiversité en créant un refuge pour la faune et la flore locale. L'agriparc est aujourd'hui constitué d'environ 12 hectares de vignes, de bassins de rétention paysagers, de prairies et d'une oliveraie.

De nombreuses animations sont réalisées sur le site autour de la vigne, de l'olivier, des techniques de culture, du rucher, de la biodiversité. Une partie des vendanges est réalisée avec les enfants des centres aérés montpelliérains. Par ailleurs, dans une volonté de développer un projet permettant l'insertion professionnelle de personnes handicapées, la Ville a confié une partie de l'exploitation des vignes à l'établissement et service d'aide par le travail les Compagnons de Maguelone.

La propriété des consorts CHEVRIER, qui comprend un bâti, est située dans un secteur inconstructible en dehors des emprises qui le sont déjà. Dans l'objectif de faciliter le bon fonctionnement de l'Agriparc, l'acquisition de ce foncier pourrait permettre la création :

- D'une zone technique pour les équipes d'entretien intervenant sur le site ;
- D'une zone de stockage des outils de jardinage pour les futurs locataires des jardins familiaux qui doivent être créés sur une parcelle de l'agriparc situé à proximité ;
- D'une salle pour des classes vertes, pour des établissements scolaires ou pour l'organisation de formations en agro-écologie dans le cadre du réseau Mains Vertes ;
- De sanitaires pour le public.

De plus, cette parcelle est située sur la façade Sud du site de l'agriparc, côté Rieucoulon, dans un secteur qui n'est pas prévu à l'urbanisation, avec des caractéristiques agronomiques intéressantes pour la poursuite de la diversification des productions agricoles comprenant l'installation d'un verger patrimonial permettant de tester et d'observer des essences résistantes au réchauffement climatique.

Vu l'intérêt de la Ville pour l'acquisition de cette propriété, les consorts CHEVRIER lui ont consenti une promesse de vente au prix de 300 000 € (trois cent mille euros), conformément à l'évaluation des services fiscaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'acquisition, auprès des consorts CHEVRIER, des parcelles cadastrées DZ 36 et DZ 37 situées 576 rue de la Madeleine à Montpellier, d'une superficie au sol de 6244 m<sup>2</sup>, et supportant une habitation d'une superficie habitable de 115 m<sup>2</sup>, moyennant le prix de 300 000 € nets vendeurs (trois cent mille euros) ;
- De demander au notaire des vendeurs de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan

- avis des domaines

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161057-AI-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN

**Aliénation de la parcelle IL située 69 Rue William et Catherine Booth à  
Montpellier, propriété de la Commune de Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

LE CONSEIL MUNICIPAL DU 12 AVRIL 2021 A DÉCIDÉ LE DÉCLASSEMENT D'UNE EMPRISE ISSUE DU DOMAINE PUBLIC, PARCELLE IL 69 D'UNE CONTENANCE DE 24 m<sup>2</sup>, SITUÉE RUE WILLIAM ET CATHERINE-BOOTH, À MONTPELLIER. CETTE PARCELLE EST UN DÉLAISSÉ DE VOIRIE NON AMÉNAGÉ NI ENTRETENU.

LE CODE DE LA VOIRIE PRÉVOIT UN DROIT DE PRIORITÉ DE CE TYPE DE BIENS AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS DE CES ESPACES. LES PROPRIÉTAIRES DE LA PARCELLE IL 68, SAISIS DANS LES FORMES REQUISES, N'ONT PAS MANIFESTÉ LEUR SOUHAIT DE SE PORTER ACQUÉREURS DE CET ESPACE.

MONSIEUR ET MADAME PIERRE-EMMANUEL ET CLAIRE FRANCIONI, PROPRIÉTAIRES DE LA PARCELLE IL70 MITOYENNE, SE SONT PORTÉS ACQUÉREURS DE CETTE EMPRISE AFIN DE L'ANNEXER À LEUR JARDIN.

LES SERVICES FISCAUX ONT ESTIMÉ LE BIEN AU PRIX DE 2 000 € (DEUX MILLE EUROS) ÉTANT DONNÉ LA CONFIGURATION ET LA NATURE DU BIEN. LES ÉPOUX FRANCIONI ONT DONNÉ LEUR ACCORD POUR CETTE ACQUISITION AU PRIX FIXÉ PAR LES SERVICES FISCAUX.

IL EST PROPOSÉ DE CÉDER AUX CONSORTS FRANCIONI LADITE PARCELLE, QUI CONSTITUE UNE CHARGE POUR LA VILLE ET UN ESPACE COMPORTANT DES NUISANCES POUR LES RIVERAINS.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- DE CÉDER LA PARCELLE IL 69 D'UNE CONTENANCE DE 24 M<sup>2</sup>, À MONSIEUR ET MADAME PIERRE-EMMANUEL ET CLAIRE FRANCIONI, AU PRIX DE 2 000 € (DEUX MILLE EUROS) ;
- DE RÉGULARISER L'ACTE DE VENTE AUPRÈS DU NOTAIRE CHOISI PAR LES ACQUÉREURS ET À LEURS FRAIS ;
- DE DIRE QUE LA RECETTE SERA INSCRITE AU BUDGET DE LA VILLE DE MONTPELLIER ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Extrait cadastre

- Estimation Services Fiscaux 16 nov 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161129-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Contrat de location entre ACM Habitat et la Ville de Montpellier - Local 114 rue  
Jules Isaac - Renouvellement - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux au profit d'associations Montpelliéraines, la Ville a souscrit en 1996, un contrat de location auprès de la société Héraultaise d'Economie Mixte de Construction, absorbée depuis par ACM Habitat, concernant un bien situé 114 rue Jules-Isaac d'une superficie de 40,77 m<sup>2</sup> (référence UG 117244).

Ce contrat étant arrivé à échéance, il y a lieu de le renouveler jusqu'au 30 juin 2025, ce qui permettra aux associations, garantes du lien social, de poursuivre leur travail dans le quartier. Actuellement deux associations y sont logées.

Cette mise à disposition est maintenue à titre gracieux, charges en sus, dans la continuité du contrat initial.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes du contrat de location entre ACM Habitat et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat de location

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161249-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI

**Convention de location entre la Ville de Montpellier et le Bridge Comédie  
Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 8 février 2021, la ville de Montpellier a autorisé la mise à disposition des locaux situés aux Echelles de la Ville, 2 place Paul Bec au profit de l'association Bridge Comédie Montpellier pour l'année 2021. Des cours de jeux de société, d'échecs, de Bridge sont dispensés au sein des locaux et des manifestations et tournois sont organisés ponctuellement. Cette association est titulaire d'une licence IV lui permettant la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur place.

Il est proposé la signature d'un avenant n°1 à la convention de location, visant à venir modifier l'article 5-1-4, Conditions d'utilisation des locaux, par le présent : *« Le preneur, titulaire d'une licence IV, est autorisé à vendre et consommer des boissons alcoolisées sur place. La consommation de produits illicites reste formellement interdite dans les locaux. »*

Les autres articles de la convention restent inchangés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de location des locaux situés aux Echelles de la Ville, 2 place Paul Bec à Montpellier actée au Conseil municipal du 8 février 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à



cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-159991-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Joëlle URBANI

**Bail commercial entre la Ville de Montpellier et Constructys Languedoc-  
Roussillon - Locaux 3490 avenue Etienne Méhul - Centre Technique Municipal  
Garosud - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a conclu le 18 avril 2012 avec l'association Paritaire Régionale Languedoc-Roussillon de l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA) de la Construction, Constructys Languedoc-Roussillon, un bail commercial portant sur des bureaux situés au 1<sup>er</sup> étage du Centre Technique Municipal Garosud, sis 3 490 avenue Etienne-Mehul, 34 000 MONTPELLIER, d'une surface totale de 295 m<sup>2</sup> y compris parties communes, partagée avec l'association BTP-CFA, moyennant un loyer annuel de 29 500 € HT. Par avenant du 9 mars 2018, la surface louée à Constructys LR a été diminuée et ramenée à 109,39 m<sup>2</sup> moyennant un loyer annuel de 11 779 € HT.

A la suite du départ de l'association BTP-CFA qui occupait la partie restante du 1<sup>er</sup> étage, l'association Constructys Languedoc-Roussillon a sollicité la Ville aux fins d'augmenter sa surface d'occupation.

Il a été ainsi proposé à l'association Constructys LR la signature d'un avenant n°2 portant la surface louée à 227,30 m<sup>2</sup>, moyennant un loyer annuel de 25 065,46 € HT et des charges annuelles de 6 266,37 € HT. Un complément de dépôt de garantie de 3 321,47 € sera également versé à la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 au bail commercial avec l'association Constructys Languedoc-Roussillon, moyennant un loyer annuel de 25 065,46 € HT, des charges annuelles de 6 266,37 € HT et un complément de dépôt de garantie de 3 321,47 € ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROJET 2 avenant N° 2 CONSTRUCTYS - ACTEUR SUD.pdf
- Plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161205-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Patrimoine municipal et sobriété énergétique

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Tasme AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN

## **Groupement de commandes Hérault Energies pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables - Adhésion - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

La mobilité est au cœur des préoccupations actuelles de la société et constitue un enjeu environnemental et économique majeur. Le développement du véhicule électrique peut apporter une réponse pertinente à cette problématique, dès lors que l'utilisation de ce mode de transport ne génère pas de freins pour l'utilisateur ; c'est-à-dire à condition que l'autonomie des véhicules soit significativement augmentée, que les points de recharge soient en nombre suffisant, que la durée des recharges soit incitative.

En décembre 2020, une enquête a été menée auprès des adhérents à Hérault Energies afin de recueillir des informations sur leurs projets d'installation de bornes sur leur domaine privé. Une cinquantaine de collectivités se sont manifestées dont le Département de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Afin de répondre à ces demandes, Hérault Energies propose, en tant que coordonnateur, un groupement de commandes pour la mise en œuvre d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sur les domaines privés par des collectivités et leurs établissements publics.

C'EST DANS CE CONTEXTE QUE LA VILLE DE MONTPELLIER SOLICITE HÉRAULT ENERGIES AFIN DE L'ACCOMPAGNER POUR LE DÉPLOIEMENT DE CES BORNES DE RECHARGES ÉLECTRIQUES SUR LE PATRIMOINE PRIVÉ DE

LA VILLE.

LA PARTICIPATION FINANCIÈRE FORFAITAIRE DES FRAIS AFFÉRENTS AU FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT, À LA PASSATION ET À L'EXÉCUTION DES MARCHÉS S'ÉLÈVE À 1 000 € ET FERA L'OBJET D'UN TITRE DE RECETTE SERA ADRESSÉ PAR HÉRAULT ENERGIES LA PREMIÈRE ANNÉE DE L'ACCORD-CADRE. IL EN SERA FAIT DE MÊME POUR LES ÉVENTUELS ACCORDS-CADRES SUIVANTS.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- D'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier à ce groupement de commandes en qualité de membre ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- D'autoriser le Président d'Hérault Energies, en sa qualité de coordonnateur, à signer et notifier les accords-cadres ou marchés dont la Ville de Montpellier sera partie prenante ;
- De s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquent dont la Ville de Montpellier sera partie prenante ;
- D'approuver la participation financière forfaitaire aux frais de fonctionnement du groupement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention HE groupement commandes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-159192-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**HORS COMMISSION**



## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE

## Avis sur le projet de pacte de gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La loi du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, reprise dans l'article L.5211-11-2 du Code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour les intercommunalités d'adopter un pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Le Conseil de métropole a décidé de l'élaboration d'un tel pacte par délibération n°M2021-63 du 1<sup>er</sup> février 2021, votée à l'unanimité des membres présents.

Les communes ont apporté leurs contributions écrites autour de 3 thématiques :

- Les valeurs, projets et dynamiques qui portent la coopération métropolitaine ;
- L'association des communes au processus de décision intercommunale et aux instances métropolitaines ;
- Les conditions d'exercice des compétences transférées dans un souci de proximité et d'expression de l'intérêt métropolitain.

Les propositions issues des questionnaires ont été débattues entre les communes lors de 4 rencontres territoriales animées par Renaud Calvat, Maire de Jacou et Premier Vice-président de la Métropole et Michelle Cassar, Maire de Pignan et Vice-présidente de la Métropole. Elles ont ensuite été soumises à l'avis de la Conférence des maires du 15 avril dernier.

A l'issu de ce processus, le Bureau de Métropole a validé le projet de pacte adressé le 12 mai 2021 à la Commune de Montpellier afin de recueillir son avis.

Ce pacte de gouvernance doit être adopté par le Conseil de Métropole, après avis des Conseils municipaux des communes membres, rendus dans un délai de deux mois après transmission du projet de pacte.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'émettre un avis favorable au projet de pacte de gouvernance dont la proposition est jointe à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 7 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de pacte de gouvernance

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161357-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Organisme Extérieur - SAEML TaM - Modification statutaire - Autorisation  
accordée au représentant de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions. Elle détient 9.11% du capital, soit 3 122 actions et occupe 1 poste sur 12 au sein du Conseil d'Administration de la société.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (46,02 %) représentent l'actionnariat public pour 55,12 %. Le collège d'actionnaires privés représente 44,88 % du capital, dont 19,99 % pour Transdev.

La SAEML TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie. La société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement.

Le 29 juin 2018, en vertu de l'application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce, un 13<sup>ème</sup> poste d'administrateur est approuvé par la SAEML TaM, en Assemblée Générale Extraordinaire, sans détention de capital social, à un administrateur salarié désigné par le Comité Social et Economique (CSE).

Ce mandat d'administrateur salarié est incompatible avec tout mandat de membre du CSE. La durée de son mandat est alignée sur la durée du mandat du CSE qui l'aura désigné, elle est au maximum de 6 ans.

Il est proposé de modifier les statuts actuels en incluant la création d'un second poste d'administrateur salarié.

En effet, la loi Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises (PACTE) du 22 mai 2019 est venue renforcer l'obligation de nomination des administrateurs représentants les salariés au sein des conseils d'administration dans les sociétés disposant de plus de 1 000 salariés, elle prévoit la présence de 2 administrateurs salariés au sein des conseils d'administration de plus de 8 administrateurs.

En conséquence, il convient donc de modifier les statuts pour instituer cette représentation des administrateurs salariés.

Cette modification des statuts a été proposée au Conseil d'Administration de la SAEML TaM le 30 avril 2021 et sera approuvée lors d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales, qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la modification statutaire de la SAEML TaM en vue d'intégrer la modification évoquée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur Manu REYNAUD, représentant à l'assemblée générale de la SAEML TaM, à voter en faveur de cette modification statutaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 2021\_Projet\_Statuts\_TaM1619506356005.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-158865-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Emploi et création  
d'entreprises**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville  
de Montpellier et de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2021 -  
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

**Contrat de Ville – Appel à projets 2021**

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le contrat de ville de Montpellier a été prolongé jusqu'en 2022 et rénové sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019.

Ce protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives.

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2021, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville.

La délibération n°V2021-149 du 12 avril 2021 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville a attribué 234 625 € au titre de la thématique « Cohésion sociale » pour un total de 92 projets.

Il est proposé de venir compléter la précédente délibération par l'affectation de 2 nouvelles subventions et par l'annulation d'une subvention à une association qui se trouve cette année dans l'impossibilité de mettre en œuvre son projet dans le respect des contraintes sanitaires liées au Covid-19.

L'affectation des nouvelles subventions se répartit comme suit :

<b>CONTRAT DE VILLE – FINANCEMENTS COHESION SOCIALE 2021</b>			
<b>N° asso</b>	<b>Association</b>	<b>Intitulé du projet</b>	<b>Proposé</b>
1810	OAQADI (On a quelque chose à dire)	VACANCES A VOIX HAUTES	1 000 €
	En 2021, 4 semaines radio ouvertes, en période de vacances scolaires seront proposées aux : - une semaine expo-radio, en résidence au MO.CO. Panacée ; - une semaine ciné-radio, en partenariat avec le cinéma Nestor Burma ; - 10 jours en bateau-radio, au départ de Sète, avec nuits sur le voilier (Cap au Large) et escales pour les interviews, visites et reportages ; - un séjour vélo-radio, avec déplacement à vélo et nuits en tente.		
7570	L'ATELIER POPULAIRE	INTERVENTIONS CULTURELLES	2 000 €
	Projet global d'accès à la culture des familles habitant les Cévennes par : - des interventions artistiques accessibles à toutes et tous ; - des ateliers artistiques parents-enfants ; - la valorisation de la culture des habitants du quartier.		
<b>TOTAL</b>			<b>3 000 €</b>

L'annulation d'attribution de subvention concerne l'association et le projet suivant :

<b>CONTRAT DE VILLE – FINANCEMENTS COHESION SOCIALE 2021 – ANNULATION D'ATTRIBUTION</b>			
<b>N° asso</b>	<b>Association</b>	<b>Intitulé du projet</b>	<b>Proposé</b>
1559	CLJ - La Paillade (Centre de Loisirs des Jeunes de Montpellier PAILLADE-MOSSON)	EDUCAP CITY	1 000 €
	Educap City est un rallye civique, citoyen, culturel et sportif lors duquel les enfants découvrent les acteurs institutionnels, associatifs et économiques de leur ville et réalisent de nombreux défis sportifs. Au total ce sont 800 enfants et personnes touchés par ce projet.		
<b>TOTAL</b>			<b>1 000 €</b>

Au total en 2021 au titre de la thématique « Cohésion sociale » du contrat de ville, 93 projets sont soutenus par la Ville de Montpellier pour un montant global accordé de 236 625 €.

#### **Subvention de droit commun – Thématique « Cohésion sociale »**

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention. A cet égard, la Ville de Montpellier décide d'attribuer la subvention suivante :

THEMATIQUE COHESION SOCIALE 2021			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
2920	Association CAP GELY-FIGUEROLLES	Festival « Mosaïques Gipsy Bohème »	3 000 €
	Festival organisé du 30 septembre au 3 octobre 2021 à la Halle Tropisme qui vise à sensibiliser le grand public aux singularités des cultures gitanes et à favoriser la mixité culturelle et le « faire société » à travers la connaissance de l'histoire et des cultures tziganes. Programme : - 4 expositions permanentes - Stands et ateliers dédiés à la culture gitane (musique, littérature, peinture, fabrication et décoration...) - Prestations artistiques et musicales (musique et danse)		
<b>TOTAL</b>			<b>3 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- D'imputer la dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver l'annulation de la subvention telle que détaillée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ville fraternelle et solidaire

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

## Attribution des subventions aux associations dans le cadre de la thématique "Ville fraternelle et solidaire" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTION LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
1755	APAJ	Projet social	22 000 €
Action de la convention d'appui Plan Pauvreté, co-financée avec l'Etat, sur le quartier Marels-Montauberou, d'accompagnement social global et levée des freins à la scolarisation.			
4583	Œuvres Hospitalières Françaises de l'Ordre de Malte	Aide Alimentaire	3 000 €
Petits déjeuners et maraudes sociales pour les personnes en situation de précarité ou d'isolement			



<b>7034</b>	<b>SINGA</b>	<b>J'accueille</b>	<b>5 000 €</b>
Soutien du projet d'accueil temporaire (3 à 9 mois) de 10 réfugiés chez des particuliers, en lien avec l'accompagnement social confié à Accelair/Forum Réfugiés.			
<b>6434</b>	<b>Association Humanitaire de Montpellier</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>20 000 €</b>
Distribution alimentaire tous les soirs à 130 personnes en centre-ville.			
<b>6522</b>	<b>Les petits frères des pauvres</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>3 000 €</b>
Actions individuelles et collectives auprès d'une centaine de personnes âgées très précaires.			
<b>TOTAL</b>			<b>53 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et de la convention ;
- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement
- Convention

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Egalité et droits des femmes****Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les discriminations, Egalité et Droits des femmes" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble Montpellier. Chaque année la ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous, dans le cadre de la thématique « Lutte contre les discriminations, Egalité et Droits des femmes » :

Code	Association	Nature	Titre	Proposé
33 18	FONDATION RUP LE REFUGE DELEGATION DE MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
4739	ASSOCIATION DES PARENTS ET FUTURS PARENTS GAYS ET LESBIENS	Projet	Groupes d'information et d'expression sur le projet parental, l'aide à la parentalité	1 000 €

47 86	ASSOCIATION FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Fonctionnement		6 500 €
47 86	ASSOCIATION FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Projet	Organisation de la 28 <sup>ème</sup> Marche des Fiertés et du forum associatif	3 000 €
47 86	ASSOCIATION FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Projet	Organisation de la Pride Off (expositions ; films)	2 000 €
<b>Total</b>				<b>16 500 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions et lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Clare HART.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161539-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Accessibilité universelle

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARTIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cécilia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SOUTENANT LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP / ACCESSIBILITE UNIVERSELLE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
697	Association pour personnes en situation de handicap 34	Projet	2 000,00 €
1058	APF France Handicap	Fonctionnement	10 000,00 €
1058	APF France Handicap	Projet	5 000,00 €

<b>1828</b>	<b>Montpellier Handisport</b>	<b>Tandem Club</b>	Fonctionnement	800,00 €
<b>1828</b>	<b>Montpellier Handisport</b>	<b>Tandem Club</b>	Projet	800,00 €
<b>6359</b>	<b>MOZAIK DANSE</b>		Fonctionnement	2 000,00 €
<b>6359</b>	<b>MOZAIK DANSE</b>		Projet	2 000,00 €
<b>TOTAL</b>				<b>22 600, 00 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'Engagement Subvention.doc
- Convention Fonctionnement Subvention.doc

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Vie associative et Maisons pour Tous

### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant attribué
296	Association Jasmin d'Orient	Projet	Découvertes et loisirs.	500,00 €
317	Comité de Quartier Tastavin - Lemasson - Mas Drevon - Marqueroze	Projet	Les bodegas de Tastavin.	500,00 €



322	Comité de quartier de Celleneuve	Projet	Animations diverses tout au long de l'année.	1 000,00 €
1029	Centre 665	Fonctionnement		10 000,00 €
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Projet	Chasse aux œufs, animations de Noel etc.	300,00 €
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Projet	Soutien scolaire, alphabétisation, aide à la lecture etc.	300,00 €
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Projet	Animations café littéraire et atelier d'écriture.	100,00 €
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Projet	Atelier vélo : initiation à l'autoréparation etc.	200,00 €
1248	Association des résidents d'Antigone	Projet	Antigone en transe	1 000,00 €
1340	Comité de Quartier Cévennes et Environs	Projet	Animations tout le long de l'année.	1 000,00 €
1671	Comité des fêtes de la Ville de Montpellier	Projet	Fêtes des seniors.	4 800,00 €
2011	Comité de quartier croix d'argent Sabines	Projet	Jamais seul.	1 000,00 €
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	Projet	Jardin partagé et forêt jardin « boz 'arbres ».	1 000,00 €
4594	Comité de quartier les amoureux de Candolle	Projet	Festivités et animations sur le quartier.	700,00€
4594	Comité de quartier les amoureux de Candolle	Projet	Animations autour d'un jardin partagé.	500,00€
4802	AVA Arceaux Vie Active	Fonctionnement		1 000,00 €
5826	Comité de Quartier Les Aubes	Fonctionnement		800,00 €
<b>TOTAL</b>				<b>24 700,00 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Mylvia HOUGUET, Mme Nicole MARIN-KHOURY.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre engagement type (Fonctionnement ou Projet)
- Convention d'attribution (Fonctionnement)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-162842-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Santé****Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice  
2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et, à cette fin, la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS SANTE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
223	Ma Vie	Projet	4 500 €
681	Association des diabétiques de l'Hérault	Fonctionnement	2 500 €
720	Ligue contre le Cancer	Projet	2 000 €

1948	France Alzheimer	Fonctionnement	1 000 €
5520	Association de prévention en orthophonie de l'Hérault	Projet	700 €
5943	ANSA Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin	Projet	2 000 €
6305	Diabète Recherche Education Alimentation Métabolisme	Projet	3 500 €
7120	Human soins et santé	Projet	5 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>26 600 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- D'affecter les subventions telles que définient ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20210614-162911-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Attribution de subventions et modification d'attributions dans le cadre de la  
thématique "Culture" - Exercice 2021 - Attribution d'une subvention  
exceptionnelle - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpellierain.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Afin d'assurer la transparence de l'action en faveur du tissu associatif, la Ville de Montpellier soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

La délibération V2021-010 du 8 février 2021 a, par ailleurs, précisé les critères de soutien aux acteurs du spectacle vivant : valeur intrinsèque du projet, inscription dans le territoire, présence d'artistes émergents, de pratiques novatrices, exigences de parité artistique, vitalité de l'association, public visé, financements

d'autres partenaires.

# 1. Attribution de subventions de fonctionnement et projets :

N° DOSSIER	CODE	NOM DE LA STRUCTURE	NATURE	TITRE PROJET	MONTANT PROPOSÉ
<b>ARTS</b>					
005641	1136	MAISON DE LA GRAVURE MÉDITERRANÉE	F		5 000
005800	2081	CLAP'ARTS	P	PLACE AUX ARTS	1 500
005673	5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	F		5 000
006015	5149	LES BRISCARTS	P	LES BRISCARTS S'AFFICHENT	2 500
005907	7385	GLASSBOX SUD	P	RÉSIDENCE	2 000
006021	7623	LA JETÉE	P	ORGANISATION D'EXPOSITIONS	2 000
<b>CINEMA</b>					
005651	107	LES AMIS DE JEAN VIGO	F		5 000
005633	6987	ECRANS PARTAGÉS	P	CINÉ MON QUARTIER	1 000
<b>DANSE</b>					
005899	2973	COMPAGNIE FLAMENCA TEMPERAMENTO ANDALUZ	P	FIGURAS FLAMENCAS	1 000
006017	4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	F		2 500
005494	5963	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	P	#13	7 000
<b>LIVRE</b>					
005767	513	LES AMIS DU LEVANT	F		1 000
006023	6069	MANOIR DU CRIME	F		1 000
005885	7343	SEPHARIM	F		1 500
<b>MUSIQUE</b>					
005819	1461	COLLECTIF KOA	P	NEFERTITI	2 500
005610	1765	JAZZ À TOUS LES ÉTAGES	F		1 000
005679	1788	LES NUITS DU CHAT	P	FESTIVAL LES NUITS DU CHAT	2 500
005997	1902	ASSOCIATION NOUVEAU SAINTE ANNE	P	28ÈMES NUITS DE SAINTE ANNE	5 000
005741	2291	MÉLI MÉLODIE, MUSIQUE VIVANTE POUR TOUS	F		1 500
006029	4544	CHŒUR OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	F		1 000
006041	4923	280 COMMUNICATIONS	P	RÉSIDENCES D'ARTISTES AU NU-BAHIA	20 000
005749	4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	F		2 000
005719	4977	RANK'ART	P	FESTIVAL MAMA STOCK	4 000
005533	5240	BOOMERANG PROD	P	RÉSIDENCE MAD LIVE STREAM	4 000
005760	5268	CHŒUR SYMPHONIQUE DE	F		1 000

		MONTPELLIER			
005683	5413	RAMBLIN BASTRINGUE	P	SKELETON BAND	2 000
005884	6185	LINGE ET SONS	P	LABEL SITSAP RECORDS	3 000
005966	6749	PAS LES MÊMES PROJETS	P	FÊTE DE LA MUSIQUE AU CHU	2 500
005856	7114	LES FILLES DU MARDI	F		1 000
005627	7330	LES CHEVALS ASSOCIÉS	P	MY FAVORITE HORSES	1 000
005699	7353	DAD'ART	P	FESTIVAL AL ANDALUS	1 000
005580	7502	STAMBAR	P	ARAVAY	1 000
PATRIMOINE					
005714	76	COMITÉ DE QUARTIER SAINT ROCH-ECUSSON	P	PRINTEMPS DES POÈTES	1 000
005728	368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	P	EXPOSITION	500
005729	368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	P	CONCERT POLYPHONIQUE	1 000
005712	3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	P	FÊTE DE LA SAINT ROCH	7 000
005923	4573	ATELIER DE RENCONTRE ET DE RECHERCHE COMPARATIVE EN ETHNOLOGIE	F		700
006031	5192	ASSO RECHERCHE ENSEIGNEMENT LANGUES ANCIENNES MONTPELLIER	P	JOURNÉE DE L'ANTIQUITÉ	500
005814	5432	INTERCAL	F		1 500
	6372	CHEVALIERS DE L'ORDRE DES QUATRE VENTS	P	MÉDIÉVALE DE LA SAINT ROCH	1 500
PLURIDISCIPLINES					
005558	1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	F		1 000
THEATRE					
005521	532	ATHOME	P	LE DRAGON	2 000
005611	1315	THÉÂTRE DE LA REMISE	P	MAGDALENA	2 000
005736	2255	LA STATION MAGNÉTIQUE	P	LA DERNIÈRE SALLE D'ATTENTE	1 500
006007	4472	LA VISTA THÉÂTRE DE LA MÉDITERRANÉE	P	PARCOURS D'ÉDUCATION ARTISTIQUE	5 000
005843	5105	L'ADRESSE	F		10 000
005867	5542	L'USINE À RÊVES	P	RÉSIDENCES	1 000
005866	5542	L'USINE À RÊVES	P	ACTION CULTURELLE	2 000
005511	5774	COMPAGNIE MOUSTACHE	P	DEUX AMIS	1 000
005701	5979	PLATEAU NEUF	P	GENE	1 000
005742	6644	COMPAGNIE LA CONCIERGERIE	F		1 000
005785	6656	ACETONE	F		1 500
005753	6675	COMPAGNIE PLATFORM 88	P	MIME IN MOTION	2 000
005855	6814	RHAPSODIES NOMADES	P	ILOTS BOUCHE	1 500

005622	7096	COMPAGNIE NOIR TITANE	F		1 000
005676	7321	LA COMPAGNIE CAREVELLE	P	L'EAU DE LA VIE	1 000
005957	7331	COMPAGNIE NAGEURS DE NUIT	P	DANS LE DÉSERT L'ESPOIR	1 500
005621	7355	ASSOCIATION COMPAGNIE PARADISIAQUE	F		1 000
005476	7497	EFFET MER	F		1 500

## 2. Modification de subventions de fonctionnement et projets :

N° DOSSIER	CODE	NOM DE LA STRUCTURE	NATURE	DÉJÀ ATTRIBU É	COMPLÉMEN T	NOUVEAU MONTANT
LIVRE						
005820	6719	LES ATELIERS LUDOSOPHIQUES	P	600	900	1 500
005805	7107	VOIX DE L'EXTRÊME POÉSIE ET CULTURE	P	800	1 000	1 800

MUSIQUE						
005700	4726	L'ACCROCHE CHŒUR	F	800	200	1 000
005901	5472	VOY'ELLES CHŒUR DE FEMMES DE MÉDITERRANÉE	F	800	200	1 000
005918	6232	ENSEMBLE VOCAL TUTTI	F	400	600	1 000
THEATRE						
005662	1949	THEAVIDA	P	1 000	500	1 500
005754	1659	LA SPHERE OBLIK	F	500	500	1 000
005488	4936	INTERSTICES	F	2 500	1 500	4 000
005708	5804	CHAGALL SANS M	F	2 000	1 500	3 500

## 3. Attribution d'une subvention exceptionnelle :

LA DÉLIBÉRATION V2019-546 DU 19 DÉCEMBRE 2019 A AUTORISÉ L'ATTRIBUTION UNE SUBVENTION DE 18 000 € À L'ASSOCIATION GRAIN D'IMAGES, POUR L'ORGANISATION DE LA MANIFESTATION LES BOUTOGRAPHIES 2020. LA MANIFESTATION AYANT DÛ ÊTRE ANNULÉE EN RAISON DU CONTEXTE SANITAIRE, LE SOLDE DE CETTE SUBVENTION, SOIT 5 400 €, N'A PU ÊTRE VERSÉ. AFIN DE TENIR COMPTE DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES RENCONTRÉES PAR L'ASSOCIATION DU FAIT DE CETTE ANNULATION, AINSI QUE DU REPORT D'UNE PARTIE DE LA MANIFESTATION 2020 SUR LA MANIFESTATION 2021, IL EST PROPOSÉ D'AUTORISER LE VERSEMENT DE CETTE SUBVENTION, AU TITRE D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE DE FONCTIONNEMENT DE 5 400 €.

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

- D'AUTORISER L'AFFECTATION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS TELLES QUE DÉFINIES CI-DESSUS, SOUS RÉSERVE DE SIGNATURE DES LETTRES D'ENGAGEMENT ET DES CONVENTIONS TYPES ;
- DE PRÉLEVER CES SOMMES SUR LES CRÉDITS INSCRITS AU BUDGET 2021 ;
- D'APPROUVER LES LETTRES D'ENGAGEMENT, CONVENTIONS TYPES ET CONVENTIONS SPÉCIFIQUES ANNEXÉES À LA



PRÉSENTE DÉLIBÉRATION ;

- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER CES CONVENTIONS AINSI QUE TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Joëlle URBANI.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160250-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michael DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ville sportive

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michael DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sport et Partenariat sport" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

LA VILLE DE MONTPELLIER SOUHAITE SOUTENIR L'ACTION ET LES INITIATIVES CITOYENNES QUI CONCRÉTISENT LES VALEURS DU PARTAGE, ET QUI PARTICIPENT À L'ATTRACTIVITÉ ET À L'ANIMATION DU TERRITOIRE. POUR AIDER LES ASSOCIATIONS À MENER À BIEN LEURS ACTIVITÉS ET LEURS PROJETS, IL Y A LIEU DE LEUR ALLOUER UNE SUBVENTION SUIVANT LES TABLEAUX CI-DESSOUS.

### 1) ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS

#### - DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE SPORT :

Code	Nom de la Structure	Type	Titre du Projet	Montant
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS	Fonctionnement		2 000 €
985	AMICALE BOULES PAILLADE	Fonctionnement		500 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	MONTPELLIER BEACH MASTERS	5 000 €
4748	CHEMIN DES CIMES	Projet	Tournoi TIMM	3 000 €
<b>Total</b>				<b>10 500 €</b>

- DANS LE CADRE DE LA THÉMATIQUE **PARTENARIAT SPORT** :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Projet	Partenariat Montpellier Sports	2 500 €
<b>Total</b>				<b>2 500 €</b>

2) MODIFICATIONS D'ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS :

LES ASSOCIATIONS CI-DESSOUS N'AYANT PU RÉALISER LEURS PROJETS EN RAISON DES CONTRAINTES SANITAIRES, IL Y A LIEU D'ANNULER LES SUBVENTIONS CI-DESSOUS :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
1929	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	Projet	URBAN TRAIL 2021 (DÉLIBÉRATION N° V2021-061 DU 8 FÉVRIER 2021)	2 500 €

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
1929	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	Projet	URBAN TRAIL 2021 (DÉLIBÉRATION N° V2021-160 DU 12 AVRIL 2021)	10 000 €
931	AS SAINT-MARTIN MONTPELLIER	Projet	54 <sup>ème</sup> Tournoi international de Pâques (DÉLIBÉRATION N° V2021-160 DU 12 AVRIL 2021)	8 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADÉ	Projet	Tournoi du TC Paillade (DÉLIBÉRATION N° V2021-160 DU 12 AVRIL 2021)	1 700 €

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- D'AUTORISER L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS TELLES QUE DÉTAILLÉES CI-DESSUS, SOUS RÉSERVE DE LA SIGNATURE DES CONVENTIONS D'ATTRIBUTION CORRESPONDANTES ;
- D'AUTORISER LES MODIFICATIONS DES SUBVENTIONS ATTRIBUÉES PAR DÉLIBÉRATIONS N°V2021-061 DU 8 FÉVRIER 2021 ET V2021-160 DU 12 AVRIL 2021 ;
- DE DIRE QUE LES CRÉDITS CORRESPONDANTS SONT PRÉVUS AU BUDGET 2021 DE LA VILLE DE MONTPELLIER ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-162923-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasmeine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

JEUNESSE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
1111	ASSO MONTPELLIERAINE DES ETUDIANTS SAGES- FEMMES	NAVETTES GALA SAGES- FEMMES	500 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONALE	SENSIBILISATION, CONSEILS ET ACCOMPAGNEMENT SUR LES PROJETS DE MOBILITE	500 €
7558	BDE STAPS DE MONTPELLIER	44EME CONGRES DE L'ENESTAPS	500 €
<b>TOTAL</b>			<b>1 500 €</b>

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- D'AUTORISER L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS TELLES QUE DÉTAILLÉES CI-DESSUS, SOUS RÉSERVE DE LA SIGNATURE DES CONVENTIONS D'ATTRIBUTION CORRESPONDANTES ;
- DE DIRE QUE LES CRÉDITS CORRESPONDANTS SONT PRÉVUS AU BUDGET 2021 DE LA VILLE DE MONTPELLIER ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Georges ARDISSON, M. Christophe BOURDIN, M. Hervé MARTIN.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-162925-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Finances

### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

## Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

FINANCES			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	FONCTIONNEMENT	450 €
237	UNION LOCALE CGT	FONCTIONNEMENT	5 000 €
239	FO UNION LOCALE SYNDICATS	FONCTIONNEMENT	5 000 €
309	CENTRE D'ENTRAINEMENT METHODES EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	FONCTIONNEMENT	5 000 €
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPALES	FONCTIONNEMENT	4 000 €
1273	UNITE POLICE SNPT	FONCTIONNEMENT	1 500 €
1302	UNION LOCALE CFE – CGC DU GRAND MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	1 000 €

2222	UNSA UNION LOCALE	FONCTIONNEMENT	5 000 €
2797	FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE HERAULT	FONCTIONNEMENT	2 700 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	FONCTIONNEMENT	2 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>31 650 €</b>

<b>COMITE DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES</b>			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
2866	COSC	FONCTIONNEMENT	426 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>426 000 €</b>

<b>CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE</b>			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Attribué
1886	CCAS	FONCTIONNEMENT	6 372 500 €
<b>TOTAL</b>			<b>6 372 500 €</b>

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- D'AUTORISER L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS TELLES QUE DÉTAILLÉES CI-DESSUS, SOUS RÉSERVE DE LA SIGNATURE DES CONVENTIONS D'ATTRIBUTION CORRESPONDANTES ;
- DE DIRE QUE LES CRÉDITS CORRESPONDANTS SONT PRÉVUS AU BUDGET 2021 DE LA VILLE DE MONTPELLIER ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-162927-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou



d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

**Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 12 avril 2021 -  
Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal du Conseil municipal du 12 avril 2021 est annexé à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 12 avril 2021.
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV CM 12.04.21 + Synthèse des décisions.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-162945-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE**



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cécilia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DJORE, Max LEVITA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Appel à projets d'investissement à destination des associations culturelles -  
Approbation**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Les actions menées par les associations culturelles prennent place dans un contexte fortement marqué par des changements majeurs, notamment par une baisse des ressources liée aux fermetures d'établissements culturels et aux mesures prises dans le cadre des contraintes sanitaires liées au Covid-19. Lors d'échanges, plusieurs constats ont été faits quant aux difficultés à financer les investissements nécessaires à la mise en œuvre de projets.

C'est pourquoi, la Ville de Montpellier lance un appel à projets qui vise à soutenir des investissements des associations culturelles, dont le siège est implanté sur la Ville de Montpellier, pour investir dans des équipements matériels ou immatériels.

L'OBJECTIF EST DE FACILITER ET D'ACCOMPAGNER UN INVESTISSEMENT PRÉALABLE QUI NE DEVRA PAS, À TERME, GÉNÉRER DE BESOINS DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE EN FONCTIONNEMENT DE LA PART DE LA VILLE DE MONTPELLIER.

LE PROJET DOIT VISER LA MISE EN PLACE OU L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT, MATÉRIEL OU IMMATÉRIEL (ACQUISITION DE LOGICIELS, PAR EXEMPLE), DESTINÉ À ÊTRE UTILISÉ DANS LA DURÉE PAR LES ASSOCIATIONS CULTURELLES. TOUS LES INVESTISSEMENTS VISANT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE ET LES CIRCUITS COURTS SERONT ENCOURAGÉS.

L'APPEL À PROJETS CONCERNE TOUS LES CHAMPS CULTURELS SOUTENUS PAR LA VILLE DE MONTPELLIER : ARTS, CINÉMA, AUDIOVISUEL, INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES, SPECTACLE VIVANT (MUSIQUE, DANSE, THÉÂTRE, CIRQUE, MARIONNETTES), LITTÉRATURE, PATRIMOINE, CULTURE SCIENTIFIQUE. L'APPEL À PROJETS EST OUVERT À TOUTES LES ASSOCIATIONS DONT L'ACTIVITÉ S'EXERCE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER. UNE ATTENTION TOUTE PARTICULIÈRE SERA PORTÉE AUX PROJETS LIÉS À DES ACTIONS D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE (EAC) AINSI QU'AUX PROJETS PERMETTANT DE DÉVELOPPER LES NOUVELLES FORMES DE COMMUNICATION AVEC LE PUBLIC ET AUX ÉCOLES D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES.

LE BUDGET PRÉVISIONNEL GLOBAL DE L'APPEL À PROJETS POUR L'ANNÉE 2021 EST DE 500 000 €. LA SUBVENTION ALLOUÉE À CHACUN DES PROJETS DEVRA ÊTRE COMPRIS ENTRE UN MINIMUM DE 3 000 € ET UN MAXIMUM DE 50 000 € ET SERA PLAFONNÉE À 70 % MAXIMUM DES DÉPENSES ÉLIGIBLES DU PROJET. L'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION S'INSCRIRA, LE CAS ÉCHÉANT, DANS LE RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE DES AIDES ÉCONOMIQUES.

LES DÉPENSES ÉLIGIBLES DOIVENT ÊTRE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (COMPTABILISÉES AU BILAN DE LA STRUCTURE COMME DÉPENSES D'IMMOBILISATION) ET IL POURRA S'AGIR :

- D'OUTILS INFORMATIQUES ET NUMÉRIQUES ;
- DE TRAVAUX DE RESTAURATION D'ŒUVRES, DE PATRIMOINE MOBILIER OU IMMOBILIER ;
- DE L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS OU DE MATÉRIEL EN LIEN DIRECT AVEC L'ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE ;
- DE L'ACHAT DE VÉHICULES DE TRANSPORT DE PERSONNES (MINIBUS) AVEC UNE PRIORITÉ POUR DES ACQUISITIONS RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT.

SEULES LES DÉPENSES ENGAGÉES À COMPTER DE LA DATE DE DÉPÔT DU DOSSIER DE CANDIDATURE À L'APPEL À PROJET ET DUMENT JUSTIFIÉES SERONT CONSIDÉRÉES COMME ÉLIGIBLES. TOUTES LES DÉPENSES ANTÉRIEURES À CETTE DATE NE SERONT PAS PRISES EN COMPTE.

LE PROJET SERA APPRÉCIÉ PAR LA VILLE DE MONTPELLIER SUR LES CRITÈRES SUIVANTS :

- SON INTÉRÊT AU REGARD DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL DU TERRITOIRE DE LA VILLE ;
- SA PERTINENCE POUR L'ACTIVITÉ DE L'ASSOCIATION EN REGARD DE SON OBJET ;
- LA VIABILITÉ DE SON MODÈLE ÉCONOMIQUE, TANT EN INVESTISSEMENT QU'EN FONCTIONNEMENT.

LE CADRE FINANCIER D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION SERA PRÉCISÉ DANS UNE CONVENTION ATTRIBUTIVE SIGNÉE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE PORTEUR DE PROJET.

LE CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE L'APPEL À PROJETS EST LE SUIVANT :

- PUBLICATION DE L'APPEL À PROJETS : 28 JUIN 2021
- DATE LIMITE DE DÉPÔT DES PROJETS : 10 SEPTEMBRE 2021
- ANALYSE DES DOSSIERS : OCTOBRE 2021
- VALIDATION DES PROJETS SOUTENUS ET DE L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS : CONSEIL MUNICIPAL DE NOVEMBRE 2021

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- D'APPROUVER LE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS D'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS CULTURELLES SELON LES OBJECTIFS, CONDITIONS ET CRITÈRES EXPOSÉS CI-DESSUS ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- projet lettre de cadrage

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161502-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville sportive**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Coralie MANTION, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Appel à projets - Attribution de subventions d'investissement en faveur du  
développement des activités physiques et sportives - Année 2021 - Approbation -  
Autorisation de signature**

**Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :**

LE SPORT EST UN FORMIDABLE OUTIL DE LIEN, DE COHÉSION SOCIALE ET LA PRATIQUE SPORTIVE FAIT DÉSORMAIS PARTIE DE LA VIE D'UN NOMBRE CROISSANT DE CONCITOYENS. LES ACTIONS MENÉES PAR LES ASSOCIATIONS SPORTIVES VÉHICULENT DES VALEURS DE SOLIDARITÉ ET DE PARTAGE, NÉCESSAIRES POUR FAVORISER L'INTÉGRATION.

DANS UN CONTEXTE FORTEMENT MARQUÉ PAR DES CHANGEMENTS MAJEURS, NOTAMMENT PAR UNE BAISSSE DES RESSOURCES ISSUES DU SPONSORING PRIVÉ ET DES MESURES PRISES DANS LE CADRE DES CONTRAINTES SANITAIRES LIÉES À LA COVID-19, LES ASSOCIATIONS SPORTIVES ONT DES DIFFICULTÉS À FINANCER LES INVESTISSEMENTS NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS. C'EST DANS CET OBJECTIF QUE LA VILLE DE MONTPELLIER LANCE UN APPEL À PROJETS QUI VISE À SOUTENIR DES INVESTISSEMENTS D'ASSOCIATIONS SPORTIVES, DONT LE SIÈGE EST IMPLANTÉ SUR LA VILLE DE MONTPELLIER, POUR INVESTIR DANS DES ÉQUIPEMENTS MATÉRIELS OU IMMATÉRIELS. L'OBJECTIF EST DE FACILITER ET D'ACCOMPAGNER UN INVESTISSEMENT PRÉALABLE QUI NE DEVRA PAS, À TERME, GÉNÉRER DE BESOINS DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE EN FONCTIONNEMENT DE LA PART DE LA VILLE DE MONTPELLIER.

LE BUDGET PRÉVISIONNEL GLOBAL DE L'APPEL À PROJETS POUR L'ANNÉE 2021 EST DE 500 000 €.



LE PROJET DOIT VISER LA MISE EN PLACE OU L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT, MATÉRIEL OU IMMATÉRIEL (LOGICIEL), DESTINÉ À ÊTRE UTILISÉ DANS LA DURÉE PAR LES ASSOCIATIONS SPORTIVES. CES PROJETS POURRONT PAR EXEMPLE FAVORISER LA FORMATION DES JEUNES SPORTIFS, LE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES SPORTIVES FÉMININES, OU CONCOURIR AU CROISEMENT DES POLITIQUES INSERTION, SANTÉ ET SPORT DE LA VILLE DE MONTPELLIER.

LES ASSOCIATIONS SPORTIVES POUVANT RÉPONDRE À L'APPEL À PROJETS DEVRONT CUMULER LES DEUX CRITÈRES SUIVANTS :

- COMPTER PLUS DE 30 LICENCIÉS LORS DE LA SAISON 2019-2020 ;
- ÊTRE AFFILIÉE À UNE FÉDÉRATION OLYMPIQUE EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2020.

LA SUBVENTION ALLOUÉE À CHACUN DES PROJETS DEVRA ÊTRE COMPRISE ENTRE UN MINIMUM DE 3 000 € ET UN MAXIMUM DE 50 000 €. LA SUBVENTION DE LA VILLE DE MONTPELLIER EST PLAFONNÉE À 70 % MAXIMUM DES DÉPENSES ÉLIGIBLES DU PROJET. L'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION S'INSCRIRA, LE CAS ÉCHÉANT, DANS LE RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE DES AIDES ÉCONOMIQUES.

LES DÉPENSES ÉLIGIBLES DOIVENT ÊTRE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (COMPTABILISÉES AU BILAN DE LA STRUCTURE COMME DÉPENSES D'IMMOBILISATION) ET IL POURRA S'AGIR :

- D'OUTILS INFORMATIQUES ET NUMÉRIQUES ;
- DE L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS OU DE MATÉRIEL EN LIEN DIRECT AVEC L'ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE ;
- DE L'ACHAT DE VÉHICULES DE TRANSPORT DE PERSONNES (MINIBUS) AVEC UNE PRIORITÉ POUR DES ACQUISITIONS RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT.

SEULES LES DÉPENSES ENGAGÉES À COMPTER DE LA DATE DE DÉPÔT DU DOSSIER DE CANDIDATURE À L'APPEL À PROJETS, ET DUMENT JUSTIFIÉES, SERONT CONSIDÉRÉES COMME ÉLIGIBLES. TOUTES LES DÉPENSES ANTÉRIEURES À CETTE DATE NE SERONT PAS PRISES EN COMPTE.

LE PROJET SERA APPRÉCIÉ PAR RAPPORT À :

- SA PERTINENCE AU REGARD DES ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION ET DE LA DISCIPLINE SPORTIVE CONCERNÉE ;
- SON INTÉRÊT AU REGARD DU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE DE LA VILLE (DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ AUPRÈS DE NOUVEAUX PUBLICS PAR EXEMPLE) ;
- LA VIABILITÉ DE SON MODÈLE ÉCONOMIQUE, TANT EN INVESTISSEMENT QU'EN FONCTIONNEMENT.

LE CADRE FINANCIER D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION SERA PRÉCISÉ DANS UNE CONVENTION ATTRIBUTIVE SIGNÉE ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET LE PORTEUR DE PROJET.

LE CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE L'APPEL À PROJETS EST LE SUIVANT :

- PUBLICATION DE L'APPEL À PROJETS : 28 JUIN 2021
- DATE LIMITE DE DÉPÔT DES PROJETS : 10 SEPTEMBRE 2021
- ANALYSE DES DOSSIERS : SEPTEMBRE 2021
- VALIDATION DES PROJETS SOUTENUS ET DE L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS : CONSEIL MUNICIPAL DE NOVEMBRE 2021.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- D'APPROUVER LE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS D'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS SPORTIVES ET PHYSIQUES SELON LES OBJECTIFS, CONDITIONS ET CRITÈRES EXPOSÉS CI-DESSUS ;
- DE DIRE QUE LES CRÉDITS SONT INSCRITS AU BUDGET DE LA VILLE DE MONTPELLIER ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160343-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville sportive**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Catherine RIBOT

## **Création d'une Commission extra-municipale des Sports - Approbation**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L. 2143-2 du Code général des collectivités territoriales permet au Conseil municipal de créer un ou plusieurs Comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune.

Dans le monde sportif, il apparaît important de dialoguer avec les instances dirigeantes associatives notamment, signe de reconnaissance de l'engagement bénévole sur notre territoire, ainsi qu'avec les institutions contribuant au développement de cette empreinte sportive. Aussi, il est proposé la création d'une commission extra-municipale des sports dénommée *Commission Montpellier Ville Sportive*, moyen de concertation régulier et opérant, pour étudier des dossiers relatifs à la thématique sportive sur la Ville de Montpellier.

La Commission Montpellier Ville Sportive est chargée d'étudier les sujets en lien avec la compétence municipale en matière sportive ainsi que les questions relevant éventuellement d'autres domaines d'intervention communale, qui peuvent contribuer au développement de la dimension sportive de la Ville. La Commission émet des avis, après débat. Elle pourra proposer des sujets d'information et de discussion en son sein, ou à débattre avec des invités et experts lors de réunion élargies, ou bien avec d'autres élus de la municipalité sur des compétences complémentaires aux sujets qu'elle traite ainsi qu'avec d'autres organes de concertation. Cette commission comprendra des personnes représentatives notamment des associations sportives locales.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal de fixer la composition de cette Commission Montpellier Ville Sportive pour la durée du mandat municipal en cours.

Sur proposition de Monsieur le Maire, cette Commission Montpellier Ville Sportive sera constituée de représentants ainsi désignés :

Les représentants du Conseil municipal proposés sont :

- Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire ;
- Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint délégué à la Ville sportive ;
- Monsieur Sofiane MANSOURIA, Conseiller municipal, délégué à la Pratique sportive auprès de Monsieur l'Adjoint délégué à la Ville sportive ;
- Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe déléguée à la Vie associative et Maisons pour Tous ;
- Monsieur Christian ASSAF, Conseiller municipal délégué à la Politique Contractuelle et Vice-Président de la Métropole en charge des politiques sportives.

Les représentants des associations sportives seront répartis selon cinq domaines d'activités sportives puis désignés après appel à candidatures et tirage au sort pour une période allant jusqu'au 31 août 2024. A cette date, il sera proposé une désignation de nouveaux membres pour la Commission, soit :

- Un(e) représentant(e) des sports collectifs en salle ;
- Un(e) représentant(e) des sports collectifs en extérieur ;
- Un(e) représentant(e) des sports individuels en salle ;
- Un(e) représentant(e) des sports individuels en extérieur ;
- Un(e) représentant(e) des sports de pleine nature.

Des représentants institutionnels seront également désignés pour leurs qualités.

La commission extra-municipale se réunira sur convocation de Monsieur le Maire ou de son représentant. Un règlement intérieur à la Commission définit la composition, les règles de fonctionnement des groupes de travail. Ainsi, des acteurs du domaine sportif, notamment des experts ou des personnes qualifiées, pourront être invités sur la base de sujets thématiques spécifiques à traiter.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la création d'une commission extra-municipale des sports dénommée *Commission Montpellier Ville Sportive* et les termes du règlement intérieur de la Commission ci-annexée ;
- De dire que la composition de la Commission Montpellier Ville Sportive est définie par la présente délibération avec une représentativité des associations locales après appel à candidatures et tirage au sort ;
- De dire que la composition de la Commission Montpellier Ville Sportive peut être élargie selon les sujets thématiques à examiner à des acteurs du domaine sportif notamment, des experts ou des personnes qualifiées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RI\_CEMS\_SPORT\_Vu\_GC\_03\_06\_211622721857128.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161486-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ

**Montpellier Grand Cœur - Engagement d'une nouvelle campagne d'aide à la  
rénovation des devantures des locaux d'activités de 2021 à 2026 - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain « Grand Cœur », la Ville de Montpellier a mis en place une campagne d'aide à la requalification des devantures commerciales dans les secteurs de la ville constituant le cœur marchand, et dont la qualité patrimoniale est reconnue.

Parce que le commerce est un enjeu de politique publique, la Ville de Montpellier accompagne les professionnels en participant à leurs côtés notamment à la rénovation de leurs locaux d'activité.

Rénover une devanture, créer une enseigne dans le centre-historique de Montpellier et ses abords, répond à des caractéristiques architecturales et à des règles d'urbanismes spécifiques visant à protéger et à valoriser le patrimoine existant.

Fruit d'un héritage millénaire, ce patrimoine est un atout majeur qui participe au rayonnement de la capitale languedocienne. Protéger, valoriser, et embellir le centre-ville de Montpellier est une priorité. Si la rénovation des devantures commerciales contribue à cette mise en valeur de la Ville participant, pour une grande part à la qualité des façades, de l'espace public et donc à la qualité de vie des usagers, elle contribue également à conforter et à pérenniser ce pan de l'activité économique essentiel pour la Ville de Montpellier.

Cette action engagée par délibération en mai 2012, s'appuie sur un règlement attributif des subventions ayant fait l'objet de plusieurs ajustements. Le dernier en date concerne le maintien du niveau des aides attribuées approuvé par délibération en juillet 2020 dans un contexte économique singulier où l'activité commerciale a été interrompue plusieurs semaines pour cause de pandémie.

La campagne d'aide à la requalification des devantures commerciales prend fin en juin 2021. Afin de poursuivre le traitement des rez-de-chaussée commerciaux en secteurs patrimoniaux remarquables et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier, il est donc proposé d'engager une nouvelle campagne d'aide de rénovation des devantures des locaux d'activités jusqu'en 2026, objet de la présente délibération.

Depuis le lancement de cette action, plus de 120 devantures ont été rénovées soit une moyenne de 25 devantures traitées par an depuis ces 3 dernières années. Au total, cela équivaut à 3 000 000 € de travaux dont 1 700 000 € de travaux subventionnables qui ont fait l'objet de 640 000 € de subventions attribuées.

Ainsi, 1 € investi par la Collectivité a généré 5 € dans l'économie locale confortant ainsi l'activité et l'emploi notamment d'artisans, de professionnels du bâtiment, d'architectes.

Ces travaux ont concerné trois principales catégories :

- les restaurants, bars, snacks ;
- les services (agences immobilières, commerces de téléphonie...) ;
- les artisans (coiffeurs, bijoutiers...).

Les bénéficiaires des aides sont pour 40 % d'entre eux des commerçants, artisans ou professions libérales exerçant seul leur activité derrière leur devanture et 25 % employant 1 salarié. Le chiffre d'affaires annuel médian de l'ensemble des locaux rénovés s'élève à 170 000 €. Enfin, moins de 10 locaux ont changé d'activité avant la crise sanitaire témoignant ainsi d'une pérennisation dont l'attractivité commerciale a été renforcée à l'issue des travaux.

La reconduction du dispositif de rénovation des locaux d'activités sur la période 2021-2026 s'accompagne des principales mesures et modifications réglementaires suivantes :

- augmentation de la subvention pour les travaux avec un montant maximum de 8 000 € / devanture (contre 6 000 € précédemment) et un plafond fixé à 70 % du cout total HT des travaux subventionnables (contre 50 %) ;
- majoration de la subvention liée aux éventuels honoraires d'architecte avec un plafond fixé à 70 % du cout total pour un montant maximum de 1 500 € (contre 1 000 € auparavant) ;
- instauration d'une « prime patrimoniale » exceptionnelle d'un montant de 1 000 € pour la restauration d'éléments architecturaux singuliers ;
- élargissement des bénéficiaires des aides aux propriétaires de locaux vacants en cours de commercialisation ou de locaux occupés à la condition que le chiffre d'affaires annuel n-1 n'excède pas 800 000 € HT ;
- extension du périmètre d'application du dispositif aux secteurs de protections patrimoniales du centre-ville élargi à ses faubourgs limitrophes et au cœur historique de Celleneuve, en cohérence avec les actions engagées sur ce quartier ;
- élargissement de la gamme des travaux subventionnables ;
- sensibilisation des commerçants notamment aux économies d'énergie, à la protection solaire et au respect des règles limitant les émissions de lumière artificielle notamment en période nocturne.

Ces principales mesures sont précisées dans le règlement attributif des subventions.

Outre l'octroi de subventions, la Ville de Montpellier soutient les projets de rénovation des devantures à travers également une assistance technique architecturale assurée par la Mission Grand Cœur auprès des

commerçants pour les aider dans la conception de leur projet et la constitution du dossier tant sur le plan technique que réglementaire.

Enfin, il convient de rappeler qu'à l'occasion du vote du Budget Primitif 2021, la ligne budgétaire afférente à ce dispositif a été reconduite et abondée à hauteur de 1 330 000 € afin de poursuivre la campagne de rénovation des locaux d'activités.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la reconduction du dispositif d'aide à la rénovation des devantures commerciales jusqu'en 2026 ;
- D'approuver le nouveau règlement attributif des subventions ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Reglement attributif des subventions.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160499-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux  
d'activités - Attribution de subventions - Autorisation de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Selon l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier. Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n°2012/284) a été modifié et conforté à l'issue des délibérations du 17 juin 2013 (n°2013/237), du 07 mai 2015 (n°2015/151), du 20 juillet 2017 (n°V2017/207) et du 12 juin 2019 (n°V2019-212).

De plus, face à un contexte économique difficile avec des activités commerciales interrompues pour cause de pandémie, la Ville de Montpellier a décidé de maintenir l'aide financière afin de conforter la dynamique de rénovation des devantures des locaux d'activité. Ainsi, par délibération en date du 30 juillet 2020 (n°V2020-052), la Ville a maintenu l'aide au taux de subvention de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), auxquels s'ajoute une éventuelle prime spécifique pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Il convient de rappeler que le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux ; le solde étant versé à la fin des travaux après vérification de leur conformité avec les autorisations délivrées.

Ainsi, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

**Enseigne « Atelier d'architecture CHAIGNAUD », cabinet d'architecte**  
Gérante : Mme Faustine CHAIGNAUD / THUILE (SARL)  
**15 rue André Michel**

*Subvention travaux = 6 000 €*

*Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €*

**Montant à verser : 7 000,00 €**

**Enseigne « DIGITAL SERVICES », service aux entreprises**  
Gérante : Mme Amélie PRINS (SARL)  
**3 rue Beau Séjour**

*Subvention travaux = 3 109,50 €*

**Montant à verser : 3 109,50 €**

**Enseigne « PASTA COMEDIE », restauration rapide**  
Gérant : M. Djamel MAZOUZI (SAS)  
**8 rue Boussairolles**

Solde pour travaux totalement réalisés

*Subvention travaux = 4 520,10 €*

*Subvention maîtrise d'œuvre = 500 €*

**Solde à verser : 2 510,05 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 12 619,55 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Agnès ROBIN.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161391-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Egalité et droits des femmes**

#### **Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Radia TIKOUK

## **Création du Collectif Gisèle Halimi pour l'égalité entre les Femmes et les Hommes à Montpellier - Approbation**

**Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :**

Inscrite dans la loi, l'égalité Femme/Homme peine à s'imposer. Les inégalités de salaire, de carrière et de retraite persistent et les violences sexuelles, sexistes, psychologiques, physiques ou professionnelles impactent de façon intolérable les trajectoires de vie d'un trop grand nombre de femmes.

Le respect des droits des femmes est pourtant au cœur des valeurs de notre République. Pour faire vivre ces valeurs, la Ville de Montpellier et de nombreuses associations de défense et de promotion des droits des femmes issues de la société civile se mobilisent sur notre territoire et construisent au quotidien l'égalité réelle entre les sexes.

Pour donner plus de visibilité et d'ampleur à ces engagements, pour réfléchir collectivement aux actions et projets à développer sur Montpellier, pour préparer en concertation le calendrier local des événements féministes, les représentant.e.s de la Ville et des associations réuni.e.s le 1<sup>er</sup> juin 2021 ont décidé de créer le Collectif Gisèle Halimi, en hommage à l'infatigable avocate, militante de la liberté et de la cause des femmes, décédée le 28 juillet 2020.

Cet espace de concertation et de coordination territoriale, dédié aux droits des femmes, et plus spécifiquement à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la prévention des stéréotypes par l'éducation et la sensibilisation, permettra, par la collaboration et les échanges d'informations entre les

associations et les institutions, de mettre en mouvement une politique intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans sa première année de fonctionnement, le Collectif Gisèle Halimi accueillera, sur la base du volontariat, des représentant-es élu-es de la Ville de Montpellier ; des représentant-es des associations féministes et féminines de Montpellier ; des représentant-es des partenaires institutionnels, notamment des services de l'Etat (tels que la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité – DRDFE) ; des personnalités qualifiées. Pour alimenter ses travaux, il pourra faire appel, selon les sujets, à des personnalités extérieures au Collectif.

Il se réunira en formation plénière une fois par an et fonctionnera en commissions thématiques le reste de l'année. La première année d'exercice permettra d'affiner les modalités d'organisation et la composition du collectif, qui proposera, en fin d'exercice, un modèle de gouvernance et de fonctionnement. Des indicateurs de progrès seront définis pour mesurer dans le temps les avancées de l'égalité sur notre territoire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la création du Collectif Gisèle Halimi pour l'égalité Femmes/Hommes à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-162005-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville sportive**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN

**Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs - Redevances  
minorées - Conventions d'occupation du domaine public - Approbation -  
Autorisation de signature**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville met à disposition d'associations sportives, des équipements et locaux associatifs, afin de leur permettre de gérer des activités sportives spécifiques. En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville perçoit une redevance annuelle et des créneaux d'occupation pour ses stages en vacances scolaires ou péri scolaires, qui fait l'objet d'une convention établie entre la Ville et l'association concernée.

Dans ce cadre, comme chaque année, il est proposé de délibérer sur des redevances spécifiques telles que présentées ci-après, et ce jusqu'au 31 décembre 2021. Cette délibération spécifique est complémentaire à celle relative aux locaux associatifs sportifs, proposée aussi au vote du Conseil municipal du 14 décembre 2020.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

ASSOCIATION	ADRESSE LOCAUX	Valeur Locative	Loyer Minoré	Aide annuelle en nature	Charges 2021	Redevance 2021
ASPTT Montpellier Omnisports	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	9 315 €	35 €	9 290 €	5 020 €	3 765 €
ASPTT Montpellier Tennis Léon Cazal	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	0	0	0	3 880 €	2 910 €
ASPTT Montpellier Tennis Grammont	Avenue Albert-Einstein 34000 Montpellier	3 240 €	35 €	3 205 €	3 770 €	2 827,50 €
Tennis Club Paillade	Avenue d'Heidelberg 34080 Montpellier	11 200 €	35 €	11 165 €	650 €	487,50 €
Centre Equestre Montpellier Grammont	Domaine de Grammont 2733, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	15 930 €	35 €	15 895 €	3 290 €	2 467,50 €
<b>TOTAL</b>		<b>39 685 €</b>	<b>140 €</b>	<b>39 545 €</b>	<b>16 610 €</b>	<b>12 457,50 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 39 545 € ;
- D'approuver les conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Hervé MARTIN.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2021 ASPTT Omnisports
- Convention 2021 ASPTT Tennis Cazals
- Convention 2021 ASPTT Tennis Grammont
- Convention 2021 Centre Equestre Grammont
- Convention 2021 Tennis Club Paillade

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160379-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) - Mise à jour des tarifs -  
Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Codifiée par les articles L. 2333-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) s'applique aux supports publicitaires et aux enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

Les entreprises assujetties appartiennent à des secteurs économiques différents :

- La TLPE perçue au titre des enseignes est essentiellement payée par des commerces ;
- La TLPE perçue pour des dispositifs temporaires tels que ceux utilisés pour la promotion immobilière implantés à l'occasion des commercialisations de programmes immobiliers ;
- La TLPE perçue sur les dispositifs publicitaires hors mobiliers urbains déjà redevables d'occupation du domaine public.

Cette taxe est définie par des taux par m<sup>2</sup> et par an. De par la loi, le taux de base est identique pour l'ensemble des dispositifs (publicité, pré-enseignes et enseignes)

Le taux de base et les éventuelles exonérations sont votés par le Conseil municipal avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année qui précède l'année de taxation.

Pour 2022, il est proposé les tarifs suivants :

<b>Taxe locale sur la publicité extérieure</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Enseigne < à 7 m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup> /an	0 €
Enseigne > à 7 m <sup>2</sup> et ≤ à 20 m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup> /an	32,40 €
Enseigne > à 20 m <sup>2</sup> et ≤ à 50 m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup> /an	64,80 €
Enseigne > à 50 m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup> /an	129,60 €
<b>Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m <sup>2</sup> /an	32,40 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m <sup>2</sup> /an	97,20 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la tarification proposée pour les dispositifs présents en 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161607-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relations internationales**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikél SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Adhésion à des réseaux internationaux et prise en charge financière -  
Approbation**

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans un contexte mondial marqué par le bouleversement des grands équilibres géopolitiques, la résurgence des nationalismes et une tendance à l'unilatéralisme, les villes et gouvernements locaux du monde, touchés par de nombreux défis mondiaux complexes et ayant un rôle majeur à jouer dans la recherche et la mise en œuvre de solutions concrètes, font entendre leurs voix et reconnaître leur expérience par le biais de réseaux internationaux.

En effet, si la nouvelle tendance géopolitique est à la montée en puissance de la voix des maires du monde, et si les villes et métropoles sont devenues des acteurs politiques, économiques, culturels et sociaux incontournables, et ce bien au-delà de leur sphère d'influence territoriale, leur présence et représentation au sein des grandes instances internationales reste bien faible comparées à l'omnipotence des Etats-Nations.

De fait, les réseaux internationaux de villes jouent aujourd'hui un rôle majeur, qui va s'accroître dans les années à venir, à l'heure des villes mondiales, de la globalisation, de la crise des Etats, de l'internationalisation de problématiques, et du besoin d'une concertation étroite sur toute la planète, issue de la proximité avec les acteurs locaux qui sont en contact direct avec les populations.

Les réseaux des villes sont aujourd'hui un élément moteur, puissant, non seulement pour le développement des actions concertées dans les territoires urbains mais avant tout pour penser autrement nos territoires, dans une démarche globale et partagée de réflexion, de créativité et de projection vers le futur. La pollution urbaine ne s'arrête pas à la frontière d'une ville ; les enjeux climatiques, la montée des mers, la montée du terrorisme, les défis de la pauvreté et de l'exclusion sociale, les conditions de vie qui entraînent des flux migratoires, les nouvelles maladies urbaines, sont une expression d'un monde interconnecté, interdépendant.

Plus que jamais, il y a besoin d'instances de discussion, d'échange et d'action de celles et ceux qui sont près du terrain. Les villes, colonnes vertébrales du lien avec les acteurs locaux, sont capables de déployer avec rapidité et efficacité des solutions. Il est vrai aussi pour les actions communes entre les villes autour du vivre ensemble, de la lutte contre toutes formes de discrimination et la lutte contre l'armement nucléaire.

C'est pourquoi l'action extérieure menée par la Ville de Montpellier se traduit par sa présence au sein d'organisations mondiales pour favoriser les échanges d'expertises sur les politiques publiques au niveau technique et politique, et pour faire reconnaître internationalement le rôle des autorités locales qui travaillent au quotidien au plus proche des habitants. L'adhésion à ces réseaux participe au rayonnement international de Montpellier et de sa métropole, tout en constituant une réserve de ressources et de contacts dont on ne saurait se passer s'il l'on souhaite développer et renforcer le positionnement de Montpellier et son action à l'international.

#### Rainbow Cities Network

Le Rainbow Cities Network (RCN) est un réseau fondé par les villes d'Amsterdam, Barcelone, Cologne et Turin en tant que réseau informel. En 2012, Berlin, Bologne, Genève, Munich, Madrid, Turin, Vienne et Zurich ont rejoint le réseau de même que Bergen, Hanovre et Ljubljana en 2013.

Rainbow Cities Network et ses villes membres travaillent pour garantir les droits sexuels d'une personne à l'aide de politiques publiques innovantes dans leurs villes respectives, permettant aux personnes LGBTI de jouir de leur identité sexuelle et d'exercer un contrôle sur leur corps. Leur mission est de connecter les fonctionnaires civils des administrations locales, les décideurs politiques et les experts du monde entier afin de faciliter un échange de bonnes pratiques menant à l'amélioration des politiques LGBTI existantes. Plus que jamais, les villes sont devenues des acteurs clés dans la lutte pour le respect des droits humains des personnes LGBTI et, à bien des égards, en première ligne de cette question. Les fonctionnaires engagés des administrations municipales sont essentiels pour faire face à l'ampleur des défis auxquels les LGBTI sont encore confrontés pour être inclus à tous les niveaux de nos sociétés.

#### Mayors for Peace

La Ville de Montpellier a adhéré en 2006 au réseau des maires pour la paix « Mayors for Peace » mais souhaite renouveler son engagement auprès de celui-ci. Ce réseau a été créé pour construire et renforcer la solidarité internationale en facilitant la coordination entre les villes qui ont exprimé formellement leur soutien au programme « Promouvoir la solidarité des villes pour l'abolition des armes nucléaires » proposé par le Maire d'Hiroshima, Takeshi ARAKI, lors de la 2<sup>ème</sup> séance spéciale des Nations Unies sur le désarmement, en 1982. Ce projet a permis aux villes de dépasser les frontières nationales et mettre en commun les réflexions et les solutions globales pour combattre l'utilisation des armes nucléaires.

Ce réseau est composé des villes qui ont répondu favorablement à l'adhésion à ce programme, et à la mission formelle de s'engager vers la paix éternelle dans le Monde en s'attachant à résoudre notamment les problèmes liés à la famine, à la pauvreté, au bien-être des réfugiés, aux droits des personnes maltraitées, à la protection de l'environnement, et les problèmes liés à la coexistence pacifique.

**Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN)**

La Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN) est une coalition internationale qui vise à mobiliser les citoyens de tous les pays pour inspirer, persuader et faire pression sur leurs gouvernements afin de lancer et de soutenir des négociations en faveur d'un traité interdisant les armes nucléaires.

Toute utilisation d'armes nucléaires, qu'elle soit délibérée ou accidentelle, aurait des conséquences catastrophiques, profondes et durables pour les populations et l'environnement. C'est pourquoi la Ville de Montpellier souhaite, suite à l'invitation de M. WÜRZNER, maire de Heidelberg, signer l'Appel des villes ICAN.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser l'adhésion aux réseaux Rainbow Cities Network, Mayors for Peace et à la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires ;
- De dire que les dépenses, pour un montant maximum de 3 000 €, sont inscrites sur le budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161966-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Bien-être animal**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Adhésion aux réseaux professionnels pour l'exercice 2021 - Association des  
Musées et centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et  
Industrielle (AMCSTI) - Approbation**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de ses missions de développement des connaissances scientifiques, le parc de Lunaret, au travers de son service pédagogique, a pour objectif de rendre accessible la culture scientifique à tous. S'inscrire dans un réseau professionnel rendrait ses actions de médiations plus efficaces et efficaces grâce à la synergie des actions de l'ensemble de ses membres, et de leur collaboration. Une telle adhésion serait également gage d'une réflexion sans cesse renouvelée, au plus près des préoccupations citoyennes, tant dans les sujets abordés que les outils déployés pour rencontrer le public.

L'Association des musées et centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) est le réseau national des professionnels des cultures scientifique, technique et industrielle qui œuvre pour leur reconnaissance et leur développement. Cette reconnaissance passe par l'affirmation de la nécessité d'une action culturelle et éducative forte dans le domaine des sciences et techniques, celles-ci constituant un enjeu de société considérable au cœur des débats d'actualité.

Depuis plus de 35 ans l'association anime, fédère et accompagne la diversité des structures œuvrant au partage des savoirs et de la connaissance sur leurs territoires. Au travers de ses actions, elle met en partage et mutualise les savoir-faire de chacun tout en affirmant l'atout spécifique de leur milieu : un travail au plus près des citoyens par un fort maillage du territoire. La volonté des fondateurs a été de mettre en place un

espace de discussions et d'échanges entre toutes les familles de la CSTI, afin de fédérer les acteurs concernés, contribuer au renouvellement des pratiques, développer des actions communes, stimuler l'innovation, participer aux réflexions citoyennes et favoriser l'accès aux savoirs et à la connaissance pour tous. Les membres de l'association sont le reflet de la diversité du réseau : muséums, musées techniques, associations d'animation scientifique, centres de sciences – CCSTI, parcs zoologiques, jardins botaniques, aquariums, planétariums, organismes de recherche, universités, collectivités, fondations... (Source : <https://www.amcsti.fr/fr/a-propos-amcsti/>)

Il est donc proposé l'adhésion à cette association pour un montant annuel TTC de 150 €.

**EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :**

- D'APPROUVER L'ADHÉSION À L'ASSOCIATION DES MUSÉES ET CENTRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE (AMCSTI) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-159532-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **RESSOURCES**





## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines et dialogue social

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

## **Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte de Police Municipale - Etat-major - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 28 avril 2016, il a été mis à jour l'astreinte de l'Etat-major de la Police Municipale qui s'organise autour du responsable du service de la Police Municipale, de ses deux adjoints et du responsable du Centre Opérationnel de Commandement. Durant cette astreinte, les agents sont amenés à participer à la coordination des plans d'intervention sur le terrain, et à assurer la communication et le lien avec les autorités municipales.

Considérant que les fonctions de Responsable de service de Police Municipale, nécessitent la participation au service d'astreinte, sont ouvertes au cadre d'emplois des Directeurs de Police Municipale, il est proposé, après avis du Comité technique du 28 mai 2021, d'étendre l'astreinte au cadre d'emplois des Directeurs de Police Municipale.

Dans l'intérêt du service, cette fonction ne remplissant pas les conditions pour bénéficier d'un logement pour nécessité absolue de service, il est proposé que l'astreinte, pour cette seule fonction de responsable de service de la Police Municipale sur cadre d'emplois des Directeurs de la Police Municipale, soit accompagnée d'un logement par convention d'occupation précaire.

Le logement sera attribué moyennant une redevance égale à 50% de la valeur locative réelle des locaux occupés et les flux (eau, gaz, électricité et chauffage) seront à la charge de l'agent logé.

En conséquence, le tableau d'astreinte de la délibération du 28 avril 2016, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DSTP	Police Municipale	Agents de PM Chef de service de PM Directeurs de PM sur fonction de Responsable de service de la Police Municipale	Semaine complète (du lundi au lundi)	Astreintes téléphoniques à domicile pour intervention sur le terrain en cas de problème de sécurité

Les périodes d'astreintes continueront à couvrir les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions en vigueur fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, V2017/412 du 23 novembre 2017 et V2018-238 du 26 juin 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil municipal du 28 avril 2016 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

## **Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### **I. Correction d'une erreur matérielle**

Il est demandé au Conseil Municipal de corriger la délibération n°V2021-136 en date du 12 avril 2021 qui présente une erreur matérielle concernant la demande d'évolution des 14 postes de la filière animation. Il convient d'abroger les demandes de créations et de suppressions telles que prévues afin de pouvoir se conformer à l'avis du Comité Technique en date du 1<sup>er</sup> avril 2021.

### **II. Créations de postes qui découlent de la nouvelle organisation**

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'annexe 1 ci-jointe.

### **III. Créations de postes issues du recensement des besoins.**

#### **1. Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature**

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

*2. Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes*

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

*3. Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires*

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

**IV. Créations et suppressions de postes permanents issues du fonctionnement des services**

**1. Créations de postes permanents**

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

Rédacteur : la création de deux postes à temps complet

Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création d'un poste à temps complet :

Attaché : la création d'un poste à temps complet

Attaché principal : la création d'un poste à temps complet

Filière animation :

Adjoint d'animation : la création de onze postes à temps non complet à raison de :

- 27 heures 36 minutes hebdomadaires
- 23 heures 34 minutes hebdomadaires
- 10 heures 46 minutes hebdomadaires
- 20 heures 52 minutes hebdomadaires
- 21 heures 33 minutes hebdomadaires
- 21 heures 33 minutes hebdomadaires
- 4 heures 03 minutes hebdomadaires
- 30 heures 58 minutes hebdomadaires
- 5 heures 15 minutes hebdomadaires
- 13 heures 28 minutes hebdomadaires
- 7 heures 24 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de deux postes à temps non complet à raison de :

- 21 heures 33 minutes hebdomadaires
- 30 heures 18 minutes hebdomadaires

Filière Technique :

- Adjoint technique : la création de cinq postes à temps complet
- Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de deux postes à temps complet
- Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création d'un poste à temps complet
- Technicien : la création d'un poste à temps complet
- Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet
- Ingénieur principal : la création d'un poste à temps complet

Filière médico-sociale - Sous filière sociale :

- ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :

- Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet
- Infirmier en soins généraux de classe normale : la création d'un poste à temps complet
- Puéricultrice de classe normale : la création de deux postes à temps complet
- Puéricultrice hors classe : la création d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

- Gardien-brigadier de police municipale : la création d'un poste à temps complet
- Directeur de police municipale : la création d'un poste à temps complet

2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 1<sup>er</sup> avril 2021.

Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de onze postes à temps non complet à raison de :

- 11 heures 09 minutes hebdomadaires
- 15 heures 28 minutes hebdomadaires
- 17 heures 30 minutes hebdomadaires
- 18 heures 19 minutes hebdomadaires
- 19 heures 14 minutes hebdomadaires
- 18 heures 50 minutes hebdomadaires
- 2 heures 01 minutes hebdomadaires
- 25 heures 30 minutes hebdomadaires
- 3 heures 05 minutes hebdomadaires
- 9 heures 25 minutes hebdomadaires
- 9 heures 25 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de deux postes à temps non complet à raison de :

- 21 heures 15 minutes hebdomadaires
- 24 heures 12 minutes hebdomadaires

Filière administrative :

- Attaché : la suppression d'un poste à temps complet

**V. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire**

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que l'un des postes créés au tableau des effectifs au grade de puéricultrice de classe normale pourra être pourvu dans ces conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de l'enfance:

- Nature des fonctions : **Directeur de crèche.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'état de puéricultrice.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2014-925 du 18 août 2014 portant échelonnement indiciaire applicable aux puéricultrices territoriales régies par le décret n° 2014-923 du 18 août 2014.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la direction d'un établissement d'accueil du jeune enfant.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir qu'un poste existant au tableau des effectifs au grade d'éducateur de jeunes enfants pourra être pourvu dans ces conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de l'enfance:

- Nature des fonctions : **Directeur adjoint de halte-garderie.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'état d'éducateur de jeunes enfants.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2017-905 du 9 mai 2017 portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la direction adjointe d'un établissement d'accueil du jeune enfant.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir qu'un poste existant au tableau des effectifs au grade de masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale pourra être pourvu dans ces conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de l'enfance:

- Nature des fonctions : **Psychomotricien.**
- Niveau de recrutement : diplôme de psychomotricien.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2020-1177 du 25 septembre 2020 portant échelonnement indiciaire applicable aux masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux de la catégorie A.
- Motif : compte tenu de la nécessité de réaliser des bilans de développement psychomoteur, dans une triple fonction de prévention, de rééducation et de thérapie au sein des structures de la Direction de l'enfance.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que trois postes existants au tableau des effectifs au grade d'ingénieur pourront être pourvus dans ces conditions. Ces postes seront affectés à la Direction des Systèmes de l'information :

- Nature des fonctions : **Chef de projet informatique.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'ingénieur.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret 2017-311 du 9 mars 2017 modifiant le décret 2016-203 du 16 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la mise en œuvre et le suivi des projets stratégiques confiés à la Direction.

## **VI. Créations de postes non permanents issues du fonctionnement des services**

Il est proposé de créer trois postes non permanents conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Pour le premier, il s'agit d'un poste de catégorie B de la filière technique (technicien), au sein de la Mission Grand Cœur, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit.

Il s'agit de contribuer à la mise en œuvre de la politique de valorisation du centre-ville en participant à l'instruction des demandes d'autorisation sur façades de secteur sauvegardé et autres sites patrimoniaux remarquables.

L'agent devra justifier d'un niveau d'étude supérieur dans le domaine de l'architecture, de l'aménagement du territoire ou de l'urbanisme.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de technicien en charge de l'intégration des réseaux dans les espaces protégés du cœur de Ville.

Pour le second, il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière administrative (attaché), au sein de la Direction de la sécurité et de la tranquillité publique, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit.

Il s'agit de participer à la mise en œuvre de la politique de résorption des bidonvilles sur le territoire de la ville en encadrant et coordonnant les actions des partenaires impliqués.

L'agent devra justifier d'un master santé publique, gestion des politiques publiques ou sociologie

L'agent assurera à temps complet les fonctions de coordonnateur des actions de résorption des bidonvilles.

Enfin, pour le troisième, il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière administrative (attaché), au sein de la Direction de la politique alimentaire, afin de mener à bien le projet d'optimisation de la production alimentaire. L'agent devra justifier d'un master spécialisé dans l'innovations et politiques pour une alimentation durable, ou assimilé.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de chargé de mission appui au projet d'optimisation de la production alimentaire.

Les contrats prendront fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Les contrats seront renouvelables par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'abroger la partie de la délibération n°V2021-136 en date du 12 avril 2021 en ce qu'elle crée et supprime les 14 postes de la filière d'animation ;
- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;



- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 Créations de postes qui découlent de la nouvelle organisation.pdf
- Annexe 2 Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature.pdf
- Annexe 3 Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes.pdf
- Annexe 4 Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161220-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cécilia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Modification des modalités d'attribution des aides financières par la Commission  
Sociale du Personnel - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du 13 décembre 2010, le Conseil municipal a adopté les modalités de fonctionnement et financières de la commission sociale du personnel créée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Cette délibération précise que tout agent municipal titulaire ou non titulaire sur emploi permanent, peut solliciter l'attribution d'un prêt ou d'un don à caractère social dès lors qu'il a 6 mois d'ancienneté dans la collectivité.

Les agents vacataires sont donc exclus du dispositif.

Compte tenu de la crise sanitaire qui perdure et de ses conséquences sociales sur ces publics précaires, il est proposé à titre exceptionnel et jusqu'au 31 octobre 2021 (« régime transitoire de sortie de crise ») de permettre aux agents contractuels sur emploi non permanent ayant plus de 6 mois d'ancienneté de bénéficier des aides financières de la commission sociale du personnel.

Les délibérations du 6 février 2012 et du 17 décembre 2012 stipulent que le nombre d'attribution d'aides financières au montant maximum ne doit pas dépasser le tiers de l'ensemble des aides accordées. Compte tenu du contexte, il est proposé de supprimer cette règle.

En revanche, les montants maximums des aides financières restent inchangés ; 500 € maximum pour les dons, 1 000 € maximum pour les prêts pouvant aller jusqu'à 5 000 € à titre exceptionnel. Les autres

modalités de la délibération du 13 décembre 2010 portant sur la composition et le fonctionnement de la commission ainsi que la convention de partenariat Ville/CCAS restent inchangées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser les modifications apportées à la délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2010 telles que présentées ci-dessus à titre transitoire jusqu'au 31 octobre 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la commission sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161280-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Modification des modalités de versement de la prestation d'action sociale pour les  
départs à la retraite - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 30 juillet 2020, la Ville de Montpellier s'est engagée à reprendre à la suite du COSC les prestations liées à la retraite et aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale. Il était prévu pour les départs en retraite des bons d'achat/chèques cadeau d'une valeur de 305 euros.

Au regard du principe d'assujettissement à l'URSSAF, et afin de garantir un prélèvement adéquat des cotisations, il est proposé, après avis du comité technique en date du 28 mai 2021, le versement de la prestation d'action sociale pour les départs à la retraite sur les paies.

A cet effet, et après application des cotisations théoriques, pour 305 € net initialement prévue et versée jusqu'à ce jour par le COSC, il est proposé de fixer la prestation d'action sociale pour les départs à la retraite à 380 € brut pour les non titulaires et 360 € bruts pour les titulaires. Les cotisations salariales et patronales seront prélevées en application de la réglementation en vigueur.

Les bénéficiaires restent inchangés :

- Fonctionnaires territoriaux stagiaires et titulaires en position d'activité ou de détachement ;
- Agents contractuels de droit public de plus de 6 mois d'ancienneté ;
- Agents occupant un emploi au moins à mi-temps (78h/mois minimum) ;
- Agents retraités de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modifications de la délibération n°2020-090 du 30 juillet 2020 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161477-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Reconduction de la mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier  
Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Un agent relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole a été mis à disposition de la Direction de la Sécurité Publique de la Ville de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée de 6 mois. Il exerce les fonctions de coordinateur de la réserve citoyenne. Il a pour mission d'assurer le pilotage du projet de réserve communale de sécurité civile, nommé « réserve citoyenne » et coordonner son fonctionnement, de participer à la gestion opérationnelle d'un événement de sécurité civile ou d'un grand rassemblement ainsi qu'à l'organisation du service, renforcée en l'absence du Responsable.

Il convient de reconduire cette mise à disposition pour six mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. La Ville de Montpellier remboursera à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la reconduction de la mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier

Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161282-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Un agent de la Ville de Montpellier relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisé des écoles maternelles est mis à disposition du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 pour une durée de 1 an. Il exercera les fonctions de gestionnaire administratif.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole remboursera à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à



cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161329-AU-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Création de vacations pour événements soudains ou majeurs ou nécessitant la  
sécurisation de lieux et de personnes - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de certains événements spécifiques, la Ville doit faire face au recrutement en urgence d'agents temporaires pour pallier des besoins soudains ou majeurs. Afin de répondre à ces besoins de recrutements ponctuels et urgents, et après avis du comité technique du 28 mai 2021, il est proposé la création d'une vacation permettant d'apporter plus de souplesse dans le recrutement de ces agents.

Dans ce contexte, il convient d'établir un cadre et des modalités de rétribution adaptées à ces interventions. Les vacations devront se limiter aux situations d'urgences liées à un événement extérieur qualifié de soudain ou de majeur ou nécessitant la sécurisation de lieux ou de personnes.

Il est proposé de définir des taux horaires de rémunération selon les plages ou jours d'interventions :

- Jour de 7h00 à 22h00 : 12.95 € / heure ;
- Dimanche et jour férié : 21.58 € / heure ;
- Nuit de 22h00 à 7h00 : 25.90 € / heure.

Les agents concernés seront rémunérés en application de ces taux horaires et sur état de présence.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Cécilia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte d'exploitation de la  
Direction des Systèmes d'Information (DSI) de la Ville de Montpellier -  
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 25 juin 2007, une astreinte d'exploitation a été mise en place pour les agents de la Direction des systèmes d'information pour des interventions lors de manifestations durant les weekends. Au regard du contexte sanitaire actuel, de l'évolution des besoins et des pratiques, et après avis du comité technique du 28 mai 2021, il est proposé d'étendre les périodes d'interventions de l'astreinte.

En conséquence, le tableau d'astreinte de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter la création d'une vacation pour événement soudain ou majeur ou nécessitant la sécurisation de lieux ou de personnes et les taux horaires spécifiques de jour, de nuit et de dimanche ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161547-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Pôle	Direction	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
PSIN	DSI	Ingénieurs en chefs Ingénieurs Techniciens Agents de maîtrise Adjointes techniques	Semaine complète Weekend Nuit de semaine Samedi Dimanche ou jour férié	Interventions lors de manifestations ou d'événements majeurs, sur postes, réseau et serveurs

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

Les modalités d'indemnisation et de récupération restent conformes aux dispositions en vigueur fixées par les délibérations n°2015/592 du 17 décembre 2015, V2017/412 du 23 novembre 2017 et V2018-238 du 26 juin 2018.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil municipal du 25 juin 2007 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161690-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFODX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un agent de catégorie A relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux.

Cet agent de catégorie A sera mis à disposition à temps complet de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021 pour une durée de 1 an. Il exercera les fonctions de chargé d'études informatiques auprès de la Direction des Ressources Informatiques.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161383-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Compte Administratif et compte de gestion 2020 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil élit un Président de séance *ad hoc* pour débattre et voter le Compte Administratif.

Conformément aux articles L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales, le Compte Administratif est accompagné d'annexes, dont les éléments chiffrés sont conformes au Compte Administratif.

Une partie des annexes se trouve dans le rapport de présentation et plus particulièrement la présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles et le bilan de la dette.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2020 du budget de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :



SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
930	Services généraux	66 912 914,20	15 900,00
931	Sécurité	13 293 370,36	
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	71 461 625,16	168 197,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	36 109 397,68	24 080,00
934	Santé et action sociale	42 547 959,06	51 003,00
935	Aménagement des territoires et habitat	17 818 830,52	
936	Action économique	5 425 947,66	4 000,00
937	Environnement	1 783 590,63	
938	Transports	4 406 381,16	
940	Impositions directes	34 188 133,29	
943	Dotations et participations	3 712 264,88	
944	Opérations financières	186 192,17	
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	
946	Transferts entre les sections	24 258 507,59	
TOTAL - DEPENSES		322 105 114,36	263 180,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		322 368 294,36	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
002	Résultat de fonctionnement reporté	15 019 400,86	
930	Services généraux	12 410 977,38	
931	Sécurité	362 899,79	
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 861 601,42	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	3 840 693,13	
934	Santé et action sociale	15 521 074,16	
935	Aménagement des territoires et habitat	4 220 772,83	
936	Action économique	1 236 848,60	
938	Transports	3 387 096,33	
940	Impositions directes	209 629 083,00	
941	Opérations financières	20 054 314,09	
942	Dotations et participations	82 127 308,36	
943	Opérations financières	1 573,68	
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	
946	Transferts entre les sections	830 209,73	
TOTAL - RECETTES		370 503 853,36	-
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		370 503 853,36	

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
001	Résultat d'investissement reporté	35 750 438,00	
900	Services généraux	6 949 781,23	5 154 125,60
901	Sécurité	855 823,31	813 954,88
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	27 659 521,03	9 682 134,92
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	8 087 823,91	4 262 168,48
904	Santé et action sociale	1 192 568,17	886 652,07
905	Aménagement des territoires et habitat	29 035 091,87	6 082 931,85
906	Action économique	576 382,89	157 736,06
907	Environnement	77 055,94	4 120,23
921	Taxes non-affectées	672 565,08	42 434,92
923	Dettes et autres opérations financières	29 739 009,76	19 789,00
925	Opérations patrimoniales	3 187 674,63	
926	Transferts entre les sections	830 209,73	
TOTAL - DEPENSES		144 613 945,55	27 106 048,01
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		171 719 993,56	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice	réaliser
900	Services généraux	543 204,44	175 935,00
901	Sécurité	86 139,37	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	881 452,90	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	76 950,00	266 640,00
904	Santé et action sociale	740 732,00	
905	Aménagement des territoires et habitat	1 484 998,69	718 674,00
907	Environnement	66 874,92	
921	Taxes non-affectées	19 333,41	
922	Dotations et participations	47 140 792,25	
923	Dettes et autres opérations financières	40 450 932,90	20 000 000,00
925	Opérations patrimoniales	3 187 674,63	
926	Transferts entre les sections	24 258 507,59	
TOTAL - RECETTES		118 937 593,10	21 161 249,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		140 098 842,10	

Le résultat brut global 2020 du budget, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 22 722 386,55 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 21 929 601,40 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 020	Résultat de clôture 2019	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2020	Résultat de clôture 2020	Solde reports 2020	Résultat net
Investissement	-35 750 438,00		10 074 085,55	-25 676 352,45	-5 944 799,01	-31 621 151,46
Fonctionnement	53 255 828,97	38 236 428,11	33 379 338,14	48 398 739,00	-263 180,00	53 550 752,86
TOTAL	17 505 390,97	38 236 428,11	43 453 423,69	22 722 386,55	-6 207 979,01	21 929 601,40

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le Compte de Gestion 2020 du budget de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le Compte Administratif 2020 du budget de la Ville de Montpellier ;
- De donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 25 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Compte de gestion 2020
- Rapport CA 2020 Ville CM 14062021 VF.pdf
- CA2020 Ville BILAN.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161605-BF-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 25/06/21  
Réception en Préfecture : 25/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

## Méthodes et durées d'amortissement des immobilisations de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du Code des communes) pris pour l'application de l'article L. 2321-2 du Code général des collectivités territoriales, qui précise que « sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants », la Ville de Montpellier a procédé à la mise à jour de ses durées d'amortissement par délibération du 27 septembre 2019.

En application du référentiel M57, il apparaît nécessaire de modifier le mode de calcul des amortissements en adoptant le prorata temporis. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les amortissements seront ainsi calculés dès la date de mise en service des biens concernés.

Dans le cadre de la certification des comptes et selon les préconisations de la Cour des Comptes, il est également proposé de mettre en place des règles de simplification relatives à la réforme automatique des biens par catégorie d'actif.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement des biens sera calculé à partir de leur date de mise en service. Tout plan d'amortissement commencé devra être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...). Le plan d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération).

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000 € :

Est retenu le seuil de 2 000 € TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an. A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés ou cédés.

3) La réforme automatique des biens par catégorie d'actif :

Les matériels et biens mobilier feront l'objet d'une réforme automatique 2 ans après la fin de leur amortissement, sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés ou cédés.

Les comptes concernés sont les suivants : 21561-21568-2157-2158-21782-21783-21784-21785-21788-2182-2183-2184 -2185-2188 et leurs déclinaisons.

4) Les biens amortis et les durées d'amortissement :

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Article	Libellé	Durée
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
204	Biens mobiliers, matériel et études	5
204	Bâtiments et installations	30
204	Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
204	Voirie	30
204	Monuments historiques	30
2045	Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens)	5
2046	Attributions de compensation d'investissement	15
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques...	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
2114	Terrains de gisement	15
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
2132	Immeuble de rapport	30
2153	Réseaux divers	20
2154	Voies navigables	30
21561	Matériel roulant incendie	7
21568	Matériel et outillage incendie	10

2157	Matériel et outillage technique	20
2158	Installations et outillages techniques	20
21612	Biens culturels et historiques - dépenses ultérieures immobilisées biens immobiliers	20
21622	Biens culturels et historiques - dépenses ultérieures immobilisées biens mobiliers	20
21714	Terrains de gisement	15
21721	Plantations d'arbres et arbustes	20
21753	Réseaux divers	20
21754	Voies navigables	30
21757	Matériel et outillage techniques	20
21758	Autres installations, matériel et outillage techniques	20
2176	Biens historiques et culturels	20
21782	Matériel de transport	7
21783	Matériel informatique	7
21784	Matériel de bureau et mobilier	7
21785	Matériel de téléphonie	7
21786	Cheptel	1
21788	Autres	7
2181	Installations générales, agencements	7
2182	Matériel de transport	7
2183	Matériel informatique	7
2184	Matériel de bureau et mobilier	7
2185	Matériel de téléphonie	7
2186	Cheptel	1
2188	Autres matériels	7
2214	Terrains de gisement	15
2221	Plantations d'arbres et arbustes	20
2253	Réseaux divers	20
2254	Voies navigables	30
2256	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10
2258	Autres installations, matériel et outillage techniques	20
2281	Installations générales, agencements et aménagements divers	7
2282	Matériel de transport	7
2283	Matériel informatique	7
2284	Matériel de bureau et mobilier	7
2285	Matériel de téléphonie	7
2286	Cheptel	1
2288	Autres	7
	Biens inférieurs à 2000 euros	1

La présente délibération annule et remplace les délibérations précédentes relatives aux méthodes et durées d'amortissement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées ;
- D'adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-159499-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN

**Expérimentation Certification des Comptes - Rapport d'opinion du professionnel  
du chiffre exercice 2020 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements ».

La Ville de Montpellier, qui souhaite être pionnière de cette nouvelle évolution des finances publiques, s'est engagée dans la démarche d'expérimentation de la certification de ses comptes, dans l'objectif de rationaliser ses procédures internes et d'améliorer la fiabilité de ses états financiers.

La Ville de Montpellier a ainsi été retenue avec 24 autres collectivités dans le cadre de ce dispositif d'expérimentation.

La Cour des comptes dirigeait la conduite de la phase préparatoire à l'expérimentation de la certification des comptes jusqu'en 2020. Cette phase préparatoire démarrée en 2017 a donné lieu à la réalisation :

- D'un diagnostic global d'entrée qui a évalué :
  - o L'organisation comptable et financière ;
  - o Les processus de gestion ayant une incidence financière sur les comptes ;
  - o Le système d'information financier ;
  - o L'efficacité du contrôle interne comptable et financier.



- Et de six examens ciblés sur les cycles comptables à forts enjeux suivants :
  - o Actifs incorporels et corporels ;
  - o Autres recettes et créances associés ;
  - o Stocks ;
  - o Autres charges de fonctionnement ;
  - o Charges d'interventions ;
  - o Maîtrise des risques, contrôle interne et suivi des recommandations (en 2 audits : milieu et fin d'étape).

En accord avec la Cour des comptes, la Ville de Montpellier a fait le choix de poursuivre l'expérimentation en soumettant ses Comptes 2020, 2021 et 2022 à un audit d'un professionnel du chiffre. Ces derniers seront annexés au compte administratif de l'année concernée sous forme d'états financiers composés d'un bilan, d'un compte de résultat et d'une annexe. Ces états financiers doivent être établis conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57.

Dans le cadre de ce premier exercice de certification expérimental, le commissaire aux comptes, le Cabinet Grant Thornton, conformément au cahier des charges relatives à l'expérimentation de l'audit des Comptes, à rédiger une synthèse destinée au Conseil municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte de la synthèse du commissaire aux comptes sur la certification expérimentale des comptes de 2020 ;
- De prendre acte des états financiers 2020 joints en annexe du Compte Administratif 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bernard TRAVIER.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Renouveau démocratique et  
innovation sociale**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Hervé MARTIN

**Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier  
et le Centre Communal d'Action Sociale ayant pour coordonnateur la Ville de  
Montpellier pour la passation d'un marché de ' Fourniture et mise à jour de  
licences logicielles pour les postes utilisateurs, développeurs et les serveurs ' -  
Autorisation de signature**

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Les ordinateurs (postes de travail et serveurs) de la Ville de Montpellier (pour l'administration et les écoles) et du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier (CCAS) s'appuient sur un ensemble de logiciels standards : système d'exploitation, base de donnée, bureautique, outils de développement, outils collaboratifs... Il est nécessaire de pouvoir acquérir et mettre à jour ces logiciels pour assurer le fonctionnement des ordinateurs de nos administrations.

Le souhait en l'espèce, de la Ville de Montpellier et du CCAS se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de « Fourniture et mise à jour de

*licences logicielles pour les postes utilisateurs, développeurs et les serveurs ».* La convention a pour objet de créer dans ce cadre, entre la Ville de Montpellier et le CCAS, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160305-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier,  
Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de  
Cournonterral, Grabels, Lavérune, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-  
Maguelone pour les achats de carburant et électricité pour véhicules -  
Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Cournonterral, Grabels, Lavérune, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone pour les achats de carburant et électricité pour véhicules.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargé de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

Concernant la Ville de Montpellier l'estimation du besoin s'élève à :

Lot n°1 : *Fourniture de carburant avec carte accréditive sur le territoire et les pays de l'Union Européenne*  
Montant estimé à 375 000 € HT par an.

Lot n°4 : *Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive CENTRE (Montpellier)*  
Montant estimé à 20 000 € HT par an.

Lot n°5 : *Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive EST (Cadoule et Bérange, Vallée du Lez)*  
Montant estimé à 5 000 € HT par an.

Lot n°6 : *Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive OUEST (Littoral, Piémonts et Garrigues, plaine Ouest)*  
Montant estimé à 5 000 € HT par an.

Lot n°7 : *Achat d'électricité pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables*  
Montant estimé à 10 000 € HT par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Courmonterral, Grabels, Lavérune, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone, convention aux termes de laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement, et prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-158279-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Administration générale**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTON ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier  
et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de  
prestations de retranscription - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de l'organisation des Conseils municipaux et de Métropole, instances paritaires (Comités Techniques, Commissions Administratives Paritaires et Comités Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail) et divers jurys, la Ville de Montpellier et Métropole Méditerranée Métropole souhaitent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de réaliser des prestations de retranscription écrite (audiotypie) des échanges et débats oraux, en application de leurs compétences respectives.

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats et afin d'aboutir à des économies d'échelle, il a été décidé de recourir à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais d'une convention de groupement de commandes. Cette convention s'intègre dans une procédure de commande publique.

Il s'agit d'un marché de services à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 210 000 € HT, d'une durée d'un an renouvelable trois fois.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement de commandes.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes en vue de réaliser des prestations de retranscription écrite (audiotypie) ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de groupement de commandes.docx

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20210614-161413-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**Renouveau démocratique et  
innovation sociale**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier  
et Montpellier Méditerranée Métropole ayant pour coordonnateur la Ville de  
Montpellier pour la passation d'un marché d'achat et de maintenance  
d'équipements de téléphonie, réseau et sécurité - Autorisation de signature**

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoint les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective de recherche permanente de sources d'économie, le Code de la commande publique autorise le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont dotées d'un ensemble d'équipements et de systèmes réseaux et télécommunications. S'appuyant massivement sur les technologies numériques et IP (Internet Protocol), ces équipements supportent des usages primordiaux pour l'activité des deux collectivités, notamment les fonctions de téléphonie, réseaux informatiques et de sécurité du système d'information.

A l'issue des garanties apportées dans le cadre du marché initial de mise en œuvre, la continuité et l'efficacité des services assurées par ces installations nécessitent une maintenance systématique des équipements, leur renouvellement ainsi que leur extension selon les besoins des deux collectivités. Le

souhait, en l'espèce, de la Ville et de la Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché d'achat et de maintenance d'équipements de téléphonie, réseau et sécurité.

La présente convention a pour objet de créer dans ce cadre entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et suivants du Code de la commande publique, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement. La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Achat maintenance équipements téléphonie \_ réseau \_ sécurité.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160891-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

## Rapport d'activité de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC) - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à la Ville de Montpellier par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000€ par an, et tenus de fournir à la Ville des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce contrôle s'exerce ainsi sur les rapports annuels des délégataires (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L.1411-3 du CGCT.

Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCC est présidée par la représentante du Maire de Montpellier, désignée par arrêté, Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1<sup>ère</sup> Adjointe au Maire, déléguée à la ville éducative, la réussite scolaire et l'administration générale.

Par délibération n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de La Ville de Montpellier, membres titulaires :
  - o Sébastien COTE ;
  - o Tasnime AKBARALY ;
  - o Hind EMAD ;
  - o Manu REYNAUD ;
  - o Max LEVITA ;
- 5 conseillers de La Ville de Montpellier, membres suppléants :
  - o Hervé MARTIN ;
  - o Mickaël DIORE ;
  - o Fatma NAKIB ;
  - o Yvan NOSBÉ ;
  - o Mylvia HOUGUET.

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier qui font l'objet d'un examen par la CCC sont actuellement les suivants :

- Fourrière automobile ;
- Crèche Joséphine Baker ;
- Crèche Henri Salvador ;
- Stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission.

Dans le contexte de réorganisation des services mutualisés de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe mutualisée depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

En 2020, concernant l'examen des RAD et des comptes relatifs à l'exécution des contrats sur l'année 2019, l'année 2019, la CCC s'est réunie le 3 décembre 2020.

Elle a examiné les dossiers suivants :

- ✓ DSP Fourrière automobile, gérée par la société EGS ;
- ✓ DSP Crèche Joséphine Baker, gérée par la société People and Baby ;
- ✓ DSP Crèche Henri Salvador, gérée par la société LPCR DSP Montpellier ;
- ✓ DSP Stationnement sur voirie, géré par la société TaM Voirie.

Dans le cadre de l'ensemble de ces séances, la commission a rendu un avis favorable à l'unanimité sur l'examen des RAD et des comptes 2019 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCC, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 26 novembre 2020, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN et composée paritairement d'élus du Conseil Municipal et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2019.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Ville de Montpellier pour l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-158513-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN

**Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux  
(CCSPL) - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine notamment les rapports annuels des délégataires (RAD) ; elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée. La CCSPL prévue à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Conformément aux dispositions de l'article L.1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

La CCSPL est présidée par le représentant du Maire de la Ville de Montpellier, désigné par arrêté, Monsieur Michel ASLANIAN, 10<sup>ème</sup> Adjoint au Maire, délégué aux finances, évaluation des politiques publiques, ressources humaines et dialogue social.

Par délibération n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de La Ville de Montpellier, membres titulaires :
  - o Mustapha LAOUKIRI ;
  - o Marie MASSART ;
  - o Agnès SAURAT ;
  - o Mylvia HOUGUET ;
  - o Max LEVITA ;
- 5 conseillers de La Ville de Montpellier, membres suppléants :
  - o Radia TIKOUK ;
  - o Georges ARDISSON ;
  - o Jean-Dominique DELAVEAU ;
  - o Yves BARRAL ;
  - o Clara GIMENEZ ;
- Et de manière paritaire, les associations d'usagers suivantes :
  - o CLCPH (Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques du Département de l'Hérault) ;
  - o CLCV de Montpellier (Association Consommation Logement Cadre de Vie Montpellier) ;
  - o APIEU - Territoires de Montpellier (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier) ;
  - o CNL 34 (Fédération de L'Hérault de La Confédération Nationale du Logement) ;
  - o UFC Que Choisir Montpellier (Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir de Montpellier).

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier qui font l'objet d'un examen par la CCSPL sont actuellement les suivants :

- Fourrière automobile ;
- Crèche Joséphine Baker ;
- Crèche Henri Salvador ;
- Stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission.

Dans le contexte de réorganisation des services mutualisés de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL sont conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe mutualisée depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

En 2020, concernant l'examen des RAD relatifs à l'exécution des contrats sur l'année 2019, la CCSPL s'est réunie le 26 novembre 2020.

Elle a examiné les dossiers suivants :

- ✓ DSP Fourrière automobile, gérée par la société EGS ;
- ✓ DSP Crèche Joséphine Baker, gérée par la société People and Baby ;
- ✓ DSP Crèche Henri Salvador, gérée par la société LPCR DSP Montpellier ;
- ✓ DSP Stationnement sur voirie, géré par la société TaM Voirie.

Par ailleurs, la CCSPL a également pris acte du nouveau règlement intérieur et nonobstant les nombreux débats concernant chacune des politiques publiques et gestion déléguées dédiées à l'exercice, elle a rendu un avis favorable à l'unanimité sur les éléments analysés, en prenant acte de l'examen des RAD relatifs à l'exercice 2019.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la CCSPL, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes du 3 décembre 2020, présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE et composée d'élus du Conseil municipal, pour l'examen des comptes 2019.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Montpellier pour l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20210614-158546-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION  
SOCIALE**



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville fraternelle et solidaire**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Bernard TRAVIER

**Plan Pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté -  
Convention relative au Plan pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée  
Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant 2021 - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.115-1 du Code de l'action sociale et des familles, fait de la lutte contre la pauvreté « *un impératif national fondé sur l'égalité de dignité de tous les êtres humains* ». La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, annoncée comme une priorité nationale par le Président de la République le 13 septembre 2018, entend traiter particulièrement :

- La reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge de la vie ;
- La garantie au quotidien des droits fondamentaux des enfants ;
- L'assurance pour tous les jeunes d'un parcours de formation permettant d'acquérir des compétences ;
- Une meilleure accessibilité et équité des droits sociaux ;
- L'investissement pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité en 2020 contractualiser avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité. La convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté a ainsi été adoptée en Conseil de Métropole, le 12 octobre 2020 et en Conseil municipal le 5 octobre 2020. Elle signifiait ainsi l'engagement de la Ville, du CCAS et de Montpellier Méditerranée Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre

la pauvreté, au titre de leurs compétences et en lien avec celles du Conseil Départemental de l'Hérault. Le rapport présentant le bilan des actions conduites en 2020 a été adopté par le Conseil de Métropole le 29 mars 2021.

Les priorités identifiées, pour 2021, dans le cadre des cinq engagements sont identiques à celles de l'année précédente à savoir l'accès aux droits et à la santé, la lutte contre la précarité alimentaire, l'inclusion sociale et professionnelle et la veille sociale. Elles se traduiront par 30 actions se répartissant dans 12 fiches. Ces dernières sont les suivantes :

- Casser la reproduction de la pauvreté en permettant le fonctionnement d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue (action initialisée en 2020) et d'un lieu pour les grands marginaux (2 actions) ;
- Assurer un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité (amplification des actions initiées en 2020) (4 actions) ;
- Etendre les maraudes du Samu social aux communes de la première couronne de Montpellier (1 action) ;
- Poursuivre le soutien du marché de la Solidarité du Secours populaire Hérault notamment en axant une partie de l'approvisionnement sur des produits sains et locaux et en incitant à la mutualisation avec les petites structures associatives (2 actions) ;
- Mettre en place les premières cantines solidaires (1 action) ;
- Soutenir des parcours innovants dans l'emploi pour les publics les plus éloignés (5 actions) ;
- Développer des dispositifs d'insertion par l'économie (4 actions) ;
- Mobiliser les entreprises au recrutement de personnes (1 action) ;
- Améliorer l'accès aux droits, au logement ainsi que les conditions de vie des personnes vivant en squats et bidonvilles (3 fiches – 9 actions) ;
- Faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés (1 action).

Le budget total de la programmation 2021 s'élève à 1 194 032 €. Les actions prévues dans le cadre du plan pauvreté à l'échelle de la Métropole, feront l'objet d'une dotation nouvelle de l'Etat dont le montant pour l'année 2021 est fixé à 500 000 €. Des crédits reportés de 2020 à hauteur de 194 032,68 € viendront compléter les plans de financements. La contractualisation avec l'Etat pour 2021 se traduit par un avenant à la convention 2020-2022, qu'il convient d'approuver.

La dotation de l'Etat sera versée au budget de la Métropole. Plusieurs actions seront mises en œuvre par la Ville de Montpellier et le CCAS de la Ville de Montpellier. Le reversement des subventions de l'Etat, à la Ville et au CCAS, en fonction des actions conduites, seront réalisés selon les modalités inscrites dans la convention de reversement, adoptée lors du Conseil municipal du 5 octobre 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant 2021 à la convention 2020-2022 d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, avec l'Etat et la Ville de Montpellier, actant la programmation 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Jean-Dominique DELAVEAU.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Veille\_sociale\_\_FA1\_FA2\_FA31622532272805.pdf
- Aide\_alim\_\_FA4\_FA51622532347134.pdf
- Insertion\_pro\_\_FA6\_FA7\_FA81622532374694.pdf
- Accompagnement\_acces\_droits\_FA9\_FA10\_FA11\_FA12\_vf1622532551583.pdf
- Tableau\_recap\_des\_propositions\_2021\_au\_27\_mai1622533289926.pdf
- projet\_AVENANT\_2021\_a\_la\_convention\_Etat\_Metropole162253333238.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161134-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Emploi et création  
d'entreprises**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Bernard TRAVIER

**Engagement de la Ville de Montpellier dans le projet Territoire Zéro Chômeur de  
longue durée - Année 2021- Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

L'expérimentation nationale "Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée" vise à apporter une solution innovante à la lutte contre le chômage de longue durée en proposant, sur un territoire défini, à toutes personnes durablement privées d'emploi et volontaires, un emploi en CDI à temps choisi. Pour cela, des activités utiles au territoire, et non concurrentes de l'existant sont créées à partir des compétences et propositions des volontaires eux-mêmes.

Ce projet est basé sur la co-construction des acteurs locaux qui seront réunis en « Comité Local pour l'Emploi » pour préciser le territoire d'expérimentation, identifier les activités existantes, les personnes durablement privées d'emploi, définir les objectifs de l'expérimentation et la suivre. Les activités et les emplois seront portés et organisés par une Entreprise à But d'Emploi (EBE).

Le projet repose sur trois hypothèses :

- « Personne n'est inemployable » : tous les chômeurs de longue durée ont des compétences inutilisées qui peuvent être mobilisées ;
- La privation d'emploi coûte cher à la collectivité : les coûts des prestations liées à la privation d'emploi pourraient être utilisés pour créer des emplois ;
- De nombreux besoins sociaux, économiques et environnementaux sont peu ou pas couverts, car pas assez rentables pour le marché privé ou parce mal repérés à l'échelle de certains territoires.

Le modèle économique consiste à « activer les dépenses passives », c'est-à-dire à rediriger les budgets issus de la privation d'emploi, les manques à gagner et autres coûts induits pour financer les emplois manquants et

ainsi permettre à chaque volontaire d'accéder au « droit à l'emploi ». La loi prévoit le financement des emplois à travers un fonds d'expérimentation territoriale versé à l'EBE notamment.

Après une première expérimentation lancée sur 10 territoires par la loi du 29 février 2016, une nouvelle loi du 14 décembre 2020 étend l'expérimentation qui bénéficiera à 50 nouveaux territoires au moins. Après parution du décret d'application de la loi, un appel à projet national sera lancé au courant du second semestre 2021.

La Ville de Montpellier souhaite s'engager dans cette démarche et préparer une future candidature portant sur un quartier prioritaire de la Politique de la Ville. Un travail partenarial permettra à la commune et les partenaires qui la rejoindront de co-construire un nouvel outil de lutte contre le chômage de longue durée, complémentaire aux politiques publiques en matière d'emploi, d'insertion et de cohésion sociale dans laquelle la Ville et la Métropole de Montpellier sont investies aux côtés de l'Etat, du Conseil Régional, du Conseil Départemental et du Service public de l'emploi en particulier.

Afin de participer à la dynamique nationale de l'expérimentation et disposer de retours d'expériences et d'un accompagnement, il est proposé d'adhérer à l'association « Territoires zéro chômeur de longue durée » (TZCLD), qui a pour objet l'animation et le développement du projet dans ses différentes étapes. Le montant de l'adhésion s'élève à 500 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De dire que la Ville de Montpellier déclare être « territoire émergent » et souhaite participer à l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ;
- D'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association TZCLD d'un montant de 500 € pour l'année 2021 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Stéverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Bernard TRAVIER

**Conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) - Financement des  
dépenses liées à un centre de vaccination dédié au Covid-19 - Autorisation de  
signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Sur décision conjointe de la Préfecture de l'Hérault, de l'ARS et de la Ville de Montpellier, un centre de vaccination de grande capacité a ouvert au sein de l'Hôtel de Ville, le 15 avril 2021, avec un objectif cible de 2 000 vaccinations jour (atteint le 25 mai dernier), et une ouverture 7/7 jours, pour une durée indéterminée à ce jour.

Dans le cadre du financement de dépenses liées au fonctionnement administratif, à la coordination, au matériel, à l'hygiène et aux déchets, aux aménagements nécessaires pour la mise en place d'un centre de vaccination dédié au Covid-19, les collectivités territoriales peuvent solliciter auprès de l'Agence Régionale de Santé (ARS), une subvention par l'intermédiaire du fonds d'intervention régional.

La demande de subvention doit se faire au moyen d'un conventionnement avec l'ARS, après instruction de la demande, sur décision du DGARS. Une convention ou un contrat d'objectifs et de moyens, fixant les objectifs de l'activité, le montant de la subvention et les éléments de suivi à produire, sera alors proposé à la collectivité

Les versements des subventions seront produits trimestriellement, sous présentation d'un tableau de « remontées d'activité du lieu Covid ».

Le forfait est modulable en fonction de l'activité du centre de vaccination et les compensations financières de l'ARS dans le cadre de la vaccination Covid-19 sont fixées dans le dossier de demande de subvention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé dans le cadre de la mise en place d'un centre de vaccination dédié au Covid-19 ;
- De dire que les dépenses et les recettes sont inscrites au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michaël DELAFOSSE, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Dossier demande de subvention/ convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161686-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Mickaël DIORE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

**Charte de l'évènementiel responsable - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée, depuis le début de cette mandature, résolument vers l'éco-exemplarité.

Ainsi le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de Montpellier Méditerranée Métropole, dans lequel la Ville de Montpellier est pleinement engagée, est actuellement en cours de révision : l'éco-responsabilité au sens large est une des actions préconisées à termes par ce plan. Egalement, s'agissant des achats de l'administration mutualisée, ceux-ci s'inscriront dans une démarche durable et responsable structurée, en l'occurrence un Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER), en cours de pré-figuration pour 2022.

La Ville soutient fortement l'objectif ambitieux, au travers de l'action de la Métropole qui dispose de cette compétence, de réduire les ordures ménagères résiduelles produites sur le territoire de 40 % en 2024. Cet objectif sera atteint grâce à un ensemble de mesures en cours de mise en œuvre, telle que la tarification incitative des déchets, le compostage de proximité, la sensibilisation renforcée au tri des emballages, etc. Cette politique volontariste vers le « zéro déchet » s'appuie également sur une sensibilisation des usagers à la prévention des déchets à la source, en particulier grâce à la réduction du recours aux ustensiles jetables.

La Ville entend également favoriser une alimentation locale et de qualité, en soutenant les circuits courts et les produits issus de l'agriculture biologique.

Chaque année, la Ville accueille de nombreux événements et manifestations sur la voie publique dont certains sont particulièrement emblématiques, régionalement et nationalement, et peuvent ainsi rassembler des milliers de participants. La Ville prête également des salles dont elle est propriétaire, du matériel, et verse des subventions pour l'organisation d'événements sur son territoire.

Selon les données de l'ADEME, une manifestation d'environ 5 000 personnes peut produire environ 2,5 tonnes de déchets, soit 500 grammes par participant. Ces déchets génèrent des coûts pour la collectivité eu égard à leur collecte et traitement, ainsi que pour le nettoyage des voies publiques concernées. En outre, le rassemblement de centaines de participants sur les voies publiques concernées peut être source d'insalubrité, de pollutions et de coûts de nettoyage également importants. Enfin, les déchets jetés sur la voie se dirigent directement dans la mer dès lors qu'ils empruntent le réseau de gestion des eaux pluviales.

En outre, le rassemblement de centaines de participants est l'occasion de les sensibiliser à l'adoption de gestes éco-responsables de manière conviviale au cours de l'événement, pratiques qui pénètrent de ce fait plus rapidement dans la société.

Comme pour les événements organisés par la Ville, il est essentiel que les événements se déroulant sur la voie publique ou dans des salles publiques prêtées par la collectivité, s'engagent dans une telle démarche d'éco-exemplarité.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la présente charte, qui devra être signée par :

- les bénéficiaires d'autorisations d'occupation du domaine public ;
- les bénéficiaires de salles publiques mises à disposition, de manière gratuite ou onéreuse ;
- les bénéficiaires de prêts de matériel mis à disposition par la Ville ;
- les bénéficiaires de subventions versées aux fins de projets événementiels.

En substance, la charte prévoit des mesures afin :

- de réduire le recours aux ustensiles jetables (gobelets, assiettes...) et au plastique (lâchers de ballon, confettis...) ;
- de trier systématiquement tous les déchets produits (bio déchets, emballages...) ;
- de réduire et d'adapter les supports de promotion, de communication et autres « goodies » ;
- de favoriser une alimentation locale, issue de l'agriculture biologique et proposant si possible au moins un plat végétarien ;
- de réduire les impacts sonores, lumineux et sur les ressources naturelles des événements.

La présente charte est établie dans le cadre d'une stratégie globale sur laquelle la Ville est à pied d'œuvre. Elle constitue un outil opérationnel rapidement, notamment dans la perspective du retour de grands événements du fait de l'assouplissement progressif des contraintes sanitaires d'ici à la rentrée. En effet, la Ville s'engage en parallèle dans un audit fin des mesures d'éco-responsabilité déjà en place, de l'évolution de la réglementation et des progrès pouvant être réalisés en matière d'événementiel et de subventionnement responsables. A cet effet, la collectivité prévoit d'être accompagnée par une structure spécialisée, en vue d'une formation large de l'administration à l'éco-responsabilité, et afin de proposer une stratégie détaillée concernant la politique de subvention et d'événementiel au Conseil municipal, milieu 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le projet de charte pour des manifestations et événements responsables annexée à la présente délibération ;
- De dire que cette charte sera annexée aux conventions ou autres documents signés par les organisateurs d'événements pour bénéficier de l'aide de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte évènementiel responsable - VILLE - 8 juin - TT.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161940-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Jeunesse**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Etodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE

**Dispositif de soutien à une première adhésion à une association sportive ou  
culturelle ou de loisirs - Reconduction pour la saison 2021-2022 - Approbation**

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

LE SPORT, LA CULTURE ET LES ACTIVITÉS DE LOISIR SONT DE FORMIDABLES OUTILS DE LIEN ET DE COHÉSION SOCIALE. LA PRATIQUE D'UNE ACTIVITÉ SPORTIVE, CULTURELLE OU DE LOISIR AU SEIN D'UNE ASSOCIATION FAIT DÉSORMAIS PARTIE DE LA VIE D'UN NOMBRE CROISSANT DE CITOYENS, ET LA DISPONIBILITÉ DE SERVICES ET D'ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ COMPTE PARMI LES FACTEURS FACILITATEURS D'ACCÈS À CES ACTIVITÉS.

DANS LE CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE, ET DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES EXTRÊMEMENT VISIBLES QU'ELLE A ENGENDRÉES, LA VILLE DE MONTPELLIER SOUHAITE POURSUIVRE SON SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS PRÉSENTES ET ACTIVES SUR SON TERRITOIRE ET ENCOURAGER LA PRATIQUE SPORTIVE, CULTURELLE ET DE LOISIR, EN RECONDUISANT SON DISPOSITIF D'AIDE FINANCIÈRE POUR UNE PREMIÈRE ADHÉSION À UNE ASSOCIATION ŒUVRANT DANS CES CHAMPS.

LE CONSEIL MUNICIPAL, RÉUNI EN SÉANCE LE 30 JUILLET 2020, A APPROUVÉ PAR DÉLIBÉRATION n°V2020-066, LA CRÉATION D'UN DISPOSITIF DE SOUTIEN À UNE PREMIÈRE ADHÉSION À UNE ASSOCIATION SPORTIVE OU CULTURELLE, POUR LES JEUNES MONTPELLIÉRAINES ET MONTPELLIÉRAINS DE 6 À 16 ANS, SOUS CONDITION DE RESSOURCES, POUR LA SAISON 2020/2021. LORS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 OCTOBRE 2020, LE DISPOSITIF A ÉTÉ ÉLARGI AUX ACTIVITÉS DE LOISIRS.

Ce dispositif « Coup de pouce jeune » a permis à plus de 2 100 jeunes montpelliéraines et montpelliérains de 6 à 16 ans, de bénéficier d'une aide fixée à hauteur de 50 €.

CETTE MESURE EST ÉGALEMENT UN VÉRITABLE ENJEU EN TERME DE SOUTIEN ÉCONOMIQUE AUX FAMILLES LES PLUS PRÉCAIRES, AFIN DE PERMETTRE À LEURS ENFANTS D'ACCÉDER À CETTE PRATIQUE, VECTEUR D'ÉPANOUISSEMENT COMME D'INSERTION DES JEUNES.

AINSI, APRÈS VÉRIFICATION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES, UN COUPON « PREMIÈRE ADHÉSION SPORTIVE, CULTURELLE OU ACTIVITÉS DE LOISIR » SERA DÉLIVRÉ POUR LA SAISON 2021-2022. LE BÉNÉFICIAIRE POURRA ALORS S'INSCRIRE AUPRÈS DE L'ASSOCIATION, D'UN MONTANT RÉDUIT DE L'AIDE ATTRIBUÉE.

Les conditions et modalités d'octroi sont les suivantes :

- ÊTRE ÂGÉ DE 6 À 16 ANS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2021 ;
- ÊTRE DOMICILIÉ À MONTPELLIER ;
- JUSTIFIER DE CONDITIONS DE RESSOURCES (BÉNÉFICIER DU VERSEMENT DE L'ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE (ARS) OU DE L'ALLOCATION D'ÉDUCATION ENFANT HANDICAPÉ (AEEH) VERSÉES PAR LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES OU LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE ;
- JUSTIFIER DE SA PREMIÈRE INSCRIPTION DANS UNE ASSOCIATION SPORTIVE MONTPELLIÉRAINE (AVEC PRISE DE LICENCE), AFFILIÉE À UNE FÉDÉRATION SPORTIVE, RECONNUE PAR LE MINISTÈRE DES SPORTS, OU DANS UNE ASSOCIATION CULTURELLE OU DE LOISIRS.

IL EST DONC PROPOSÉ DE RECONDUIRE CE DISPOSITIF D'AIDE FINANCIÈRE POUR LA SAISON 2021/2022.

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

- D'APPROUVER LA RECONDUCTION DU DISPOSITIF DE SOUTIEN À UNE PREMIÈRE ADHÉSION À UNE ASSOCIATION SPORTIVE, CULTURELLE ET DE LOISIRS POUR LA SAISON 2021/2022 ;
- DE DIRE QUE LA DÉPENSE SERA IMPUTÉE SUR LES CRÉDITS INSCRITS AU BUDGET DE LA VILLE DE MONTPELLIER ;
- D'AUTORISER MONSIEUR LE MAIRE, OU SON REPRÉSENTANT, À SIGNER TOUT DOCUMENT RELATIF À CETTE AFFAIRE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-162050-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Jeunesse**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE

**Bourse Initiatives Jeunes 2021 - Participation de la Ville - Approbation**

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif, qui se traduit par le versement d'une aide financière, a pour vocation le soutien des actions permettant l'implication des montpelliéraines et montpelliérains, âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels. Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin 2021, il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 5 900 € les subventions selon les projets décrits ci-dessous et de les financer de la manière suivante :



- **Gloria Rodenas** : 26 ans, demandeur d'emploi

Titre du Projet : Série de trois courts-métrages « PLS ».

Production Culturelle :

Première réalisation d'une mini-série de trois courts métrages burlesques, grand public, qui abordent un sujet universel : la gestion de nos émotions.

Montant du projet : 24 477,82 €

Montant demandé : 5 000 €

**Montant proposé : 2 000 €**

- **Ilyas Aboulghazi** : 27 ans, livreur en auto-entrepreneur

Titre du projet : Skwang - l'album

Production Culturelle :

Autoproduire un premier album de musique urbaine de 15 titres sur Montpellier pour créer une émergence de la musique urbaine à Montpellier, déconstruire les idées reçues sur la culture rap et proposer une musique ouverte à tous.

Montant du projet : 20 143,80 €

Montant demandé : 2 643,80 €

**Montant proposé : 1 500 €**

- **Maxime Camus** : 21 ans, Salarié, livreur à Sushi shop

Titre du projet : « L'Autre »

Production Culturelle :

Réalisation d'un projet musical en solo (musique Rap) qui devrait comporter 3 à 6 titres.

Deux d'entre eux seront diffusés sous formes de clips vidéo. Il est prévu de promouvoir le projet avec une version acoustique live d'un des morceaux accompagnés de musiciens.

Montant du projet : 4 225 €

Montant demandé : 1 400 €

**Montant proposé : 1 200 €**

**Ozélie Carette**, 22 ans, Etudiante

Titre du projet : Tom et Elliott

Production Culturelle :

Réalisation d'une fiction d'une vingtaine de minutes se déroulant dans l'Hérault.

*Tom et Elliott*, c'est l'histoire d'Elliott, un petit garçon sérieux qui part en vacances chez ses grands-parents. Sa mère lui demande d'en profiter pour réaliser un dessin pour l'anniversaire de son père. Mais Elliott pense qu'il n'en est pas capable, parce qu'il serait dépourvu d'imagination. Sa rencontre avec Tom, un autre garçon de son âge, va le faire changer d'avis.

Une première projection est prévue à Montpellier à la fin de la réalisation.

Montant du projet : 10 219 €

Montant demandé : 1 498,56 €

**Montant proposé : 1 200 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, les subventions d'un montant total de 5 900 € pour les projets détaillés ci-dessus ;
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-162044-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville éducative et réussite  
scolaire**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ

**Projet Educatif de Territoire (PEdT) - Avenant de prolongation pour l'année  
scolaire 2021/2022 - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier décline, dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT), sa politique éducative en faveur des enfants scolarisés dans ses écoles publiques maternelles et élémentaires. Ce document formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant et précise les modalités de coopération entre la Collectivité et les différentes institutions.

Le PEdT a été partagé avec le Préfet, la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et la CAF de l'Hérault conformément à la délibération n° V2018-202 du Conseil municipal du 26 juin 2018. Il a été contractualisé pour la période de septembre 2018 à septembre 2021.

Le PEdT arrive donc à terme au mois de septembre 2021 et suppose l'élaboration d'un nouveau contenu. Néanmoins, il a été convenu avec DSDEN de prolonger d'une année par voie d'avenant le PEdT existant afin de prendre le temps de la réflexion avec les acteurs éducatifs.

En effet, la Ville de Montpellier souhaite fédérer l'ensemble des acteurs éducatifs autour de son ambition pour l'école. C'est le sens de la démarche « Montpellier Ecole 2030 » qui sera lancée au mois de septembre, complétée par un séminaire sur l'école maternelle également au mois de septembre.

Au cœur de cette démarche, des ateliers et webinaires seront organisés en septembre autour des thèmes de

l'école accueillante, de l'école au cœur du quartier, de l'école engagée dans la transition, et réuniront une large palette d'acteurs. A l'occasion du séminaire, plusieurs tables-rondes et ateliers seront organisés spécifiquement sur l'école maternelle, maillon essentiel pour la réduction des inégalités, autour du développement du langage, de l'éveil et de la socialisation de l'enfant. Ces travaux viendront nourrir la réflexion dans le cadre du futur PEDT (Projet Educatif Territorial) signé à la rentrée 2022.

Pour l'année scolaire 2021/2022, sur la base du Projet Educatif de Territoire (PEdT) existant, une nouvelle convention d'une durée d'un an sera signée avec le Préfet, la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et la CAF de l'Hérault.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation du Projet Educatif de Territoire pour l'année scolaire 2021/2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant PEDT\_2021 Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20210614-161242-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Céline SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Clara GIMENEZ

**Prévention et sensibilisation à la sécurité routière - Interventions de la Police  
Municipale dans les écoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier -  
Convention 2021/2022 - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Maire dispose d'un champ de compétences en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes. Dans ce contexte, la Police Municipale de Montpellier conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton.

En outre, une formation spécifique « vélo » est réservée aux classes de CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2021/2022 entre la Ville de Montpellier et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault autorisant des activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles pour la période scolaire 2021/2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20210614-160639-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Vie associative et Maisons  
pour Tous**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophie MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN

**Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit -  
Approbation**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations. Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations. Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour la saison 2020/2021, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 9 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1 925 €.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 14 décembre 2020

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la mise à disposition de locaux à titre gratuit pour 9 associations bénéficiaires, telles que décrites dans le tableau joint en annexe ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition conclues avec ces associations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161007-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Petite enfance et enfant  
dans la Ville**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Stéphanie JANNIN

**Lieu d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Quartier Saint-Martin - Convention de  
partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Association "Jouons en  
Ludothèques" - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre sa politique Petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions d'accompagnement et de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpellieraines. Ainsi, le développement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) a été identifié comme une action prioritaire du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) signé avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre et sans inscription. Ses principaux objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement ciblé par la CAF et le Conseil départemental en raison de son efficience.

Sur son territoire, la Ville participe déjà au fonctionnement de neuf LAEP associatifs, soit à travers le versement d'une subvention annuelle, soit par le biais d'une prestation de service forfaitaire dont les modalités sont prévues dans une convention de partenariat.

L'association « Jouons en ludothèques », qui gère déjà trois LAEP sur la Commune, a le projet d'en ouvrir un nouveau dans le quartier Saint-Martin à l'horizon de septembre 2021. Il sera ouvert tous les mercredis matins et son accès sera gratuit pour ne pas freiner les familles les plus précaires économiquement. Par ailleurs, l'association bénéficiera également d'une salle mise à disposition par la Maison pour tous « l'Escoutaire ».

L'association sollicite donc l'aide de la Ville pour son fonctionnement. Consciente des enjeux à mener dans ce quartier politique de la Ville et de l'intérêt que ce projet pourra apporter à ces familles, la Ville partage, avec l'association et les autres partenaires, le constat du besoin d'un LAEP sur ce territoire. Il œuvrera ainsi à favoriser la mixité sociale en instaurant du lien entre les familles et notamment celles des secteurs Saint-Martin, Cité Mion, Aiguerelles et Tournezy. De plus, il participera à la mise en œuvre du projet social de la Maison pour Tous « l'Escoutaire » dans le cadre de son agrément Centre Social accordé par la CAF de l'Hérault sur la période 2020-2023.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser le principe d'une participation financière de la Ville pour le fonctionnement de ce LAEP. Le montant de l'aide proposée, évalué à 5 264 € par an, a été défini sur la base d'un budget prévisionnel prévoyant des séances hebdomadaires de 4 heures.

Les modalités du financement municipal ainsi que les obligations du gestionnaire sont précisées dans une convention de partenariat signée entre la Ville et l'association « Jouons en ludothèques » qui sera conclue à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021. Elle se terminera au 31 décembre 2022, date de fin du CEJ 2019-2022. Comme pour les autres actions inscrites au CEJ, une nouvelle convention de partenariat sera établie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 sur la base de nouvelles modalités prévues par la future Convention territoriale globale, succédant au CEJ.

Enfin, il est à noter que ce nouveau LAEP sera inscrit par avenant au CEJ en cours et, à ce titre, permettra à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55 % maximum du financement municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat qui prévoit les modalités de financement du LAEP situé dans les locaux de la Maison pour Tous « l'Escoutaire », quartier Saint Martin ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-159550-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Petite enfance et enfant  
dans la Ville**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Crèche "Les Infantines" - Renouvellement de la convention d'occupation du  
domaine public - Redevance minorée - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier poursuit le développement de son offre d'accueil des jeunes enfants sur le territoire. C'est dans ce but que, par délibération du 26 mars 2012, le Conseil municipal a autorisé la réalisation de travaux de rénovation de locaux appartenant à la Ville, situés dans le quartier Aubes-Pompignane, en vue d'y aménager un multi-accueil de jeunes enfants.

A l'issue de cette rénovation, le Conseil municipal a autorisé, par délibération du 12 novembre 2012, la mise à disposition des locaux à l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ), dont le siège est situé 2256, route de Mende à Montpellier. Dans ces locaux d'une superficie de 180 m<sup>2</sup>, l'ALPJ gère la crèche « Les Infantines » située au 35, rue André-Malraux. L'établissement associatif dispose d'une capacité de 16 places pour accueillir les enfants du quartier de 0 à 4 ans.

La convention de mise à disposition arrive à son terme le 27 juillet 2021. Il est donc proposé de la renouveler, pour une durée de 5 ans, sur les mêmes modalités financières. La valeur locative annuelle s'élève à 19 800 €. Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance est minorée et limitée à 10 800 € annuels. Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 9 000 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

Il est à noter que l'action est inscrite au Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse concernant les locaux municipaux situés 35, rue André-Malraux à Montpellier pour une durée de 5 ans ;
- D'approuver la redevance annuelle minorée à 10 800 € et de porter la subvention annuelle en nature d'un montant de 9 000 € au compte administratif de la Ville de Montpellier ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention d'occupation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-161016-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 14 juin 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN

**Police Municipale - Escortes de l'équipe du Montpellier Hérault Sport Club  
(MHSC) et visiteurs - Convention d'indemnisation 2021-2022 - Autorisation de  
signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) dans le cadre de la saison 2021-2022 du championnat de football ligue 1, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHSC et Visiteurs) lors des matchs de football prévus par la ligue nationale au stade de la Mosson. Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'Unité Motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale. L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du stade de la Mosson les jours de match.

Lorsque les lieux de résidence des équipes sont situés à l'extérieur de la commune de Montpellier, un point de rendez-vous sera fixé à l'entrée de la commune pour la prise en charge de l'escorte. Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés lors de la réunion préparatoire qui se tient en Préfecture avant chaque match.

Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la saison 2021-2022.

Le bénéficiaire représenté par le MHSC sis 2733 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2021 fixés par la délibération n° V2020-290 en date du 14 décembre 2020.

L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés pour assurer des escortes aller ou retour en fonction du nombre d'équipes de joueurs à encadrer ainsi que de la date de la rencontre (semaine ou dimanche et jour férié) :

- Cas 1 : Escorte d'une équipe du lundi au samedi : 124 € ;
- Cas 2 : Escorte d'une équipe les dimanches et jours fériés : 188 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention relative à ces interventions ;
- D'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- De dire que les recettes seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 24 juin 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 juin 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention 2021 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210614-160845-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/06/21  
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE II**

**DECISIONS**





## PARTIE II - SOMMAIRE

**Conseil municipal du 14 juin 2021**  
**Décisions prises par Monsieur le Maire**  
**et non présentées lors du précédent Conseil,**  
**conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales**

<b>N°DECISION</b>	<b>TITRE</b>	<b>PAGE</b>
VD2021-011	Direction de la Culture et du Patrimoine - Modification de la régie de recettes des Archives Municipales - " Ajout d'une recette autorisée"	201
VD2021-013	Décision relative à un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente Ville/SA3M - Avenant n° 4	204
VD2021-021	Décision relative à une convention de mandat de prestations foncières et d'étude préalables à l'aménagement du secteur Port Marianne-Cavalade avec la SA3M - Autorisation de signature	206
VD2021-028	Décision relative à la convention de partenariat - Session test de jeux de société - 2021	208
VD2021-038	Décision relative au renouvellement d'adhésion du parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées-exercice 2021	210
VD2021-049	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à 4 associations dans le domaine de l'énergie pour 2021	212
VD2021-067	Décision relative à l'accord-cadre n°G9D0032PB "travaux de maçonnerie paysagère", avenant au lot n°5 pour la cession de contrat de la société Colas Midi Méditerranée à la société Colas France	214
VD2021-082	Décision relative à un mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur de Grammont et Sud Grammont - Approbation - Autorisation de signature	216
VD2021-088	Décision relative à des prestations d'études et sondages géotechniques dans le cadre du projet de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret. Accord cadre à bons de commande n°202002961S21.02 - Attribution	218
VD2021-104	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur d'O" pour les 14 et 16 octobre 2021	220
VD2021-105	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "CIMM" pour les 27, 28 février et 4 et 5 avril 2021	222
VD2021-106	Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°202002961S21.01 - Prestations de géomètre et géo-détection – Attribution	224
VD2021-108	Décision relative à l'accord cadre à marchés subséquents n°201802961S1602 - Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret - Marché subséquent n°6 – Attribution	226
VD2021-109	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition Européenne des Villes Contre le Racisme (ECCAR) - Année 2021 - Approbation	229
VD2021-110	Décision relative au marché n°V1C0001RI - Services de prestations d'évolution d'outils collaboratifs auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)	231
VD2021-112	Décision relative au marché n°V9D0051TM - Fourniture, pose et raccordement d'un bâtiment modulaire à structure bois pour l'école élémentaire Jules Ferry de la ville de Montpellier – Attribution	233
VD2021-113	Décision relative au marché n°V1A0269AI - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination pour la construction du restaurant Groupe Scolaire Armstrong Bon - Attribution	235



## PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil municipal du 14 juin 2021  
Décisions prises par Monsieur le Maire  
et non présentées lors du précédent Conseil,

conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-114	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Ensemble vocal Tutti" pour les 3 et 24 mars 2021	237
VD2021-115	Décision relative au marché G0B0047DC - Prestation de destruction confidentielle d'archives - Autorisation de signature	239
VD2021-118	Marché n°V0D0009UV - Conception et production artistique de la manifestation 'Cœur de Ville en Lumières' - Avenant n° 2 - Lot 6	241
VD2021-122	Marché n°V0B0075UV "Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en Lumières : Site de l'Opéra Comédie" - Avenant n°1	243
VD2021-124	Décision relative à la crèche municipale de la ZAC Rive Gauche - Demandes de subventions	245
VD2021-125	Décision relative au marché n°G9B0054ST - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en vue du partage d'accès aux images des systèmes de vidéoprotection - Groupement Ville de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole-TaM - Avenant n°1 - Autorisation de signature	247
VD2021-126	Décision relative à la cotisation à des organismes nationaux pour l'année 2021 - Technologies de l'Information et de la Communication - Acceptation de versement	249
VD2021-127	Décision relative aux cessions et réformes des véhicules et matériels de la Ville de Montpellier - Autorisations	251
VD2021-128	Décision relative aux cotisations auprès d'organismes nationaux pour l'année 2021	253
VD2021-129	Décision relative à l'adhésion à l'association AMO Architecture Maîtres d'ouvrage - Exercice 2021	255
VD2021-130	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre n°V9B0070RH - formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics - Autorisation de signature	257
VD2021-138	Décision d'ester en justice "Requête 1905680-1 TA - Monsieur et Madame GIMENEZ Jean"	259
VD2021-139	Décision relative au marché de gardiennage des anciennes Archives Départementales (mandat SA3M) - Attribution	261
VD2021-140	Décision relative au marché n°G0D0043EP "Mobilier Urbain - Travaux de dépose et de pose / Maintenance et fourniture" - Lot n°1 - Attribution	263
VD2021-141	Décision d'ester en justice "Tribunal correctionnel - CHABALIER Corinne et CHABALIER Véronique"	265
VD2021-142	Décision d'ester en justice "Tribunal correctionnel de Montpellier - HASSOUN Jérémy"	267
VD2021-143	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3D0368 - Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de deux sanitaires publics à entretien automatique - Autorisation de signature	269
VD2021-144	Marché n°5D0017 - Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics à entretien automatique - Avenant n° 1	271
VD2021-145	Marché n°6D0017 - Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics à entretien automatique - Avenant n° 1	273



## PARTIE II - SOMMAIRE

**Conseil municipal du 14 juin 2021**  
**Décisions prises par Monsieur le Maire**  
**et non présentées lors du précédent Conseil,**  
**conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales**

<b>N°DECISION</b>	<b>TITRE</b>	<b>PAGE</b>
VD2021-146	Marché n°7D0039 - Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics et d'équipements sanitaires publics à entretien automatique - Lot 1 et 2 - Avenant n° 1	275
VD2021-147	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V8D0029AI - Missions de contrôles techniques et vérifications périodiques - lot 2	277
VD2021-148	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Hugues Reiner" du 12 au 17 juillet 2021	279
VD2021-149	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04854 - CAA Marseille"	281
VD2021-150	Décision relative à la toiture terrasse du Club d'Echecs 1 Boulevard Victor Hugo - Autorisations d'urbanisme	283
VD2021-151	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2004794 et n°2005802 - Ville de Montpellier contre la Société Magirus Camiva et contre l'Union des Groupements d'achats publics"	285
VD2021-152	Décision d'ester en justice "Requête n°1905910-1 TA - Christophe FEBVRE"	287
VD2021-153	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA01250 CAA - SCI LES MARQUIS"	289
VD2021-154	Décision d'ester en justice "Requête n°2003264-1 TA - TICHIT Fabienne"	291
VD2021-155	Décision d'ester en justice "requête n°2001665-1 TA - Bernard VATON"	293
VD2021-156	Décision d'ester en justice "Requête n°2002249-1 TA - Bernard VATON"	295
VD2021-157	Décision relative au marché n°V0C0025EM - Achat de caveaux funéraires - Attribution	297
VD2021-158	Villa Georgette, projet ' d'habitat intercalaire ' 257 Avenue de Boirargues - Demande d'autorisation d'urbanisme	299
VD2021-159	Décision d'ester en justice "Requête n°1906544-1 TA - SCI MAS TANDON"	301
VD2021-160	Décision d'ester en justice "Requête n°2000469 SAS VALENIA"	303
VD2021-161	Décision d'ester en justice "Requête n°1904430-1 TA - Association syndicale Libre le svignes de l'Ecluse	305
VD2021-162	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V8D0026EM - Achat de fournitures, entretien et maintenance des matériels de protection incendie - Transfert et cession de raison sociale	307
VD2021-163	Décision d'ester en justice "Requête n°1906379-1 TA - Grégoire GHUYSEN"	309
VD2021-164	Décision d'ester en justice "Requête n°2002044-3 TA - Ressources Humaines"	311
VD2021-165	Décision d'ester en justice "Requête n°2001690-3 TA - Ressources Humaines"	313
VD2021-166	Décision d'ester en justice "Requête n°2001387-3 TA - Ressources Humaines"	315
VD2021-167	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2001149-3 et 2001150-3 TA - Ressources Humaines"	317
VD2021-168	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2001153-3 et n°2001193-3 - Ressources Humaines"	319
VD2021-169	Décision relative au marché n°V1B0011DS - Achat de vêtements de sports - Attribution	321



## PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil municipal du 14 juin 2021

Décisions prises par Monsieur le Maire

et non présentées lors du précédent Conseil,

conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-170	Décision d'ester en justice "Requête n°2000522-3 TA - Ressources Humaines"	323
VD2021-171	Décision d'ester en justice "Requête n°2000368-3 - Ressources Humaines"	325
VD2021-172	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Propriété de l'État - "Hôtel des Etats-majors" situé 3 boulevard Henri IV - Cadastre BW 79	327
VD2021-173	Décision relative au marché V1B0010RI Prestation d'assistance aux utilisateurs, installation et maintenance - Attribution	329
VD2021-174	Décision relative au marché 7D0037 conclu avec Colas Midi Méditerranée pour les travaux d'aménagement et de maintenance de la voirie - lot 8 "quartier Mosson Cévennes" - Avenant de transfert de Colas Midi Méditerranée à Colas France - Autorisation de signature	331
VD2021-175	Décision d'ester en justice "Requêtes n°1905097-3, n°1906318-3, n°2000106-3, n°2001087-3, n°2001515-3 - Ressources Humaines"	333
VD2021-176	Décision relative à la demande de subvention pour la restauration du Jardin de la Reine - Autorisation de signature	335
VD2021-177	Plan de Relance - Appel à projets 2021 pour la création de jardins partagés et collectifs - Demande de subventions - Approbation	337
VD2021-178	Décision relative au marché n°V0D0040PA de location de véhicules avec conducteur pour la distribution des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier	339
VD2021-179	Décision d'ester en justice « Requête n°2001663-1 TA – MALGRAS Cyril »	341
VD2021-181	Décision d'ester en justice "Requête n°2001993-1 TA - Dominique LOMBARD"	343
VD2021-183	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°V8C0011RI de Maintenance, prestations et extension de la suite logicielle ARPEGE - Autorisation de signature	345
VD2021-184	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier RG 17/06211 - 4 77ME b Chambre Sociale - Ressources Humaines"	347
VD2021-185	Décision d'ester en justice "Requête Pôle Social du TGI de Montpellier - RG 19/02089 - Ressources humaines"	349
VD2021-186	Décision relative à la démolition et la construction de bâtiments modulaires à l'école élémentaire Jules Ferry - Demandes d'autorisations d'urbanisme	351
VD2021-187	Décision d'ester en justice "Requête n°2101434-5 TA - LAACHIR Fatima"	353
VD2021-189	Décision d'ester en justice "Requête n°2101515-1 TA - SAS AVVA GARDEN"	355
VD2021-190	Décision d'ester en justice - Requête n°2005308-5 TA - Thierry TEULADE"	357
VD2021-191	Décision d'ester en justice "Requête n°2101551-5 TA - Association vigilance Verte Montpellier Nord"	359
VD2021-192	Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°V0D0018ZOO - Achat d'aliments pour les animaux du parc de Lunaret - Lots 2, 3, 5, 6 et 7 - Attribution	361
VD2021-193	Décision relative au marché n°V0D0019AI de Maintenance et de nettoyage des toitures et chéneaux des bâtiments communaux - Attribution	364
VD2021-194	Décision relative au marché n°V0B0069GC - Restauration des murs de soutènement de l'avant-place du Peyrou - Attribution	366



## PARTIE II - SOMMAIRE

**Conseil municipal du 14 juin 2021**  
**Décisions prises par Monsieur le Maire**  
**et non présentées lors du précédent Conseil,**  
**conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales**

<b>N°DECISION</b>	<b>TITRE</b>	<b>PAGE</b>
VD2021-195	Décision relative à un avenant n°5 au marché n°V9D0007GC - Réfection des sols de la place du Peyrou - Transfert du lot n°1 au profit de la société Colas France	368
VD2021-196	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété des consorts GOETZ-HILDENBRAND FROELIGER, cadastrée DT 105 - 800 chemin de Moularès	370
VD2021-197	Décision d'ester en justice "Requête n°2101687-1 TA - SAS AVVA GARDEN"	373
VD2021-198	Décision d'ester en justice "Requête n°2101529-4 TA - Syndicat des copropriétaires de la Résidence le Prieuré"	375
VD2021-199	Décision d'ester en justice "Instance n°2001347 CAA Marseille - Association SOS Lez Environnement "	377
VD2021-200	Décision d'ester en justice "Requête n°2101517-3 - Ressources Humaines"	379
VD2021-201	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - DELJARRY - Société FOCH"	381
VD2021-202	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de M. MALLIE portant sur le lot n°2 de la copropriété, cadastrée HZ 50, sise 116 avenue de Toulouse	383
VD2021-203	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Propriété de l'Etat - ' Hôtel des Etats-majors ', situé 3 boulevard Henri IV - cadastre BW 79 - Retrait de la décision n°VD 2021-172 du 6 avril 2021	386
VD2021-204	Décision d'ester en justice "Requête n°2101730-1 TA - MATA Pétra"	388
VD2021-205	Décision d'ester en justice "Requête n°2101763 TA - SCI BROUSSE"	390
VD2021-206	Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC EAI entre la Ville de Montpellier /SA3M/ SERM pour les Parcelles HZ 2a et 3a Autorisation de signature	392
VD2021-208	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2021 - ARKEA - Financement à court terme	394
VD2021-209	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "ARS Musica" pour le 13 mars 2021	396
VD2021-210	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2021 - BNP PARIBAS - Financement à court terme	398
VD2021-212	Direction Relations aux Publics Service Administration des Cimetières Régie de recettes des Affaires funéraires-Cimetières - Ajout de recettes pour compte de tiers	212
VD2021-213	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° V0C0015DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnement pour le développement du Handball - Attribution	403
VD2021-214	Décision d'ester "Assignation Tribunal Judiciaire - SNC Société du parking du Polygone"	405
VD2021-215	Décision relative à un marché public n°V0D0033AI Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de la Ville de Montpellier - Lots 1 et 2 - Attribution	407
VD2021-217	Décision d'ester en justice "Requête n°2101956-1 TA - ODDE Natacha"	409
VD2021-221	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Nancy Barwell du 5 au 27 juin 2021 - Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens	221



## PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil municipal du 14 juin 2021

Décisions prises par Monsieur le Maire

et non présentées lors du précédent Conseil,

conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-222	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Aline Nader du 31 juillet au 22 août 2021 - Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens	413
VD2021-224	Décision d'ester en justice "Requête n°2102079-1 TA - Monsieur et Madame KASBACH"	415
VD2021-225	Maison des Relations Internationales 14 rue Descente en Barrat - Demande d'autorisation d'urbanisme	417
VD2021-226	Décision d'ester en justice " Requête RG21/02532 -Cour d'Appel de Montpellier - ABBE Frédéric	419
VD2021-228	Décision relative au marché n°G0C0026EM - Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	421
VD2021-229	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de la société CAZELLES portant sur les lots n°7-8 de la copropriété, cadastrée IZ 86, sise 61B cours Gambetta	423
VD2021-231	Marché n°V0D0009UV - Conception et production artistique de la manifestation ' Cœur de Ville en Lumières ' - Avenant n° 2 - Lot 2	426
VD2021-232	Marché n°V0D0009UV - Conception et production artistique de la manifestation ' Cœur de Ville en Lumières ' - Avenant n° 2 - Lot 3	428
VD2021-233	Marché n°V0D0009UV - Conception et production artistique de la manifestation ' Cœur de Ville en Lumières ' - Avenant n° 2 - Lot 5	430
VD2021-234	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - Monsieur Philippe HERAN et Autres"	432
VD2021-240	Droit de préemption urbain - Propriété VICENTE - Lot de copropriété n°2 - 500 rue du Mas Rouge - Exercice du droit de préemption	434



**Direction des Finances  
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Direction de la Culture et du Patrimoine -  
Modification de la régie de recettes des Archives  
Municipales - " Ajout d'une recette autorisée"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de de la *délibération n°2020-0005 du 4 juillet 2020* ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10ème Adjoint délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- VU les Décisions du 11 avril 2006 et du 17 mars 2009 modifiant la régie de recettes des Archives Municipales ;
- VU la Décision 137 du 09/04/2010, permettant l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
- VU la Décision 0397 du 14/09/2011, élargissant les recettes encaissées ;
- VU la Décision 226 du 28/05/2013 relative à la modification des modes de recouvrement ;
- VU la Décision 0357 du 11/12/2013 relative à la création de fond de caisse et la modification des recettes autorisées ;

- VU la Décision 2016/0368 du 18 novembre 2016 relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds et la modification des recettes autorisées et des modes de recouvrements ;
- VU la Décision 2019-283 du 24 mai 2019 relative à la mise à jour des recettes autorisées ;
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 8 janvier 2021 ;

**Considérant :**

- Que pour l'actualisation de la régie, il convient de mettre à jour les recettes autorisées.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Il est maintenu une régie de recettes « Archives » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

**ARTICLE 2 :** la régie est installée dans les locaux de la Médiathèque Emile Zola, 287, rue Poséidon, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3 :** La régie encaisse les recettes suivantes :

- Photocopies et impressions papier,
- Reprographie et plans de permis de construire (sur devis du prestataire),
- Numérisation de documents non numérisés de formats <A3 et ≥ A3 et ≥ A1,
- Fourniture de fichiers numériques existants,
- Transmission de fichiers numériques sur différents supports : CD-DVD,
- Vente des publications des Archives Municipales ;
- **Magnets aimantés en terre cuite vernissée représentant des sceaux de la Ville et des seigneurs de Montpellier.**

**ARTICLE 4 :** les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrements suivants au chapitre 933 :

- Chèques
- Numéraires
- Virements bancaires

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un reçu, d'une quittance ou d'une facture acquittée.

**ARTICLE 5 :** Un fonds de caisse d'un montant de 10 euros est mis à disposition du régisseur ;

**ARTICLE 6 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert ;

**ARTICLE 7 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le régisseur et les mandataires doivent prendre connaissance des conditions fixées dans l'acte de nomination.

**ARTICLE 8 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée à conserver par le régisseur est fixé à 400 euros.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le montant maximum, fixé à l'article 8, et au minimum, une fois par mois.

**ARTICLE 10 :** Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

**ARTICLE 11 :** Le régisseur, n'est pas assujetti au cautionnement.



**ARTICLE 12** : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 AVR. 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire



Michel ASLANIAN

Publiée le : 28 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à un mandat de gestion**  
**technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle**  
**polyvalente Ville/SA3M - Avenant n° 4**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier ;
- VU la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature du mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- VU la décision n° 2017/0058 du 14 février 2017 autorisant la signature d'un avenant n° 1 portant modification de l'article 3.1 alinéa 3 et l'article 9.2 du mandat de gestion de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- VU la décision n° VD/2017/115 du 30 juin 2017 autorisant la signature d'un avenant n° 2 portant modification de l'article 3.1 alinéa 2 du mandat susmentionné ;
- VU la décision n° VD/2019-154 du 15 mars 2019 autorisant la signature d'un avenant n° 3 précisant, d'une part, le budget d'investissement pour l'année 2019 à 130 000 € HT et, d'autre part, portant modification de l'article 7 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT, adjointe au Maire, déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique, ;
- VU le projet d'avenant n° 4 relatif à ce mandat ;

**Considérant :**

- Que, par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Que, par décision n° 2017/0058 du 14 février 2017, un avenant n° 1 à ce mandat a été signé afin qu'il appartienne au mandataire et non au mandant de souscrire tous les contrats d'assurance relatifs au mandat ;
- Que, par décision n° VD/2017/115 du 30 juin 2017, un avenant n° 2 à ce mandat a été signé précisant le budget d'investissement maximum de travaux de 50 000 € TTC pour l'année 2017 ;
- Que, par décision n° VD/2019-154 du 15 mars 2019, un avenant n° 3 à ce mandat a été signé précisant d'une part, le budget d'investissement de 130 000 € HT pour l'année 2019 et, d'autre part, la modification de l'article 7, auquel est ajouté l'article « 7-1-3 Désamiantage », entraînant une rémunération fixe du

mandataire d'un montant de 2 837,50 € HT, pour la mission de suivi des travaux de désamiantage du niveau R-3 de l'ancien Hôtel de Ville ;  
- Qu'un avenant n°4 est nécessaire à ce mandat car il convient de modifier l'article 3.1 du mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente, afin de fixer le budget d'investissement maximum de travaux pour les années 2020 et 2021, à 50 000€ HT pour chaque année.

**DECIDE**

**Article 1** : d'autoriser la signature de l'avenant n° 4 au mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M.

**Article 2** : d'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Chapitres 900 et 930.

**Article 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 4** : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MARS 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Agnès SAURAT



Publiée le : 24 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Est & Nord**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à une convention de mandat de**  
**prestations foncières et d'étude préalables à**  
**l'aménagement du secteur Port Marianne-**  
**Cavalade avec la SA3M - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans les domaines de l'urbanisme durable et de la maîtrise foncière ;
  - VU le Code de l'urbanisme et notamment son article L300-3 ;
- CONSIDÉRANT :**
- que la Ville de Montpellier souhaite engager une réflexion d'urbanisme, ainsi qu'une veille foncière, sur un secteur d'environ 6 hectares situé à Port-Marianne, en limite des concessions d'aménagement de Parc Marianne, Hippocrate, République et Portes de la Méditerranée, traversé en son centre par la rue de la Cavalade, bordé à l'ouest par l'avenue Joan Miro et constitué principalement d'un tissu pavillonnaire peu dense, de jardins et de terrains en friche ;
  - que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est à même d'assurer la mission de conduite de l'ensemble des études à réaliser ainsi que leur règlement dans le cadre d'une convention de mandat d'études à conclure avec la Ville de Montpellier ;
  - que le statut de SPLA de la SA3M autorise la Ville de Montpellier à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;

- que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SA3M, pour la bonne réalisation de ces études, et d'autre part sur les conditions de financement de ces études dont le montant prévisionnel est estimé à 240 000 € HT (288 000 € TTC).

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de la convention de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SA3M, pour un montant prévisionnel total d'études de 240 000 € HT (288 000 € TTC) et pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat.

**ARTICLE 2 :** D'approuver les honoraires de la SA3M pour l'exécution de sa mission établis au montant forfaitaire total de 60 000 € HT (72 000 € TTC).

**ARTICLE 3 :** d'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnels.

**ARTICLE 4 :** de dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Montpellier, chapitre 905515-0 - nature 2031.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MARS 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Maryse FAYE



Publiée le : 24 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education  
Service Ressources (Education)**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la convention de partenariat -  
Session test de jeux de société - 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1ère Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;

**Considérant :**

- Que l'école élémentaire publique et l'accueil de loisirs périscolaire (ALP) Marie de Sévigné ont décidé de mettre en place une activité « jeux de plateau » pendant les temps périscolaires après la classe de 16h45 à 18h00 en faveur des élèves de l'école. L'activité « jeux de plateau » a été ainsi proposée afin de faire découvrir aux élèves des jeux, de réflexion, stratégiques et développer également la convivialité autour du jeu, le lien social. Cette activité, exclusivement proposée en français, permet aux enfants de pratiquer la langue de manière ludique en s'exprimant à travers le jeu et s'intègre dans les sessions de soutien en français mise en place dans l'établissement.
- Que cette activité est gérée par la directrice de l'école et le responsable périscolaire
- Que le partenaire a décidé d'apporter son soutien à cette activité en permettant aux participants aux activités, de découvrir les jeux qu'il développe en version prototype, tout au long de l'année, pour le compte de différentes maisons d'édition de jeux de société, et ce gracieusement.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'approuver le projet de convention avec l'école élémentaire publique Marie de Sévigné et Mme Aurélie Raphaël, autoentrepreneur en conseil aux entreprises.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22 MARS 2021  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 23 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

23 MARS 2021



**Direction du Parc de Lunaret**  
**Service Administration (Parc de Lunaret)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au renouvellement d'adhésion  
du parc de Lunaret aux organisations de  
conservation in situ des espèces animales  
menacées- exercice 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du « Bien-être animal » ;
- VU la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

**CONSIDÉRANT :**

- que les parcs zoologiques sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine (conservation in situ) ;
- que la ville de Montpellier n'est pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative ;
- que l'adhésion à ces organisations est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.



**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le renouvellement d'adhésion aux associations et fondations de conservation « in situ » des espèces animales menacées et de fixer le montant total des cotisations pour l'exercice 2021 à 23.000 euros répartis de la manière suivante :

Nom de l'organisme	Montants demandés en euros TTC
Cheetah Conservation Fund (CCF)	4000
AEECL : Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	3000
Helpsimus	3000
Sahara Conservation Fund	2500
Save the Rhino International	4000
Namibia Nature Foundation	1500
CIKANANGA Conservation Breeding Centre	2000
Marwell Wildlife	3000

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier-Direction parc de Lunaret – chapitre 933(fonctionnement)/ chapitre 903 (investissement) ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4 :** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/04/21  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : 09 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques  
Service Energie**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion  
à 4 associations dans le domaine de l'énergie pour  
2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique ;

**Considérant :**

- Que la Ville adhère à des associations pour la mise en œuvre de sa politique énergétique par le versement de diverses cotisations depuis de nombreuses années,
- Qu'il faut confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2021 :
  - o ALEC - Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole ;
  - o AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur ;
  - o ENERGY-CITIES ;
  - o ENVIROBAT OCCITANIE - Centre de ressources, de réflexions, d'actions collaboratives et innovantes

**DECIDE**

**Article 1** : d'accepter le versement des cotisations aux associations suivants :

ASSOCIATIONS	MONTANTS
ALEC - Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole	1 882 €
AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 555€
Energy Cities	2 500 €
ENVIROBAT OCCITANIE - Centre de ressources, de réflexions, d'actions collaboratives et innovantes	2 400 €

**Article 2** : de dire que la dépense sera imputée pour le montant total de 11 337€ sur les crédits inscrits au budget 2020 de la Ville, chapitre 930 ;

**Article 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les ré-adhésions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 15 AVR 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

**Publiée le : 15 AVR. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité  
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°G9D0032PB  
"travaux de maçonnerie paysagère", avenant au  
lot n°5 pour la cession de contrat de la société  
Colas Midi Méditerranée à la société Colas  
France**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité ;
- VU la décision n° VD2020-278 attribuant le lot n°5 du marché n°G9D0032PB « travaux de maçonnerie paysagère » à l'entreprise Colas Midi Méditerranée ZI La Lauze 10 rue St Exupéry – 34430 ST JEAN DE VEDAS ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre d'une réorganisation de l'activité routière du Groupe Colas en France, la société Colas Midi Méditerranée, a apporté l'ensemble de ses actifs à la société Colas France 1 rue du Colonel Pierre Avia – 75730 PARIS CEDEX (anciennement dénommée Colas Centre-Ouest), au moyen d'un apport partiel d'actifs sous au régime des scissions.

Ces mesures de réorganisation interne prennent effet à compter du 31 décembre 2020.

- Que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 pour le lot n°5 du marché G0D0032PB « travaux de maçonnerie paysagère » avec l'entreprise Colas France ;

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier ;

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 14 AVR. 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 14 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Est & Nord**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à un mandat d'études préalables**  
**à l'aménagement du secteur de Grammont et Sud**  
**Grammont - Approbation - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE, adjointe déléguée à l'urbanisme durable et à la maîtrise foncière ;
- VU le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Ville de Montpellier souhaite définir une programmation paysagère et urbaine et évaluer la faisabilité et les modalités de réalisation pour l'engagement éventuel d'une ou plusieurs opérations d'aménagement sur le secteur Grammont et Sud Grammont, soit environ 20 hectares ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est à même d'assurer la mission de conduite de l'ensemble des études à réaliser ainsi que leur règlement dans le cadre d'une convention de mandat d'études à conclure avec la Ville de Montpellier ;
- que le statut de Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) de la SA3M autorise la Ville de Montpellier à conclure ce marché sans mise en concurrence préalable ;
- que la convention de mandat annexée à la présente porte d'une part, sur la définition des missions de suivi et d'encadrement confiées par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte) à la SA3M, pour la

bonne réalisation de ces études, et d'autre part sur les conditions de financement de ces études dont le montant prévisionnel est estimé à 330 000 € HT (396 000 € TTC).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De conclure un marché de mandat d'études entre la Ville de Montpellier et la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision, pour un montant prévisionnel total d'études de 330 000 € HT (396 000 € TTC) et pour une durée de vingt-quatre mois à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat.

**ARTICLE 2 :** De dire que les honoraires de la SA3M pour l'exécution de sa mission seront établis au montant forfaitaire total de 100 000 € HT (120 000 € TTC).

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnels.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 23 MARS 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : 24 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
**Service Administration (Parc de Lunaret)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à des prestations d'études et**  
**sondages géotechniques dans le cadre du projet**  
**de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret**  
**Accord cadre à bons de commande**  
**n°202002961S21.02 - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat en date du 05 septembre 2018 conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat en date du 16/01/2020 ;



**CONSIDÉRANT :**

- que dans le cadre de la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret, il est nécessaire de réaliser des prestations d'études de sols et de sondage géotechniques.
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec faculté de négociation, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum conclu pour une durée initiale de 4 ans non reconductible à compter de la notification du marché.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 60%
  - Prix : 40%
- qu'après analyse, la société EGSA BTP sise, Parc d'activités Clément Ader-19 rue Louis Breguet-34830 JACOU, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord-cadre à bons de commande N° 202002961S21.02 d'études et de sondages géotechniques à la société EGSA BTP sise, Parc d'activités Clément Ader-19 rue Louis Breguet-34830 JACOU pour un montant sans minimum et avec un maximum de 200.000 € HT pour une durée initiale de 4 ans non reconductible ;  
Le marché prend effet à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier tous chapitres

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne, ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 MARS 2021**  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : **24 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"Chœur d'O" pour les 14 et 16 octobre 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'association « Chœur d'O » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 14 et 16 octobre 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23.03.21.  
Madame l'Adjointe au Maire

*Agnès Robin*

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

23 MARS 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"CIMM" pour les 27, 28 février et 4 et 5 avril  
2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'association « CIMM » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 27, 28 février et les 4 et 5 avril 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 240 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29.03.21  
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
**Service Administration (Parc de Lunaret)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre à bons de  
commande n°202002961S21.01 - Prestations de  
géomètre et géo-détection - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- VU la convention de mandat en date du 05 septembre 2018 conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat en date du 16/01/2020 ;

**CONSIDÉRANT :**

- que dans le cadre de la rénovation et de la mise en sécurité du parc zoologique de Lunaret, il est nécessaire de missionner un géomètre sur les points suivants :
  - Définir des plans de bases servant à tous les prestataires liés au projet ;
  - Une ortho-photo par vue aérienne afin d'avoir un plan au 1/2000ème du secteur, exploitable en Jpeg, DWG et géo référencé ;
  - Compléter le plan topographique initial ;
  - Réaliser le repérage de tous les réseaux enterrés du site et de ses abords par toutes les techniques non destructives ;
  - Vérifier des cotes altimétriques des plateformes ;
  - Accompagner des études dans le cadre de missions ponctuelles ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L.2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de quatre ans non reconductible ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 60%
  - Prix des prestations : 40%
- qu'après analyse, le cabinet DGEMA sis, 134 rue de Font Caude- 34080 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché de prestations de géomètre et géo- détection (n° 202002961S21.01) au cabinet DGEMA sis, 134 rue de Font Caude- 34080 Montpellier, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 190 000 € HT.  
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans non reconductible.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier tous chapitres.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 MARS 2021**  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : **24 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre à marchés  
subséquents n°201802961S1602 - Mission de  
maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la  
réhabilitation du parc zoologique de Lunaret -  
Marché subséquent n°6 - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du « Bien-être animal » ;
- VU la décision d'attribution n°2016-0277 en date du 09 août 2016 autorisant la signature de l'accord cadre à marchés subséquents n°5D00498192 portant sur la maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret avec le groupement conjoint TN+ paysagiste (mandataire), la SCP BOYER PERCHERON (architecte), Jean Luc BERTHIER (zoologue vétérinaire), les éclairagistes (éclairagistes), Agence NC (scénographe), Setec International (BET technique) et Sérige (BET technique) ;
- VU l'accord cadre à marchés subséquents n°5D00498192 portant sur la maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret ;



- VU la convention de mandat en date du 05 septembre 2018 conclu avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- VU l'avenant n°1 à la convention de mandat en date du 16/01/2020 ;
- VU l'avenant n°1 à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D00498192 signé en date du 07/11/2018 transférant ledit accord cadre à SA3M ;
- VU l'avenant n°2 à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D00498192 signé en date du 07/08/2019 autorisant les bureaux d'études P3G et INTERVIA Etudes à se substituer au cotraitant SETEC INTERNATIONAL ;
- VU l'avenant n°3 à l'accord cadre à marchés subséquents n°5D00498192 signé prévoyant notamment d'intégrer dans le périmètre des missions de la maîtrise d'œuvre la zone technique 3 ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'il convient de confier la réalisation d'un dossier Loi sur l'eau dans le cadre du programme de mise en sécurité et de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret ;
- que pour mémoire, le projet de réhabilitation du parc prévoit notamment la démolition préalable puis la construction neuve d'un ensemble de bâtiments techniques, dits zone technique n°3, la réhabilitation de la ferme pédagogique, la réhabilitation du parc zoologique proprement dit ;
- que cette mission est décomposée en tranches de la manière suivante :
  - une tranche ferme comprenant les études hydrauliques ;
  - une tranche optionnelle 1 (TO1) comprenant la réalisation du document d'incidence hydraulique au titre de la déclaration Loi sur l'eau ;
  - une tranche optionnelle 2 (TO2) comprenant la réalisation du document d'incidence hydraulique au titre de la déclaration Loi sur l'eau ;Ces deux tranches optionnelles (TO1 et TO2) incluent également la concertation avec les acteurs locaux pour définir les modalités de surveillance et de maintenance des ouvrages ainsi que les mesures d'intervention en cas d'accident et de mise en sécurité ; la concertation avec les services de l'Etat consistant en une présentation du dossier en version minute au service instructeur avant le dépôt officiel ; le suivi de l'instruction du dossier ;
  - une tranche optionnelle 3 (TO3) prévoyant la réalisation d'une évaluation simplifiée Natura 2000 ;
- qu'après analyse de l'offre, il est proposé de confier au groupement de maîtrise d'œuvre paysagère et technique, *TN+* -paysagistes/ BPA architectes/ P3G ingénierie/Intervia/Les éclairieurs/Agence NC, titulaire de l'accord-cadre, un marché subséquent n°6 portant sur les missions visées ci-dessus pour une durée prévisionnelle globale de soixante mois non reconductible à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira à son titulaire d'en débiter l'exécution.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché subséquent n°6 de l'accord cadre de maîtrise d'œuvre paysagère et technique n°201802961S1602 ayant pour effet de confier une mission relative à la réalisation d'un dossier Loi sur l'eau dans le cadre du programme de mise en sécurité et de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret au groupement *TN+* -paysagistes/ BPA architectes/ P3G ingénierie/Intervia/Les éclairieurs/Agence NC sise 30 Boulevard Richard LENOIR- 75011 PARIS, pour un montant de 41 763,75 € HT, toutes tranches à notifier comprises ;

Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira au titulaire d'en débiter l'exécution.

Sa durée est de 60 mois non reconductible ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06/04/21  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 09 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Cohésion Sociale**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion  
de la Ville de Montpellier à la Coalition  
Européenne des Villes Contre le Racisme  
(ECCAR) - Année 2021 - Approbation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fatma NAKIB en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire déléguée à « l'Egalité et aux droits des femmes » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux réseaux et associations dont elle est membre ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et structures œuvrant pour l'égalité des droits et des devoirs, implantées sur son territoire ;
- que dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations et le racisme, elle a la volonté de travailler de manière partenariale sur cette thématique ;
- la demande d'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) votée en Conseil Municipal du 25/02/2016 afin de rejoindre le réseau des villes désireuses de mener ensemble une lutte concrète contre le racisme et à s'engager à mettre en œuvre le plan « Dix engagements pour lutter concrètement contre le racisme dans la ville ».

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) pour l'année 2021.  
Le montant de la cotisation pour l'année s'élève à 1 000 €.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera prélevée sur le budget de la Cohésion Sociale.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 06 AVR. 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

**Fatma NAKIB**

**Publiée le : 06 AVR. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information  
Service Relations Utilisateurs**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1C0001RI -  
Services de prestations d'évolution d'outils  
collaboratifs auprès de l'Union des Groupements  
d'Achats Publics (UGAP)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN, en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Ville de Montpellier a besoin de réaliser des prestations pour faire évoluer ses outils collaboratifs ;
- qu'en raison de la charge de travail et de l'expertise technique nécessaire cette prestation ne peut être assurée par les seules équipes internes de la Direction des Systèmes d'Information ;
- qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- que l'UGAP a mis en place les marchés permettant de répondre à ces besoins.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de ces prestations, selon la procédure en vigueur pour un montant maximum de 150 000 € HT sur une période débutant à la date d'effet de cette décision pour une durée d'un an.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 MARS 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : 26 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Travaux et Maintenance**  
**Service Administration et Comptabilité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9D0051TM -**  
**Fourniture, pose et raccordement d'un bâtiment**  
**modulaire à structure bois pour l'école**  
**élémentaire Jules Ferry de la ville de Montpellier**  
**- Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire ;
  - VU le code de la commande publique ;
  - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, adjointe déléguée à la « Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale » ;
- CONSIDÉRANT :**
- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fourniture, la pose et le raccordement d'un bâtiment modulaire à structure bois pour l'école Jules Ferry à Montpellier ;
  - qu'une procédure a été lancée en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2162-2 à R2191-62 du code de la commande publique sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour une durée de 4,5 mois à compter de sa date de notification ;
  - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
    - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
    - Valeur des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionnée sur l'acte d'engagement : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 février 2021 à 14h30 a choisi l'entreprise SELVEA sise, 745 Rue de la Marbrerie, 34740 Vendargues, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°V9D0051TM « Fourniture, pose et raccordement d'un bâtiment modulaire à structure bois pour l'école Jules Ferry de la ville de Montpellier » à l'entreprise SELVEA, pour un montant de 591 857,20 € HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 4,5 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 902.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 22 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

22 MARS 2021





**Direction de l'Education  
Service Ressources (Education)**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1A0269AI -  
Mission d'ordonnancement, pilotage et  
coordination pour la construction du restaurant  
Groupe Scolaire Armstrong Bon - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1<sup>ière</sup> Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1<sup>ière</sup> Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Ville a besoin de confier une mission d'ordonnancement, pilotage et coordination pour la construction du restaurant Groupe Scolaire Armstrong Bon ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V1A0269AI « Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination Construction du restaurant du Groupe scolaire Armstrong Bon » conformément à l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché ordinaire ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 70% et prix des prestations 30% ;
- qu'après analyse, l'entreprise ARCOR INGENIERIE (10, rue des tilleuls 34160 SUSSARGUES) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché n°V1A0269AI « Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination Construction du restaurant du Groupe scolaire Armstrong Bon » à la société ARCOR INGENIERIE pour un montant global et forfaitaire de 44 500 € HT. La durée du marché commence à sa notification et s'achèvera à l'issue de la phase 5 « livraison ».

Le délai prévisionnel du marché est de 23 mois à compter de la date de notification.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 23 MARS 2021

Notifiée le :

23 MARS 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"Ensemble vocal Tutti"  
pour les 3 et 24 mars 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

**CONSIDÉRANT :**

- que l'association « Ensemble vocal TUTTI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 3 et 24 mars 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération n°V2020/290 du 14 décembre 2020.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 29.03.21.  
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 31 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché G0B0047DC -  
Prestation de destruction confidentielle d'archives  
- Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

**Considérant :**

- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole doivent faire procéder à la destruction confidentielle d'archives publiques parvenues au terme de leur utilité administrative ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 12 mois renouvelable 3 fois ;
- que ce groupement de commandes a été approuvé par délibération V2020-100 et par décision MD2020-765 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° valeur technique (60%)
  - ° prix (40%)
- qu'après analyse, l'entreprise Balsalobre Sud Recyclage, 361 avenue Justin Bec 34680 Saint Georges d'Orques présente une offre économiquement avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché de destruction confidentielle d'archives à l'entreprise Balsalobre Sud Recyclage pour un montant maximum de 40 000 € HT (toutes reconductions comprises), également répartis entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole (5 000 € HT chacun par an, soit 20 000 € HT maximum pour la durée totale du marché)  
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois, renouvelable 3 fois ;

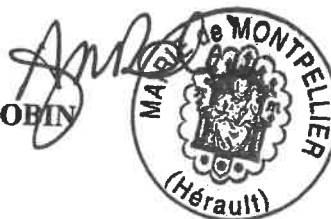
**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30.03.21  
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 31 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché n°V0D0009UV - Conception et**  
**production artistique de la manifestation ' Cœur**  
**de Ville en Lumières ' - Avenant n° 2 - Lot 6**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué au Maire ;
- VU la décision n°VD2020-420 du marché V0D0009UV - Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » attribuant le lot n° 6 « Hôtel Saint Come » à l'entreprise SPECTACULAIRES SAS 21 Avenue Cossinade 35310 SAINT-THURIAL, pour un montant de 9 900,00 euros HT et pour une durée de 5 mois.
- VU la décision n°VD2020-442 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » - Avenant n°1 aux lots 1, 2, 3, 5 et 6, reportant la manifestation du 24 au 27 mars 2021.

**CONSIDERANT :**

- Que le marché prévoyait initialement que la manifestation Cœur de Ville en Lumières se déroulerait du 25 au 28 novembre 2020. Suite aux mesures gouvernementales relatives à l'épidémie de Coronavirus la manifestation n'a pas pu se dérouler aux dates initialement prévues. Un premier avenant fixait un report de la manifestation du 24 au 27 mars 2021. La situation sanitaire ne permettant toujours pas d'effectuer les prestations, un report doit-être à nouveau effectué.

- Que pour maintenir l'organisation de cette manifestation, il est donc nécessaire de reporter l'ensemble des prestations à une date ultérieure fixée entre septembre et décembre 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché V0D0009UV - Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » pour le lot n°6 « Hôtel Saint Come » avec l'entreprise SPECTACULAIRES SAS.

Cet avenant n'a pas d'incidence financière et ne modifie pas la durée initiale prévu dans le marché.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 10 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public  
Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n°V0B0075UV "Conception et  
production artistique de la manifestation Cœur  
de Ville en Lumières : Site de l'Opéra Comédie" -  
Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué au Maire ;
- VU la décision n°VD2021-005 du marché n°V0B0075UV « Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en Lumières : Site de L'Opéra Comédie » attribuant le marché à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de 82 000,00 euros HT.

**Considérant :**

- Que la manifestation Cœur de Ville en Lumières devait se dérouler du 24 au 27 mars 2021 et que suite aux mesures gouvernementales relatives à l'épidémie de Coronavirus, l'ensemble de la manifestation a dû être annulé.
- Que pour maintenir l'organisation de cette manifestation, il est donc nécessaire de reporter l'ensemble des prestations à une date ultérieure fixée entre septembre et décembre 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant du marché n°V0B0075UV « Conception et production artistique de la manifestation Cœur de Ville en Lumières : Site de L'Opéra Comédie » avec l'entreprise ID SCENES, cet avenant n'a pas d'incidence financière.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le  
Monsieur l'Adjoint au Maire

10 MAI 2021

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 10 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Enfance**  
**Service Politique Petite Enfance et Prospective**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la crèche municipale de la**  
**ZAC Rive Gauche - Demandes de subventions**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention - alinéa 25 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Tasnime AKBARALY en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY dans le domaine « Petite enfance et Enfant dans la Ville » ;

**Considérant :**

- Que pour répondre à sa démographie croissante et dans le cadre de sa politique en faveur de la Petite enfance, la Ville a décidé de poursuivre le développement de nouveaux établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) sur son territoire ;
- Que le Conseil municipal du 28 avril 2016 a autorisé la création d'une nouvelle crèche dans le quartier Port Marianne ;
- Que cette crèche a été intégrée dans le programme des équipements publics réalisé par la SERM dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche ;
- Que ce programme prévoit notamment la réalisation d'un nouvel « Equipement de proximité Petite enfance et Vie associative » comprenant, en plus de la crèche, un Relais d'Assistants Maternels (RAM) et une Maison Pour Tous. Cet équipement se situe au 240, rue Claude Lévi-Strauss à Montpellier, sur le lot 10 de la ZAC ;
- Que l'ouverture de la crèche est prévue en septembre 2022, en même temps que le RAM ;

- Que la crèche disposera d'une surface utile de 1 028 m<sup>2</sup> pour une capacité totale de 72 berceaux. Elle sera composée de locaux techniques et s'organisera en trois unités de vie réparties sur trois niveaux de la manière suivante :

- Au rez-de-chaussée, l'entrée de la crèche et les services fonctionnels (vestiaires agents, cuisine, salle du personnel, buanderie ... ) ;
- Au 1<sup>er</sup> étage, les sections des moyens et des grands ;
- Au second et dernier étage, l'accueil des bébés.

- Que la part de la crèche dans le coût total de l'opération s'élève à près de 4 483 000 € TTC ;  
 - Que la Caisse d'allocations familiales (Caf) et le Conseil départemental de l'Hérault seront sollicités respectivement pour une subvention d'investissement qui sera perçue par la Ville à l'issue de l'opération de construction ;

- Que par ailleurs, pour son fonctionnement, la crèche sera annuellement cofinancée par la Prestation de service unique (Psu) de la Caf dont les modalités de versement sont organisées dans une convention spécifique.

L'action sera également inscrite par avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022 et bénéficiera, à ce titre, de la Prestation de service enfance et jeunesse (Psej) également versée par la Caf ;

### DECIDE

**ARTICLE 1** : de solliciter les subventions les plus larges possibles et notamment auprès des services de la Caisse d'Allocations familiales et du Conseil départemental de l'Hérault.

**ARTICLE 2** : de dire que les recettes seront imputées sur le budget de la Ville.

**ARTICLE 3** : d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.



Montpellier, le 05 MAI 2021  
 Madame l'Adjointe au Maire

Tasnime AKBARALY

Publiée le : 05 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
**Service Ressources Communes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché n°G9B0054ST -**  
**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en vue du**  
**partage d'accès aux images des systèmes de**  
**vidéoprotection - Groupement Ville de**  
**Montpellier-Montpellier Méditerranée**  
**Métropole-TaM - Avenant n°1 - Autorisation de**  
**signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Sébastien COTE en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire dans le domaine de la « Protection de la Population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que par délibération n°V2019-012 en date du 06 février 2019 du Conseil municipal, la Ville de Montpellier a été désignée coordonnateur du groupement de commandes et chargée de l'ensemble de la procédure de mise en concurrence jusqu'à la notification du marché concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en vue du partage d'accès aux images de vidéoprotection du Centre de Supervision de la Ville, du service Gestion Multimodale des Déplacements de la Métropole et des Transports de l'Agglomération de Montpellier ;

- que la Ville de Montpellier a notifié le marché n° G9B0054ST concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en vue du partage d'accès aux images des systèmes de vidéoprotection le 04 juillet 2019 à la société ALTETIA sise 177 Avenue Georges Clémenceau – 92024 Nanterre Cedex ;
- que le marché a été conclu pour une durée d'exécution de 24 mois à compter de sa notification ;
- que l'ensemble des études est rémunéré par application d'un prix global et forfaitaire décomposé par phase d'un montant retenu de 86 135 € HT ;
- que le présent avenant n°1 a pour objet de prolonger la durée du marché pour le motif suivant : « la mission de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage confiée à la société ALTETIA comprend la désignation du prestataire qui mettra en œuvre la solution technique permettant le partage d'accès aux images de vidéoprotection » ;
- que compte tenu de la complexité des besoins, il a été décidé de lancer un dialogue compétitif en groupement de commandes (Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - TaM) ;
- qu'au regard du contexte sanitaire actuel, lié à l'épidémie de la COVID-19, il s'avère nécessaire de prolonger la durée de validité du présent marché jusqu'à l'achèvement de ce dialogue compétitif ainsi que la mise en œuvre et la réception de la solution d'hypervision retenue.  
La durée globale de prolongation du marché pour cette Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est donc estimée à 12 mois.
- que cet avenant n°1 n'a aucune incidence financière sur le montant du marché public.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°G9B0054ST - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en vue du partage d'accès aux images des systèmes de vidéoprotection (Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - TaM) – avec la société ALTETIA afin de prolonger de 12 mois sa durée en portant la fin du marché au 03 Juillet 2022.  
L'avenant prendra effet à compter de sa notification et n'entraîne aucune incidence financière sur le montant initial du marché.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense continuera son imputation sur le budget 2021 de la Ville - Chapitre : 901, avec la clef de répartition suivante conformément à la convention tripartite signée le 29 Avril 2019 par le groupement de commandes :  
- 80 % pour la Ville de Montpellier ;  
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole (délégant des Transports de l'Agglomération de Montpellier).

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 au marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 24 MARS 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Sébastien COTE

Publiée le : - 31 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la cotisation à des organismes  
nationaux pour l'année 2021 - Technologies de  
l'Information et de la Communication -  
Acceptation de versement**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN dans le domaine « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;

**Considérant :**

- Que l'ADULLACT (Association des Développeurs et Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales) a pour but de constituer, développer et promouvoir un patrimoine commun de logiciels libres sur fonds publics ; que depuis plusieurs années la Ville apporte son soutien et adhère à l'ADULLACT par le versement d'une cotisation ;
- Que la Ville a acquis le logiciel SEDIT Marianne comme solution de gestion des Ressources Humaines auprès de la société BERGER LEVRAULT et qu'elle est adhérente au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne afin d'intégrer et d'utiliser ledit logiciel au mieux de ses performances, de discuter et d'orienter les choix stratégiques de l'éditeur ;
- Qu'il convient de confirmer notre adhésion auprès de ces organismes pour l'exercice 2021 ;
- Que le montant de la cotisation annuelle s'élève respectivement à 4500 euros et 600 euros.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'accepter le versement de la cotisation de 4 500 euros à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) et de 600 euros au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne (CUSMA).

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense d'un montant total de 5 100 € sera imputée sur le budget de la Ville, Chapitre 930.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire avec les organismes susnommés.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 AVR. 2021**  
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



**Publiée le : 12 AVR. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Energie et Moyens Techniques  
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative aux cessions et réformes des  
véhicules et matériels de la Ville de Montpellier -  
Autorisations**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN, en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu'à 4 600 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux « Finances » ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la Commission de Réforme du 15 mars 2021 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession de matériels et de véhicules ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service Parc Auto (D.M.G.B.), il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du Service Relation Utilisateurs (D.S.I.), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Ressources de la Direction de l'Enfance, il convient de réformer ces 11 lits dont les factures sont jointes en annexe, nous proposons de faire un don à l'Association La Croix Rouge, 34070 MONTPELLIER.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités.

**ARTICLE 2** : D'autoriser la vente au enchère des véhicules du Service Parc Auto de la DMGB par l'organisme Centre 113.

**ARTICLE 3** : D'autoriser le recyclage du matériel du Service Relation Utilisateurs de la DSI par l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

**ARTICLE 4** : D'autoriser le don du matériel (11 lits) du Service Ressources de la Direction de l'Enfance par l'Association La Croix Rouge.

**ARTICLE 5** : De dire que les recettes seront imputées sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 7788 et 775 tous chapitres.

**ARTICLE 6** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MARS 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 23 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

23 MARS 2021



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
**Service Ressources Communes**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative aux cotisations auprès**  
**d'organismes nationaux pour l'année 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Sébastien COTE en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE, adjoint au Maire délégué à la Protection de la Population, à la Tranquillité Publique et aux Affaires Militaires ;

**CONSIDERANT :**

- que la Ville de Montpellier adhère à des associations nationales par le versement de cotisations, depuis de nombreuses années afin de participer aux réseaux de professionnels et bénéficier de la capitalisation des initiatives conduites aux différentes échelles ;
- que dans la thématique « Sécurité », la Ville de Montpellier souhaite reconduire l'adhésion au Forum Français pour la Sécurité Urbaine pour un montant de 5 775 € ;
- que dans la thématique « Santé », la Ville de Montpellier souhaite participer au soutien et au développement du Réseau Français des Villes Santé, en référence aux objectifs de la Santé pour Tous et du Programme Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé et propose de reconduire l'adhésion, au Réseau Français des Villes Santé OMS pour un montant de 1 295 € ;
- que dans la thématique « Santé - Lutte contre le bruit », la Ville de Montpellier souhaite reconduire son adhésion au Club Décibel Villes, pour un montant de 900 €.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'accepter le versement des cotisations au Forum Français pour la Sécurité Urbaine, au Réseau Français des Villes Santé et au Club décibel Villes pour un montant total de 7 970 €.

**ARTICLE 2 :** De dire que ce montant sera prélevé sur les crédits inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 931.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 MARS 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Sébastien COTE



Publiée le : 24 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'adhésion à l'association AMO  
Architecture Maîtres d'ouvrage - exercice 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

**Considérant :**

Que l'association Architecture et Maîtres d'Ouvrage (AMO) – Languedoc Roussillon regroupe des architectes, maîtres d'ouvrage, et industriels de la région ;

Que cette association organise notamment des rencontres, des formations, des journées nationales et des voyages tout au long de l'année ;

Que l'adhésion à cette association donne à la Ville l'opportunité unique de participer à des manifestations et des échanges de réflexions à fort enjeu architectural et urbain ;

Que la cotisation d'adhésion à l'association s'élève pour 2021 à 680 € sans TVA ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De renouveler l'adhésion de la Ville à l'association Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon (AMO LR) 55 boulevard de l'Embouchure Bat A immeuble Central Parc, 31200 TOULOUSE.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser le renouvellement de cette adhésion par reconduction tacite jusqu'en 2026, sous réserves de maintien des règles fixant le montant de cette cotisation et des inscriptions aux budgets de la Ville de Montpellier de la dépense correspondante.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1<sup>er</sup> MAI 2021  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAFOSE  


Publiée le : 1<sup>er</sup> MAI 2021  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des parcours professionnels et des compétences  
Service Formation**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-  
cadre n°V9B0070RH - formation BPJEPS Option  
Loisirs Tous Publics - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;
- VU la décision n° VD2019-412 attribuant le marché n°V9B0070TH « Formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics » à l'entreprise Union Régionale des Francas Occitanie, pour un montant de 5 700 euros HT par personne pour une formation complète BPJEPS option Loisirs Tous Publics ; accord-cadre passé sans minimum et avec un maximum de 30 000€ pour chaque année d'exécution tout en respectant le seuil des 89 000€ sur la durée totale du marché. Accord-cadre notifié le 26/08/2019 et conclu pour une durée d'un an avec reconduction pour une durée maximale de 3 ans.

**Considérant :**

- que le siège social de l'Union Régionale des Francas Occitanie a été transféré en date du 01/03/2021 au 4, rue Théron de Montaugé, 31 200 TOULOUSE ;

- que le déménagement mentionné plus haut a entraîné l'attribution d'un nouveau numéro SIRET : 776 951 154 000 90 ;
- que l'alinéa de l'article R2194 du Code de la commande publique nous impose un avenant au marché V9B0070RH ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant transactionnel au marché V9B0070RH Formation BPJEPS option Loisirs Tous Publics avec l'entreprise Union Régionale des Francas Occitanie, avenant numéro 1.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MARS 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 23 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

23 MARS 2021





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête 1905680-1**  
**TA - Monsieur et Madame GIMENEZ Jean"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- Considérant :**
- la requête n°1905680-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 octobre 2019 par Monsieur et Madame Jean GIMENEZ contre l'arrêté n°PC3417219V0088 délivré le 16 septembre 2019 par le Maire de Montpellier au Département de l'Hérault en vue de l'installation de bâtiments modulaires, la rénovation d'un bâtiment existant et l'édification d'un bâtiment de liaison rue Guglielmo Marconi ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905680-1 le 21 octobre 2019 par Monsieur et Madame Jean GIMENEZ.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



**Publiée le :**

**Notifiée le :**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché de gardiennage des  
anciennes Archives Départementales (mandat  
SA3M) - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN, en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe Déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;
- VU la convention de mandat en date du 10 août 2015 au bénéfice de la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le bâtiment acquis en 2013 par la Ville de Montpellier pour y accueillir ses archives fait l'objet depuis 2016 d'une occupation illicite ;
- que cette occupation doit prendre fin au 31 mars 2021 et qu'il convient de prévoir des prestations de gardiennage afin d'éviter toute nouvelle intrusion ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - valeur technique (60%)
  - prix (40%)

- qu'après analyse, l'entreprise Union Surveillance Protection et Sécurité, 12 place du Gevaudan 34080 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché de prestations de gardiennage du site des anciennes Archives départementales à Montpellier à l'entreprise Union Surveillance protection et Sécurité, pour un montant de 200 000 € HT maximum (toutes reconductions comprises).

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23.03.21

Madame l'Adjointe au Maire

  
Agnès ROBIN



Publiée le : 23 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

23 MARS 2021



**Direction Appui Technique aux Territoires**  
**Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché n°G0D0043EP**  
**"Mobilier Urbain - Travaux de dépose et de pose /**  
**Maintenance et fourniture" - Lot n°1 -Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué ;
- VU la délibération n°V2020-099 du 30 juillet 2020 validant le principe d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relatif à la conclusion du marché de mobilier urbain – Lot 1 Mobilier urbain métallique non publicitaire pour le Pôle Territorial de Montpellier et la Ville de Montpellier ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de gérer les mobiliers liés à des usages de l'espace public autres que les déplacements (manifestations, terrasses) ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique 60%
  - ° Prix 40% ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 9 mars 2021 a choisi pour le lot n°1 l'entreprise URBAN'NT, 150 rue du mas de Brigaud, 34070 MONTPELLIER, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°G0D0043EP « Mobilier Urbain - Travaux de dépose et de pose / Maintenance et fourniture » - Lot n°1 : Mobilier urbain non publicitaire métallique et serrurerie de voirie pour le territoire de Montpellier et la Ville de Montpellier à l'entreprise URBAN'NT, pour un montant pour un montant minimum 60 000,00 € HT et un maximum de 250 000,00 € HT pour la part Ville uniquement.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 905, 906 et 907.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 24 MARS 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Laurent NISON

Publiée le : 25 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Tribunal  
correctionnel - CHABALIER Corinne et  
CHABALIER Véronique"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- l'avis d'audience à victime reçu en mairie de Montpellier le 5 mars 2021 pour une présentation devant le Tribunal correctionnel de Montpellier pour y être entendu en qualité de victime dans la procédure concernant Mesdames CHABALIER Corinne et CHABALIER Véronique mises en cause pour infraction aux dispositions du Plan Local d'Urbanisme et exécution irrégulière de travaux soumis à déclaration préalable ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans la procédure concernant Mesdames CHABALIER Corinne et CHABALIER Véronique.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Tribunal  
correctionnel de Montpellier - HASSOUN  
Jérémy"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- CONSIDÉRANT :**
- que Monsieur HASSOUN Jérémy représentant de la SCI JM2H a réalisé des travaux sans autorisation administrative au 12, rue Jules Latreille à Montpellier ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans la procédure concernant Monsieur HASSOUN Jérémy représentant de la SCI JM2H consécutivement à des travaux réalisés sans autorisation administrative.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

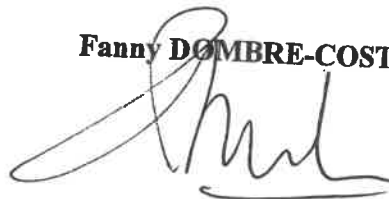
**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**  
Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché**  
**n°3D0368 - Location, pose, entretien,**  
**approvisionnement, maintenance et dépose de**  
**deux sanitaires publics à entretien automatique -**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Laurent NISON en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent NISON dans le domaine « Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie, coordination des travaux » ;
- VU la délibération n° 2014/117 attribuant le marché n° 3D0368 « Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de deux sanitaires publics à entretien automatique » à l'entreprise JCDECAUX, pour un montant de 367 600 euros HT et pour une durée de 120 mois.

**Considérant :**

- Que dans un contexte de crise sanitaire le prestataire JC DECAUX a suspendu ses activités de terrain notamment les prestations du marché n°3D0368 (installation, entretien et maintenance des sanitaires). Cette suspension a entraîné la fermeture de l'ensemble des sanitaires durant la période de confinement du 17 mars au 11 mai 2020 soit au total 56 jours. Il convient donc de modifier le montant du marché en diminuant la prochaine facture via l'application d'un avoir ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°3D0368 avec l'entreprise JC DECAUX, avenant n° 1 entraînant une déduction de 6 029,11 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 361 960,24 euros HT.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **-3 MAI 2021**  
Monsieur l'Adjoint **Maire**

  
**Laurent NISON**



Publiée le : **- 4 MAI 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché n°5D0017 - Location, pose, entretien,**  
**approvisionnement, maintenance et dépose de**  
**sanitaires publics à entretien automatique -**  
**Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent NISON dans le domaine « Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie, coordination des travaux » ;
- VU la délibération n°2015/329 attribuant le marché n° 5D0017 « Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics à entretien automatique » à l'entreprise JCDECAUX, pour un montant de 2 731 350,00 euros HT et pour une durée de 180 mois pour la tranche ferme et 168 mois pour la tranche conditionnelle.

**Considérant :**

- Que dans un contexte de crise sanitaire le prestataire JC DECAUX a suspendu ses activités de terrain notamment les prestations du marché n°5D0017 (installation, entretien et maintenance des sanitaires). Cette suspension a entraîné la fermeture de l'ensemble des sanitaires durant la période de confinement du 17 mars au 11 mai 2020 soit au total 56 jours. Il convient donc de modifier le montant du marché en diminuant la prochaine facture via l'application d'un avoir.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°5D0017 avec l'entreprise JC DECAUX, avenant n° 1 entraînant une déduction de :

- 17 058,06 € H.T pour la tranche ferme
- 13 646,09 € H.T pour la tranche conditionnelle

portant le nouveau montant du marché à 2 702 559,84 euros HT.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 26 AVR. 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Laurent NISON

Publiée le : 26 AVR. 2021  
Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché n°6D0017 - Location, pose, entretien,  
approvisionnement, maintenance et dépose de  
sanitaires publics à entretien automatique -  
Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Laurent NISON en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent NISON dans le domaine « Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie, coordination des travaux » ;
- VU la délibération n°2016/0426 attribuant le marché n° 6D0017 « Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics à entretien automatique » à l'entreprise JCDECAUX, pour un montant de 3 294 000,00 euros HT et pour une durée de 180 mois.

**Considérant :**

- Que dans un contexte de crise sanitaire le prestataire JC DECAUX a suspendu ses activités de terrain notamment les prestations du marché n°6D0017 (installation, entretien et maintenance des sanitaires). Cette suspension a entraîné la fermeture de l'ensemble des sanitaires durant la période de confinement du 17 mars au 11 mai 2020 soit au total 56 jours. Il convient donc de modifier le montant du marché en diminuant la prochaine facture via l'application d'un avoir.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°6D0017 avec l'entreprise JC DECAUX, avenant n° 1 entraînant une déduction de :

- 23 408,98 € HT pour la tranche ferme
- 5 851,95 € HT pour la tranche optionnelle 1
- 5 851,95 € HT pour la tranche optionnelle 2

portant le nouveau montant du marché à 3 260 308,16 euros HT.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur l'Adjoint au Maire

Laurent NISON



-3 MAI 2021

Publiée le : -4 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché n°7D0039 - Location, pose, entretien,  
approvisionnement, maintenance et dépose de  
sanitaires publics et d'équipements sanitaires  
publics à entretien automatique - Lot 1 et 2 -  
Avenant n° 1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Laurent NISON en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent NISON dans le domaine « Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie, coordination des travaux » ;
- VU la délibération n°2016/0426 attribuant le marché n° 7D0039 « Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics à entretien automatique » à l'entreprise JCDECAUX, pour un montant de 2 088 000 euros HT pour le lot 1 et 697 500 euros HT pour le lot 2 et pour une durée de 180 mois ;

**Considérant :**

- Que dans un contexte de crise sanitaire le prestataire JC DECAUX a suspendu ses activités de terrain notamment les prestations du marché n°7D0039 (installation, entretien et maintenance des sanitaires). Cette suspension a entraîné la fermeture de l'ensemble des sanitaires durant la période de confinement du 17 mars au 11 mai 2020 soit au total 56 jours. Il convient donc de modifier le montant du marché en diminuant la prochaine facture via l'application d'un avoir ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°7D0039 avec l'entreprise JC DECAUX, avenant n° 1 entraînant une déduction de :

- 2 745,07€ HT pour la tranche ferme du lot 1
- 2 445,63 € HT pour la tranche ferme du lot 2

portant le nouveau montant du marché à 1 302 330,48 euros HT pour le lot 1 et 230 121,68 € HT pour le lot 2.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **-3 MAI 2021**  
Monsieur l'Adjoint au Maire

  
Laurent NISON  


Publiée le :  
Notifiée le : **- 4 MAI 2021**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché**  
**n°V8D0029AI - Missions de contrôles techniques**  
**et vérifications périodiques - lot 2**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;
- VU la décision n°VD2019-490 du 15 février 2019 relative à l'attribution du marché n°V8D0029AI missions de contrôles techniques et vérifications périodiques - lot 2 « Missions de vérifications périodiques » à la société BUREAU VERITAS (Immeuble l'Optimum ZAC Blaise Pascal 450, rue Baden Powell 34000 Montpellier) ;
- **CONSIDERANT :**
  - Que de nouvelles exigences ont été imposées par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) ;
  - Qu'il est nécessaire de signer un avenant n°1 – lot 2 afin d'inclure dans le Bordereau de Prix Unitaires un nouveau prix correspondant à la vérification septennale (campagne de mesures pour le contrôle de la qualité de l'air dans certains établissements recevant du public) ;
  - Que cet avenant est sans incidence financière dans la mesure où le marché est sans minimum ni maximum.

**DECIDE**

**Article 1 :** d'autoriser la signature d'un avenant n°1 pour le lot 2 « Missions de vérifications périodiques » marché n°V8D0029AI à l'entreprise BUREAU VERITAS.

**Article 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 3 :** de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **09 AVR. 2021**  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Agnès SAURAT

**Publiée le : 09 AVR. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture :- Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine  
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"Hugues Reiner" du 12 au 17 juillet 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

**CONSIDERANT :**

- que l'association « Hugues Reiner » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs du 12 au 17 juillet 2021 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 360€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 30 MARS 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

*Agnès Robin*

Agnès ROBIN

**Publiée le : 20 AVR. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice " Requête**  
**n°19MA04854 - CAA Marseille"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Éducative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n°19MA04854 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 14 novembre 2019 par Monsieur Stéphane VILLANONA contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1705004 rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté en date du 25 août 2017 par lequel le Maire de Montpellier a refusé de lui octroyer le permis de construire modificatif sollicité sur un terrain situé au 812 avenue du Père Prévost ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA04854 par Monsieur Stéphane VILLANOVA.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la toiture terrasse du Club**  
**d'Echecs**  
**1 Boulevard Victor Hugo - Autorisations**  
**d'urbanisme**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005-alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2021, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux. Dans cet objectif, il est prévu d'effectuer des travaux de réhabilitation des bâtiments dont elle est propriétaire ;
  - Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme -permis de construire soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France - pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur le bâtiment suivant : toiture-terrasse du Club d'Echecs au 1 Boulevard Victor Hugo,
  - Qu'il s'agit de travaux prévus dans le rapport d'expertise rendu en décembre 2020 suite à des infiltrations dans les locaux du Club d'Echecs :
    - o réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse,
    - o mise en place de dalles sur plot,
    - o rehaussement du garde-corps sur rue,
    - o réfection du garde-corps donnant sur le patio,
    - o pose d'une clôture pour délimiter la partie de la toiture appartenant au bâtiment voisin,
    - o reprise de l'étanchéité sur les 3 façades bordant la toiture-terrasse.
- Montant estimés des travaux : 150 000 € TTC.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

**ARTICLE 2 :** De Dire que les dépenses sont inscrites au budget 2021 de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **09 AVR. 2021**  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Agnès SAURAT



Publiée le : **09 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requêtes n°2004794  
et n°2005802 - Ville de Montpellier contre la  
Société Magirus Camiva et contre l'Union des  
Groupements d'achats publics"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- l'ordonnance du Tribunal n°2004794 -2005802 du 10 février 2021 prescrivant une mesure d'expertise aux fins de déterminer les causes des désordres qui affectent le véhicule d'occasion immatriculé DS208FQ fourni à la Ville par la société Magirus Camiva et le véhicule immatriculé EP 185XK fourni à la Ville par l'Union des groupements d'achats publics, fabriqué par la Société Magirus Camiva, qui rendent leur usage incompatible avec leur affectation aux services de lutte anti-incendie du Zoo de Montpellier ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier dans les instances n° 2004794 et n°2005802.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :  
Notifiée le : 25 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°1905910-1  
TA - Christophe FEBVRE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- Considérant :**
- la requête n°1905910-1 en date du 5 novembre 2019 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Christophe FEBVRE contre l'arrêté de Permis de Construire n°34172 18 V0174 délivré le 12 juin 2019 à l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ) en vue de la réalisation d'une structure d'hébergement à caractère social au 60 impasse du Bois Joli ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905910-1 par Monsieur Christophe FEBVRE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**  
Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête**  
**n°20MA01250 CAA - SCI LES MARQUIS"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- Considérant :**
- la requête n°20MA01250 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 12 mars 2020 par la SCI LES MARQUIS contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1803280-2 du 14 janvier 2020 rejetant la requête de la SCI LES MARQUIS sollicitant l'annulation du titre de recettes du 12 avril 2018 concernant le recouvrement de la seconde moitié de la participation aux équipements publics au titre du permis de construire délivré pour la création de logements rue de la Marqueroze à Montpellier ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA01250 par Monsieur Christophe FEBVRE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**  
Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2003264-1  
TA - TICHIT Fabienne"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°2003264-1 déposée le 24 juillet 2020 par Madame Fabienne TICHIT près le Tribunal Administratif de Montpellier contre l'arrêté du Maire n° PC 3417218V0325 délivré le 20 février 2020 à la SAS URBIS REALISATIONS pour la construction d'un collectif de 72 logements impasse des briquetiers ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003264-1 par Madame Fabienne TICHIT.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "requête n°2001665-1**  
**TA - Bernard VATON"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n° 2001665-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 avril 2020 par Monsieur Bernard VATON contre l'arrêté n° PC 34172 16V0272 du 18 mai 2017 valant permis de construire délivré à la SAS Royal Hôtel pour le réaménagement intérieur et la modification de la façade de l'immeuble situé 8 rue Maguelone;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001665-1 par Monsieur Bernard VATON.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2002249-1**  
**TA - Bernard VATON"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- Considérant :**
- la requête n°2002249-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 juin 2020 par Monsieur Bernard VATON tendant à l'annulation de l'arrêté n° PC 34172 16 V0242 du 19 décembre 2017 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SCI le Bosc pour le changement de destination d'un local à usage de bureau en deux logements rue Victoire de la Marne.

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2002249-1 par Monsieur Bernard VATON.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0C0025EM -**  
**Achat de caveaux funéraires - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de caveaux funéraires conformément aux besoins exprimés par le Service Administration des Cimetières de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure n°V0C025EM a été lancée en date du 11 janvier 2021 conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique, sous forme d'un marché à procédure adapté, pour un délai maximum de livraison pour les 155 caveaux objet du marché est de 6 mois à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : l'analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour 50%, prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement pour 40% et le délai de livraison 10% ;

- qu'après analyse, l'entreprise STRADAL, ZAC des Mourgues, 30800 Saint Gilles, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché « Achat de caveaux funéraires » n°V0C0025EM à l'entreprise STRADAL pour un montant total de 103 118.40 € HT ;

Le marché prend effet à compter de la notification. Le délai maximum de livraison pour les 155 caveaux objet du marché est de 6 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, tous chapitres ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 01 AVR. 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 02 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Villa Georgette, projet ' d'habitat intercalaire '**  
**257 Avenue de Boirargues - Demande**  
**d'autorisation d'urbanisme**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et Sobriété énergétique » ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre de la gestion active du patrimoine et le déploiement de projets « d'habitats intercalaires » porté par la Ville de Montpellier, il est prévu d'effectuer des travaux de réhabilitation des bâtiments dont elle est propriétaire ;
  - Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme nécessaires pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur le bâtiment de la Villa Georgette au 257 Avenue de Boirargues. Les travaux prévus sont :
    - o mise en place d'un volet roulant sur la porte vitrée du garage pour des raisons d'anti-intrusion,
    - o pose de trois lisses métalliques afin de rehausser les allèges des fenêtres au R+1 pour des raisons de sécurité,
    - o pose d'une porte vitrée donnant sur l'arrière de la parcelle.
- Autorisation d'urbanisme : déclaration préalable de travaux ;  
Montant estimés des travaux : 30 000€ HT ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

**ARTICLE 2** : De Dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Agnès SAURAT



**Publiée le : 15 AVR 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°1906544-1**  
**TA - SCI MAS TANDON"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n°1906544-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 décembre 2019 par la SCI MAS TANDON contre l'arrêté n°PC 34172 19 V0031 en date du 29 juillet 2019 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SARL Main Gauche au 809 rue Favre de Saint Castor ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1906544-1 par la SCI MAS TANDON.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2000469**  
**SAS VALENIA"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°2000469-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 janvier 2020 par la SAS VALENIA PATRIMOINE contre l'arrêté n°PC 3417219V0108 en date du 23 septembre 2019 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a accordé à la FONCIERE AMETIS un permis de construire pour l'aménagement de locaux en espace commercial, 6 rue Maguelone ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2000469-1 par la SAS VALENIA PATRIMOINE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°1904430-1**  
**TA - Association syndicale Libre le svignes de**  
**l'Ecluse**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n° 1904430-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 août 2019 par l'Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse sollicitant l'annulation de l'arrêté n°DP341721900367 en date du 4 avril 2019 par lequel le Maire de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable déposée par la SARL CITYA COGESIM relatif à la pose d'un portail avec portillon en bordure de l'avenue du Pont Trinquat ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904430-1 par l'Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MARS 2021  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE



Publiée le : 25 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Energie et Moyens Techniques  
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché  
n°V8D0026EM - Achat de fournitures, entretien  
et maintenance des matériels de protection  
incendie - Transfert et cession de raison sociale**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;
- VU la décision n°VD2018- 493 du 23 janvier 2019 attribuant le marché « Achat de fournitures, entretien et maintenance des matériels de protection incendie (n°V8D0026EM) » à l'entreprise SLMI, pour un montant sans minimum ni maximum et pour une durée d'exécution de 1 an reconductible 3 fois ;

**CONSIDERANT :**

- 
- Que dans le cadre d'une fusion par absorption, (cession des actifs) de la société SLMI au profit de la société SIMIE a pris effet le 08 décembre 2020 ;
- Qu'à compter du 08 décembre 2020, le nouveau titulaire du contrat, la société SIMIE, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;
- Qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 autorisant le transfert du titulaire actuel de ce marché vers le nouveau titulaire la société SIMIE,
- Que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de cet avenant n°1 de transfert de raison sociale de la société SLMI au profit de la société SIMIE ;

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **21 AVR. 2021**  
Monsieur l'Adjoint au Maire

**Michel ASLANIAN**

**Publiée le : 21 AVR. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°1906379-1**  
**TA - Grégoire GHUYSEN"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°1906379-1 déposée près le Tribunal Administratif par Monsieur Grégoire GHUYSEN contre la décision du 10 octobre 2019 n°VD2019-531 par laquelle le Maire de la commune de Montpellier a exercé le droit de préemption urbain sur la propriété de Monsieur et Madame Gayola constituant le lot n°11 de la copropriété sise 7 rue Boussairolles ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1906379-1 par Monsieur Grégoire GHUYSEN.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 MARS 2021  
Madame la Première Adjointe

  
Fanny DOMBRE-COSTE (Maire Adjointe)  


Publiée le : 25 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2002044-3**  
**TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°2002044-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 mai 2020 par Madame Stéphanie CONGNARD-MORANDAIS, agent de la Ville, contre l'avis défavorable de la Ville à sa demande de congés bonifiés pour la période du 16 juillet au 21 août 2020 ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2002044-3 par Madame Stéphanie CONGNARD MORANDAIS.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

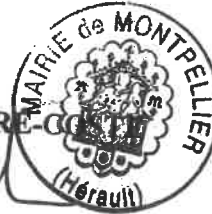
**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-GOETI



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2001690-3**  
**TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°2001690-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 avril 2020 par Monsieur Stéphane SAUVION contre la décision implicite du 12 février 2020 de la Ville de Montpellier de ne pas faire droit à sa réclamation indemnitaire préalable pour réparation du préjudice subi consécutivement au non renouvellement de son contrat de travail ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001690-3 par Monsieur Stéphane SAUVION.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE  


Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2001387-3**  
**TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
  - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
  - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
  - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;
- Considérant**
- la requête n°2001387-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 février 2020 par Madame Mounia EL MOUHAMOSSI contre la décision de la Ville de Montpellier du 13 décembre 2019 de suivre l'avis défavorable de la Commission de réforme du 25 novembre 2019 à la reconnaissance en accident de travail des faits qui sont produits le 30 septembre 2019 ;
  - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001387-3 par Madame Mounia EL MOUHAMOUSSI.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**

Madame la Première Adjointe

  
Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requêtes n°2001149-3  
et 2001150-3 TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n°2001149-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 mars 2020 par Monsieur Laurent BORONA tendant à l'annulation du titre exécutoire n°14742 en date du 10 décembre 2019 relatif à un trop perçu correspondant à un demi-traitement versé entre le 12 et le 31 août 2019 ;

- la requête n°2001150-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 mars 2020 par Monsieur Laurent BORONA, agent de la Ville de Montpellier, tendant à l'annulation de la décision de la Ville du 23 décembre 2019 en tant qu'elle le déclare inapte de façon définitive et absolue ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2001149-3 et n°2001150-3 par Monsieur Laurent BORONA.


**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

  
Fanny DOMBRE-COSTE  


Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requêtes n°2001153-3  
et n°2001193-3 - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n°2001153-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 mars 2020 par Madame Zelnab KLEIT, agent de la Ville de Montpellier, sollicitant l'annulation de la décision de la Ville en date du 31 décembre 2019 la plaçant en congé de maladie ordinaire à compter de la date de sa consolidation fixée au 5 décembre 2019 ;
- la requête n°2001193-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 mars 2020 par Madame Zelnab KLEIT, agent de la Ville de Montpellier, tendant à l'annulation de la décision de la Ville en date du 31 janvier 2020 refusant la reconnaissance de l'imputabilité du service des lésions de son épaule gauche ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2001153-3 et n°2001193-3 par Madame Zelnab KLEIT.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

  
Fanny DOMBRE-COS



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse  
Service Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1B0011DS -  
Achat de vêtements de sports - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville Sportive ;

**Considérant :**

-qu'il y a lieu d'acquérir des vêtements de sports dans le cadre du trousseau des agents du service des Sports, tels que définis par la Commission habillement ;

-qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, et des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum et avec un maximum pour une durée d'un an renouvelable pour une durée totale de 4 ans ;

-que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
Notation du prix des prestations	50
Valeur technique de l'offre	35
Critères esthétiques	15

- qu'après analyse, l'entreprise INTERSPORT S.A.S. SPORTCOL, Mas des Cavaliers, 355, rue Charles Lindbergh, 34130 MAUGUIO présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'attribuer le marché « Achat de vêtements de sports » à l'entreprise INTERSPORT S.A.S. SPORTCOL, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 22 000 € HT par an soit 88 000 € HT pour la durée totale du marché toutes reconductions comprises.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an renouvelable pour une durée de 4 ans ;

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 AVR. 2021**  
Monsieur l'Adjoint au Maire

  
Hervé MARTIN



**Publiée le :**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2000522-3**  
**TA - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n°2000522-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 février 2020 par Madame Dorothée HERVAIS, agent de la Ville de Montpellier, contre la décision du 22 novembre 2019 ayant rejeté sa demande de recours gracieux, ensemble la décision du 30 septembre 2019 refusant de reconnaître comme imputable au service l'accident de service du 18 juin 2019 et ensemble la décision de la Commission de réforme du 20 septembre 2019 ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°200522-3 par Madame Dorothée HERVAIS.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le  
Madame la Première Adjointe

25 MARS 2021

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 25 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2000368-3**  
**- Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n°2000368-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 janvier 2020 par Monsieur Mohamed ATIGUI, agent de la Ville de Montpellier, contre la décision du Maire de Montpellier du 26 novembre 2019 décidant de suivre l'avis défavorable de la commission de réforme du 25 octobre 2019 rejetant sa demande de reconnaissance de l'évènement clinique en date du 6 avril 2019 imputable aux séquelles de l'accident trajet-travail dont il a été victime le 26 septembre 2016 ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2000368-3 par Monsieur Mohamed ATIGUI.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-CHAST



Publiée le : **25 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de priorité -**  
**Propriété de l'État - "Hôtel des Etats Majors"**  
**situé 3 boulevard Henri IV - Cadastre BW 79**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire ;
- VU la déclaration de l'Etat du 16 mars 2021, reçue le 19 mars 2021, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité des articles L 240-1 et L 240-3 du Code de l'urbanisme, d'un hôtel particulier dit « Hôtel des États-majors » à usage de bureaux, situé 3 boulevard Henri IV à Montpellier, cadastré BW 79, au prix de 2 300 000 € ;
- VU la décision n°MD2020-1062 en date du 9 décembre 2020, prise par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la délégation du droit de priorité de l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession par l'Etat de l'immeuble dit « Hôtel des États-majors », situé 3 boulevard Henri IV à Montpellier ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à « l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière » ;

**CONSIDÉRANT :**

- qu'en application des articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain et l'a délégué en l'espèce à la Ville de Montpellier ;

- que l'immeuble mis en vente par l'Etat, composé d'un hôtel particulier de style néoclassique en pierre de taille avec façades ouvragées, aménagé intérieurement en bureaux, constitue par sa qualité et son emplacement dans un site d'exception, en mitoyenneté du Jardin des Plantes, à proximité de la Tour des Pins, de la Faculté de Médecine et de la cathédrale, répond aux besoins de la Ville en recherche de locaux pour ses besoins propres ;
- que cet hôtel particulier de 1441 m<sup>2</sup> utiles, édifié sur une parcelle de 2117 m<sup>2</sup>, constitue une véritable opportunité ;
- que le prix proposé par l'Etat est conforme à la qualité patrimoniale du bâtiment, son état d'entretien et sa situation exceptionnelle ;
- que ce bien avait déjà fait l'objet d'une précédente décision d'exercice du droit de priorité le 16 février 2021 (décision n°VD2020-449) cependant, l'Etat a adressé une nouvelle déclaration d'exercice du droit de priorité pour tenir compte de l'occupation du bien, par les services des Armées jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;
- que cette occupation ne remet pas en cause les projets de la Ville pour ce bien mais permettra au contraire, le temps nécessaire de la régularisation de l'acquisition, un gardiennage du site ;
- que dans ces conditions, il convient de prendre une nouvelle décision d'exercer le droit de priorité sur la cession de cette propriété.

### DECIDE

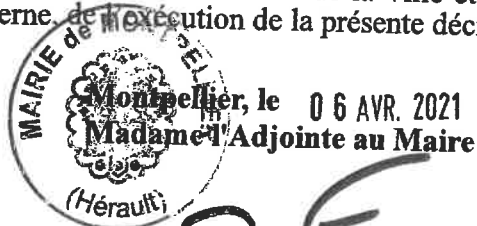
**ARTICLE 1 :** De se porter acquéreur, par exercice du droit de priorité de l'article L. 240-1 du code de l'urbanisme, de l'hôtel particulier dit « Hôtel des Etats-Majors », situé 3 boulevard Henri IV à Montpellier, cadastré BW 79, au prix de 2 300 000 € (deux millions trois cent mille euros) plus les frais liés à la rédaction de l'acte authentique de vente.

**ARTICLE 2 :** De prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n°2013I27 chapitre 905.

**ARTICLE 3 :** De dire que Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, procédera, pour le compte de la Ville, à la réitération de la vente par acte authentique.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Maryse FAYE

**Publiée le :** 07 AVR. 2021

**Notifiée le :**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché V1B0010RI  
Prestation d'assistance aux utilisateurs,  
installation et maintenance - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au renouveau démocratique et à l'innovation sociale ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a ponctuellement besoin d'un renfort en prestation d'assistance aux utilisateurs, installation et maintenance sous la forme d'affectation de techniciens mis à disposition soit de l'équipe d'installation maintenance, soit du centre de service informatique ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 60 %
  - Coût de la prestation 40 %
- Qu'après analyse, la société SAS Experis France sise 15 rue Christian Pauc – 44000 NANTES a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché de « Prestation d'assistance aux utilisateurs, installation et maintenance » à la SAS EXPERIS FRANCE, pour une durée d'un an, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 87 000 € HT sur la durée du marché.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 AVR. 2021**  
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : **27 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché 7D0037 conclu avec**  
**Colas Midi Méditerranée pour les travaux**  
**d'aménagement et de maintenance de la voirie -**  
**lot 8 "quartier Mosson Cévennes" - Avenant de**  
**transfert de Colas Midi Méditerranée à Colas**  
**France - Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Laurent NISON en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent NISON dans les domaines « Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie, coordination des travaux » ;
- VU le marché n°7D0037 « Travaux d'aménagement et de maintenance de la voirie » lot n°8 « Quartier Mosson Cévennes » conclu avec l'entreprise Colas Midi Méditerranée sise 855 René Descartes 13100 Aix en Provence immatriculée sous le RCS n°329 368 526 ;
- VU le transfert des actifs soumis au régime des scissions de Colas Midi Méditerranée à Colas France sise 1 rue du Colonel Pierre Avia 75015 Paris immatriculée RCS n°329 338 383 ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre d'une réorganisation de l'activité routière du groupe COLAS France, la société COLAS Midi Méditerranée a apporté l'ensemble de ses actifs à la société COLAS France par le biais d'un apport partiel des actifs soumis au régime des scissions. Dans ce contexte, l'ensemble des établissements de COLAS Midi Méditerranée ont été transférés à la société COLAS France au 31 décembre 2020 ;

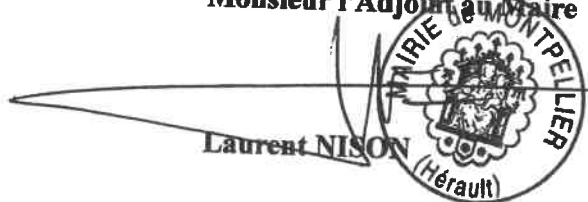
**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert du marché n°7D0037 – lot n°8 conclu avec l'entreprise Colas Midi Méditerranée à Colas France, avenant sans incidence financière.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AVR. 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Laurent NISON

Publiée le : 27 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requêtes n°1905097-3, n°1906318-3, n°2000106-3, n°2001087-3, n°2001515-3 - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, déléguée dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la requête n°1905097-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 septembre 2019 par Madame Lila HOCINE, agent de la Ville de Montpellier, tendant à l'annulation de la décision du 26 août 2019 portant placement en congés de maladie ordinaire pour raison de santé à compter du 30 janvier 2019 ;

- la requête n°1906318-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 novembre 2019 par Madame Lila HOCINE, agent de la Ville, contre la décision implicite du 30 juillet 2019 rejetant sa demande de reconnaissance en maladie professionnelle ;
  - la requête n°2000106-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 janvier 2020 par Madame Lila HOCINE, agent de la Ville de Montpellier, contre la décision du 4 décembre 2019 la plaçant en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 30 juillet 2019 pour une durée de neuf mois ;
  - la requête n°2001087-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 mars 2020 par Madame Lila HOCINE, agente de la Ville de Montpellier, tendant à l'annulation de la décision du 10 février 2020 la plaçant en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 30 juillet 2019 jusqu'au 29 avril 2020 ;
  - la requête n°2001515-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 mars 2020 par Madame Lila HOCINE, agent de la Ville de Montpellier, contre la décision du 30 janvier 2020 refusant la reconnaissance de maladie professionnelle ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite aux dépôts des requêtes n°1905097-3, 1906318-3, 2000106-3, 2001087-3 et 2001515-3 par Madame Lila HOCINE.

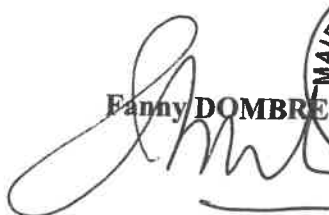

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **25 MARS 2021**  
Madame la Première Adjointe

  
Fanny DOMBRE  


Publiée le : **25 MARS 2021**  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité  
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la demande de subvention  
pour la restauration du Jardin de la Reine -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité ;

**Considérant :**

- que la Ville a acquis le Jardin de la Reine dans le but de préserver et valoriser un patrimoine de jardin exceptionnel afin d'en ouvrir l'accès aux Montpelliérains ;
- qu'une étude diagnostic complète, historique, patrimoniale, paysagère et botanique a été lancée en vue de la restauration du jardin de la Reine ;
- que la Ville souhaite mettre en œuvre la mission de paysagiste concepteur dans sa totalité pour réaliser les travaux d'aménagement ;
- qu'une demande de subvention en investissement est faite auprès de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

**DECIDE**

**Article 1 :** d'autoriser la demande de subvention auprès de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) pour un montant de 8 000 € TTC ;

**Article 2 :** de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

**Article 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19.05.2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOLLAULT



Publiée le :  
Notifiée le : 20 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité  
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Plan de Relance - Appel à projets 2021 pour la  
création de jardins partagés et collectifs -  
Demande de subventions - Approbation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire déléguée à la Politique alimentaire et à l'Agriculture urbaine ;

**Considérant :**

- que la Ville souhaite augmenter la surface de jardins partagés et collectifs pour permettre à plus de Montpelliérains de pratiquer le jardinage ;
- que la Ville envisage de favoriser l'installation de vergers collectifs ;
- que trois sites ont été retenus :
  - L'Agriparc du Mas Nouguier, sur une surface de 9 000 m<sup>2</sup> pour un montant de 150 000 € TTC ;
  - Le terrain adossé à la résidence ACM Richemont sur une surface de 3 000 m<sup>2</sup> pour un montant de 120 000 € TTC ;
  - Le Parc Tastavin dans le quartier Boutonnet sur une surface de 6 000 m<sup>2</sup> pour un montant de 25 000 € TTC ;
- qu'une demande de subvention en investissement est envisagée dans le cadre de l'Appel à projets pour la création de jardins partagés et collectifs du Plan de Relance ;

**DECIDE**

**Article 1** : d'autoriser la création de jardins partagés et collectifs pour un montant total de 295 000 € TTC ;

**Article 2** : d'autoriser toutes demandes de financement pour les études et les projets liés à la création de jardins partagés et collectifs dans le cadre du Plan de relance ;

**Article 3** : de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

**Article 4** : d'autoriser toute personnes ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

  
Montpellier, le 02 AVR. 2021  
Madame l'Adjointe au Maire  
Marie MASSART

Publiée le : 09 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Politique Alimentaire**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0D0040PA de  
location de véhicules avec conducteur pour la  
distribution des restaurants scolaires de la Ville  
de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART dans le domaine de la politique alimentaire et de l'agriculture urbaine ;

**Considérant :**

- que la Ville souhaite recourir à un prestataire pour la livraison des repas dans les restaurants scolaires et les ALSH (accueil de loisir sans hébergement) ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 4 ans reconductible une fois un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique : 60 %
  - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %

- que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 mars 2021 a classé les offres et choisi l'entreprise *BERTO Languedoc Roussilon*, 721 Rue des Fournels 34400 Lunel présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché Location de véhicules avec conducteurs pour la distribution des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier à l'entreprise *BERTO Languedoc Roussilon*, pour un montant de 4 142 892 €.

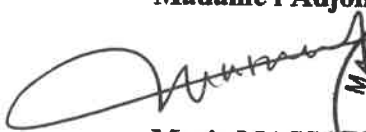
Le marché prend effet à compter du 16 avril 2021 ou à défaut, à compter de sa date de notification. Sa durée est de quatre ans reconductible une fois un an.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 AVR. 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Marie MASSART



Publiée le : 14 AVR. 2021  
Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2001663-1  
 TA - MALGRAS Cyril"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2001663-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 avril 2020 par Monsieur Cyril MALGRAS contre la décision d'opposition à déclaration préalable pour installation d'un portail à l'entrée de l'impasse rue cité du Mas de Tesse en date du 25 octobre 2019
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** la décision n°VD2021-135 traitant de la même affaire est abrogée.

**ARTICLE 2** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001663-1 par Monsieur Cyril MALGRAS.

**ARTICLE 3** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « JPH MENEAU – VEDESI ».

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 12 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2001993-1  
TA - Dominique LOMBARD"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

**Considérant**

La requête n°2001993-1 déposée le 11 mai 2020 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Dominique LOMBARD tendant à l'annulation de l'arrêté n° PC 34172 18 V0231 en date du 15 avril 2019 par lequel le maire de la Ville a délivré un permis de construire à la SARL CYREZ sis 900 chemin de Moularès à Montpellier ;  
-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001993-1 par Monsieur Dominique LOMBARD.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Lucy Dillenschneider.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021  
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 12 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information  
Service Etudes et Conception Informatiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché  
n°V8C0011RI de Maintenance, prestations et  
extension de la suite logicielle ARPEGE -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN dans le domaine « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;
- VU la décision n°VD2019-162 du 20 mars 2019 attribuant le marché « Maintenance, prestations et extension de la suite logicielle ARPEGE » à la société ARPEGE, pour un montant annuel maximum de 50 000 euros HT et un montant total maximum de 200 000 euros HT pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois ;
- VU la décision modificative n° VD2019-275 du 29 mai 2019 fixant la date de début dudit marché au 11 juin 2019 ;

**Considérant :**

- Qu'il convient de prendre en compte l'évolution de la suite logicielle ARPEGE dans ses fonctionnalités ;
- Qu'il est nécessaire de se conformer aux obligations réglementaires en matière d'Etat-Civil ;
- Que cette évolution a pour conséquence l'atteinte du montant maximum annuel avant le terme de chaque période ;

- Qu'il convient de permettre la reconduction dudit marché par anticipation avant le terme de chaque période annuelle ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant au marché de « Maintenance, prestations et extension de la suite logicielle ARPEGE » avec la société ARPEGE sise 13 rue de la Loire – CS23619 – Saint-Sébastien-sur-Loire Cedex n°V8C0011RI, avenant sans incidence financière.

**ARTICLE 2** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 AVR. 2021  
Madame l'Adjointe au Maire  
  
Sébastien SAINT-MARTIN

Publiée le : 27 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de  
Montpellier RG 17/06211 - 4 77ME b Chambre  
Sociale - Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- l'appel formé par Madame SAAD GUERMECH Hayette, agent de la ville de Montpellier, contre le jugement du 20 novembre 2017 du Tribunal des Affaires de sécurité sociale de l'Hérault la déboutant de sa demande de reconnaissance d'une faute inexcusable de son employeur consécutivement à l'accident de travail dont elle a été victime le 5 avril 2011 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'appel formé par Madame SAAD GUERMECH Hayette.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRECH



Publiée le : 12 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête Pôle Social  
du TGI de Montpellier - RG 19/02089 -  
Ressources humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- Que Madame Laurence COLAS, agent de la Ville, conteste le titre en date du 6 novembre 2012 relatif à un trop perçu de salaire consécutivement à un congé pris sans rémunération.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le pôle social du Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à la contestation du titre du 6 novembre 2012 par Madame Laurence Colas.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 AVR. 2021**

Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

**Publiée le : 12 AVR. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Travaux et Maintenance**  
**Service Administration et Comptabilité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la démolition et la construction**  
**de bâtiments modulaires à l'école élémentaire**  
**Jules Ferry - Demandes d'autorisations**  
**d'urbanisme**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 -ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention -alinéa 25 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration générale » ;

**- CONSIDERANT :**

- Qu'en raison d'un manque de place à l'école élémentaire Jules Ferry sise 88, rue Antoine-Laurent de Jussieu à Montpellier, il est prévu d'implanter un bâtiment modulaire en vue de créer des locaux scolaires pour la rentrée 2021/2022 afin de répondre aux besoins de cette école ;
- Que cette opération implique la démolition des bâtiments modulaires d'une surface de 125m<sup>2</sup>, datant des années 1980/1985, en vue d'édifier un bâtiment modulaire à ossature bois de 375m<sup>2</sup>. Cette construction maintiendra le nombre de classes actuel et permettra dans un second temps de dégager de la surface dans l'école afin d'y aménager des locaux pour les agents municipaux, une salle d'accueil, une salle des professeurs, une salle d'activité, une BCD, des bureaux pour la direction, le RTGS et le RALAE ;
- Que ce projet dont le coût est estimé à 1 000 000€ HT nécessite l'obtention d'un permis de démolir concernant les bâtiments modulaires existants et l'obtention d'un permis de construire pour l'implantation du nouveau bâtiment modulaire à ossature bois.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de démolir et d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents.

**ARTICLE 2** : de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

**ARTICLE 3** : de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902.

**ARTICLE 4** : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le **14 AVR. 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRECH



Publiée le : **14 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2101434-5**  
**TA - LAACHIR Fatima"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

La requête n° 2101434-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 mars 2021 par Madame Fatima LAACHIR contre la décision du 8 juin 2020 par laquelle la commune de Montpellier a autorisé la fermeture du cercueil et l'inhumation du corps de l'enfant sans vie de Madame LAACHIR et recours en responsabilité à l'encontre du CHU de Montpellier ainsi que de la commune de Montpellier.  
-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101434-5 par Madame LAACHIR Fatima.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021  
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 12 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2101515-1**  
**TA - SAS AVVA GARDEN"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

La requête n°2101515-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 mars 2021 par la SAS AVVA GARDEN contre la décision en date du 11 mars 2021 par laquelle le Maire de la commune de Montpellier a rejeté sa demande d'autorisation de travaux ensemble l'avis défavorable émis par la Sous-commission Départementale de Sécurité en date du 18 février 2021 pour l'installation d'un fumoir au sein de l'Immeuble le Nuage, avenue Raymond Dugrand.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101515-1 par la SAS AVVA GARDEN.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSEC



Publiée le : 12 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice - Requête n°2005308-5**  
**TA - Thierry TEULADE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

La requête n°2005308-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Thierry TEULADE contre la délibération du 30 juillet 2020 instaurant un menu végétarien hebdomadaire dans pour toutes et tous au-delà de l'option végétarienne quotidienne dans le menu des restaurants scolaires de la Ville ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005308-5 par Monsieur Thierry TEULADE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021

Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSSE

12 AVR. 2021

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il ne peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2101551-5**  
**TA - Association vigilance Verte Montpellier**  
**Nord"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

La requête n°2101551-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'Association Vigilance Verte représentée par Monsieur Thierry TEULADE contre le fait que le Conseil Municipal de la commune de Montpellier n'a toujours pas fixé le périmètre de chacun des quartiers constituant la commune, ni doté chacun d'entre eux d'un conseil de quartier et encore moins la dénomination, la composition ni les modalités de fonctionnement ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n2101551-5° par l'Association Vigilance Verte Montpellier Nord représentée par Monsieur Thierry TEULADE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021

Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRECE

Publiée le :

12 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
**Service Administration (Parc de Lunaret)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre à bons de**  
**commande n°V0D0018ZOO - Achat d'aliments**  
**pour les animaux du parc de Lunaret - Lots 2, 3,**  
**5, 6 et 7 - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
  - VU le code de la commande publique ;
  - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
  - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

**Considérant :**

- Que le parc de Lunaret doit acheter des aliments pour les animaux dont il assure les soins et le bien-être ;
- Que pour répondre à ces besoins, il est nécessaire de faire appel à des prestataires extérieurs, le parc de Lunaret n'étant pas en mesure d'assurer lui-même cette prestation ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n°V0D0018ZO Alimentation pour les animaux du parc de Lunaret a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché alloué à bons de commande pour une durée initiale qui se terminera le 31 décembre 2021 renouvelable 3 fois 1 an par tacite reconduction à compter du 01<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Valeur technique et prix avec des pondérations différentes selon les lots :
  - Lot n°2 : valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
  - Prix au regard du DQE : 60%

- Lot n°3 : valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
- Prix au regard du DQE : 60%
- Lot n°5 : valeur technique au regard du mémoire technique : 40%
- Prix au regard du DQE : 60%
- Lot n°6 : valeur technique au regard du mémoire technique : 50%
- Prix au regard du DQE : 50%
- Lot n°7 : valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- Prix au regard du DQE : 40%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 mars 2021 a retenu l'entreprise Saint Laurent, domiciliée 3, rue du Bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent présentant une offre économiquement avantageuse, pour le lot n°2 ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 mars 2021 a retenu l'entreprise Saint Laurent, domiciliée 3, rue du Bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent présentant une offre économiquement avantageuse, pour le lot n°3 ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 mars 2021 a retenu l'entreprise Saint Laurent, domiciliée 3, rue du Bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent présentant une offre économiquement avantageuse, pour le lot n°5 ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 mars 2021 a retenu l'entreprise Pomona Terre Azur, domiciliée Euroflory parc-200 rue Alfred Kastler-CS 50300- 13133 Berre l'Etang Cedex présentant une offre économiquement avantageuse, pour le lot n°6 ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 mars 2021 a retenu l'entreprise Saint Laurent, domiciliée 3, rue du Bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent présentant une offre économiquement avantageuse, pour le lot n°7 ;

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°V0D0018ZO – Alimentation pour les animaux du parc de Lunaret à l'entreprise Saint Laurent domiciliée 3, rue du Bouillon-79430 La Chapelle Saint Laurent pour un montant sans minimum ni maximum, reconductions comprises pour les lots n°2, 3, 5 et 7 ;

D'attribuer le marché n°V0D0018ZO Alimentation pour les animaux du parc de Lunaret à l'entreprise Pomona Terre Azur, domiciliée Euroflory parc- 200 rue Alfred Kastler-CS 50300- 13133 Berre l'Etang Cedex pour un montant sans minimum ni maximum, reconductions comprises pour le lot n°6 ;

Le marché prend effet à compter de sa notification ;

La période initiale se terminera le 31 décembre 2021 ; l'accord cadre est renouvelable trois fois 1 an par tacite reconduction à partir du 01<sup>er</sup> janvier 2022 pour lot n°2 ;

Le marché prend effet à compter de sa notification ;

La période initiale se terminera le 31 décembre 2021 ; l'accord cadre est renouvelable trois fois 1 an par tacite reconduction à partir du 01<sup>er</sup> janvier 2022 pour lot n°3 ;

Le marché prend effet à compter de sa notification ;

La période initiale se terminera le 31 décembre 2021 ; l'accord cadre est renouvelable trois fois 1 an par tacite reconduction à partir du 01<sup>er</sup> janvier 2022 pour lot n°5 ;

Le marché prend effet à compter de sa notification ;

La période initiale se terminera le 31 décembre 2021 ; l'accord cadre est renouvelable trois fois 1 an par tacite reconduction à partir du 01<sup>er</sup> janvier 2022 pour lot n°6 ;



Le marché prend effet à compter de sa notification ;

La période initiale se terminera le 31 décembre 2021 ; l'accord cadre est renouvelable trois fois 1 an par tacite reconduction à partir du 01<sup>er</sup> janvier 2022 pour lot n°7.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

  
Montpellier, le 26/04/21  
Monsieur l'Adjoint au Maire

**Eddine ARIZTEGUI**

Publiée le : 21 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0D0019AI de**  
**Maintenance et de nettoyage des toitures et**  
**chênaux des bâtiments communaux - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT 25ième Adjointe au Maire déléguée au patrimoine municipal et sobriété énergétique ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville a besoin de confier un marché pour la maintenance et le nettoyage des toitures et chénaux des bâtiments communaux ;
- Qu'une procédure a été lancée sous la référence V0D0019AI « Maintenance et nettoyage des toitures et chénaux des bâtiments communaux » conformément à l'article R.2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un accord-cadre sans minimum ni maximum conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification. L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix des prestations 40% ;
- Que la commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 30 mars 2021, a choisi l'entreprise Languedoc Toitures (route de la gare 34 670 BAILLARGUES) présentant l'offre économiquement avantageuse ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°V0D0019AI « Maintenance et nettoyage des toitures et chéneaux des bâtiments communaux », sans minimum ni maximum à l'entreprise Languedoc Toitures.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 20 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0B0069GC -  
Restauration des murs de soutènement de l'avant-  
place du Peyrou - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Boris BELLANGER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER dans le domaine « Quartier Centre et Patrimoine Historique » ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de procéder à la restauration des murs de soutènement de l'avant-place du Peyrou ;
- que, s'agissant d'un monument historique classé, il est indispensable de recourir aux services d'un architecte du patrimoine pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 24 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique : 70 %
  - ° Prix : 30 %
- qu'après analyse, l'entreprise SELARL EUPALINOS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la restauration des murs de soutènement de l'avant-place du Peyrou à l'entreprise SELARL EUPALINOS, pour un montant global et forfaitaire de 39.145,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 avril 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

  
Boris BELLANGER  


Publiée le : 23 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°5 au marché  
n°V9D0007GC - Réfection des sols de la place du  
Peyrou - Transfert du lot n°1 au profit de la  
société Colas France**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Boris BELLANGER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER dans le domaine « Quartier centre et Patrimoine historique » ;
- VU la décision n°VD2019-357 attribuant le marché n°V9D0007GC, relatif à la réfection des sols de la Place royale du Peyrou, pour le lot n°1 « VRD » à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE pour un montant de 1 179 559,00 euros HT et pour une durée de 9 mois et 3 semaines et pour le lot n°2 « Maçonnerie – Pierre de Taille » à l'entreprise SARL MUZZARELLI pour un montant de 392 401,72 euros HT et pour une durée de 9 mois et 3 semaines.
- VU la décision n°VD2020-082 autorisant la signature de l'avenant n°1 pour le lot 1 et de l'avenant n°1 pour le lot 2 ;
- VU la décision n°VD2020-133 autorisant la signature de l'avenant n°2 pour le lot 1 ;
- VU la décision n°VD2020-253 autorisant la signature de l'avenant n°3 pour le lot 1 et de l'avenant n°2 pour le lot 2 ;
- VU la décision n° VD2020-425 autorisant la signature de l'avenant n°4 pour le lot 1 ;

**- CONSIDERANT :**

Que dans le cadre d'une réorganisation de l'activité routière du Groupe Colas en France, la société Colas Midi Méditerranée, a apporté l'ensemble de ses actifs à la société Colas France 1 rue du Colonel Pierre Avia - 75730 PARIS CEDEX (anciennement dénommée Colas Centre-Ouest), au moyen d'un apport partiel d'actifs sous au régime des scissions ;  
 Que cette opération constitue une simple mesure de réorganisation interne, qui a pris effet au 31 décembre 2020 ;  
 Que le transfert ne modifie en rien les éléments essentiels du Marché tels que définis dans les pièces contractuelles, que la société COLAS FRANCE déclare bien connaître ;  
 Que la société COLAS FRANCE assumera la totalité des obligations définies dans les documents contractuels préalablement acceptés par la société COLAS MIDI MEDITERRANEE, à la signature du Marché ou postérieurement à cette date ;  
 Qu'il convient en conséquence de transférer le marché V9D0007GC, lot 1, à la société COLAS FRANCE par la conclusion d'un avenant de transfert ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n° 5 au marché n°V9D0007GC lot 1 avec la société COLAS FRANCE.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 mai 2021  
 Monsieur l'Adjoint

  
 Boris BELLANGER (Maire)  


Publiée le : 18 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Propriété des consorts  
GOETZ-HILDENBRAND FROELIGER,  
cadastrée DT 105 - 800 chemin de Moularès**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal 1<sup>er</sup> octobre 2012 portant création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consul de Mer ;



- VU la délibération du Conseil municipal du 19 décembre 2019 approuvant le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consul de Mer ;
- VU l'avenant n°1 du 9 septembre 2015 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » passée entre la Ville et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- VU le constat dressé le 19 mars 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux.

**CONSIDERANT :**

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 18 janvier 2021, Maître ZANONE, notaire à Montpellier, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente, par les consorts GOETZ-HILDENBRAND FROELIGER, d'une villa, située 800 chemin de Moularès et cadastrée section DT 105, au prix de 1.200.000 € ;
- que cette propriété est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que cette même propriété est située dans la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consul de Mer, plus particulièrement dans le périmètre couvert par la 4<sup>ème</sup> extension de la ZAC ;
- que le quartier Port Marianne-Consuls de Mer s'est développé dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le fleuve, avec pour objectif principal d'apporter à cette partie de la ville qui s'était urbanisée sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut. Réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC), ce quartier s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 27 hectares dont l'aménagement s'est organisé en 4 périmètres successifs. Les divers programmes développés ont permis de créer de nombreux logements, bureaux, commerces de proximité ainsi que des équipements et aménagements publics ou privés.
- que la Ville, dans le cadre de la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur », a confié à la SA3M l'aménagement de la 4<sup>ème</sup> extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer par un avenant signé le 9 septembre 2015.
- que la SA3M s'est déjà rendue propriétaire de plusieurs parcelles sur ce secteur en vue de la réalisation future de cette 4<sup>ème</sup> extension.
- que l'acquisition de la propriété des consorts GOETZ-HILDENBRAND FROELIGER est nécessaire pour réaliser l'aménagement de cette extension de ZAC.
- qu'il est, dans ces conditions, nécessaire pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de réaliser le projet ci-dessus énoncé, projet conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du

code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et de permettre le renouvellement urbain.

- que le prix proposé paraît excessif.

## DECIDE

**ARTICLE 1** : d'exercer le droit de préemption sur la propriété des consorts GOETZ-HILBENBRAND FRÖELIGER, une villa, située 800 chemin de Moularès et cadastrée section DT 105, au prix révisé de 480.000 €.

**ARTICLE 2** : dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 3** : la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement de la 4<sup>ème</sup> extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

**ARTICLE 4** : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **15 AVR. 2021**  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Maryse FAVE



Publiée le : **16 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2101687-1**  
**TA - SAS AVVA GARDEN"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

La requête en référé suspension n°2101687-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 avril 2021 par la SAS AVVA GARDEN contre la décision du 11 mars 2021 par laquelle le Maire de la commune de Montpellier a rejeté sa demande d'autorisation de travaux à la suite de l'avis défavorable émis par la Commission de sécurité en date du 18 février 2021 pour l'installation de fumoirs au sein de l'immeuble le Nuage sis avenue Raymond Dugrand.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé suspension n 2101687-1 par la SAS AVVA GARDEN.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2021  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE



Publiée le : 12 AVR. 2021  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2101529-4**  
**TA - Syndicat des copropriétaires de la Résidence**  
**le Prieuré"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

**Considérant**

La requête n°2101529-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Prieuré le 26 mars 2021 tendant à obtenir indemnisation pour préjudice matériel subi consécutivement à l'étalement des racines des platanes sis avenue Saint Lazare au sein de la copropriété.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101529-4 par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence Le Prieuré.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à Maître PHELIP Gonzagues.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 AVR. 2021**  
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE (Maire)

Publiée le : **12 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Instance n°2001347**  
**CAA Marseille - Association SOS Lez**  
**Environnement "**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

**Considérant :**

- la requête n°2001347 déposée près la Cour Administrative de Marseille par l'Association SOS Lez Environnement contre le jugement du Tribunal Administratif n°1802004 du 21 janvier 2020 qui annule l'arrêté du Maire de la Commune de Saint-Clément-de-Rivière en date du 20 janvier 2015 délivrant un permis d'aménager à la société Décathlon en vue de la réalisation d'un lotissement multi-activités dénommé « Oxylane » et la décision implicite de rejet du recours gracieux dirigé contre cet arrêté et ce, dans les conditions fixées au point 2.0 de ce même jugement.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice en intervention volontaire pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'instance n°2001347.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « CGCB et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**RTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 AVR. 2021**  
Madame la Première Adjointe

  
Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **27 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2101517-3**  
**- Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant :**

- la requête n°2101517-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 mars 2021 par Monsieur Mohammed ATIGUI contre la décision de la Ville 18 février 2021 refusant de reconnaître l'imputabilité au service de la chute du 7 septembre 2020 à l'accident de travail du 26 septembre 2016.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101517-3 par Monsieur Mohammed ATIGUI.


**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 AVR. 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **27 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de**  
**Montpellier - DELJARRY -Société FOCH"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

**Considérant :**

L'appel déposé par Monsieur Nicolas DELJARRY représentant de la société FOCH contre le jugement du Tribunal Correctionnel de Montpellier en date du 17 octobre 2019 relatif à l'exécution irrégulière de travaux modifiant l'état d'un immeuble en secteur sauvegardé pour des faits commis du 12 octobre 2015 au 6 juillet 2016 ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la chambre correctionnelle de la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'appel déposé par Monsieur Nicolas DELJARRY représentant de la société FOCH.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats ABRATKIEWICZ MARET MEDICO.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 AVR. 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



**Publiée le : 27 AVR. 2021**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière  
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de  
préemption urbain - Propriété de M. MALLIE  
portant sur le lot n°2 de la copropriété, cadastrée  
HZ 50, sise 116 avenue de Toulouse**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'Urbanisme durable et de la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

- VU la Concession d'Aménagement en date du 11 juillet 2012 accordée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M, anciennement SAAM) portant sur le secteur de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) ;
- VU le constat dressé le 22 mars 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU la complétude du dossier le 30 mars 2021, portant réception des pièces demandées et notamment les diagnostics techniques, dans le cadre de l'instruction du dossier ;
- VU l'estimation des services fiscaux du 25 février 2021 ;

**Considérant :**

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- Que le 06 janvier 2021, Maître Caroline ZEDET a déposé une déclaration d'intention d'aliéner reçue à l'Hôtel de ville le 11 janvier 2021, concernant la vente par Monsieur MALLIE, du lot de copropriété n°2 portant sur un local commercial, situé 116 Avenue de Toulouse, cadastré HZ n°50, au prix de 59 000 € ;
- Que cette parcelle est incluse dans le périmètre opérationnel de la concession d'aménagement de l'opération de l'EAI, élargi aux alentours de l'EAI proprement dite, en passant par le Parc Montcalm jusqu'à l'avenue de Toulouse, permettant ainsi une ouverture du parc sur l'avenue ;
- Que l'ouverture du parc sur l'avenue de Toulouse, nécessite l'acquisition de plusieurs parcelles, dont certaines l'ont déjà été sur ce même linéaire et dans la même perspective d'une démolition de certains bâtis, pour permettre la mise en œuvre du projet urbain ;
- Que cette parcelle est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- Que la SA3M, concessionnaire de la Ville pour cette opération, a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui a demandé d'exercer le droit de préemption ;
- Qu'il est nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien, afin de le rétrocéder à la SA3M qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre un projet urbain et de permettre le renouvellement urbain ;
- Que le prix proposé est excessif ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'exercer le droit de préemption urbain sur le lot de copropriété n°2, propriété de Monsieur Robert MALLIE, située 116 Avenue de Toulouse, cadastrée section HZ n° 50 au prix révisé de 55 000 €.

**ARTICLE 2 :** dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 3 :** Que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de l'opération d'aménagement de l'EAI, et en qualité de tiers-payeur, le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

**ARTICLE 4 :** d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.



19 AVR. 2021

Montpellier, le  
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : 27 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de priorité -**  
**Propriété de l'Etat - ' Hôtel des Etats Majors ',**  
**situé 3 boulevard Henri IV - cadastre BW 79 -**  
**Retrait de la décision n° VD 2021-172 du 6 avril**  
**2021.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la déclaration de l'Etat du 16 mars 2021, reçue le 19 mars 2021, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité des articles L 240-1 et L 240-3 du Code de l'urbanisme, d'un hôtel particulier dit « Hôtel des Etats Majors » à usage de bureaux, situé 3 boulevard Henri IV à Montpellier, cadastré BW 79, au prix de 2 300 000 € ;
- VU la décision n°MD2020-1062 en date du 9 décembre 2020, prise par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la délégation du droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession par l'Etat de l'immeuble dit « Hôtel des Etats Majors », situé 3 boulevard Henri IV à Montpellier ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU la décision n°VD2021-172 en date du 6 avril 2021 d'exercer le droit de priorité sur la cession de l'immeuble dit « Hôtel des Etats Majors » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'en application des articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain et l'a délégué en l'espèce, à la Ville de Montpellier ;
- que l'immeuble mis en vente par l'Etat, un hôtel particulier de style néoclassique en pierre de taille avec façades ouvragées, aménagé intérieurement en bureaux, constitue par sa qualité et son emplacement dans un site d'exception, en mitoyenneté du Jardin des Plantes, à proximité de la Tour des Pins, de la Faculté de Médecine et de la cathédrale, répond aux besoins de la Ville en recherche de locaux pour ses besoins propres ;
- que cet hôtel particulier de 1441 m<sup>2</sup> utiles, édifié sur une parcelle de 2117 m<sup>2</sup>, constitue une véritable opportunité ;



- que le prix proposé par l'Etat paraît correct compte-tenu de la qualité patrimoniale du bâtiment, de son état d'entretien et de sa situation exceptionnelle ;
- que ce bien avait déjà fait l'objet d'une précédente décision d'exercice du droit de priorité le 16 février 2021 (décision n°VD2020-449) mais que l'Etat a adressé une nouvelle déclaration de cession pour tenir compte du fait que les services des Armées occuperont le site jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;
- que cette occupation ne remet pas en cause les projets de la Ville pour ce bien mais permettra au contraire, le temps nécessaire de la régularisation de l'acquisition, que les lieux soient toujours gardiennés ;
- qu'une décision d'exercer le droit de propriété sur la cession de ce bien a été prise sur cette base le 6 avril 2021 mais qu'il convient cependant de retirer cette décision signée par Madame l'Adjointe à l'urbanisme durable et à la Maîtrise foncière, car seul, Monsieur le Maire a reçu délégation du Conseil municipal pour exercer les décisions d'exercice du droit de priorité relevant de l'article L 240-1 du Code de l'Urbanisme ;
- que dans ces conditions, il convient de prendre une nouvelle décision d'exercer le droit de priorité sur la cession de cette propriété ;

### DECIDE

**ARTICLE 1** : de retirer la décision d'exercer le droit de propriété n°VD2021-172 prise le 6 avril 2021.

**ARTICLE 1** : de se porter acquéreur, par exercice du droit de priorité de l'article L240-1 du code de l'urbanisme, de l'hôtel particulier dit « Hôtel des Etats-Majors », situé 3 boulevard Henri IV à Montpellier, cadastré BW 79, au prix de 2 300 000 € (deux millions trois cent mille euros) plus les frais liés à la rédaction de l'acte authentique de vente.

**ARTICLE 2** : de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n°2013I27 chapitre 905.

**ARTICLE 3** : que Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, procèdera, pour le compte de la Ville, à la réitération de la vente par acte authentique.

**ARTICLE 4** : d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 15 AVR. 2021  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSÉ



Publiée le : 15 AVR 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :  
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2101730-1  
TA - MATA Pétra"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant :**

La requête n°2101730-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 avril 2021 par Madame Pétra MATA tendant à l'annulation du permis de construire n° PC 34 172 19 V0318 délivré le 14 décembre 2020 par la commune de Montpellier à la société NEXITY en vue de la construction d'un immeuble R+6 de 138 logements sise allée des Frères Grimm ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101730-1 par Madame Pétra MATA.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 AVR. 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **27 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2101763  
TA - SCI BROUSSE"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant :**

La requête n°2101763-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 avril 2021 par la SCI BROUSSE contre la décision de non opposition à la déclaration préalable DP 34 172 20 M1652 en date du 8 février 2021 délivrée au syndicat de copropriétaires 26-28 rue Paul Brousse ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101763-1 le 8 avril 2021 par la SCI BROUSSE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 AVR. 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **27 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
**Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la convention de participation**  
**aux équipements publics de la ZAC EAI**  
**entre la Ville de Montpellier /SA3M/ SERM**  
**pour les Parcelles HZ 2a et 3a**  
**Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment de signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Maryse Faye, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme durable et à la maîtrise foncière ;
- VU la délibération n° 2012/272 du Conseil municipal du 25 juin 2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement de la ZAC EAI confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue SA3M, modifiée par avenants successifs ;
- VU la délibération n° 2017/1 du Conseil municipal en date du 26 janvier 2017 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté EAI ;
- VU la délibération n° V2018/182 du Conseil municipal en date du 28 juin 2018 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC EAI ;
- VU la délibération n° V2018/183 du Conseil municipal en date du 28 juin 2018 approuvant le programme des équipements publics ;
- VU la délibération n° V2020-123 du Conseil municipal en date du 5 octobre 2020, autorisant le dépôt et l'octroi d'autorisations d'urbanisme à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour un projet de chaufferie biomasse dans la ZAC EAI.

**CONSIDERANT**

- Que la SERM, constructeur, souhaite réaliser l'édification d'un bâtiment à usage de chaufferie biomasse de 1 006m<sup>2</sup> m<sup>2</sup> de SDP, situé 9-11 rue des Chasseurs dans le périmètre de la ZAC EAI sur les parcelles HZn°2a et 3a ;

- Qu'il y a lieu d'établir, dans le cadre du permis de construire une convention de participation entre la Ville de Montpellier, la SA3M et la SERM afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté EAI, sur les parcelles cadastrées HZ 2a et HZ 3a objets du programme de construction, celles-ci n'étant pas propriété de l'aménageur de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
  - Surface de plancher (SDP) envisagée : 1 006 m<sup>2</sup>
  - Calcul du montant estimé de la participation :  
Base de calcul : 150€/m<sup>2</sup> SDP pour de l'activité (valeur novembre 2020) :  
1 006 m<sup>2</sup> x 150 € = 150 900 Euros

### DECIDE

**Article 1 :** De conclure une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC EAI entre la Ville de Montpellier, la SA3M et la SERM en application de l'article 311-4 du code de l'urbanisme telle qu'annexée à la présente décision ;

**Article 2 :** D'établir le montant total de cette participation à 150 900 € au regard des surfaces de plancher prévisionnelles ;

**Article 3 :** D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 3 de la convention de participation ;

**Article 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

**Article 5 :** Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MAI 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : 17 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la mise en place d'une ligne de**  
**trésorerie 2021 - ARKEA - Financement à court**  
**terme**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN, en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle De procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des emprunts obligataires, en devise, des swap ou des produits financiers structurés, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, déléguée aux Finances ;
- VU les tableaux d'analyse des offres ;
- VU le projet de contrat ;

**CONSIDERANT :**

- qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,
- que dans le cadre de la gestion de trésorerie, La Ville de Montpellier et la Montpellier Méditerranée Métropole ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie,



- qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant la Ville de Montpellier et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS, dont le Siège Social est sis au RELECQ-KERHUON (FINISTERE) – Allée Louis LICHOU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Brest sous le n° B 378.398.911.

**ARTICLE 2 :** L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

**ARTICLE 4 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	ARKEA
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	TI3M flooré à zéro + marge de 0.30 %
Base de calcul	Exact/360
Modalités de paiement des intérêts	Paiement trimestriel.
Commission d'engagement	0.07% du montant soit 7 000 EUR
Frais de dossiers	Néant
Commission de non utilisation	Néant

**ARTICLE 5 :** Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué aux Finances, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 AVR. 2021**  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIA



Publiée le : **28 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la**  
**Maison des Chœurs au profit de l'association**  
**"ARS Musica" pour le 13 mars 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

**Considérant :**

- Que l'association « ARS MUSICA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 13 mars 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

**ARTICLE 2** : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27 AVR. 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Agnès ROBIN



Publiée le : 28 AVR. 2021  
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la mise en place d'une ligne de**  
**trésorerie 2021 - BNP PARIBAS - Financement à**  
**court terme**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN, en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des emprunts obligataires, en devise, des swap ou des produits financiers structurés, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, déléguée aux Finances ;
- VU les tableaux d'analyse des offres ;
- VU le projet de contrat ;

**CONSIDERANT :**

- qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place ;
- que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie ;

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant la Ville de Montpellier et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée.

# DECIDE

**ARTICLE 1 :** Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la BNP PARIBAS, dont le siège social est situé à 16 Boulevard des Italiens, 75009 PARIS, ayant pour numéro unique d'identification 662 042 449 - R.C.S. Paris, identifiant CE FR 76662042449 - orias n° 07 022 735.

**ARTICLE 2 :** L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10 000 000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

**ARTICLE 4 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	BNP PARIBAS
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	Euribor 3M flooré à zéro + marge de 0.23 %
Base de calcul	Exact/360
Modalités de paiement des intérêts	Paiement trimestriel.
Commission d'engagement	Néant
Frais de dossiers	Néant
Commission de non utilisation	0.09% du montant non utilisé.

**ARTICLE 5 :** Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué aux Finances, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 AVR. 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLAN



Publiée le : 28 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances  
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Direction Relations aux Publics  
Service Administration des Cimetières  
Régie de recettes des Affaires funéraires-  
Cimetières  
Ajout de recettes pour compte de tiers**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- VU l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;

- VU la décision n° 440 du 2 janvier 1997 relative à l'institution d'une régie de recettes auprès du service des affaires funéraires ;
- VU la décision n° 00595 du 04 novembre 2002 relative à l'extension de la régie de recettes des Affaires funéraires ;
- VU la décision n° 2016/0075 du 08 mars 2016 relative à la modification des recettes autorisées ;
- VU la décision n° VD 2018-055 du 12 février 2018 relative à l'ajout de recettes et d'un mode de paiement ;
- VU la décision n° VD 2019-258 du 6 mai 2019 relative au changement d'adresse de la régie ;
- VU la délibération n° 2020-005 en date du 4 juillet 2020 relative aux délégations du Conseil municipal au Maire ;
- VU la délibération n°2021-02 du 12 avril 2021 relative à la convention de gestion qui confie la gestion du cimetière intercommunal à la Ville de Montpellier ;
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 15 avril 2021 ;

**CONSIDERANT :**

La création du cimetière intercommunal par Montpellier Méditerranée Métropole sur le territoire communal, dont la gestion est confiée par convention à la Ville de Montpellier, il est nécessaire d'ajouter une recette supplémentaire

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** il est maintenu une régie de recettes Affaires Funéraires - Cimetières auprès de la Direction de la Relations aux Publics.

**ARTICLE 2 :** la régie est installée à Grammont, rue Richard Wright, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3 : la régie encaisse les recettes suivantes :**

- Encaissements des taxes d'inhumations, des taxes des caveaux d'attente, du produit des ventes et renouvellements de columbarium, des concessions privées ainsi que de leur renouvellement.
- **Encaissement des mêmes recettes pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**
- Perception des taxes pour les convois et les crémations,
- Remboursement des frais d'indigence par les familles dont le défunt a été inhumé aux frais de la ville,
- Remboursement des frais de remise en état des caveaux par la collectivité.

**ARTICLE 4 :** les recettes de la régie des affaires funéraires sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraire
- chèque
- carte bancaire
- virement

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'un reçu et/ ou quittances.

**ARTICLE 5 :** un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3.

**ARTICLE 6 :** le montant de l'encaisse est fixé à 50 000 €.

**ARTICLE 7 :** le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

**ARTICLE 8 :** un fond de caisse d'un montant de 80 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 9 :** le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.


**ARTICLE 10 :** le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 12 :** de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **26 AVR. 2021**  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **27 AVR. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Sports et Jeunesse  
Service Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°  
V0C0015DS - Achat d'espaces publicitaires,  
d'actions de communication, de billets et  
d'abonnement pour le développement du  
Handball - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;
- VU la décision n°VD2020-293 attribuant le marché n°V0C0015DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball » à la SAS Montpellier Handball, marché à prix forfaitaire pour un montant de 71 582 € HT et un montant estimatif annuel pour des prestations ponctuelles faisant l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum de 65 639 € HT et pour une durée allant de sa notification jusqu'au 30 juin 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- Que la Ville de Montpellier souhaite développer sa visibilité digitale et télévisée en intégrant de nouvelles prestations au bordereau des prix unitaires permettant d'associer plus fortement la Ville de Montpellier à la manifestation en tant que partenaire pour faire la proposition de son image et de son territoire auprès des spectateurs et des téléspectateurs en raison des contraintes sanitaires actuelles qui imposent l'organisation des rencontres sportives du Montpellier Handball à huit clos ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché V0C0015DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnements pour le développement du handball » avec l'entreprise SAS Montpellier Handball, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand – 34090 Montpellier,

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MAI 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

  
Hervé MARTIN  


Publiée le : 12 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments  
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester "Assignment Tribunal Judiciaire  
- SNC Société du parking du Polygone"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

L'assignation en référé devant le Tribunal Judiciaire à la requête de la SNC du Parking du Polygone tendant à la nomination d'un médiateur et à la consignation des loyers commerciaux dans le conflit l'opposant à la Ville de Montpellier relatif au recouvrement des loyers au titre de l'exploitation du parking du centre commercial le Polygone.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'assignation devant le Tribunal Judiciaire à la demande de la SNC du parking du Polygone.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2021  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-C



Publiée le : 29 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à un marché public**  
**n°V0D0033AI Maintenance des ascenseurs,**  
**ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et**  
**escaliers mécaniques de la Ville de Montpellier -**  
**Lots 1 et 2 - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du patrimoine municipal et de la sobriété énergétique ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de passer un marché de maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2 1°, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum ni maximum divisé en deux lots et passé en application des articles L2125-1 1°, R 2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique conclu pour une durée de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique 60%
  - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 40%
- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 13 avril 2021, a classé les offres et choisi les offres économiquement les plus avantageuses de :
  - L'entreprise OTIS (164 rue Maurice Le Boucher – 34070 Montpellier) pour le lot 1 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville »
  - L'entreprise OTIS (164 rue Maurice Le Boucher – 34070 Montpellier) pour le lot 2 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques des bâtiments de la Ville ».

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°V0D0033AI « maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de la Ville de Montpellier » :

- à l'entreprise OTIS pour le lot 1 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville » sur la base d'un accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum et ;

- à l'entreprise OTIS pour le lot 2 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques des bâtiments de la Ville » sur la base d'un accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de la date de notification du contrat.

Sa durée est d'un an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 MAI 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 17 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2101956-1  
TA - ODDE Natacha"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

-la requête n°2101956-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 avril 2021 par Madame Natacha ODDE contre l'arrêté n° DP 34172 20M1372 en date du 17 novembre 2020 par lequel la Ville de Montpellier ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par M. Christian Yepez Bonneric en vue de changements de menuiseries sur un terrain sis 21 avenue Lepic.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101956-1 le 19 avril 2021 par Madame Natacha ODDE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 29 AVR. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de  
l'espace Saint Ravy à Nancy Barwell du 5 au 27  
juin 2021 - Exposition d'oeuvres d'artistes  
plasticiens**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe déléguée à la culture et à la culture scientifique ;
- VU la décision n° VD2020-315 du 1<sup>er</sup> septembre 2020 autorisant l'exposition des œuvres de Nancy Barwell au sein de l'espace Saint Ravy du 10 avril au 2 mai ;

**Considérant :**

- Qu'en raison de la fermeture des lieux culturels en lien avec l'épidémie de COVID-19 cette mise à disposition n'a pu avoir lieu et qu'il convient de la reprogrammer

**Décide**

**Article 1 :** D'autoriser Nancy Barwell, 10 avenue de Palavas, 34070 Montpellier, à exposer ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy du 5 au 27 juin 2021 (installation à partir du 31 mai et démontage jusqu'au 28 juin) ;

**Article 2 :** De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385€), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le  
Madame l'Adjointe au Maire

*Agnès Robin*

Agnès ROBIN



Publiée le :

- 5 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de  
l'espace Saint Ravy à Aline Nader du 31 juillet au  
22 août 2021 - Exposition d'oeuvres d'artistes  
plasticiens**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe déléguée à la culture et à la culture scientifique ;
- VU la décision n° VD2020-306 du 1<sup>er</sup> septembre 2020 autorisant l'exposition des œuvres de Aline Nader au sein de l'espace Saint Ravy du 5 au 27 juin 2021 ;

**Considérant :**

- Qu'en raison de la fermeture des lieux culturels en lien avec l'épidémie de COVID-19 cette mise à disposition n'a pu avoir lieu et qu'il convient de la reprogrammer

**Décide**

**Article 1 :** D'autoriser Aline Nader, 4 rue Charles Borromée, 34080 Montpellier, à exposer ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy du 31 juillet au 22 août 2021 (installation à partir du 26 juillet et démontage jusqu'au 23 août) ;

**Article 2 :** De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385€), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4 MAI 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

  
Agnès ROBIN



Publiée le : - 5 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2102079-1**  
**TA - Monsieur et Madame KASBACH"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**Considérant**

- la requête n°2102079-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 avril 2021 par Monsieur et Madame KASBACH et Autres contre l'arrêté n°PC3417219V0304 délivré aux consorts FRANCO-COINAUD-PAROT le 4 novembre 2020, ensemble la décision tacite de rejet au recours gracieux du 24 février 2021 concernant la réalisation d'une maison individuelle avec piscine sise au 5 rue des Sarcelles ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**


**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2102079-1 par Monsieur et Madame KASBACH.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MAI 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE  


Publiée le : **11 MAI 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Maison des Relations Internationales  
14 rue Descente en Barrat  
Demande d'autorisation d'urbanisme**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005-alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

**CONSIDERANT :**

- Que dans le cadre de la gestion active du patrimoine de la Ville de Montpellier, il est prévu d'effectuer des travaux de réhabilitation des bâtiments dont elle est propriétaire ;
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur le bâtiment suivant :

Maison des Relations Internationales, 14 rue Descente en Barrat

Travaux prévus : Remplacement du portail d'entrée à l'identique, pour des raisons de sécurité en raison d'importants dégâts dus à la corrosion sur les parties basses du portail.

Montant estimés des travaux : 6 500 € H.T.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

**ARTICLE 2** : De Dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 3** : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MAI 2021

Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURA



Publiée le : 17 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice " Requête RG21/02532**  
**-Cour d'Appel de Montpellier - ABBE Frédéric**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

**Considérant**

- la déclaration d'appel n°21/02033, RG 21/02532 en date du 20 avril 2021 déposée par Monsieur Frédéric ABBE devant la Cour d'Appel de Montpellier à l'encontre de la décision rendue par Le Tribunal Judiciaire de Montpellier le 3 mars 2021 ordonnant à Monsieur ABBE de quitter les lieux de l'immeuble qu'il occupe sans autorisation au 770 route de Mende à Montpellier, propriété de la Ville de Montpellier ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'appel déposé devant la Cour d'Appel de Montpellier par Monsieur Frédéric ABBE.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MAI 2021**  
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **11 MAI 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques  
Service Energie**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°G0C0026EM -  
Maintenance, entretien et dépannage des  
équipements de production de froid de la Ville de  
Montpellier et de Montpellier Méditerranée  
Métropole - Attribution**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de réaliser la maintenance, d'entretenir et de dépanner les équipements de production de froid de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique, une convention a été passée pour constituer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, approuvée par délibération n°V2020-156 du 5 octobre 2020 ;
- que la Ville de Montpellier est désignée coordinateur dudit groupement ;

- qu'une procédure n°G0C0026EM a été lancée en date du 08 février 2021 conformément à l'article L.2123-1 du code de la commande publique, sous forme d'un marché à procédure adapté, accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 207 000 € HT (Ville de Montpellier : 156 000€ HT, Montpellier Méditerranée Métropole : 51 000 € HT), pour une durée d'exécution de 3 ans à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : analyse de la valeur technique au regard du mémoire technique pour 60%, prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (D.Q.E) pour 40% ;

- qu'après analyse, l'entreprise AXIMA CONCEPT, agissant sous sa dénomination commerciale ENGIE SOLUTIONS, Tour T1 – 1 Place Samuel de Champlain- Faubourg de l'Arche - 92930 PARIS LA DEFENSE Cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché « Maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole » n° G0C0026EM à l'entreprise AXIMA CONCEPT sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum avec un maximum de 156 000 € HT pour la Ville de Montpellier et de 51 000 € HT pour la Métropole de Montpellier.

L'accord-cadre prend effet à compter de la notification. Il est conclu pour une durée de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 MAI 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 21 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du droit de**  
**préemption urbain - Propriété de la société**  
**CAZELLES portant sur les lots n°7-8 de la**  
**copropriété, cadastrée IZ 86, sise 61B cours**  
**Gambetta**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) SECTEUR GAMBETTA / CLEMENCEAU / FIGUEROLLES, créée par délibération du Conseil de la Métropole le 29 juin 2017 ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;

- VU la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013;
- VU l'estimation des services fiscaux du 28 avril 2021.

**CONSIDERANT :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 11 février 2021 la Société CAZELLES a déposé une déclaration d'intention d'aliéner portant sur un local commercial et un appartement, constituant les lots 7 et 8 de la copropriété située 61 bis Cours Gambetta et cadastrée IZ0086 au prix de 146 000 € plus 6 000 € de commission d'agence,
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduit en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce,
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur »,
- que le 03 décembre 2013 la ville a conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, une concession d'aménagement « Montpellier Grand Cœur 2013-2020 » ;
- que dans ce contexte, il est nécessaire d'accompagner l'évolution du territoire et en particulier de l'axe du cours Gambetta, notamment par une offre de commerces, variée et qualitative, conforme au potentiel à développer sur un axe aussi structurant du cœur de ville,
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il est nécessaire pour la Ville d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers. Plus particulièrement, l'acquisition de ce bien permettra de développer l'attractivité commerciale du circuit marchand par la recherche d'enseigne ou de commerce de nature à renforcer l'offre commerciale au sud de l'Ecusson et en connexion avec les secteurs en renouvellement urbain. Ce projet est conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment afin d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la société CAZELLES, portant sur un local commercial et un appartement, constituant les lots 7 et 8 de la copropriété située 61 bis Cours GAMBETTA, et cadastrée section IZ0086 au prix proposé dans la DIA soit 146 000 € (cent quarante-six mille euros) plus 6 000 € de commission d'agence, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 2 :** que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers- payeur et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

**ARTICLE 3** : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 MAI 2021  
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : 10 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n°V0D0009UV - Conception et  
production artistique de la manifestation ' Cœur  
de Ville en Lumières ' - Avenant n° 2 - Lot 2**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué au Maire ;
- VU la décision n°VD2020-379 du marché V0D0009UV - Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » attribuant le lot n° 2 « Préfecture » au Groupement SARL CS PROD (mandataire) / ID SCENES 77 rue Baraban 69003 LYON, pour un montant de 55 000,00 euros HT et pour une durée de 5 mois.
- VU la décision n°VD2020-442 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » - Avenant n°1 aux lots 1,2, 3, 5 et 6, reportant la manifestation du 24 au 27 mars 2021.

**CONSIDERANT :**

- Que le marché prévoyait initialement que la manifestation Cœur de Ville en Lumières se déroulerait du 25 au 28 novembre 2020. Suite aux mesures gouvernementales relatives à l'épidémie de Coronavirus la manifestation n'a pas pu se dérouler aux dates initialement prévues. Un premier avenant fixait un report de la manifestation du 24 au 27 mars 2021. La situation sanitaire ne permettant toujours pas d'effectuer les prestations, un report doit-être à nouveau effectué.
- Que pour maintenir l'organisation de cette manifestation, il est donc nécessaire de reporter l'ensemble des prestations à une date ultérieure fixée entre septembre et décembre 2021.



**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché V0D0009UV Conception et production artistique de la manifestation « Coeur de Ville en Lumières » pour le lot n° 2 « Préfecture » au Groupement SARL CS PROD (mandataire) /ID SCENES.

Cet avenant n'a pas d'incidence financière et ne modifie pas la durée initiale prévu dans le marché.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTE



Publiée le : 10 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Marché n°V0D0009UV - Conception et**  
**production artistique de la manifestation ' Cœur**  
**de Ville en Lumières ' - Avenant n° 2 - Lot 3**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER ;
- VU la décision n°VD2020-379 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » attribuant :
  - Le lot n° 3 « Musée Fabre » à l'entreprise B DIGITAL EVENTS 520 Chemin de Bassan 13560 ROQUEVAIRE, pour un montant de 53 500,00 euros HT et pour une durée de 5 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
- VU la décision n°VD2020-442 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » - Avenant n°1 aux lots 1, 2, 3, 5 et 6, reportant la manifestation du 24 au 27 mars 2021.

**CONSIDERANT :**

- Que le marché prévoyait initialement que la manifestation Cœur de Ville en Lumières se déroulerait du 25 au 28 novembre 2020. Suite aux mesures gouvernementales relatives à l'épidémie de Coronavirus la manifestation n'a pas pu se dérouler aux dates initialement prévues. Un premier avenant fixait un report de la manifestation du 24 au 27 mars 2021. La situation sanitaire ne permettant toujours pas d'effectuer les prestations, un report doit-être à nouveau effectué.

- Que pour maintenir l'organisation de cette manifestation, il est donc nécessaire de reporter l'ensemble des prestations à une date ultérieure fixée entre septembre et décembre 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°V0D0009UV Conception et production artistique de la manifestation « Coeur de Ville en Lumières » pour le lot n° 3 « Musée Fabre » à l'entreprise B DIGITAL EVENTS.

Cet avenant n'a pas d'incidence financière et ne modifie pas la durée initiale prévu dans le marché.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 10 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public  
Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché n°V0D0009UV - Conception et  
production artistique de la manifestation ' Cœur  
de Ville en Lumières ' - Avenant n° 2 - Lot 5**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué au Maire ;
- VU la décision n°VD2020-379 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » attribuant le lot n° 5 « Le conservatoire de Musique » à l'entreprise ID SCENES 3441 avenue Etienne Méhul – ZAC Garosud 34071 Montpellier cedex 3, pour un montant de 40 000,00 euros HT et pour une durée de 5 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).
- VU la décision n°VD2020-442 du marché Conception et production artistique de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » - Avenant n°1 aux lots 1, 2, 3, 5 et 6, reportant la manifestation du 24 au 27 mars 2021.

**CONSIDERANT :**

- Que le marché prévoyait initialement que la manifestation Cœur de Ville en Lumières se déroulerait du 25 au 28 novembre 2020. Suite aux mesures gouvernementales relatives à l'épidémie de Coronavirus la manifestation n'a pas pu se dérouler aux dates initialement prévues. Un premier avenant fixait un report de la manifestation du 24 au 27 mars 2021. La situation sanitaire ne permettant toujours pas d'effectuer les prestations, un report doit-être à nouveau effectué.
- Que pour maintenir l'organisation de cette manifestation, il est donc nécessaire de reporter l'ensemble des prestations à une date ultérieure fixée entre septembre et décembre 2021.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché Conception et production artistique de la manifestation « Coeur de Ville en Lumières » pour le lot n° 5 « Le conservatoire de Musique » à l'entreprise ID SCENES.

Cet avenant n'a pas d'incidence financière et ne modifie pas la durée initiale prévu dans le marché.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 10 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de  
Montpellier - Monsieur Philippe HERAN et  
Autres"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

**CONSIDÉRANT :**

- la signification de la déclaration d'appel n°21/00544 réceptionnée le 4 mai 2021 à la requête de Monsieur Philippe HERAN et autres devant la Cour d'Appel de Montpellier à l'encontre du jugement n°17/05266 rendu le 16 décembre 2020 par le Tribunal de Grande Instance de Montpellier ordonnant la suppression de trois portails enclavant la parcelle cadastrée n° EI 100 sise à Montpellier, propriété de la Ville de Montpellier ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'Appel de Montpellier suite au dépôt de la requête en appel n°21/00544 par Monsieur Philippe HERAN et Autres.

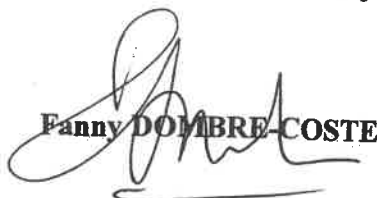
**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MAI 2021**  
Madame la Première Adjointe

  
Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **11 MAI 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière**  
**Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Droit de préemption urbain - Propriété**  
**VICENTE - Lot de copropriété n°2 - 500 rue du**  
**Mas Rouge - Exercice du droit de préemption**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne-République ;



- VU la délibération du Conseil municipal du 19 février 2015 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté Port Marianna-République ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Port Marianne-République ;
- VU le constat dressé le 14 avril 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville de Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux du 19 mars 2021 ;

**CONSIDERANT :**

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 03 mars 2021, Maître PALUAN a déposé une déclaration d'intention d'aliéner portant sur le lot de copropriété n°2 à usage d'habitation, situé 500 Rue DU MAS ROUGE, propriété de Monsieur Progreso VICENTE, et cadastré SE0141 SE0218 SE0083 au prix de 134 000€, dont 9 000€ de commission d'agence ;
- qu'il est nécessaire pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne-République qui prévoit, dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port-Marianne-République d'une superficie de 21 hectares. Ce projet est conforme aux articles L210-1 et L300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat ;
- que le prix proposé paraît excessif ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** d'exercer le droit de préemption sur le lot de copropriété n°2 à usage d'habitation appartenant à Monsieur Progreso VICENTE, situé 500 Rue du Mas Rouge, et cadastrée section SE0141 SE0218 SE0083 au prix de 96 040€, dont 9 000€ de commission d'agence.

**ARTICLE 2 :** dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

**ARTICLE 3 :** que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC Port Marianne-République et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

**ARTICLE 4 :** d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11 MAI 2021  
Madame l'Adjointe au Maire



Publiée le : 11 MAI 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE III**  
**ARRETES**  
**REGLEMENTAIRES**



**PARTIE III – SOMMAIRE**  
**ARRETES REGLEMENTAIRES DU MAIRE**  
**AOUT ET SEPTEMBRE 2021**

<b>N°ARRETE</b>	<b>TITRE</b>	<b>PAGE</b>
VAR2021-0016	Organisation de la prise en charge et des premiers soins à donner aux animaux, accidentés ou dans un état sanitaire nécessitant des soins vétérinaires vitaux ou pour soulager des douleurs, trouvés sur la Voie Publique (sans maître, de maître inconnu ou défaillant) sur le territoire communal de la Ville de Montpellier	440
VAR2021-0017	Etat d'urgence sanitaire covid-19. Fermeture de l'établissement Mowgli	443
VAR2021-0018	Etat d'urgence sanitaire covid-19. Réouverture de la halte-garderie Mowgli	445
VAR2021-0019	Etat d'urgence sanitaire covid-19. Fermeture de la crèche municipale Blanche Neige	447
VAR2021-0020	Etat d'urgence sanitaire covid-19 - Réouverture de la crèche municipale Blanche Neige	449
VAR2021-0021	Etat d'urgence sanitaire covid-19. Ouverture de la halte-garderie municipale Mary Poppins.	451
VAR2021-0022	Etat d'urgence sanitaire covid-19 - Fermeture de la halte-garderie Mary Poppins	453
VAR2021-0048	Représentation du Maire à la présidence de la Commission Communale d'Accessibilité (CCA)	455
VAR2021-0051	Arrêté fixant les limites de l'exercice de la délégation de Madame Véronique BRUNET, Adjointe déléguée au Quartier Mosson et à la Jeunesse	457
VAR2021-0052	Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme Caroline DUFOIX le 15 mai 2021	459
VAR2021-0053	Arrêté de la Police des Cimetières de la Ville de Montpellier	460
VAR2021-0054	Arrêté portant adoption des Lignes Directrices de Gestion spécifiques à l'avancement de grade et à la promotion interne de la Ville de Montpellier	462
VAR2021-0055	Arrêté de réouverture du Parc de Lunaret	475
VAR2021-0056	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier	477
VAR2021-0057	Délégations de signature Département Administration Générale et Finances (DAGF)	479
VAR2021-0058	Arrêté portant sur l'interdiction des ventes à la "Sauvette"	487
VAR2021-0059	Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme Caroline DUFOIX le 19 juin 2021	490
VAR2021-0060	Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme Françoise BOUTET-WAISS le 12 juin 2021	491

<b>N°ARRETE</b>	<b>TITRE</b>	<b>PAGE</b>
VAR2021-0063	Arrêté réglementant l'accès à la Promenade Royale du Peyrou et interdisant le transport, la consommation d'alcool	493
VAR2021-0064	Fermeture anticipée de la Promenade Royale du Peyrou en raison du couvre-feu en vigueur, du 19 mai au 09 juin 2021	495
VAR2021-0065	Règlementation des horaires d'ouverture des établissements type épiceries de nuit et de vente à emporter des boissons alcoolisées	497
VAR2021-0066	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Stéphanie JANNIN le samedi 24 juillet 2021	501
VAR2021-0067	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Françoise BOUTET-WAISS le 19 juin 2021	502
VAR2021-0068	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Caroline DUFOIX le 12 juin 2021	503
VAR2021-0069	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Elodie BRUN-MANDON le 25 juin	504
VAR2021-0070	Tenue du registre nominatif relatif au Plan canicule Dispositif confié au CCAS de Montpellier	505
VAR2021-0071	Arrêté de délégation de signature Personnel Municipal Direction des Relations aux Publics Service État-Civil	507
VAR2021-0072	Délégations de signature Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT)	509
VAR2021-0073	Fermeture anticipée de la Promenade Royale du Peyrou en raison du couvre-feu en vigueur, du 09 au 30 juin 2021	520
VAR2021-0074	Arrêté réglementant l'accès à la Promenade Royale du Peyrou et interdisant le transport, la consommation d'alcool	522
VAR2021-0075	Arrêté fixant les modalités d'accès du public et des journalistes aux Conseils municipaux durant la période de sortie de crise sanitaire	524
VAR2021-0076	Hivernales 2021 Organisation du marché, désignation des membres composant la Commission de sélection des candidats aux hivernales et chalets de Noël et pondération des critères de sélection	526
VAR2021-0077	Service Communal Hygiène et Santé Intérim de Madame Betty ZUMBO par Madame Nathalie GAY du 2 au 30 juillet 2021 inclus	531
VAR2021-0078	Fête de la musique 2021 - Fermeture exceptionnelle anticipée de certains parcs et squares	532
VAR2021-0079	Marché de plein air Beaux-Arts Dispositions particulières abroge et remplace l'arrêté N° 2016/4432/T/N du 7 novembre 2016	535
VAR2021-0080	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou en raison des concerts France Télévision et Sommet Afrique France , du 25 juin au 12 juillet inclus 2021	537
VAR2021-0081	Marché les Dimanches du Peyrou Déplacement temporaire les dimanches 27 juin ; 4 et 11 juillet 2021 Boulevard des Arceaux	539



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Organisation de la prise en charge et des premiers  
soins à donner aux animaux, accidentés  
ou dans un état sanitaire nécessitant des soins  
vétérinaires vitaux ou pour soulager des douleurs,  
trouvés sur la Voie Publique  
(sans maître, de maître inconnu ou défaillant)  
sur le territoire communal  
de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code Rural, et notamment les articles L211-19 à L211-26 et R211-11 à R211-12, L214-1, 241-15 ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Code Pénal notamment les articles R610-5 et R632-1 ;
- VU le décret du 25/11/2002 relatif à des mesures particulières à l'égard des animaux errants ;
- VU l'arrêté municipal n°2009/11 portant sur l'Hygiène, la Salubrité, la Tranquillité Publique, et la Circulation des Animaux ;
- VU l'arrêté municipal n°2014/2005 relatif aux modalités de prise en charge des animaux errant, en état de divagation et/ou accidentés sur la Voie Publique Communale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal n°VAR2020-0051 du 24 Juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, délégué au bien-être animal.

- **Considérant** qu'il appartient au Maire d'assurer la sécurité, l'hygiène et la santé publique ;
- **Considérant** qu'il appartient au Maire de mettre en place toutes les mesures relatives à la circulation des animaux et de confirmer les obligations des propriétaires ou des détenteurs ou des gardiens ;
- **Considérant** qu'il appartient au Maire d'assurer la sécurité des biens et des personnes ;
- **Considérant** qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la divagation des animaux errants sur le domaine public ou le domaine privé ouvert au public ;
- **Considérant** que le Maire, en l'absence de propriétaire identifié, doit prendre toutes les dispositions de nature à permettre la prise en charge rapide de tout animal errant ou en état de divagation qui se trouverait blessé ou accidenté ;
- **Considérant** qu'il est essentiel d'apporter aux animaux blessés les soins conservatoires nécessaires avant leur entrée en fourrière ;
- **Considérant** que les animaux sont des êtres sensibles.
- **Considérant** qu'il est nécessaire de modifier l'arrêté VA2017/3454 en date du 28 aout 2017.

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

L'arrêté municipal VA2017/3454 en date du 28 aout 2017 portant sur l'organisation de la prise en charge et des premiers soins à donner aux animaux blessés ou accidentés trouvés sur la voie publique, sans maitre, de maitre inconnu ou défaillant, dans le périmètre du territoire communal de la Ville de Montpellier est abrogé.

#### **Article 2 :**

Tout animal trouvé errant sur le territoire communal, accidenté ou dans un état sanitaire nécessitant des soins vétérinaires vitaux ou pour soulager des douleurs, sera transporté aux fins de soins conservatoires dans un cabinet vétérinaire.

#### **Article 3 :**

Une fiche de dépôt, présentée en annexe, sera systématiquement remplie par le déposant et le vétérinaire. Cette fiche précisera les circonstances et le lieu de la capture ainsi que les blessures apparentes de l'animal.

#### **Article 4 :**

Pour les chats, après la mise en œuvre des soins conservatoires et l'avis du vétérinaire :

- Si le chat est identifié, il sera rendu à son propriétaire après paiement de l'ensemble des frais afférent aux différentes prestations réalisées par le vétérinaire.
- Si le chat n'est pas identifié et qu'il est sociable, il sera transféré à la fourrière intercommunale NOE située à Villeneuve les Maguelonne.
- Si l'animal est un chat libre identifié au nom de la Ville, il sera relâché sur son lieu de vie.
- Si le chat est sauvage et non sociable, il sera stérilisé et identifié au nom de la Ville avant d'être relâché sur son lieu de vie.

#### **Article 5 :**

A l'exception des chats, les autres animaux seront transportés dans les lieux adaptés, après la mise en œuvre des soins conservatoires et après avis du praticien.

**Article 6 :**

Afin de ne pas laisser l'animal souffrir inutilement, le Maire donne un ordre permanent d'euthanasie au vétérinaire qui reste libre de toute décision d'euthanasie éthique. Le motif d'euthanasie devra être précisé dans la fiche annexe.

**Article 7 :**

Un plafonnement financier du montant des soins est établi, il sera réévalué si besoin. Si l'état de l'animal nécessite des soins importants, la poursuite du traitement sera décidée par le Maire, après conseil du vétérinaire.

**Article 8 :**

Une note, jointe en annexe, sera transmise à l'ensemble des vétérinaires de Montpellier pour préciser les modalités détaillées d'organisation, le montant du plafonnement financier et de paiement des notes d'honoraires.

**Article 9 :**

Pour tout animal trouvé mort sur la voie publique un signalement doit être fait sur la plateforme de service en ligne de la ville (formulaire : « cadavre d'animal dans l'espace public »). Dans le cas où un usager déposerait un cadavre d'animal, trouvé sur la voie publique, auprès d'un vétérinaire, la fiche de dépôt devra également être remplie et les services municipaux se chargeront de l'enlèvement de l'animal.

**Article 10 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 18 juin 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Eddine ARIZTEGUI**

**Publié le : 22 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-155670-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 juin 2021 - Réception en Préfecture : 22 juin 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021-Fiche dépôt animaux V4 VF.pdf

- 2021-Note prise en charge animaux V4 VF.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Enfance**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19. Fermeture de  
l'établissement Mowgli**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville

**CONSIDERANT**

- La nécessité de poursuivre la mise en œuvre de mesures administratives et sanitaires visant à limiter la propagation du virus,
- que plus de trois cas de COVID ont été détectés ainsi que de nombreux cas contacts identifiés au sein de la halte-garderie municipale Mowgli le 14/01/2021,
- que pour assurer la protection et l'état de santé des personnes et des enfants susceptibles de fréquenter l'établissement,

**A R R E T E**

**Article 1 :**

La halte-garderie municipale Mowgli est fermée à partir du vendredi 15 janvier 2021 dans l'attente des résultats des tests réalisés par les agents.

**Article 2 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 2 juin 2021  
Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publié le : 3 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-155997-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 juin 2021 -Réception en Préfecture : 3 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Enfance**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19. Réouverture de  
la halte-garderie Mowgli**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU l'arrêté municipal n°VAR2021-0017 portant fermeture de la halte-garderie municipale Mowgli à compter du vendredi 15 janvier 2021 ;
- VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

**CONSIDERANT**

- Que les agents testés positivement ont été isolés 3 semaines et ont des tests négatifs le 5 février 2021 ;
- Que la protection et l'état de santé des personnes et des enfants susceptibles de fréquenter l'établissement est assurée ;

**A R R E T E**

**Article 1 :**

La halte-garderie municipale Mowgli est ouverte à partir du lundi 8 février 2021.

**Article 2 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 2 juin 2021**  
**Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publié le : 3 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-156073-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 juin 2021 -Réception en Préfecture : 3 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Enfance**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19. Fermeture de la  
crèche municipale Blanche Neige**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

**CONSIDERANT**

- La nécessité de poursuivre la mise en œuvre de mesures administratives et sanitaires visant à limiter la propagation du virus ;
- que deux cas de COVID ont été détectés ainsi que de nombreux cas contacts identifiés au sein de la crèche municipale Blanche-Neige le 10 février 2021 ;
- que pour assurer la protection et l'état de santé des personnes et des enfants susceptibles de fréquenter l'établissement ;

**A R R E T E**

**Article 1 :**

La crèche municipale Blanche-Neige est fermée à partir du jeudi 11 février 2021 dans l'attente des résultats des tests réalisés par les agents.

**Article 2 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 2 juin 2021  
Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publié le : 3 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-156078-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 juin 2021 -Réception en Préfecture : 3 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Enfance**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19 - Réouverture  
de la crèche municipale Blanche Neige**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans,
- VU l'arrêté municipal n°VAR2021-0019, portant fermeture de la crèche municipale Blanche-Neige à compter du jeudi 11 février 2021,
- VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

**CONSIDERANT**

- Que les tests réalisés par certains agents sont négatifs,
- que les agents testés positivement restent isolés à leur domicile
- que le personnel négatif est suffisamment en nombre pour permettre l'accueil des enfants dans le respect des taux d'encadrement portés par le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010
- que la protection et l'état de santé des personnes et des enfants susceptibles de fréquenter l'établissement est assurée,

**ARRETE**

**Article 1 :**

La crèche municipale Blanche-Neige est ouverte à partir du lundi 15 février 2021.

**Article 2 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 2 juin 2021  
Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publié le : 3 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-156080-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 juin 2021 -Réception en Préfecture : 3 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction de l'Enfance**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19. Ouverture de la  
halte-garderie municipale Mary Poppins.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU l'arrêté municipal n°VAR2021-0022 portant fermeture de la halte-garderie municipale Mary Poppins à compter du jeudi 17 septembre 2020 ;
- VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

**CONSIDERANT**

- Que les tests réalisés par les agents sont négatifs,
- Que la protection et l'état de santé des personnes et des enfants susceptibles de fréquenter l'établissement est assurée,

**A R R E T E**

**Article 1 :**

La halte-garderie municipale Mary Poppins est ouverte à partir du mardi 22 septembre 2020.

**Article 2 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 2 juin 2021**  
**Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publié le : 3 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-156082-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 juin 2021 -Réception en Préfecture : 3 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Enfance**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19 - Fermeture de  
la halte-garderie Mary Poppins**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

**CONSIDERANT**

- La nécessité de poursuivre la mise en œuvre de mesures administratives et sanitaires visant à limiter la propagation du virus,
- que le département de l'Hérault est classé en zone rouge, de circulation active du virus Covid-19,
- qu'un cas de COVID a été détecté au sein de la halte-garderie municipale Mary Poppins le 16/09/2020 ainsi que plusieurs cas contacts identifiés,
- que pour assurer la protection et l'état de santé des personnes et des enfants susceptibles de fréquenter l'établissement,

**ARRETE**

**Article 1 :**

La halte-garderie municipale Mary Poppins est fermée à partir du jeudi 17 septembre 2020 dans l'attente des résultats des tests réalisés par les agents.

**Article 2 :**

Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 2 juin 2021  
Madame l'Adjointe au Maire**

**Signé.**

**Tasnime AKBARALY**

**Publié le : 3 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-156084-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 juin 2021 -Réception en Préfecture : 3 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Représentation du Maire  
à la présidence de la Commission  
Communale d'Accessibilité (CCA)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2143-3, L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la création de la Commission Communale pour l'Accessibilité de la Ville de Montpellier par délibération du 26 juillet 2010 ;
- **CONSIDERANT** que le Maire de la Ville de Montpellier, président de droit de la Commission Communale pour l'Accessibilité, peut désigner une personne appelée à le représenter.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Toute délégation de fonction antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, pour présider la Commission Communale pour l'Accessibilité de la Ville de Montpellier, en qualité de représentante du Maire de Montpellier, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Dans ce cadre, Madame Emilie CABELLO est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie CABELLO, la délégation définie à l'article 2 est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Georges ARDISSON, Conseiller municipal délégué, pour représenter le Maire de Montpellier. Dans ce cadre, Monsieur Georges ARDISSON est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 4** : Cette délégation s'exercera sous la surveillance de Monsieur le Maire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6** : Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de la Ville de Montpellier.

**Montpellier, le 11 mai 2021**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 11 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-159176-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 mai 2021 -Réception en Préfecture : 11 mai 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté fixant les limites de l'exercice de la  
délégation de Madame Véronique BRUNET,  
Adjointe déléguée au Quartier Mosson et à la  
Jeunesse**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique BRUNET en qualité d'Adjointe le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Véronique BRUNET au Quartier Mosson et à la Jeunesse ;
- VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 5 ;
- VU la déclaration d'intérêts de Madame Véronique BRUNET adressée à Monsieur le Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU le courrier de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique adressée à Madame Véronique BRUNET en date du 15 avril 2021 ;

**Considérant :**

- Que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;

- Que Madame Véronique BRUNET a informé Monsieur le Maire qu'elle est susceptible d'être ou de paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'elle pourra avoir dans l'exercice de ses fonctions avec l'association **Hérault Sport**, où elle exerce la fonction de cheffe de secteur société/solidarité, en charge des activités d'insertion et du jeune public ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Madame Véronique BRUNET, Adjointe déléguée au Quartier Mosson et à la Jeunesse, s'abstiendra d'exercer la délégation de fonctions lui ayant été consentie, dès lors que celle-ci sera susceptible de l'amener à traiter de relations de quelque type que ce soit entre la Ville de Montpellier et Hérault Sport.

**Article 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 11 mai 2021**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 11 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-159814-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 mai 2021 - Réception en Préfecture : 11 mai 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant  
Mme Caroline DUFOIX le 15 mai 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4.
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 15 mai 2021 de 14 heures à 17 heures.

**Arrête :**

**Article 1er :**

Madame Caroline DUFOIX, Conseillère Municipale, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer les mariages du samedi 15 mai 2021 de 14 heures à 17 heures.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République

**Montpellier, le 11 mai 2021  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 11 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-160019-AR-1-1  
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 mai 2021 - Réception en Préfecture : 11 mai 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics  
Service Administration des Cimetières**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Arrêté de la Police des Cimetières de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU les articles 78 à 92 du Code civil ;
- VU le Code pénal et notamment les articles 225-17 à 225-18-1 ;
- VU le Code du travail ;
- VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire, et ses décrets consécutifs ;
- VU la loi 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;
- VU l'article L.1331-10 du Code de la santé publique ;
- VU l'article L.541-2 du Code de l'environnement ;
- VU les articles L.2213-7 à L.2213-15 et R.2213-2 à R.2213-57 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de funérailles ;
- VU le décret n° 95-653 du 9 mai 1995 portant règlement national des pompes funèbres ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Considérant** qu'il convient de prendre des mesures de polices nécessaires pour assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique dans les cimetières communaux montpelliérains ainsi que dans le cimetière métropolitain implanté sur la commune de Montpellier ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : que tous les arrêtés antérieurs portant sur les dispositions applicables dans les cimetières montpelliérains notamment l'arrêté du 27 décembre 2017, ainsi que la délibération du 28 janvier 2016 sont abrogés, sur la base de l'article L. 243-2 du Code des relations entre le public et l'Administration.

**ARTICLE 2** : que le règlement de la Police des cimetières de la Ville de Montpellier est modifié tel que joint en annexe.

**ARTICLE 3** : que les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois en vigueur.

**ARTICLE 4** : que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé, en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 17 mai 2021.

**Montpellier, le 11 mai 2021**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 11 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-160445-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 mai 2021 - Réception en Préfecture : 11 mai 2021

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Concessions par secteurs
- Règlement cimetières Montpellier.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines  
Unité Carrière Ville**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté portant adoption des Lignes Directrices de  
Gestion spécifiques à l'avancement de grade et à  
la promotion interne de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**Vu le code général des collectivités territoriales,**

**Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,**

**Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,**

**Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique,**

**Vu le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,**

**Vu l'avis du comité technique de la Ville de Montpellier en date du mercredi 05 mai 2021,**

**Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire de la Ville de Montpellier du 4 juillet 2020,**

**Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint municipal délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social,**

**Considérant que les lignes directrices de gestion sont arrêtées par l'autorité territoriale, après avis du comité technique et déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources humaines au sein de la Ville de Montpellier,**

**Considérant que les lignes directrices de gestion fixent également, sans préjudice de pouvoir d'appréciation de l'autorité territoriale compétente, les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours,**

**Considérant que les lignes directrices de gestion relatives à l'avancement de grade et la promotion interne sont établies pour une durée qui ne peut excéder 6 années et qu'elles peuvent faire l'objet d'une révision, en tout ou partie, au cours de la période considérée,**

## ARRETE

**Article 1 :** Les lignes directrices de gestion spécifiques à l'avancement de grade et la promotion interne, sont établies pour six ans, de 2021 à 2026.

**Article 2 :** Les lignes directrices de gestion spécifiques à l'avancement de grade et la promotion interne fixent les critères spécifiques à prendre en compte pour les promotions dans les grades et cadres d'emplois. Elles sont au nombre de cinq :

- La ligne directrice de gestion valeur professionnelle ;
- La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/ fonctions ;
- La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours ;
- La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours ;
- La ligne directrice de gestion sans apport de point.

Les 4 premières lignes directrices de gestion énoncées ci-dessus se déclinent en différents critères pondérés, permettant d'obtenir un total de points sur 200 qui définira le classement des agents promouvables.

Elles s'appliquent de manière différentes selon le mode de promotion : avancement de grade ou promotion interne, et selon la catégorie de l'agent promouvable.

Elles définissent des critères distincts selon le mode de promotion : avancement de grade ou promotion interne, et selon la catégorie de l'agent promouvable.

La ligne directrice de gestion sans apport de point est applicable pour l'avancement de grade et la promotion interne des 3 catégories : A, B et C.

Elle permet un départage des agents à égalité de point et fixe les conditions d'avancements de grades et de promotions internes des agents en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% et des permanents syndicaux.

### **L'avancement de grade des agents relevant des catégories B et C**

**Article 3:** Pour l'avancement de grade des agents de catégorie B et C, 4 lignes directrices de gestions énoncées dans l'article 2 sont applicables :

- La ligne directrice de gestion valeur professionnelle ;
- La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours ;
- La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours ;
- La ligne directrice de gestion sans apport de point.

Les 3 premières lignes directrices de gestion énoncées sont pondérées pour un total de 200 points correspondant à un pourcentage de 100%.

**Article 4 :** La ligne directrice de gestion valeur professionnelle représente 25% du nombre total de points, soit 50 points maximum.

Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Connaissances professionnelles et techniques	1 - Insuffisant	0 point	30%	25%	50 points
	2 - Assez satisfaisant	4 points			
	3 - Satisfaisant	8 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	12 points			
	5 - Excellent	15 points			
Résultats professionnels	1 - Insuffisant	0 point	30%		
	2 - Assez satisfaisant	4 points			
	3 - Satisfaisant	8 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	12 points			
	5 - Excellent	15 points			
Qualités relationnelles	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Capacité d'expertise	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			

**Article 5 :** La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours est pondérée pour un total de 80 points correspondant à un pourcentage de 40% du total des points.

Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Ancienneté dans le grade	2 points par année, soit un plafond de 32 points	40 %	40%	80 points
Ancienneté dans la fonction publique	1 point par année, soit un plafond de 24 Points	30%		
Echelon sommital du grade	8 points	10%		
A 2 ans de l'âge légal de la retraite	16 points	20%		

Le critère de l'ancienneté dans le grade permet un apport de 2 points par année pleine d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements dans la limite de 32 points.

Le calcul de l'ancienneté dans le grade suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul des années de services effectifs permettant à un agent d'être promouvable.

Le critère de l'ancienneté dans la fonction publique permet un apport d'1 point par année pleine d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements dans la limite de 24 points.

Le calcul de l'ancienneté dans la fonction publique se fait en considération de l'année d'entrée dans la fonction publique en tant qu'agent public : en tant que fonctionnaire stagiaire ou en tant que contractuel de droit public sans discontinuité ou sans interruption de contrat supérieure à 3 mois.

Le critère de l'échelon sommital du grade permet un apport de 8 points pour un agent promouvable qui comptabilise 3 années pleines d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements au dernier échelon de la grille indiciaire dont il relève.

Le calcul de l'ancienneté dans l'échelon suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul permettant un avancement d'échelon au sein de la grille indiciaire dont relève l'agent promouvable.

Le critère des 2 ans de l'âge légal de la retraite permet un apport de 16 points pour un agent promouvable qui est à 2 ans de l'âge légal de la retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements en considération de sa date de naissance et de la catégorie de son emploi : sédentaire ou active.

**Article 6 :** La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours est pondérée pour un total de 70 points maximum correspondant à un pourcentage de 35% du total des points. Elle fixe 3 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Réussite examen professionnel du grade cible	49 points	70%	35%	70 points
Année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible	1 point par année, soit un plafond de 7 points	10%		
Entrée dans le cadre d'emplois par concours	14 points	20%		

Le critère de réussite examen professionnel du grade cible permet un apport de 49 points pour un agent promouvable à un grade suite à l'obtention de l'examen professionnel pour l'accès à ce grade.

Le critère de l'année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible permet à un agent promouvable à un grade et lauréat de l'examen professionnel pour ce grade, un apport d'1 point par année pleine depuis la date d'obtention dudit examen jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements, dans la limite de 7 points.

Le critère d'entrée dans le cadre d'emplois par concours permet un apport de 14 points pour un agent entré dans son cadre d'emplois actuel à la suite de la réussite à un concours.

**L'avancement de grade des agents relevant de la catégorie A**

**Article 7** : Pour l'avancement de grade des agents de catégorie A, les 5 lignes directrices de gestions énoncées dans l'article 2 sont applicables :

- La ligne directrice de gestion valeur professionnelle ;
- La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/ fonctions ;
- La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours ;
- La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours ;
- La ligne directrice de gestion sans apport de point.

Les 4 premières lignes directrices de gestion sont pondérées pour un total de 200 points correspondant à un pourcentage de 100 %.

**Article 8** : La ligne directrice de gestion valeur professionnelle représente 25% du nombre total de points, soit 50 points maximum.

Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Connaissances professionnelles et techniques	1 - Insuffisant	0 point	30%	25%	50 points
	2 - Assez satisfaisant	4 points			
	3 - Satisfaisant	8 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	12 points			
	5 - Excellent	15 points			
Résultats professionnels	1 - Insuffisant	0 point	30%		
	2 - Assez satisfaisant	4 points			
	3 - Satisfaisant	8 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	12 points			
	5 - Excellent	15 points			
Qualités relationnelles	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Capacité d'expertise	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			



**Article 9 :** La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/fonctions est pondérée pour un total de 30 points maximum correspondant à un pourcentage de 15% du total des points.  
Elle fixe le critère correspondant à des fonctions spécifiques. Il est pondéré et décliné de la manière suivante :

Directeur Général / DGAS / Directeur de Pôle	30 points	100%	15%	30 points
Directeur	25 points			
Directeur adjoint	20 points			
Responsable de service / Chef de service / Chef d'établissement	15 points			
Responsable de service adjoint / Chef ou responsable d'unité / Chef de projets stratégiques et transversaux	10 points			
Chargé de mission et autres fonctions d'encadrement	5 points			
Autres fonctions	0 point			

**Article 10 :** La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours est pondérée pour un total de 70 points maximum correspondant à un pourcentage de 35% du total des points.  
Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Ancienneté dans le grade	2 points par année, soit un plafond de 28 points	40 %	35%	70 points
Ancienneté dans la fonction publique	1 point par année, soit un plafond de 21 points	30%		
Echelon sommital du grade	7 points	10%		
A 2 ans de l'âge légal de la retraite	14 points	20%		

Le critère de l'ancienneté dans le grade permet un apport de 2 points par année pleine d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements dans la limite de 28 points.

Le calcul de l'ancienneté dans le grade suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul des années de services effectifs permettant à un agent d'être promouvable.

Le critère de l'ancienneté dans la fonction publique permet un apport de 1 point par année pleine d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements dans la limite de 21 points.

Le calcul de l'ancienneté dans la fonction publique se fait en considération de l'année d'entrée dans la fonction publique en tant qu'agent public : en tant que fonctionnaire stagiaire ou en tant que contractuel de droit public sans discontinuité ou sans interruption de contrat supérieure à 3 mois.

Le critère de l'échelon sommital du grade permet un apport de 7 points pour un agent promouvable qui comptabilise 3 années pleines d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements au dernier échelon de la grille indiciaire dont il relève.

Le calcul de l'ancienneté dans l'échelon suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul permettant un avancement d'échelon au sein de la grille indiciaire dont relève l'agent promouvable.

Le critère des 2 ans de l'âge légal de la retraite permet un apport de 14 points pour un agent promouvable qui est à 2 ans de l'âge légal de la retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancements en considération de sa date de naissance et de la catégorie de son emploi : sédentaire ou active.

**Article 11** : La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours est pondérée pour un total de 50 points maximum correspondant à un pourcentage de 25% du total des points. Elle fixe 3 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Réussite examen professionnel du grade cible	35 points	70%	25%	50 points
Année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible	1 point par année, soit un plafond de 5 points	10%		
Entrée dans le cadre d'emplois par concours	10 points	20%		

Le critère de réussite examen professionnel du grade cible permet un apport de 35 points pour un agent promouvable à un grade suite à l'obtention de l'examen professionnel pour l'accès à ce grade.

Le critère de l'année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible permet à un agent promouvable à un grade et lauréat de l'examen professionnel pour ce grade, un apport d'1 point par année pleine depuis la date d'obtention dudit examen jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des tableaux d'avancement, dans la limite de 5 points.

Le critère Entrée dans le cadre d'emplois par concours permet un apport de 10 points pour un agent qui est entré dans son cadre d'emplois actuel à la suite de la réussite à un concours.

### **La promotion interne des agents relevant des catégories A, B et C**

**Article 12** : Pour la promotion interne des agents de catégorie A, B et C, les 5 lignes directrices de gestions énoncées dans l'article 2 sont applicables :

- La ligne directrice de gestion valeur professionnelle ;
- La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/ fonctions ;
- La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours ;
- La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours ;
- La ligne directrice de gestion sans apport de point.

Les 4 premières lignes directrices de gestion sont pondérées pour un total de 200 points correspondant à un pourcentage de 100 %.

**Article 13** : La ligne directrice de gestion valeur professionnelle est pondérée pour un total de 50 points maximum correspondant à un pourcentage de 25% du total des points. Elle fixe 5 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Connaissances professionnelles et techniques	1 - Insuffisant	0 point	20%	25%	50 points
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Résultats professionnels	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Qualités relationnelles	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Capacité d'expertise	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			
Aptitude à exercer des fonctions d'un niveau supérieur	1 - Insuffisant	0 point	20%		
	2 - Assez satisfaisant	3 points			
	3 - Satisfaisant	6 points			
	4 - Très satisfaisant (Très bon)	8 points			
	5 - Excellent	10 points			

**Article 14 :** La ligne directrice de gestion adéquation cadre d'emplois/fonctions est pondérée pour un total de 30 points maximum correspondant à un pourcentage de 15% du total des points.

Elle fixe 2 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Calibrage du poste : cadre d'emplois cible /calibrage du poste occupé	Adéquation cadre d'emplois cible /calibrage du poste occupé	15 points	50%	15%	30 points
	Inadéquation cadre d'emplois cible/calibrage du poste occupé	0 point			
Adéquation filière : Filière cible / Filière de l'agent	Adéquation Filière cible / Filière de l'agent	15 points	50%		
	Inadéquation Filière cible / Filière de l'agent	0 point			

Le critère du calibrage du poste permet, dans le cadre de la promotion interne, de comparer le grade ou cadre d'emplois de référence, inscrit au tableau des effectifs, du poste occupé par l'agent et le grade ou cadre d'emplois pour lequel l'agent est promouvable.

Le critère de l'adéquation filière permet, dans le cadre de la promotion interne, de comparer la filière de l'agent avec la filière du grade pour lequel l'agent est promouvable.

Une exception est faite pour l'application du critère de l'adéquation filière pour les agents relevant de la filière Animation et promouvables au grade d'Attaché par promotion interne, la filière animation ne comportant pas de grade de catégorie A. Un total de 8 points sera alloué aux agents relevant du périmètre de cette exception.

**Article 15 :** La ligne directrice de gestion ancienneté et diversité des parcours est pondérée pour un total de 70 points maximum correspondant à un pourcentage de 35% du total des points.

Elle fixe 4 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Ancienneté dans le cadre d'emplois	1 point par année, soit un plafond de 21 points	30%	35%	70 points
Ancienneté dans le grade sommital du cadre d'emplois	2 points par année, soit un plafond de 28 points	40 %		
Echelon sommital du grade sommital du cadre d'emplois	7 points	10%		
A 2 ans de l'âge légal de la retraite	14 points	20%		

Le critère de l'ancienneté dans le cadre d'emplois permet un apport de 1 point par année pleine d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes dans la limite de 21 points.

Le calcul de l'ancienneté dans le cadre d'emplois suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul des années de services effectifs permettant à un agent d'être promouvable.

Une exception est faite pour l'application du critère de l'ancienneté dans le cadre d'emplois pour les agents relevant du cadre d'emplois des Agents de maîtrise et promouvables au grade de Technicien ou Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe par promotion interne. L'ancienneté dans un cadre d'emplois technique sera retenue pour les agents relevant du périmètre de cette exception soit un cumul de l'ancienneté acquise dans le cadre d'emplois des Adjoints techniques et dans le cadre d'emplois des Agents de maîtrise.

Le critère de l'ancienneté dans le grade sommital du cadre d'emplois permet à un agent promouvable étant dans le dernier grade de son cadre d'emplois un apport de 2 points par année pleine d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes dans la limite de 28 points.

Le calcul de l'ancienneté dans le grade sommital suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul des années de services effectifs permettant à un agent d'être promouvable.

Le critère de l'échelon sommital du grade sommital du cadre d'emplois permet un apport de 7 points pour un agent promouvable qui comptabilise 3 années pleines d'ancienneté au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes au dernier échelon du dernier grade du cadre d'emplois dont il relève.

Le calcul de l'ancienneté dans l'échelon suit les mêmes dispositions législatives et réglementaires que pour le calcul permettant un avancement d'échelon au sein de la grille indiciaire dont relève l'agent promouvable.

Le critère des 2 ans de l'âge légal de la retraite permet un apport de 14 points pour un agent promouvable qui est à 2 ans de l'âge légal de la retraite au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes en considération de sa date de naissance et de la catégorie de son emploi : sédentaire ou active.

**Article 16 :** La ligne directrice de gestion réussite examens professionnels et concours est pondérée pour un total de 50 points maximum correspondant à un pourcentage de 25% du total des points. Elle fixe 3 critères pondérés et déclinés de la manière suivante :

Réussite examen professionnel du grade cible	35 points	70%	25%	50 points
Année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible	1 point par année, soit un plafond de 5 points	10%		
Entrée dans le cadre d'emplois par concours	10 points	20%		

Le critère de réussite examen professionnel du grade cible permet un apport de 35 points pour un agent promouvable à un grade suite à l'obtention de l'examen professionnel pour l'accès à ce grade.

Le critère de l'année d'obtention de l'examen professionnel du grade cible permet à un agent promouvable à un grade et lauréat de l'examen professionnel pour ce grade, un apport d'1 point par année pleine depuis la date d'obtention dudit examen jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'établissement des listes d'aptitudes, dans la limite de 5 points.

Le critère d'entrée dans le cadre d'emplois par concours permet un apport de 10 points pour un agent qui est entré dans son cadre d'emplois actuel à la suite de la réussite à un concours.

### **La ligne directrice de gestion sans apport de point commune aux avancements de grades et promotions internes des 3 catégories**

**Article 17 :** La ligne directrice de gestion sans apport de point permet un départage des agents promouvables à égalité de points à la suite de l'application des critères pondérés relevant des lignes directrices de gestion précédemment établies.

Elle fixe 4 critères appliqués successivement dans l'ordre défini comme suit, jusqu'au départage des agents à égalité de points :

- L'égalité Femme Homme
- L'âge
- La validation des acquis de l'expérience professionnelle
- La participation à des activités syndicales.

Le critère de l'égalité Femme Homme permet un départage des agents promouvables à égalité de points en considération des agents proposés et de la part respective des femmes et des hommes dans les cadres d'emplois ou les grades concernés par l'avancement de grade ou la promotion interne.

Le critère de l'âge permet un départage des agents promouvables à égalité de points en considération de l'âge le plus avancé.

Le critère de la validation des acquis de l'expérience professionnelle (VAE) permet un départage des agents promouvables à égalité de points en considération de l'obtention d'une certification d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat de qualification professionnelle par le biais d'une VAE.

Le critère de la participation à des activités syndicales permet un départage des agents promouvables à égalité de points en considération de leur engagement syndical.

**Article 18 :** La ligne directrice de gestion sans apport de point fixe les conditions d'avancements de grades des agents promouvables en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% et des permanents syndicaux.

En vertu de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, Lorsqu'un agent en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% ou un permanent syndical réunit les conditions fixées par le statut particulier de son corps ou cadre d'emplois pour bénéficier d'un avancement de grade au choix, ce fonctionnaire est inscrit, de plein droit, au tableau d'avancement de grade, au vu de l'ancienneté acquise dans ce grade et de celle dont justifient en moyenne les fonctionnaires titulaires du même grade relevant de la même autorité de gestion et ayant accédé, au titre du précédent tableau d'avancement et selon la même voie, au grade supérieur.

**Article 19 :** La ligne directrice de gestion sans apport de point fixe les conditions de promotions internes des agents promouvables en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% et des permanents syndicaux.

Lorsqu'un agent en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% ou un permanent syndical réunit les conditions fixées par le statut particulier de son corps ou cadre d'emplois pour bénéficier d'une promotion interne au choix, ce fonctionnaire peut être inscrit sur la liste d'aptitude au vu de l'ancienneté acquise dans ce cadre d'emplois et de celle dont justifient en moyenne les fonctionnaires titulaires du même cadre d'emplois relevant de la même autorité de gestion et ayant été inscrit, au titre des trois précédentes années, sur les listes d'aptitudes et selon la même voie, au grade considéré.

Lorsqu'un agent promouvable en décharge syndicale égale ou supérieure à 70% ou un permanent syndical a réussi un examen professionnel du grade considéré, au titre de la promotion interne, un apport de 3 années d'ancienneté supplémentaires acquises dans son cadre d'emplois sera retenue.

Une exception est faite pour l'application de l'ancienneté acquise dans le cadre d'emplois pour les agents relevant du cadre d'emplois des Agents de maîtrise et promouvables au grade de Technicien ou Technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe par promotion interne. L'ancienneté dans un cadre d'emplois technique sera retenue pour les agents relevant du périmètre de cette exception, soit un cumul de l'ancienneté acquise dans le cadre d'emplois des Adjoints techniques et dans le cadre d'emplois des Agents de maîtrise.

**Organisation des campagnes d'avancements de grades et de promotions internes**

**Article 20** : Les présentes lignes directrices de gestion s'appliquent à l'ensemble des agents promouvables de la Ville de Montpellier dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires. Elles seront rendues accessibles aux agents par voie numérique et, le cas échéant, par tout autre moyen.

**Article 21** : Les tableaux d'avancements et listes d'aptitudes seront établis par l'autorité territoriale dans le respect des conditions posées par les présentes lignes directrices de gestion et dans le respect des conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires.

**Article 22** : L'avancement de grade pourra s'effectuer dans le respect des ratio promus / promouvables fixés par la Ville de Montpellier dans la délibération publiée le 26 juin 2007 et des dispositions spécifiques liées aux seuils de nomination prévus par certains statuts particuliers.

**Article 23** : L'avancement à l'échelon spécial s'effectue dans les conditions prévues par l'article 78-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et par les statuts particuliers des cadres d'emplois éligibles à cet avancement.

**Article 24** : Les tableaux annuels d'avancement de grade pris par l'autorité territoriale préciseront chacun la part respective des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables et celle parmi les agents inscrits sur ces tableaux qui seront susceptibles d'être promus en exécution de celui-ci.

**Article 25** : La promotion interne pourra s'effectuer dans le respect des quotas définis dans les statuts particuliers des cadres d'emplois qui fixent une proportion d'emplois accessibles aux fonctionnaires par promotion interne.

**Article 26** : Chaque année, les représentants du personnel siégeant en commissions administratives paritaires des catégories A, B et C seront conviés à une réunion d'annonce des postes ouverts pour l'année considérée et à une réunion d'information préalablement à la décision définitive de l'autorité territoriale pour l'établissement des tableaux d'avancements et listes d'aptitudes pour l'année considérée.

**Article 27** : Chaque année, la liste des agents promouvables sera communiquée et rendue accessible aux agents par voie numérique et, le cas échéant, par tout autre moyen.

**Article 28** : Chaque année, une date limite de prise en compte des examens professionnels pour l'année considérée sera déterminée. Elle sera communiquée et rendue accessible aux agents par voie numérique et, le cas échéant, par tout autre moyen.

**Article 29** : Les lignes directrices de gestion spécifiques à l'avancement de grade et la promotion interne de la Ville de Montpellier ainsi que l'organisation qui en découle pour leurs modalités d'application prennent effet à la date de publication du présent arrêté.

**Article 30** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 mai 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Michel ASLANIAN

Publié le : 12 mai 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-160826-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 12 mai 2021 -Réception en Préfecture : 12 mai 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction du Parc de Lunaret**  
**Service Administration (Parc de Lunaret)**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Arrêté de réouverture du Parc de Lunaret**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2, L2214-3 et L2122-24 relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;
- **VU** le décret n°2021-76 du 27 janvier 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- **VU** les mesures de confinement prises par l'Etat ;
- **CONSIDERANT** qu'au regard de la crise sanitaire à laquelle le territoire est confronté, il appartient au Maire de par ses pouvoirs de police, de veiller à la sécurité de ses administrés et de prendre toute mesure permettant le respect des mesures en matière de sécurité publique et sanitaire ;
- **CONSIDERANT** les mesures et les règles sanitaires applicables aux Etablissements Recevant du Public (ERP) ;
- **CONSIDERANT** l'avis favorable du Préfet de l'Hérault sur la réouverture du Parc de Lunaret ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La réouverture du Parc de Lunaret est prévue à compter du mercredi 19 mai 2021. Les horaires d'ouverture du Parc de Lunaret restent inchangés.

**ARTICLE 2 :** Le port du masque est obligatoire et le regroupement de plus de 10 personnes est proscrit. Les visiteurs devront également respecter la distanciation sociale entre personnes (règle de deux mètres minimum entre individus).

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 17 mai 2021**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 18 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-160841-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 17 mai 2021 - Réception en Préfecture : 17 mai 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
**Service Sécurité Civile**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

## **Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire ;
- VU le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- VU le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- CONSIDERANT les circonstances revêtant un caractère exceptionnel d'un événement pluvio-orageux pour la journée de lundi 10/05/2021 et de la nuit de lundi à mardi 11/05, pouvant présenter un risque d'inondation sur la commune de Montpellier. Le cumul des pluies est estimé à 60-80 mm sur la durée de l'épisode avec des intensités potentiellement fortes, les cellules orageuses pouvant se révéler peu mobiles. En date du lundi 10/05 à 06h00, Météo France a placé le département de l'Hérault en vigilance départementale Jaune "Orages" et « Crues » à compter de 10h00.
- CONSIDERANT l'urgence de la situation ;
- CONSIDERANT l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1**

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le lundi 10/05 à 13h45.

**Article 2**

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours.

**Article 3**

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 25 mai 2021**

**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 26 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-161156-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 26 mai 2021 - Réception en Préfecture : 26 mai 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégations de signature  
Département Administration Générale et  
Finances  
(DAGF)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)
- Direction de l'Energie et des Moyens Techniques (DEMT)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)

Le poste de Directeur Général Adjoint en charge du Département Administration Générale et Finances étant vacant, l'intérim de direction du département (incluant délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante : courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) est assuré par :

- Monsieur Olivier NYS pour ce qui relève de la Direction des Finances (DF) et de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB) ;
- Monsieur Alain PONS de VINCENT pour ce qui relève de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) ; en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.
- Monsieur Jean-Paul DAYRE pour ce qui relève de la Direction de l'Energie et des Moyens Techniques (DEMT) ; en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Paul DAYRE, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières
- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour l'ensemble des pièces comptables de la Ville de Montpellier, comprenant notamment :
  - les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
  - les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
  - les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
  - les admissions en non-valeur ;
  - les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
  - les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.
- Délégation de signature pour les tirages et remboursements de lignes de trésorerie.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-1 :** Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-2 :** Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-3 :** Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-4 :** Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 2-5 :** Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services et directions adjointes suivants :

- Service Affaires juridiques,
- Service Ressources juridiques,
- Direction adjointe des Etudes, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,
- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOU, Madame Roxane ROBERT, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT, chacun en ce qui concerne leur service ou direction adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOU, de Madame Roxane ROBERT, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-1 :** Madame Emmanuelle RANCHOU, responsable du service Affaires juridiques, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOU et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-2 :** Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.



En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-3-1 :** Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-4 :** Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 3-4-1 :** Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

**ARTICLE 4 :** La Direction Energie Moyens Techniques est composée des services suivants :

- Energie
- Achats et Production Graphique

Le directeur de l'Energie et des Moyens Techniques reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'Energie et des Moyens Techniques, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jean CASTEIL et Monsieur Mario GIRARDI, chacun pour ce qui concerne leur service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur de l'Energie et des Moyens Techniques, de Monsieur Jean CASTEIL et de Monsieur Mario GIRARDI, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'Energie et des Moyens Techniques, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Jean CASTEIL, responsable du service Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean CASTEIL, la délégation ci-dessus est accordée au directeur de l'Energie et des Moyens Techniques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean CASTEIL et du directeur de l'Energie et des Moyens Techniques, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

**ARTICLE 4-2 :** Monsieur Mario GIRARDI, responsable du service Achats et Production Graphique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mario GIRARDI, la délégation ci-dessus est accordée au directeur de l'Energie et des Moyens Techniques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mario GIRARDI et du directeur de l'Energie et des Moyens Techniques, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

**ARTICLE 5 :** La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée du service suivant :

- Parc auto

Monsieur Philippe RENAUD, directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
  - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Manuel VASSALLO, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD et de Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 5-1 :** Monsieur Manuel VASSALLO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALLO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

**ARTICLE 6 :** Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 23 juin 2021**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 23 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-161116-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 23 juin 2021 -Réception en Préfecture : 23 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
**Service Ressources Communes**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Arrêté portant sur l'interdiction des ventes à la "Sauvette"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article R. 446-1 et R. 446-2 ;
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment l'article 21 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 3321-1, L3311 et R3353-5-1 ;
- VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116 -2, 3° ;
- VU le Code Général de la Propriété des personnes Publiques, et notamment son article L2125-1 ;
- VU la Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
- VU l'article 51 de la loi n°2011-267 du 14 Mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU la Note Pénale du Parquet de Montpellier référencée 201PG2016 du 11 Octobre 2018 ;
- VU la modification de la note de politique pénale susmentionnée, par Madame Aurélia BRYL, Substitut du Procureur de la République, fixant le seuil de la valeur marchande des biens proposés à la vente, à 500 € au lieu de 300 € ;
- VU l'arrêté municipal n° VAR2020-0034 du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la Protection de la population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, et tous actes de nature à compromettre la tranquillité, l'hygiène et la salubrité publiques ;
- **CONSIDERANT** que nul ne peut sans autorisation délivrée par la Ville de Montpellier occuper une dépendance du domaine public ;
- **CONSIDERANT** que les occupations du domaine public sans autorisation sont passibles d'une contravention de 5<sup>ème</sup> classe ;

- **CONSIDERANT** que l'installation prolongée et continue de stands, de dépôts d'objets au sol ou sur des supports divers est susceptible d'entraver la libre circulation des piétons ainsi que des cyclistes sur les voies réservées et peuvent engendrer des problèmes d'hygiène et de salubrité publiques ;
- **CONSIDERANT** en outre les nombreuses denrées laissées à l'abandon sur l'espace public à la suite des installations des points de ventes spontanés ne bénéficiant pas d'autorisation ;
- **CONSIDERANT** l'importance du public accueilli sur les marchés et leur proche environnement ;
- **CONSIDERANT** l'importance du public accueilli dans le centre-ville à certains moments de la journée et des fins de semaines ;
- **CONSIDERANT** que les ventes dites « à la sauvette » constituées même de biens de faible valeur, sans autorisation, sont de nature, dans ces circonstances, à provoquer des problèmes de police administrative.

**Arrête :**

**Article 1 :**

Les ventes dites à la « sauvette » sont interdites sur les parties du territoire communal définies à l'article 2. Sont considérées, **vente à la sauvette** : le fait sans autorisation ou déclaration régulière, d'offrir, de mettre en vente ou d'exposer en vue de la vente, des biens ou d'exercer toute autre profession dans les lieux publics en violation des dispositions réglementaires sur la police de ces lieux (article 446-1 du code Pénal)

**Article 2 :**

**L'interdiction visée à l'article 1 concerne les périmètres délimités par les voies et places suivantes :**

**Secteur 1 : « Mosson »**

Avenue de Heidelberg - Rue de Bologne - Rue de Tipasa - Rue de Bologne - Avenue du Lauragais - Avenue de l'Europe - Rue du Professeur Blayac - Rue des Aérostiers - Rue Emile Picard - Place Robert Schuman - Rue Peter Benenson - Route de Lodève - Allée des Brigades Internationales.

**Secteur 2 : « Ecusson - Faubourg »**

Quai des Tanneurs - Quai du Verdanson - Place du 11 Novembre - Rue d'Argencourt - Rue Michel de l'Hospital - Passerelle Auguste Comte - Allée de la Citadelle - Boulevard d'Antigone - Avenue Henri Frenay - Rue du Pont de Lattes - Rue des Deux Ponts - Place de Strasbourg - Rue du Grand Saint Jean - Place Saint Denis - Avenue Georges Clémenceau - Place du 8 mai 1945 - Boulevard Renouvier - Place Roger Salengro - Rue Guillaume Pellicier - Place Leroy-Beaulieu - Rue Saint Louis - Rue Doria - Rue Gerhardt - Rue Bonnard - Rue Auguste Broussonnet - Place Albert 1<sup>er</sup>.

**Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.**

**Article 3 :**

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 27 mai 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Sébastien COTE**

**Publié le : 27 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-161611-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 27 mai 2021 -Réception en Préfecture : 27 mai 2021

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Périmètre application arrêté ventes à la sauvette

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme  
Caroline DUFOIX le 19 juin 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L. 2122-18, L 2122-32, D.2122-4 ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 19 juin 2021 de 14 heures à 17 heures ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Madame Caroline DUFOIX, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer les mariages du samedi 19 juin 2021 de 14 heures à 17 heures.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 25 mai 2021  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 26 mai 2021  
Notifié le :**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme  
Françoise BOUTET-WAISS le 12 juin 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants et les articles L. 2122-18, L 2122-32, D.2122-4
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 12 juin 2021 de 14 heures à 17 heures.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Françoise BOUTET-WAISS, Conseillère Municipale, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer les mariages du samedi 12 juin 2021 de 14 h à 17 heures.

**Article 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 25 mai 2021  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 26 mai 2021**

**Notifié le :**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité**  
**Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté réglementant l'accès à la Promenade  
Royale du Peyrou  
et interdisant le transport, la consommation  
d'alcool**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'Arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **VU** l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **VU** l'article R.610-5 du Code Pénal ;
  
- **CONSIDÉRANT** que le virus SARS-CoV 2 circule toujours dans le département de l'Hérault ;
- **CONSIDÉRANT** que les rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public mettant en présence de manière simultanée plus de dix personnes sont interdits ;
- **CONSIDÉRANT** l'affluence et les rassemblements festifs constatés par les services de police dans les jardins du Peyrou ;
- **CONSIDÉRANT** une recrudescence de consommation d'alcool dans les jardins du Peyrou occasionnant une augmentation de ramassage de verres brisés, plastiques et cannettes d'aluminium ;
- **CONSIDÉRANT** les difficultés rencontrées par les services de police de faire respecter les horaires de fermeture du site ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de maintenir la vocation de la Promenade du Peyrou comme un espace récréatif pour l'ensemble de la population dans le cadre du contexte sanitaire ;

**ARRETE**

**A compter du Mercredi 19 mai 2021 jusqu'au mercredi 09 juin 2021, de 12h à 20h30**

**ARTICLE 1 :** L'accès du public au jardin du Peyrou sera organisé à partir d'un contrôle d'accès afin de maintenir une jauge raisonnable permettant de garantir les gestes barrières et de prévenir la propagation du virus covid 19 ;

**ARTICLE 2 :** Le port, le transport et la consommation d'alcool sont interdits dans les jardins du Peyrou. ;

**ARTICLE 3 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi par toute personne habilitée à les constater ;

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;

**ARTICLE 5 :** Le Maire et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Montpellier, le 20 mai 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Stéphane JOUAULT**

**Publié le : 20 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-161681-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 mai 2021 -Réception en Préfecture : 20 mai 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité  
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Fermeture anticipée de  
la Promenade Royale du Peyrou  
en raison du couvre-feu en vigueur,  
du 19 mai au 09 juin 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** Les normes sanitaires liées à la propagation de la Covid 19 et notamment le couvre-feu de 21h00 à 06h00 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public et d'éviter les rassemblements ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture anticipée de la Promenade Royale du Peyrou ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public à 20h30 ;

**ARTICLE 2 :** L'évacuation des usagers se fera à partir de 20h00 afin de permettre la fermeture dans de bonnes conditions à 20h30 ;

**ARTICLE 3 :** L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra aux horaires habituels dès le lendemain ;

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 20 mai 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Stéphane JOUAULT**

**Publié le : 20 mai 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-161695-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 mai 2021 - Réception en Préfecture : 20 mai 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
**Service Ressources Communes**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Règlementation des horaires d'ouverture  
des établissements type épiceries de nuit  
et de vente à emporter des boissons alcoolisées**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, L.2122-24 ;
- VU le Code pénal et notamment les articles R.446-1, R.610-5 et R.623-2 ;
- VU le Code de procédure pénale et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- VU le Code de la santé publique notamment les articles L.3334-1, L.3334-2, L.3341-1, L.3342-1, L.3342-3, et L.3311-1 relatifs aux débits de boissons, à la protection des mineurs, et à la répression de l'ivresse publique, ainsi que ses articles R.1334-30, R.3353-5-1 et suivants relatifs à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » (HPST), dans son article 95 qui dispose que « sans préjudice du pouvoir de police générale, le Maire peut ficher par arrêté une plage horaire, qui ne peut être établie en deçà de 20 heures et au-delà de 8 heures, durant laquelle la vente à emporter de boissons alcooliques sur le territoire de sa commune est interdite » ;
- VU le règlement sanitaire départemental ;
- VU l'arrêté préfectoral n°90-I-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 2 qui interdit sur la voie publique les bruits gênants provenant de dispositifs de diffusion sonore par haut-parleur ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-I-DEB-I du 21 décembre 2016 fixant les horaires d'exploitation des débits de boissons et établissements ouverts au public dans le département de l'Hérault et précisant le régime particulier des établissements de vente à emporter, dont les épiceries de nuit ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté municipal n°03/09 du 17 octobre 2003 relatif à la lutte contre le bruit ;
- **VU** l'arrêté municipal n° 2020-0959 du 27 août 2020 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- **VU** l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection des populations et à la Tranquillité publique ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique conformément à l'article L.2212-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- **CONSIDERANT** que les ouvertures nocturnes des établissements de restauration rapide et de vente à emporter, des épiceries de nuit, dont l'activité se traduit par un va et vient incessant, accompagné d'une consommation à proximité du commerce sur la voie publique, entretiennent et favorisent la présence permanente de personnes, qui génèrent nuisances sonores, et portent atteinte à la salubrité et à la tranquillité publique ;
- **CONSIDERANT** les rapports et interventions de police, ainsi que les rapports du Centre de Supervision Urbaine de la commune suite aux sollicitations, réclamations ou signalements relatifs aux nuisances sonores, bruits de voisinage et regroupement de personnes liés directement à ces établissements ;
- **CONSIDERANT** que la consommation abusive d'alcool contribue à créer des troubles à la tranquillité publique notamment par des nuisances sonores, nuisibles à la santé publique et des atteintes à la commodité de passage ainsi qu'à l'intégrité de l'espace public ;
- **CONSIDERANT** les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police tout au long de l'année (appels téléphoniques, courriels, courriers, rixes, ameutements, ivresses publiques et manifestes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public) sont générés par la consommation excessive d'alcool, et plus particulièrement en deuxième partie de semaine, du jeudi soir au dimanche matin ;
- **CONSIDERANT** les régulières interventions des services de police nationale et municipale constatant des phénomènes de délinquance, de troubles à la tranquillité publique (troubles et conflits de voisinage, regroupements sur la voie publique prolongés et tardifs) et d'alcoolisation (conduite en état alcoolique, ivresse publique manifeste, comportement inadaptés sur la voie publique, dégradations de biens) en lien avec la vie nocturne ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte à la salubrité publique par l'abandon quotidien sur ces mêmes lieux de déchets alimentaires, d'emballages et de bouteilles ou de canettes vides ;
- **CONSIDERANT** que le fonctionnement des épiceries de nuit est à l'origine de nombreuses nuisances perturbant la tranquillité des riverains et donnant lieu à des réclamations : claquement de portières des véhicules, regroupements, rixes, bruit de voisinage ;
- **CONSIDERANT** que la présence des consommateurs et de leurs véhicules stationnés de manière anarchique sur la voie publique constitue une entrave à la libre circulation des piétons et des autres véhicules ;



- **CONSIDERANT** le nombre important d'épicerie de nuit désormais installées sur l'ensemble du territoire communal ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de modifier l'article 2 de l'arrêté n° VAR2021-0049 en date du 30 avril 2021, à savoir : *« Du jeudi soir au dimanche matin et de 21 heures à 7 heures, les établissements type épicerie de nuit (exceptés les restaurants, cafés, bars et brasseries) devront être fermés. »* ;

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

**L'arrêté n° VAR2021-0049 en date du 30 avril 2021 est abrogé.**

### **Article 2 :**

**A compter du 09 juin 2021, du dimanche au mercredi**, la vente de toutes boissons alcoolisées par les titulaires de « licence à emporter » tels que définis à l'article L.3331-3 du Code de la santé publique, de toutes boissons alcoolisées des groupes de 2 à 5 telles que définies par l'article L.3321-1 du Code de la santé publique **est interdite de 22h jusqu'à 6 heures**, sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Il appartient aux exploitants de ces établissements de prendre toutes les mesures utiles de leur choix (système de bâchage dissimulant les boissons alcoolisées, chaîne interdisant l'accès au rayon des alcools, ...) visant à mettre hors de portée de la clientèle l'intégralité des boissons alcoolisées pendant les horaires d'interdiction.

### **Article 3 :**

**A compter du 09 juin 2021, du jeudi soir au dimanche matin et de 21 heures à 7 heures**, les établissements type épicerie de nuit devront être fermés.

### **Article 4 :**

Ces dispositions concernent le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

#### **Secteur 1 : Grand Centre « Ecusson - Plan Cabanes - Salengro - Gare »**

Rue du Pont de Lattes – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du Onze Novembre – Avenue de Nîmes – Rue Yehudi Menuhin – Rue de Substantion – Rue de la Cavalerie – Quai du Verdanson – Quai des Tanneurs – Place Albert 1<sup>er</sup> – Rue Auguste Broussonnet – Rue de l'Ambre – Rue de la Sauzède – Rue du Faubourg Saint Jaumes – Rue Boulevard du Professeur Louis Vialleton – Place d'Aviler – Rue Pitot – Rue Hilaire Ricard – Rue Maréchal de Castries – Rue Auguste Comte – Rue Saint Louis – Place Leroy Beaulieu – Rue Guillaume Pellicier – Place Roger Salengro – Rue du Faubourg Figuerolles jusqu'à la Rue François de Malherbes – Rue du Claret – Place du 8 mai 1945 – Avenue Georges Clémenceau – Place Saint Denis – Rue du Grand St Jean – Place de Strasbourg – Boulevard de Strasbourg – Place Carnot

#### **Secteur 2 : « Antigone - Don Bosco - Juvénal »**

Rue Bastion Ventadour - Place Paul Bec - Boulevard d'Antigone - boulevard de l'Aéroport International - Carrefour de l'aéroport International - Avenue du Pirée - Place Jean Bene - Rue du Comte de Melgueil - Boulevard de Strasbourg - Rue de Barcelone - Rue Lafitte - Quai Lafitte - Avenue des Etats du Languedoc - Place d'Olympie.

#### **Secteur 3 : « Richter - Jacques Coeur »**

Place de la Révolution Française - Allée du Capitaine Dreyfus - Allée de la Méditerranée - Rue Théroigne de Méricourt - Avenue Raymond Dugrand - Rue des Etats Généraux.

#### **Secteur 4 : « Celleneuve »**

Rue du Pilory – Avenue des Moulins - Avenue des Garrats – Avenue de la Liberté - Route de Lodève.

**Secteur 5 : « Près d'Arènes »**

Avenue de Palavas partie comprise entre l'Avenue Albert Dubout et l'Avenue du Docteur Fourcade.

**Secteur 6 : « Avenue de Toulouse »**

Partie comprise entre la Place du 8 mai 1945 et la Place Flandres-Dunkerque.

**Secteur 7 : « Rue de Las Sorbes »**

Partie comprise entre l'avenue de Lodève et l'impasse de l'Espérance.

**Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.**

**Article 5 :**

Pendant leurs horaires d'ouverture, les exploitants de ces établissements devront prendre toutes les mesures utiles afin que l'exploitation de leur commerce ne soit pas de nature à troubler la tranquillité publique.

**Article 6 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur, sans préjudice des mesures de police administrative complémentaires qui pourraient être prises à l'encontre des contrevenants.

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 2 juin 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Sébastien COTE**

**Publié le : 3 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-161817-AR-1-1  
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 juin 2021 - Réception en Préfecture : 3 juin 2021

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan arrêté réglementation épiceries nuit

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant  
Madame Stéphanie JANNIN  
le samedi 24 juillet 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants et les articles L. 2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 24 juillet 2021 à 14 heures ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Madame Stéphanie JANNIN, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer le mariage du samedi 24 juillet 2021 à 14 heures.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 4 juin 2021  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 4 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-161982-AR-1-1  
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 4 juin 2021 - Réception en Préfecture : 4 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant  
Madame  
Françoise BOUTET-WAISS le 19 juin 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L. 2122-18, L 2122-32, D.2122-4 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 19 juin 2021 de 14 heures à 17 heures.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Madame Françoise BOUTET-WAISS, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 19 juin 2021 de 14 à 17 heures.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**ARTICLE 3 :** Les dispositions de l'arrêté n°VAR2021-0059 sont abrogées.

**Montpellier, le 4 juin 2021  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 4 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162296-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 4 juin 2021 - Réception en Préfecture : 4 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant  
Madame Caroline DUFOIX le 12 juin 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L. 2122-18, L 2122-32, D.2122-4 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 12 juin 2021 de 14 heures à 17 heures ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Madame Caroline DUFOIX, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 12 juin 2021 de 14 à 17 heures.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**ARTICLE 3 :** Les dispositions de l'arrêté n°VAR2021-0060 sont abrogées.

**Montpellier, le 4 juin 2021  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 4 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162303-AR-1-1  
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 4 juin 2021 - Réception en Préfecture : 4 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics  
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant  
Madame Elodie BRUN-MANDON le 25 juin**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L. 2122-18, L 2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer la célébration de mariage du vendredi 25 juin 2021 à 15 heures ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Madame Elodie BRUN-MANDON, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer le mariage du vendredi 25 juin 2021 à 15 heures.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 4 juin 2021  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 4 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162314-AR-1-1  
Acte certifié exécutoire – Envoi Préfecture : 4 juin 2021 -Réception en Préfecture : 4 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Tenue du registre nominatif  
relatif au Plan canicule  
Dispositif confié au CCAS de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 ;
- **VU** le décret n° 2004-926 du 1<sup>er</sup> septembre 2004 ;
- **VU** le Code de l'action sociale et des familles ;
- **VU** la délibération du 4 juillet 2020 relative aux délégations du Conseil municipal au Maire modifiée ;
- **CONSIDERANT** que la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap prévoit dans son titre 1<sup>er</sup> la mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte ;
- **CONSIDERANT** que la loi institue dans chaque département un Plan d'Alerte et d'Urgence (PAU) au profit des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en cas de risques exceptionnels, climatiques ou autres ;
- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de cette loi et des articles R.121-2 à R.121-12 du Code de l'action sociale et des familles, les communes doivent mettre en place un registre nominatif destiné à inscrire les personnes âgées et les personnes en situation de handicap qui en font la demande ;
- **CONSIDERANT** que la mise en place du registre nominatif incombe au Maire. Ce dernier peut toutefois décider de confier cette tâche au CCAS, CIAS, CLIC ou à une commission extra-municipale ;
- **CONSIDERANT** que le CCAS de la Ville de Montpellier dispose d'une expérience et une expertise reconnues dans la relation aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Il est proposé de confier au CCAS de la Ville de Montpellier la tenue du registre canicule.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 8 juin 2021**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 8 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162523-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 8 juin 2021 -Réception en Préfecture : 8 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature  
Personnel Municipal  
Direction des Relations aux Publics  
Service État-Civil**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Mesdames Véronique AZINALA, Sophie BALIARDO, Keltoum BELKHITER, Sabine BOYE, Coralie CAVAGNA, Marjolaine CHALVIDAN, Cindy DENEVE, Sophie DENIS, Evelyne FORNI, Magali LOPEZ, Christine MARQUES, Sophie MAS, Evane MERTZ, Christelle SEVERAC, Florence TROMBINI, Aurore VERDU et Messieurs Fabien BOURRE, Léo LAISNEY, reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état-civil enregistrés à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Mesdames Roselyne CATHALA, Olga KROMPASZKY, Virginia LOPES, Evelyne REMY, Floriane VERY et Monsieur Philippe FLORI reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état-civil enregistrés à Montpellier.

**ARTICLE 2.1 :** Les agents mentionnés à l'article 2 du présent arrêté reçoivent également délégation, en application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, pour toutes les fonctions exercées par Monsieur le Maire en tant qu'officier d'état-civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du Code civil.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté de délégation de fonctions pour le service Etat-civil abroge et remplace toutes délégations antérieures pour les agents cités ou pour tout agent ayant exercé une délégation de fonctions au sein du service.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 28 juin 2021**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 28 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162585-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 28 juin 2021 -Réception en Préfecture : 28 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Délégations de signature Département  
Développement et Aménagement Durables du  
Territoire (DDADT)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé des missions et directions suivantes :

- Mission Cité intelligente
- Mission Espace Public
- Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'Informations Géographiques (DICOSIG)
- Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE)
- Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT)
- Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHaPar)
- Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- Direction Urbanisme Appliqué (DUA)
- Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST)
- Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU)

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Madame Anne RINGLET, Directrice Adjointe du DDADT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves NURIT et de Madame Anne RINGLET, les délégations ci-dessus sont accordées à Olivier NYS, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 2 :** Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 3:** Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 4 :** La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG) est composée du service suivant :

- SIG Métropolitain

Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Marc APARICIO, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien BLASCO et de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 4-1 :** Monsieur Marc APARICIO, responsable du service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc APARICIO et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5 :** La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE) est composée du service suivant :

- Pôle Energie

Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Delphine BAUS, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 5-1** : Madame Delphine BAUS, responsable du Pôle Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Delphine BAUS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6** : La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT) est composée des services suivants :

- Aménagement du territoire/ Déplacements ;
- Plan Local d'Urbanisme.

Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Julie GUIROY et à Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline FRIOL, de Madame Julie GUIROY et de Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6-1** : Madame Julie GUIROY, responsable du service Aménagement du territoire/ Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie GUIROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie GUIROY et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 6-2 :** Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Plan Local d'Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7 :** La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar) est composée des services suivants :

- Programmation et développement de l'Habitat
- Gestion sociale du Logement
- Gens du voyage
- Mission Rénovation Urbaine

Monsieur Bruno LEROY, directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Grégory FAYE, Madame Stéphanie DELBREL, Monsieur Matthieu THEET et Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LEROY, de Monsieur Grégory FAYE, de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Matthieu THEET et de Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-1** : Monsieur Grégory FAYE, responsable du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Grégory FAYE et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-2** : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-3** : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 7-4** : Madame Valérie PACAULT, chef de projet de la Mission Rénovation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;



- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie PACAULT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Valérie PACAULT et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8 :** La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) est composée des services suivants :

- Stratégie et Opérations foncières
- Foncier Espaces publics

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL et à Madame Patricia BOURRAT, chacune pour ce qui concerne leur service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Patricia BOURRAT, chacun pour ce qui la concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8-1 :** Madame Sophie TARDIVEL, responsable du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 8-2 :** Madame Patricia BOURRAT, responsable du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia BOURRAT et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9 :** La Direction Urbanisme Appliqué (DUA) est composée des services suivants :

- Droits des sols Métropole Territoires
- Droit des sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9-1 :** Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 9-2 :** Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint et responsable du service Droit des sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 10 :** La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST) est composée du service suivant :

- Aménagement et réinvestissement économiques et urbains

Monsieur Eric GOMEZ, directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bertrand SAUTRE, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric GOMEZ et de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 10-1 :** Monsieur Bertrand SAUTRE, responsable du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bertrand SAUTRE et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11 :** La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU) est composée des services suivants :

- Montpellier Territoires Est et Nord
- Montpellier Territoires Ouest et Sud

Madame Sylvie MAHOT, directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas PICCININ et à Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie MAHOT, de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11-1** : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 11-2** : Madame Hélène REDER, responsable du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

**ARTICLE 12** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 13** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 juin 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 21 juin 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162590-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 juin 2021 - Réception en Préfecture : 21 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité  
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Fermeture anticipée de  
la Promenade Royale du Peyrou  
en raison du couvre-feu en vigueur,  
du 09 au 30 juin 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** Les normes sanitaires liées à la propagation de la Covid 19 et notamment le couvre-feu de 23h00 à 06h00 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public et d'éviter les rassemblements ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture anticipée de la Promenade Royale du Peyrou ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public à 22h30 ;

**ARTICLE 2** : L'évacuation des usagers se fera à partir de 22h00 afin de permettre la fermeture dans de bonnes conditions à 22h30 ;

**ARTICLE 3** : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra aux horaires habituels dès le lendemain ;

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 10 juin 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Stéphane JOUAULT**

**Publié le : 10 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162917-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 10 juin 2021 -Réception en Préfecture : 10 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Paysage et Biodiversité**  
**Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté réglementant l'accès à la Promenade  
Royale du Peyrou  
et interdisant le transport, la consommation  
d'alcool**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- VU l'article R.610-5 du Code Pénal ;
  
- **CONSIDÉRANT** que le virus SARS-CoV 2 circule toujours dans le département de l'Hérault ;
- **CONSIDÉRANT** que les rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public mettant en présence de manière simultanée plus de dix personnes sont interdits ;
- **CONSIDÉRANT** l'affluence et les rassemblements festifs constatés par les services de police dans les jardins du Peyrou ;
- **CONSIDÉRANT** une recrudescence de consommation d'alcool dans les jardins du Peyrou occasionnant une augmentation de ramassage de verres brisés, plastiques et cannettes d'aluminium ;
- **CONSIDÉRANT** les difficultés rencontrées par les services de police de faire respecter les horaires de fermeture du site ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de maintenir la vocation de la Promenade du Peyrou comme un espace récréatif pour l'ensemble de la population dans le cadre du contexte sanitaire ;

**ARRETE**

**A compter du jeudi 10 juin 2021 jusqu'au mardi 31 Août 2021, de 12h à 20h30**

**ARTICLE 1** : L'accès du public au jardin du Peyrou sera organisé à partir d'un contrôle d'accès afin de maintenir une jauge raisonnable permettant de garantir les gestes barrières et de prévenir la propagation du virus covid 19 ;

**ARTICLE 2** : Le port, le transport et la consommation d'alcool sont interdits dans les jardins du Peyrou. ;



**ARTICLE 3** : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi par toute personne habilitée à les constater ;

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;

**ARTICLE 5** : Le Maire et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Montpellier, le 10 juin 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Stéphane JOUAULT**

**Publié le : 10 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162946-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 10 juin 2021 -Réception en Préfecture : 10 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêts de la Mairie de  
Montpellier**

**Arrêté fixant les modalités d'accès du public et  
des journalistes aux Conseils municipaux durant  
la période de sortie de crise sanitaire**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection du Maire de Montpellier le 4 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, et notamment son article 6 ;
- VU la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- **CONSIDERANT** que le contexte sanitaire impose de venir limiter l'accès du public et des journalistes à la salle où se tiendront les prochains Conseils municipaux en présentiel ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Durant toute la période transitoire de sortie de crise sanitaire, l'accès du public aux Conseils municipaux sera interdit.

**ARTICLE 2 :** Durant toute la période transitoire de sortie de crise sanitaire, seul l'accès des journalistes (sous-réserve d'une inscription préalable auprès de la Direction des Relations Presse et de la présentation d'une carte professionnelle) et autres personnes qui justifieraient d'un motif professionnel aux Conseils municipaux sera autorisé.

**ARTICLE 3 :** Les personnes qui assistent aux séances sont soumises au strict respect des consignes sanitaires, notamment le port du masque et la distanciation physique.

**ARTICLE 4 :** Les débats seront accessibles en direct au public de manière électronique.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 10 juin 2021**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 10 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-162987-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 10 juin 2021 -Réception en Préfecture : 10 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Commerce et Artisanat**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Hivernales 2021**  
**Organisation du marché, désignation des**  
**membres composant la Commission de sélection**  
**des candidats aux hivernales et chalets de Noël et**  
**pondération des critères de sélection**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération V2021-101 du 12 avril 2021 portant mise en œuvre de la Commission de sélection pour l'attribution des chalets de Noël ;
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de désigner les membres de la Commission de sélection des candidats aux hivernales et chalets de Noël de 2021, notamment les représentants des commerçants et de la société civile ;
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de préciser les points attribués à chaque critère de sélection.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Dispositions générales**

Le marché de Noël des hivernales animera le centre-ville du 24 novembre au 26 décembre 2021 et comprendra un maximum de 90 chalets (hors chalets réservés aux partenaires et associations) destinés à constituer des espaces d'exposition, de vente et d'animations diverses.  
L'attribution d'un chalet fera l'objet d'un arrêté municipal qui déterminera précisément l'ensemble des conditions d'occupation du chalet. Afin de favoriser la diversité commerciale, il ne pourra être attribué qu'un seul chalet au maximum par personne physique ou morale sur l'ensemble du marché.

## **ARTICLE 2 : composition de la Commission de sélection**

Les deux élus représentants de la Ville de Montpellier seront l'Adjoint délégué au Commerce de proximité, à l'Artisanat et au Tourisme, Roger Yannick CHARTIER (ou son représentant) et le Conseiller Municipal délégué à l'Artisanat et à la Valorisation des métiers manuel, Michaël DIORE (ou son représentant) ;

Le représentant de l'Office de tourisme sera sa Directrice, Marie-Dominique BELLAMY-CLAUZEL (ou son représentant) ;

Les deux représentants des chambres consulaires seront le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Andre DELJARRY (ou son représentant) et le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Christian POUJOL (ou son représentant) ;

Sont désignés pour siéger à la Commission de sélection des candidatures aux hivernales et chalets de Noël de 2021 les cinq représentants de la société civile suivants :

- Le représentant du Centre Régional Technique de la Consommation Occitanie : Nadia VALLET (ou son représentant) ;
- Le représentant d'une association de commerçants du centre-ville : association du quartier Saint Roch : Gaëlle GRIFFON (ou son représentant) ;
- Un influenceur : Mademoiselle Coccinelle - Annabelle BOYER ;
- Un influenceur : Les jolis Quinquats - Isabelle LESCURE ;
- Un influenceur : Bobstronomie - Fabien SOLDEVILA.

## **ARTICLE 3 : Critères d'attribution**

Les points attribués aux critères de sélection en fonction des deux catégories non-alimentaires et alimentaires sont définis comme suit.

**Grille d'analyse des candidatures non-alimentaires** : 100 points au total (50 points correspondant à des aspects techniques, 50 points correspondant aux notes attribuées par les membres de la Commission de sélection)

### **1- Caractère artisanal : 20 points**

- a. revendeur « conventionnel » : 0 point
- b. commerçant proposant à la vente des produits artisanaux : 10 points
- c. artisan pour une partie des produits : 15 points
- d. assemblage uniquement (exemple achat bracelet , boucles d'oreilles et on rajoute une perle) : 15 points
- e. artisan/créateur : 20 points

### **2- Traçabilité des produits proposés et processus de fabrication : 20 points**

- a. Achat/revente sans visibilité de la traçabilité et/ou du processus de fabrication : 0 point
- b. Achat/revente dans des réseaux identifiés avec visibilité et processus de fabrication : 5 points
- c. Fabrication à travers un partenariat avec une autre structure éthique, responsable (ateliers, associations, artisans... etc.) ou d'une PME locale : 10 points

- d. Fabrication ou assemblage propre en France : 10 points
- e. Fabrication propre à moins de 100 km 20 points
- 3- Soin apporté à la présentation du dossier : 5 points
  - a. dossier peu soigné
  - b. dossier de qualité
- 4- Produit correspondant à l'esprit du marché de Noël : 10 points (note par la Commission)
  - a. non adapté
  - b. adapté
- 5- Qualité ou originalité des produits proposés : 40 points (note par la Commission)  
notation libre
- 6- Démarche écoresponsable volontariste (hors obligations réglementaires) : 5 points
  - a. absente (sauf obligations réglementaires) : 0 point
  - b. démarché initiée : (quelques propositions) : 2,5 points
  - c. démarche avancée : (produits locaux, utilisation de matière première ecolabel ou recyclée, ....) : 5 points
- 7- Pour les candidats ayant déjà exposés au marché de Noël ou Estivales :
  - a. comportement inapproprié : - 30 points
  - b. décoration du chalet : - 5 points
  - c. 3 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : -5 points
  - d. 4 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : -10 points
  - e. 5 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : - 20 points

**Grille d'analyse des candidatures alimentaires : 100 points au total (50 points correspondant à des aspects techniques, 50 points correspondant aux notes attribuées par les membres de la Commission de sélection)**

- 1- Provenance des matières premières : 20 points
  - a. achat des matières premières sans visibilité de la traçabilité et du processus de fabrication : 0 point
  - b. achat dans des réseaux identifiés avec une visibilité et processus de fabrication ou disposant d'un label (Ecocert, Bio, commerce équitable etc.) : 5 points
  - c. achat auprès de producteurs : 10 points
  - d. Achat auprès de producteurs de la région Occitanie : 15 points
  - e. Matières premières issues de son exploitation : 20 points
- 2- Caractère « fait maison » 20 points
  - a. Cuisine d'assemblage à partir de préparations industrielles 0 point
  - b. Fait maison pour partie ou revente de produits fait maison (par un artisan identifié notamment) : 10 points

- c. Fait maison 20 points
- 3- Soin apporté à la présentation du dossier 5 points
  - a. dossier peu soigné
  - b. dossier de qualité
- 4- Produit correspondant à l'esprit du marché de Noël 10 points (arbitrage Commission)
  - a. non adapté
  - b. adapté
- 5- Qualité ou originalité des produits proposés 40 points (arbitrage Commission)  
notation libre
- 6- Démarche écoresponsable volontariste (hors obligations réglementaires) 5 points
  - a. absente (sauf obligations réglementaires = gobelets, assiettes papiers par exemple) : 0 point
  - b. démarché initiée : (quelques propositions) : 2,5 points
  - c. démarche avancée : (produits locaux, utilisation de matière première écolabel ou recyclée, ....) : 5 points
- 7- Pour les candidats ayant déjà exposés au marché de Noël ou Estivales :
  - a. comportement inapproprié : - 30 points
  - b. décoration du chalet : - 5 points
  - c. 3 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : -5 points
  - d. 4 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : -10 points
  - e. 5 fois sur les 5 dernières années (sans renouvellement de produit) : - 20 points

#### **ARTICLE 4 : modalités d'attribution**

Le total de points attribués à chaque candidat déterminera son classement dans l'ordre d'attribution. La Commission sélectionnera pour l'attribution des chalets les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de points dans chaque catégorie.

La Commission de sélection procédera à l'attribution des chalets en tenant compte de la diversité des produits et de l'équilibre nécessaire entre catégories de produits mis en vente à l'échelle du marché de Noël 2021, dans son ensemble.

Les dossiers non retenus lors de cette sélection seront proposés sur liste d'attente. Tout désistement induira un repêchage dans la liste d'attente, dans l'ordre des notes fixées par la Commission.

#### **ARTICLE 5 : délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Montpellier 6, Rue Pitot, 34000 Montpellier, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **ARTICLE 6 : exécution**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent

**Montpellier, le 17 juin 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Roger-Yannick CHARTIER**

**Publié le : 17 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-163189-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 17 juin 2021 -Réception en Préfecture : 17 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Secrétariat Général**  
**Service des Assemblées et Vie des Institutions**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Service Communal Hygiène et Santé**  
**Intérim de Madame Betty ZUMBO**  
**par Madame Nathalie GAY**  
**du 2 au 30 juillet 2021 inclus**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- VU l'arrêté de délégation de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **CONSIDÉRANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 2 au 30 juillet 2021 inclus ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 2 au 30 juillet 2021 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 17 juin 2021**  
**Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publié le : 21 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-163210-AR-1-1  
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 juin 2021 - Réception en Préfecture : 21 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Paysage et Biodiversité**  
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

## **Fête de la musique 2021 - Fermeture exceptionnelle anticipée de certains parcs et squares**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** que le virus SARS-CoV 2 circule toujours dans le département de l'Hérault ;
- **CONSIDÉRANT** que les rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public mettant en présence de manière simultanée plus de dix personnes sont interdits ;
- **CONSIDÉRANT** l'importance du public attendu à Montpellier pour les animations musicales nocturnes traditionnelles entrant dans le cadre de la manifestation nationale de la Fête de la Musique du 21 juin 2021 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la tranquillité des riverains et la sécurité dans différents parcs et squares de la Ville ainsi que la préservation des sites ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier exceptionnellement les horaires de fermeture de certains parcs et squares soumis à fermetures nocturnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : Les parcs et squares dont la liste suit, seront soumis à une fermeture anticipée à **20h00 lundi 21 juin 2021** prochain à l'occasion de la Fête de la musique.

Square des Beaux-Arts	Rue du Marché aux Bestiaux	Centre
Square Camille Ernst	Avenue de Castelnau	Centre
Parc Rimbaud	Rue St André de Novigens	Centre
Square du Père Bonnet	Rue du Père Bonnet	Centre
Square Intendance du Languedoc	227 rue d'Aigrefeuille	Centre
Square Planchon	Rue de la République, rue Pagézy, rue Maguelone	Centre

Square Louis Boffet	Rue Lallemand	Centre
Plan Cavaillé Coll	Rue de la verrerie basse	Centre
Square de la Tour des pins	12 Boulevard Henri IV	Centre
Sq. Renaudot	12 Boulevard Pasteur	Centre
Parc Magnol	Rue de las Sorbes	Centre
Square Marathon	Rue de Thèbes	Centre
Square Bir Hakeim	Boulevard Benjamin Milhaud	Centre
Parc Clemenceau	Avenue Clemenceau	Centre
Parc de la Guirlande	Rue Tour Gayraud	Centre
Jardin de la Pépinière	418 rue de Centrayrargues	Près d'Arènes
Mail Alain Baschung	Avenue du Maréchal Leclerc	Près d'Arènes
Square Ferdinand de Lesseps	Rue Ferdinand de Lesseps	Près d'Arènes
Corridor Saint Martin	Rue Maréchal Leclerc, route de Palavas	Près d'Arènes
Parc des Aiguerelles	603 avenue du Pont Trinquat	Près d'Arènes
Parc de la Croix d'Argent	Avenue Villeneuve d'Angoulême	Croix d'Argent
Square des Hibiscus	Rue des Hibiscus	Croix d'Argent
Jardin d'Arsonval	Rue Georges Brassens	Croix d'Argent
Parc des Sylvains	Avenue Villeneuve d'Angoulême	Croix d'Argent
Esplanade Pierre Paraf	Avenue Maurice Planès	Croix d'Argent
Parc Bagatelle	Rue de Cheng-Du	Croix d'Argent
Parc Montcalm	Rue des Chasseurs	Croix d'Argent
Square François Dezeuze	Rue François Dezeuze	Cévennes
Parc Font-Colombe	Rue du Château Bon	Cévennes
Parc du Mas Prunet	Place des Lascaux	Cévennes
Parc Bel Juel	Avenue des Moulins	Cévennes
Parc Bartholomé de las Casas	Avenue Saint Clement	Cévennes
Parc du Petit Bois de la Colline	Rue de la Croix de Figuerolles	Cévennes
Parc Azéma	Rue des Communautés	Mosson
Square Billie Holiday	Rue Billie Holiday	Hôpitaux Facultés
Parc Aiguelongue	Rue Major Flandre	Hôpitaux Facultés
Domaine de Méric	634 rue de Ferran	Hôpitaux Facultés
Parc Rachel	Impasse Villehardouin	Hôpitaux Facultés
Parc des Pastourelles	Rue Jules Isaac	Port Marianne
Parc de Costebelle	Rue Denis papin	Port Marianne

**ARTICLE 2 :** La promenade Royale du Peyrou fermera à l'horaire annuel saisonnier habituel, soit minuit. Le port, le transport et la consommation d'alcool sont interdits dans les jardins du Peyrou. ;

**ARTICLE 3 :** L'ouverture de ces parcs s'effectuera aux horaires habituels mardi 22 juin 2021 ;

**ARTICLE 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi par toute personne habilitée à les constater ;

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;

**ARTICLE 6** : Le Maire et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Montpellier, le 18 juin 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Stéphane JOUAULT**

**Publié le : 18 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-163488-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 18 juin 2021 - Réception en Préfecture : 18 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Commerce et Artisanat**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché de plein air Beaux Arts**  
**Dispositions particulières**  
**abroge et remplace l'arrêté N° 2016/4432/T/N**  
**du 7 novembre 2016**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Général de Propriété des Personnes Publiques ;
- VU l'arrêté municipal N° 2017/0310/T/R du 30 janvier 2017 portant « *Réglementation Générale des Marchés* » ;
- **Considérant** que pour assurer un bon fonctionnement du marché des Beaux-Arts, il convient de le réglementer et de fixer un quota pour chaque affectation commerciale ;
- **Considérant** les avis émis par les commissions municipales des marchés réunies en séance le 8 mars et le 31 mai 2021 ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> : Localisation du Marché**

Le marché de plein air des Beaux Arts est situé sur la place des Beaux Arts.

**Article 2 : Horaires d'ouverture du marché**

Le marché est ouvert du lundi au samedi, y compris les jours fériés sauf le 1<sup>er</sup> mai, Noël et Jour de l'An. Il se déroule de 7h à 14h.

**Article 3 : quotas et affectations commerciales du marché**

Le marché est affecté à un commerce de produits alimentaires (au maximum 6 commerçants pourront être accueillis). Afin de préserver l'équilibre économique du marché, un quota est mis en place pour les activités suivantes ou un seul commerçant pourra être présent par catégorie et par jour de marché : un primeur, un producteur fruits et légumes, un boucher charcutier et volailler, un traiteur, un poissonnier-coquillage, un fromager.

**Article 4 : Stationnement des véhicules**

Seuls les véhicules de vente de moins de 3,5 tonnes sont autorisés à stationner sur le site du marché et uniquement durant la durée du marché et dans les emplacements désignés.

Les commerçants sont informés que tout stationnement contrevenant aux règles pourra faire l'objet d'une contravention ou d'une mise en fourrière immédiate.

**Article 5 : Propreté du site**

Les exposants doivent laisser l'emplacement propre après chaque déballage.

Une procédure de sanction pourra être engagée, envers le commerçant abonné ou journalier qui ne garderait pas son emplacement dans un état correct de propreté et qui serait présent sur son emplacement à 14heures.

**Article 6 :**

Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté N° 2016/4432/T/N du 7 novembre 2016.

**Article 7 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 25 juin 2021  
Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Roger-Yannick CHARTIER**

**Publié le : 25 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-163899-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 25 juin 2021 -Réception en Préfecture : 25 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité  
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle de  
la Promenade Royale du Peyrou  
en raison des concerts France Télévision et  
Sommet Afrique France ,  
du 25 juin au 12 juillet inclus 2021**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** Les normes sanitaires en cours liées à la propagation de la Covid 19 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée des manifestations, (montage, répétitions et démontage des structures) ;
- **CONSIDÉRANT** les festivités attendues dans le cadre des concerts France Télévision et concert Africa ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture totale au public de la Promenade Royale du Peyrou en dehors de l'ouverture pour les concerts ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public du 25 juin au 12 juillet 2021 en dehors de l'ouverture au public pour les concerts ;

**ARTICLE 2 :** L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra aux horaires habituels dès le lendemain ;

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 24 juin 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Stéphane JOUAULT**

**Publié le : 24 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-163931-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2021 -Réception en Préfecture : 24 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Commerce et Artisanat**

**Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier**

**Marché les Dimanches du Peyrou**  
**Déplacement temporaire**  
**les dimanches 27 juin ; 4 et 11 juillet 2021**  
**Boulevard des Arceaux**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- Vu l'arrêté municipal N° 2017/0310/T/R du 30 Janvier 2017 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- Considérant que compte tenu de la manifestations « Les Nuits du Peyrou », qui s'installent dans les jardins du Peyrou, Place royale du Peyrou pour la période du 25 juin 2021 au 11 juillet 2021 ;
- Considérant que tous les dimanches se tient sur la place Royale du Peyrou, la manifestation « les dimanches du Peyrou », marché de brocanteurs et d'antiquaires de 7 heures à 15 heures ;
- Considérant que pour assurer la sécurité des biens et des personnes il convient de déplacer les commerçants « Des dimanches du Peyrou » sur la période du 25 juin au 11 juillet 2021, inclus ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La Manifestation « Les dimanches du Peyrou » se tiendra les dimanches 27 juin 4 et 11 juillet 2021, sur le Boulevard des Arceaux, de la rue Maillart jusqu'à la rue Marc.

**Article 2 :**

Ces dispositions sont applicables le dimanche de 7 heures à 15 heures.

**Article 3 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 25 juin 2021**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**

**Signé.**

**Roger-Yannick CHARTIER**

**Publié le : 25 juin 2021**

**Notifié le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-164027-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 25 juin 2021 -Réception en Préfecture : 25 juin 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.